**CENTRE D'ETUDES EN SCIENCES SOCIALES DE
LA DEFENSE**

LA GARDE RÉPUBLICAINE

Elodie LANDAT

2006

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	7
La grandeur républicaine	9
Le prestige de l'armée française.....	10
A. <i>La recherche bibliographique</i>	15
B. <i>Les entretiens</i>	16
C. <i>Les outils d'analyse</i>	22
PREMIERE PARTIE :	
LES FONCTIONS DE LA GARDE REPUBLICAINE	27
Chapitre 1. Les missions d'ordre public.....	28
Section 1. La participation de la Garde au maintien de l'ordre	28
§1 . La Garde, une institution en charge de la police de Paris	29
A. Une filiation incertaine : l'Ancien Régime	29
B. Une filiation directe : le XIX ^e siècle.....	32
§2. Le maintien de l'ordre, une mission sous-jacente	35
A. La Garde républicaine, « une force de première catégorie ».....	35
B. Une inversion fonctionnelle.....	36
Section 2. Les services d'ordre et la surveillance générale : deux fonctions de proximité	39
§1. Les deux critères fondamentaux du service d'ordre	39
§2. La fonction de surveillance générale	40
A. Eléments de définition.....	41
B. La Cavalerie et la surveillance des bois et forêts	42
§3. Le cheval, un outil opérationnel au service de la « police de proximité »	45
Chapitre 2. Les missions de sécurité et d'honneur	48
Section 1. Sécurisation des sites et protection des hautes personnalités de l'Etat	48
§1. La sécurisation des palais nationaux	49
A. Une fonction rattachée au chef de l'Etat	49
B. La fonction de sécurisation : surveillance, protection rapprochée, dissuasion	52
I. La sécurité de la présidence de la République : le 1 ^{er} régiment d'infanterie ...	52
II. La sécurisation des autres palais nationaux : le 2 nd régiment d'infanterie.....	54
§2. L'externalisation des gardes statiques	58
Section 2. Les missions d'honneur.....	60

LA GARDE RÉPUBLICAINE

§1. Genèse : un construit empirique.....	61
§2. Exégèse.....	63
A. Fonctions manifestes.....	63
B. Fonctions latentes.....	66
Chapitre 3. La sécurité des personnes et des biens.....	70
Section 1. Des missions de renfort au profit de la Gendarmerie départementale.....	71
§1. Les Pelotons d'Intervention et les Pelotons d'Intervention à Cheval... 71	
§2. Intervention et renfort.....	72
Section 2. Les PI : des unités militaires inscrites dans les politiques de sécurité intérieure.....	76
§1. L'association des PI à la politique de « sécurité de proximité ».....	77
§2. Dynamique fonctionnelle et militarité.....	78
Conclusion de la première partie.....	80
DEUXIEME PARTIE :	
CONTEXTE ET CONSTRUIT ORGANISATIONNELS.....	83
Chapitre 1. La chaîne de commandement.....	84
Section 1. Le cadre juridique d'emploi.....	84
§1. L'arrêté du 9 mars 1993 relatif à la Garde républicaine.....	84
§2. Les autorités hiérarchiques.....	86
Section 2. Une structure souple.....	88
§1. Réquisitions et demandes de concours.....	88
§2. Une structure favorable aux missions indues ?.....	91
A. Flou juridique et effets pervers.....	92
B. Flou juridique et augmentation de personnel : lien de causalité ?.....	94
Chapitre 2. Spécificités organisationnelles.....	96
Section 1. La différenciation intra- et inter-unités.....	96
§1. La différenciation intra-unité : le statut.....	97
§2. La différenciation inter-unités : entre « conflit d'objectif » et « conflit cognitif ».....	100
Section 2. Un double commandement à l'échelon « unité ».....	104
§1. La dissociation commandement opérationnel/commandement organique.....	104
A. Le commandant militaire et le commandant d'unité.....	104
B. Relations interpersonnelles.....	107
§2. Des détachements de sécurité autonomes.....	113

Chapitre 3. La Garde républicaine et l'environnement policier : entre coopération et coordination.....	116
Section 1. Sécurisation des sites et missions d'ordre public.....	117
§1. Coopération et sécurisation des sites	117
§2. Coordination et missions d'ordre public.....	119
Section 2. Les relations interpersonnelles : la fin du dualisme policier ?	121
§1. Les relations formelles.....	121
§2. Les relations informelles	125
Conclusion de la deuxième partie	126

TROISIEME PARTIE :

LA GARDE REPUBLICAINE, UNE « SOCIETE » MILITAIRE.....129

Chapitre 1. La sociologie de la Garde républicaine :trajectoires professionnelles	132
---	-----

Section 1. Intégration.....	132
§1. Une population jeune	132
A. Les « sorties d'école ».....	132
B. Motivations et trajectoires professionnelles	134
§2. Une intégration différente selon les unités	139
Section 2. Sortie	140
§1. Une « défection » imposée par l'institution.....	140
§2. Des départs différents selon les unités	142

Chapitre 2. La Garde républicaine, une institution socialisante	145
---	-----

Section 1. L'apprentissage des valeurs militaires.....	146
§1. Sacrifice et disponibilité : de la valeur à la norme.....	147
§2. La discipline : une norme « resacralisée ».....	150
Section 2. Le processus d'identification	154
§1. Une identification hiérarchisée.	154
A. L'identification à l'armée	154
B. L'identification au métier.....	159

Chapitre 3. La vie de caserne, ou le passage de la « communauté » à la « société ».....	168
---	-----

Section 1. Implantation urbaine et perception de la caserne	170
§1. Un lien communautaire impossible.....	171
A. Le découplage lieu de travail/lieu de résidence	171
B. La faible implication dans la vie de caserne	173
§2. Une vision « civilianisée » de la vie de caserne	175
Section 2. L'impact des spécificités du casernement de la Garde républicaine.....	178
§1. Vie en caserne et trajectoires personnelles.....	178
§2. L'infléchissement du rôle du commandant de caserne	179

LA GARDE RÉPUBLICAINE

CONCLUSION GENERALE.....	183
ANNEXES.....	187
TABLEAU SYNOPTIQUE DES GARDES REPUBLICAINES.....	187
GRILLE D'ENTRETIENS.....	189
BIBLIOGRAPHIE.....	191
OUVRAGES ET ARTICLES GENERAUX.....	191
Articles.....	192
Articles et contributions.....	194
Ouvrages.....	195
LISTE DES ABREVIATIONS.....	197

Elodie LANDAT

INTRODUCTION

La Garde républicaine est partie intégrante de la Gendarmerie nationale au même titre que la Gendarmerie départementale ou la Gendarmerie mobile. Unité à statut militaire, elle est composée de trois régiments : deux régiments d'infanterie et un régiment de cavalerie. Deux éléments la caractérisent et la distinguent des autres formations de la gendarmerie : sécurité et honneurs. Tous les ouvrages traitant de la Garde républicaine la définissent du point de vue de ses missions par le diptyque « sécurité et honneurs » : tandis que le Général Jean-Yves Prigent évoque « *les missions de sécurité et d'honneur au profit des plus hautes autorités de l'Etat* »¹, Marie-Berthe Servier indique que la Garde « *a pour mission d'assurer des services de sécurité et d'honneur au profit des instances gouvernementales et des hautes autorités de l'Etat* »². Cette définition fonctionnelle est étendue au rattachement de la Garde à la ville de Paris : « *Elle assure la sécurité et les honneurs des institutions et des plus hautes personnalités de l'Etat et protège la capitale en cas de crise.* »³ (Marie Hiliquin). La définition globale se décline ensuite en définitions étroites liées aux missions des régiments puis plus particulièrement des unités. Marie-Berthe Servier affine la définition en adoptant un angle de vue anthropologique et insiste sur les missions d'honneur de la Garde en parlant de « *spécialiste en titre des honneurs rendus aux plus hautes autorités étatiques et gouvernementales* » et de « *partenaire obligée des grandes liturgies politiques institutionnelles nationales* »⁴.

Par ces définitions, on apprend ce que fait la Garde, non ce qu'elle est. Qu'est-ce que la Garde républicaine ? « *La vitrine de la France et de ses armées* »⁵, selon le discours institutionnel qui présente la face la plus visible de la Garde, à savoir la face du prestige (qu'elle représente naturellement) et de la grandeur de la République (qu'elle incarne incontestablement). Pourtant, la Garde n'a guère été étudiée par les sciences sociales. Certaines périodes de l'histoire de la Garde sont abordées par des mémoires de maîtrise et de DEA, mais pas autant que le souhaiteraient les historiens qui soulignent l'absence d'ouvrages scientifiques sur le sujet, à l'instar de Fabien Cardoni : « *Si les historiens de la police laissent généralement de côté la Gendarmerie, ils ignorent également le plus souvent la garde.* »⁶

¹ Dossier « La Garde républicaine », *Gend'info*, n°236, mai 2001, pp. 15-31.

² Marie-Berthe Servier, « La symbolique militaire comme langage dans le monde politique et civil : la Garde républicaine », in André Thiéblemont, *Cultures et logiques militaires*, Paris, PUF, « Sociologie d'aujourd'hui », 1999, p. 128.

³ Marie Hiliquin, *Raconte-moi la Garde républicaine*, Paris, Ed. Nouvelle Arche de Noé, 1998, p. 18.

⁴ M.-B. Servier, « La symbolique militaire... », *op. cit.*, p. 127.

⁵ Dossier « La Garde républicaine », *Revue de la Gendarmerie*, n°159, 2^e et 3^e trimestre 1989.

⁶ Fabien Cardoni, *La Garde républicaine : d'une République à l'autre. Un régiment de gendarmes à Paris 1848-1871*, Thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Jean-Noël Luc, Paris IV, février 2005, 2 vol.,

Quelques ouvrages illustrés ont été publiés dans les années 1980 : un dossier complet sur ses missions a été présenté dans la *Revue de la Gendarmerie* en 1989. Depuis lors, un remaniement a eu lieu : des unités ont disparu tandis que d'autres ont été créées : un nouveau dossier publié en 2001 dans la revue *Gend'Info* permet une actualisation de l'organisation et dresse un état des lieux des missions de la Garde. Le bulletin de liaison de la Garde, *Sous le plumet rouge*, constitue une mine d'or. Revue bimensuelle éditée depuis 1978, elle permet de se plonger dans l'univers de la Garde, de l'explorer d'un point de vue fonctionnel et organisationnel, de se familiariser avec le contexte, de s'acclimater au langage spécifique des unités. Ces documents sont insuffisants pour deux raisons : la première est que ces dossiers sont confectionnés par l'institution gendarmique qui diffuse ses propres représentations de l'unité ; la seconde est qu'il s'agit de documents descriptifs et non analytiques. Ces deux raisons empêchent de dépasser la subjectivité de l'émetteur. Or, comme l'indique Jacques Chevallier, « la soumission intégrale et non critique aux faits implique dès lors nécessairement l'adhésion aux représentations qui les entourent et aux interprétations fournies par le 'sens commun' »⁷.

En 1993, est publiée une première étude scientifique sur la Garde républicaine. Marie-Berthe Servier a entrepris cette étude sous l'angle de l'anthropologie qui consiste à analyser les signes, les rites et les symboles, les liturgies politiques ou militaires, la corrélation entre la symbolique militaire et le pouvoir politique. L'auteur explique que « l'anthropologie a montré que toutes les cultures du monde accompagnent de rites l'exercice du pouvoir »⁸ et que la Garde « signifie avec certitude la présence du pouvoir »⁹ et en représente son faste. Seulement, si la Garde républicaine est une unité à part en raison de ses missions d'honneur et de protection des hautes instances de l'Etat, elle n'en reste pas moins rattachée à la Gendarmerie nationale, organiquement et fonctionnellement, dans la mesure où elle est investie de missions de gendarmerie, qu'il s'agisse de missions de police administrative (les principales), de police judiciaire, ou de missions militaires en participant à la DOT (Défense opérationnelle du territoire), si celle-ci est mise en œuvre. Le diptyque « sécurité et honneurs », qui sous-entend qu'elle est au service des « hautes autorités de l'Etat », est donc réducteur. De plus, on ne sait pas comment s'organisent les unités, ni quelles relations elles entretiennent. Quid de l'insertion de la Garde dans son environnement ? Est-elle en décalage ou plutôt bien intégrée ? Quid de l'évolution de l'institution ? Est-elle réfractaire aux changements sociétaux ? Entretient-elle des liens avec les autres unités de gendarmerie ou d'autres institutions comme la police ? Par-delà de la Garde en tant que collectivité ou

p. 9.

⁷ Jacques Chevallier, *Science administrative*, 3^e éd., Paris, PUF, coll. « Thémis », 2002, p. 57.

⁸ M.-B. Servier, « La symbolique militaire... », *op. cit.*, p. 128.

⁹ *Ibidem*, p. 146.

groupe, existe aussi l'individu, le garde, avec son système de pensées, de croyances, ses schèmes perceptifs, sa trajectoire professionnelle et personnelle. Le garde statique appelé *planton*, debout devant les grilles fermées d'un palais, appelle une foule de questionnements : son recrutement, son rapport au commandement, ses motivations, sa satisfaction, ses fonctions, ses perceptions.... Quant aux ouvrages scientifiques relatifs à la Gendarmerie nationale, ils traitent de la Gendarmerie départementale, de la Gendarmerie mobile, voire même de la Garde républicaine mobile, non de la Garde républicaine ; François Dieu a d'ailleurs indiqué dans une de ses nombreuses publications sur la gendarmerie qu'il manquait une étude sur la Garde républicaine.

Pourquoi cette rareté ? Il ne s'agit pas ici de répondre à cette question mais de montrer l'intérêt d'une telle étude.

La Garde républicaine est une institution très visible dans Paris. Selon Fabien Cardoni, « *omniprésents, les gardes font partie des meubles de Paris* »¹⁰ : devant les palais nationaux, lors de manifestations comme les JMJ, dans les jardins publics, la Garde est présente, à pied ou à cheval ; la Garde est associée aux commémorations nationales, le 11 novembre, le 8 mai, le 14 juillet, le 60^{ème} anniversaire du débarquement....Lors des passations de pouvoir, dans la cour des palais nationaux ou devant les grilles, on aperçoit toujours la Garde qui se caractérise par sa proximité avec le pouvoir politique : lieux de pouvoir et hommes de pouvoir. Lorsque la télévision filme un homme politique, se tient en arrière-plan un garde ; le premier élément que voit un chef d'Etat étranger en visite officielle lorsqu'il arrive en France est la Garde républicaine. La Garde cultive son origine multiséculaire par la présentation de formations spéciales évoquant la tradition française et les régimes politiques dont elle a surmonté les changements. Symbolique militaire autant qu'opération de communication, cette présentation s'adresse à la communauté nationale tout entière, voire internationale ; elle vise à mettre en évidence la grandeur de la République et le prestige de l'armée.

La grandeur républicaine

Mythe républicain, la Garde incarne la grandeur de la France en tissant un lien entre le passé et le présent. Mais pas n'importe quel passé : le passé glorieux de la France. Deux formations incarnent particulièrement ce lien mémoriel avec la monarchie absolue et du Premier Empire : la Maison du Roy et les Grenadiers de l'Empereur.

La Maison du Roy est une formation rattachée au régiment de cavalerie, composée de douze cavaliers en tenue Louis XV, et présente les principes de

¹⁰ Fabien Cardoni, *op. cit.*, p. 9.

l'écuyer du XVIII^e siècle, de la Guérinière : les cavaliers revêtent le costume de la Garde ordinaire du Roi, rouge et or, et de la Garde municipale de Paris, bleu et argent. D'autres formations équestres, comme le Carrousel des lances, « effectuent les figures réglementaires de l'ancienne équitation militaire »¹¹.

Les grenadiers de l'Empereur portent le costume des grognards, évoluent en tableaux évoquant entre autres la bataille de Friedland et « exécutent l'exercice traditionnel des fusiliers de l'infanterie »¹². A la fin de la manifestation, les grenadiers crient : « Vive l'Empereur ! »

Ces deux exemples traduisent l'assimilation de la République aux régimes glorieux ou prestigieux que la France a connus, aux victoires et à la puissance militaire du pays. Henri Déroche pointe la « *liaison histoire / grandeur* » qui indique que « *le souvenir du régime napoléonien si chargé de légende et si épris de gloire (...) domine tous les rites de représentations de la puissance publique* »¹³.

Le prestige de l'armée française

La deuxième fonction de ces démonstrations est de fêter l'armée et de rappeler l'appartenance de la Garde à l'armée, car comme l'explique A. Thiéblemont, « *sur la voie publique, qu'elle soit célébrante ou célébrée, c'est l'Armée en tant qu'institution qui apparaît aux yeux du public* »¹⁴.

Lors des portes ouvertes, le public peut assister aux démonstrations, « *spectacle très élaboré* » qui « *reconstitue une épopée passée ou démontre les capacités présentes techniques et tactiques du corps militaire* »¹⁵. Les valeurs militaires sont présentées : la rigueur, la discipline, l'esprit de corps, qui forment la clé de la réussite des figures réalisées. Ces opérations relèvent directement de la communication externe de la Garde et sont « *des expressions symboliques et rituelles auxquelles, aujourd'hui, l'institution militaire recourt délibérément pour assurer sa visibilité dans l'espace public et pour faire apparat* »¹⁶. La Garde montre le paraître républicain et l'apparat militaire, d'ailleurs souvent associés lors des commémorations, notamment le 14 juillet, dont le message premier est l'attachement de la communauté nationale à son armée¹⁷. Tous les ans, deux journées portes ouvertes à la Garde sont consacrées à la présentation au public de ses formations spéciales : ces rituels sont censés éveiller une « *émotion sacrée* » destinée à « *soulever l'âme collective* »¹⁸.

¹¹ Dossier « La Garde républicaine », *Revue de la Gendarmerie*, n°159, 2^e et 3^e trimestre 1989.

¹² www.garderepublicaine.net

¹³ Henri Déroche, *Les mythes administratifs*, Paris, PUF, 1966, p. 48.

¹⁴ André Thiéblemont, *Cultures et logiques militaires*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1999, p. 194.

¹⁵ *Ibidem*, p. 199.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Gérard Namer, *La commémoration en France*, Paris, L'Harmattan, 1987.

¹⁸ H. Déroche, *Les mythes administratifs*, Paris, PUF, 1966, p. 140.

Mais l'apparence n'est jamais le reflet de la réalité. Quand on étudie une institution, il est impossible de se cantonner à ce qui s'offre aux yeux du chercheur, au risque « *de ne faire percevoir qu'un corps militaire déréalisé, virtuel, sans états d'âme, suspendu entre le passé et le présent, alors que ce corps est en réalité profondément travaillé par le présent* »¹⁹. André Thiéblemont met en garde contre « *ces produits de la tradition [qui] n'ont plus qu'une valeur esthétique, émotionnelle et fugitive : refondus au moule des techniques modernes de communication, ils ne permettent pas d'accéder à une connaissance sensible de l'expérience militaire* »²⁰. Le chercheur en sciences sociales doit pénétrer l'institution, s'immiscer dans ses mystères et voir ce qui n'est pas montré, en « *prenant ses distances avec le monde sensible, en rompant avec les préjugés fondés sur l'appréhension spontanée et subjective des phénomènes, qui constituent autant d'obstacles à la démarche scientifique* »²¹. Les cérémonies militaires gardent au secret toute une organisation que le chercheur doit s'efforcer d'appréhender en dépassant la symbolique, la mystique militaire, pour « *accéder à une connaissance plus vraie, plus intime, plus juste de la réalité* »²².

L'objectif de cette étude est de présenter la réalité de la Garde républicaine. On s'emploiera dans un premier temps à présenter les hypothèses sous-tendant la recherche, avant d'indiquer les outils méthodologiques utilisés.

§1. Hypothèses

La première question qui vient à l'esprit quand on étudie la Garde républicaine est celle de son intégration dans la société : si elle incarne la tradition républicaine et militaire, est-elle adaptée aux nouveaux enjeux sociétaux, que ce soit du point de vue de la sécurité ou tout simplement des conditions de vie ? Comment se situe la Garde sur l'échelle traditionalisme-modernisme ? L'hypothèse générale est que la Garde républicaine s'inscrit dans un processus dynamique qui touche à ses missions, à son organisation et à sa culture institutionnelle. Même si elle use de différents moyens pour le canaliser, elle semble pénétrée par le mouvement de « civilianisation » qui depuis les années 1970 caractérise les armées et qui traduit leur insertion dans la société civile. Ce terme de « civilianisation » recouvre plusieurs acceptions : accomplissement de missions civiles, coopération avec les civils, accueil de personnels civils... ; il renvoie globalement à la convergence entre le système militaire et la société civile mais se trouve en concurrence avec la « banalisation » beaucoup plus radicale qui correspond à « *l'intégration des armées et des militaires au sein de la société civile englobante.* »²³ La « civilianisation », défendue par Morris Janowitz, est une notion beaucoup plus modérée : il ne s'agit que d'un rapprochement avec la

¹⁹ A. Thiéblemont, *op.cit.*, p. 210.

²⁰ *Ibid.*, p. 208.

²¹ J. Chevallier, *Science administrative, op. cit.*, p. 51.

²² *Ibidem*, p. 55.

²³ Charles Moskos, « La banalisation des armées », *Futuribles*, juin 1987, p. 40.

société civile, corrélé à la conservation de la spécificité militaire. La question est de savoir quel terme convient le mieux à la Garde républicaine : l'hypothèse générale de l'inscription de la Garde dans un processus dynamique tend moins vers la « banalisation » que vers la « civilianisation » car, que ce soit d'un point fonctionnel, organisationnel ou institutionnel, la Garde n'est pas hermétique à une adaptation à la société civile mais entend cependant conserver sa spécificité militaire. Il n'y a donc pas incorporation mais convergence.

De cette hypothèse générale découlent trois hypothèses principales :

Première hypothèse. La Garde républicaine a été chargée d'un certain nombre de fonctions : le maintien de l'ordre, les missions au profit des hautes autorités de l'Etat comme les services d'honneur ou les missions de sécurisation des palais nationaux et de protection rapprochée. Ces fonctions peuvent être qualifiées de traditionnelles : la Garde en a la charge depuis au moins le XIX^e siècle, si n'est le Moyen-Age pour ce qui concerne le maintien de l'ordre ou la police. Or, si aujourd'hui elle n'assure plus le maintien de l'ordre, elle a conservé les missions qui font sa spécificité : la garde des palais nationaux et la protection des hautes personnalités de l'Etat. Elle entretient la tradition en présentant des formations spéciales qui participent aux honneurs et qui rappellent le passé historique de la France. Sa proximité avec le pouvoir politique justifie son maintien. Or, la question qui se pose est de savoir si elle est investie d'autres fonctions qui justifient son existence par rapport aux nouveaux enjeux de sécurité, mais aussi par son intégration dans les politiques publiques de sécurité. Le dispositif législatif sur la sécurité intérieure a développé depuis 2002 les thèmes de la proximité et de la coopération. Peut-on les appliquer à la Garde ? Notre hypothèse est que la Garde républicaine, partie intégrante de la Gendarmerie nationale, allie tradition et modernité : fortement intégrée et adaptée à la ville de Paris, elle est prise en compte dans le dispositif de sécurité publique. Sa particularité est identique à celle de la Gendarmerie : elle accomplit des missions de police administrative et judiciaire. Elle est donc traversée par le courant de « civilianisation » qui pénètre les armées en raison des fonctions imparties à celles-ci : « civilianisation » signifiant, selon Morris Janowitz, « convergence entre l'institution militaire et la société civile » sans « disparition de toutes leurs différences »²⁴. Une convergence appliquée aux fonctions de la Garde puisque Charles Moskos inclut dans les éléments de postmodernité de l'armée, « le passage, dans l'objectif militaire, du combat vers des missions qui ne pourraient être considérées comme militaires au sens traditionnel du terme »²⁵. Or, postmodernité, au sens où l'entend Moskos, signifie également « interpénétration des sphères civiles et militaires »²⁶. L'hypothèse est que ces termes, d'un point de vue fonctionnel, s'appliquent à la Garde

²⁴ Entretien avec Morris Janowitz, *Nation Armée*, n°8, 1978, p. 4.

²⁵ C. Moskos, J.A. Williams, D.R. Seagal, « Armed Forces After the Cold War », in Moskos, Williams, Seagal, *The Postmodern Military*, NY/Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 2.

²⁶ *Ibidem*.

républicaine dans la mesure où elle n'échappe pas à l'évolution interarmées et où la postmodernité est un combiné du passé et du présent, une « *coexistence pacifique des styles, [une] décripation de l'opposition tradition-modernité* »²⁷. Seulement, si cette tendance « civilianisatrice » s'applique à la Garde, elle est tempérée par les honneurs militaires rendus par l'unité. Il ne faut donc pas perdre de vue que cette tendance n'est qu'un idéal-type dont l'application pratique n'est pas absolue.

Deuxième hypothèse : La Garde comme toute organisation évolue dans un environnement social, militaire, gendarmique. La question qui se pose est de savoir si elle entretient des rapports d'interaction avec cet environnement ou si, au contraire, elle vit en autarcie, coupée du monde qui l'entoure. Notre hypothèse est que la Garde est insérée dans un système de relations avec les autorités militaires et gendarmiques, puisque partie intégrante de la Gendarmerie, donc de l'armée. Du point de vue de l'organisation, la Garde n'est pas à part et partage des compétences avec les autres unités de gendarmerie. Ce qui va particulièrement retenir notre attention est la coopération avec la police, inévitable et naturelle, la Garde intervenant en zone urbaine et périurbaine, donc en zone police. De plus, la Garde partage toutes ses fonctions avec la police, que ce soit les missions d'ordre public ou les missions de sécurisation des palais nationaux. Certaines fonctions induisent même un renforcement du partenariat dans la mesure où certaines unités de la Garde peuvent intervenir au profit d'unités policières, voire être rattachées pour emploi auprès de ces unités. Cette coopération implique deux hypothèses sous-jacentes :

1) Une coopération de type fonctionnel a inmanquablement un impact sur le dualisme police-gendarmerie caractérisé par « *la coexistence de deux institutions concurrentes et statutairement différentes, l'une militaire et l'autre civile, qu'elles soient ou non rattachées au même département ministériel* »²⁸. Le récent rattachement fonctionnel de la Gendarmerie au ministère de l'Intérieur n'abolit pas le dualisme ; mais s'il demeure, en revanche l'impact organisationnel est certain, notamment sur les structures internes de la Garde et au niveau de l'autonomie des acteurs de terrain.

2) A partir du moment où une organisation militaire travaille avec des civils, elle est confrontée à des conditions de travail différentes, ce qui renvoie au concept de « *professionnalisme pragmatique* » de Morris Janowitz : « *On peut fort bien être sensible à l'évolution de son niveau de vie et de ses conditions de travail sans pour autant*

²⁷ Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide: essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Essais », 2003, p. 175.

²⁸ François Dieu, « Gendarmerie et dualisme policier: fondements et justification », *Défense Nationale*, août-septembre 2001, p. 134.

limiter sa disponibilité ou refuser tout caractère transcendant à la missions. »²⁹ Or, la Garde parvient à cette conciliation, ses membres étant attachés à la condition militaire. Il n'empêche que les policiers et les gardes entretiennent des relations formelles, voire informelles, même si sur le terrain le cloisonnement organisationnel reste entier.

Troisième hypothèse : Il s'agit de savoir si la Garde républicaine constitue une « institution totale », entendue comme « un lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent ensemble une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées »³⁰. Si elle n'est pas une « institution totale » au sens où l'entend Erving Goffman, peut-on dire qu'elle se désinstitutionnalise ? Sébastien Jakubowski évoque « la transposition du modèle institutionnel au modèle organisationnel [qui] se traduit par le passage d'une rationalité instrumentale et axiologique à une rationalité uniquement instrumentale »³¹. Ce mouvement de substitution du « lien salarié » aux valeurs caractérise-t-il la Garde ? La dichotomie de Charles Moskos, « *institution versus occupation* », apporte un élément de réponse : le premier modèle se caractérise par une forte intégration interne (« *high internal integration* », qui renvoie à la cohésion au sein de l'armée) et une faible intégration externe (« *low external integration* », qui correspond aux relations armée-société), tandis que le second se caractérise par une forte intégration externe et une plus faible intégration sur le plan interne³². La Garde républicaine, d'un point de vue institutionnel, se situe au croisement d'une forte intégration externe, puisque pénétrée par un mouvement d'individuation, et d'une faible intégration interne ; ce schéma équivaut au « modèle industriel ». On parlerait de « banalisation » et non de « civilianisation », si cette faible cohésion interne n'était contrebalancée par une forte identification à la Gendarmerie et à l'armée. Il est donc difficile d'appliquer ces idéaux-types, la Garde républicaine se situant à la charnière. La tendance générale qui la caractérise en tant qu'institution est la pénétration de courants « civilianisateurs », liés notamment à son implantation en région parisienne et à certaines missions qui favorisent le primat de l'individu sur le groupe. Une pénétration freinée par une forte socialisation aux valeurs militaires qui conduit au rejet avoué du terme et du mouvement « civilianisation ». Sébastien Jakubowski se demande si, pour l'armée, on peut parler de « société militaire » : s'agissant de la Garde, il convient de prendre le

²⁹ Cité par Bernard Boëne, « La banalisation des armées: le cas français », *Futuribles*, juin 1987, p. 42.

³⁰ Erving Goffman cité par Sylvie Clément, *Vivre en caserne à l'aube du XXI^e siècle: l'exemple de la Gendarmerie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Le travail du social », 2004, p. 43.

³¹ Sébastien Jakubowski, *Le soldat dans les armées françaises: un commandement par l'individu*, Journées d'études « Injonctions d'individuation et supports sociaux des individus », Centre d'Etudes des Mouvements Sociaux, EHESS, avril 2004.

³² Charles A. Cotton, « The Institutional Organization Model and the Military », in Charles Moskos, *The Military : More than Just a Job ?* Washington, Pergamon-Brassey's, 1988, pp. 48-49.

problème à l'envers et de se demander plutôt si l'on peut toujours parler de communauté militaire. En s'appuyant sur la dichotomie de Tönnies, « communauté/société », on verra que le terme « société » sied mieux à la Garde mais reste indissociable de l'adjectif militaire.

§2. Méthodologie

Les outils méthodologiques servent à mettre à l'épreuve les hypothèses et à tenter de les valider. Ils sont au nombre de trois : la recherche bibliographique (A), les entretiens (B) et les outils d'analyse (C).

A. La recherche bibliographique

Elle constitue la première phase de l'étude : il s'agit de faire connaissance avec le sujet, de comprendre les principes de fonctionnement de la Garde, de se familiariser avec elle. Les revues publiées par la Gendarmerie (*Revue de la Gendarmerie Nationale*, *Gend'Info...*) et celles émanant des associations des retraités de l'arme (*l'Essor de la Gendarmerie*) ont été exploitées, sans oublier le précieux bulletin de liaison de la Garde, *Sous le plumet rouge*, qui permet de pallier la rareté des travaux relatifs à la Garde. Corrélativement, une mise en perspective était nécessaire : il s'agissait de voir dans quelle mesure les problématiques de sociologie militaire et les études relatives à la gendarmerie en général étaient applicables à l'objet d'étude : les revues de l'armée comme, par exemple, *Le Trèfle* ou *Le Casoar*, sont indispensables car elles contiennent un intéressant fond de réflexion interarmées. Mais la Garde, entité gendarmique donc militaire, est aussi une force policière investie de missions de sécurité : sécurité intérieure des palais nationaux mais également sécurité publique, maintien de l'ordre. La recherche devait dès lors s'élargir aux questions de sécurité, le dispositif législatif et les politiques publiques de sécurité ayant sensiblement évolué depuis 2002. Pour traiter ces points, deux outils ont été exploités : l'Internet qui permet l'accès aux études d'impact, rapports, discours, textes juridiques....et les *Cahiers de la Sécurité Intérieure* qui aussi présentent des études scientifiques sur les enjeux de sécurité et fournissent d'importants éléments sur la police et le dualisme policier français.

Pour mener à bien ces recherches, l'accès aux bibliothèques spécialisées dans les questions de défense et de sécurité ou d'administration en général s'est révélé indispensable : le Centre d'études en sciences sociales de la Défense (C2SD), le Service historique de la Gendarmerie nationale (SHGN), récemment renommé Service historique de la Défense, le Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA), ainsi que le Centre de recherche en histoire du XIX^e siècle (CRH-XIX^e), pour tout ce qui concerne les travaux universitaires traitant de l'histoire de la Garde. Une difficulté quasiment insurmontable a été constatée à ce niveau, à savoir l'impossibilité d'accéder à des travaux en cours. Si le mémoire de Marie-Berthe Servier sur la Garde

républicaine, en deux volumes, l'un traitant des rites, l'autre de l'organisation, a pu être consulté, l'exploitation de cet ouvrage est impossible dans la mesure où la photocopie et la reproduction photographique, ainsi que la prise de note, ont été interdites.

B. Les entretiens

Les entretiens étaient indispensables pour compenser la rareté des travaux scientifiques. La disponibilité de ceux qui ont accepté de se prêter au jeu de l'entretien doit être soulignée, alors qu'ils pouvaient être appelés à tout moment : une disponibilité corrélée à l'imprévisibilité du métier et à la logique du don de soi. La phase des entretiens s'est donc déroulée dans d'excellentes conditions et a été facilitée par la coopération manifestée par les intéressés, jamais comptables de leur temps et n'hésitant pas à proposer l'aide nécessaire. Une des difficultés rencontrées a trait au problème du contact avec les gardes, difficulté liée à la séparation lieu de travail / lieu de résidence : les gardes ne travaillent pas sur leur lieu de résidence, contrairement aux autres unités de gendarmerie et ne sont donc pas forcément présents à la caserne au même moment que l'enquêteur.

Labov et Fanshel définissent l'entretien comme « *un speech event (événement de parole) dans lequel une personne A extrait une information d'une personne B, information qui était contenue dans la biographie de B* »³³. Cette interaction a pour objectif de dégager les « *systèmes de représentations (pensées construites)* » et les « *pratiques sociales (faits expérimentés)* »³⁴ de l'enquêté. Les « *pensées construites* » renvoient aux cadres interprétatifs de la réalité de l'interviewé, à ses propres représentations du monde, ce qu'A. Blanchet et A. Gotman nomment « *image-croyance* », c'est-à-dire « *un savoir que les individus d'une société donnée ou d'un groupe social élaborent au sujet d'un segment de leur existence ou de toute leur existence* » et « *une interprétation qui s'organise en relation étroite au social et qui devient, pour ceux qui y adhèrent, la réalité elle-même* »³⁵. L'entretien permet donc d'extraire les représentations cognitives de chaque interviewé, leurs propres schèmes de pensée, mais également leur expérience : technique professionnelle, pratiques organisationnelles, trajectoire personnelle, trajectoire professionnelle... Ainsi, « *la valeur heuristique de l'entretien tient donc à ce qu'il saisit la représentation articulée à son contexte expérientiel et l'inscrit dans un réseau de signification* »³⁶.

Vingt-et-un entretiens semi-directifs et un entretien non directif par téléphone ont été réalisés : certains d'entre eux ont été assortis d'une observation directe des unités en mission, elle-même doublée de discussions

³³ Cité par Alain Blanchet et Anne Gotman, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan Université, coll. « Sociologie 128 », 2003, p. 19.

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ *Ibid.* p 26.

³⁶ *Ibid.* p 27.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

informelles avec leurs membres. L'intérêt de l'entretien semi-directif est qu'il laisse une marge de liberté à l'interviewé qui exprime ses pensées et ses opinions en fonction d'un thème, d'une question ou d'une déclaration préalables ; il autorise en même temps l'interviewer à intervenir dans le champ discursif de l'enquête, notamment par des relances, pour le recadrer si celui-ci s'écarte de l'étude. L'échantillon s'est composé de treize officiers (dont trois commandants militaires), trois gradés et six gardes : cette composition s'explique dans la mesure où les gardes sont moins disponibles car ne travaillant pas sur leur lieu de résidence ; par ailleurs, les entretiens visaient en tout premier lieu à connaître les missions et l'organisation de la Garde, tant d'un point de vue fonctionnel qu'administratif, en raison de l'absence d'ouvrages sur la question. Une étape descriptive et purement factuelle précédait donc l'étape du « *faire dire* » relative aux représentations du monde et aux pratiques professionnelles.

Les trois régiments qui composent la Garde républicaine ont été visités. Le choix de l'échantillon a été fonction des missions des unités, et des lieux d'intervention des unités.

Le critère des missions. Le 1^{er} régiment d'infanterie est composé de la Compagnie de Sécurité de la Présidence de la République (CSPR), de 3 Compagnies d'Honneur (CH), de l'escadron motocycliste et de la Musique de la Garde. Des entretiens ont été réalisés au niveau de la CSPR, de la Musique et de la 1^{ère} CH, non des deux autres CH car les missions sont exactement les mêmes que la 1^{ère} CH, un système de rotation des gardes les distinguant. Il en a été de même pour le 2^{ème} régiment d'infanterie composé de 2 Compagnies de Sécurité des Palais Nationaux (CSPN) dont seule la 1^{ère} a été visitée, et de 4 Compagnies des Grands Services (CGS) dont la 1^{ère} a été visitée. En revanche, à chaque CGS est rattaché un Peloton d'intervention (PI) dont les missions sont spécifiques et totalement différentes : trois entretiens ont été réalisés au sein du PI de la CGS 1. Enfin, quatre entretiens ont été effectués au sein du régiment de cavalerie : deux officiers (le commandant du régiment et le commandant d'un escadron), un gradé et un garde.

Le critère spatial. Ce critère s'explique pour des raisons de commodité. La CH 1 se situe à la caserne Rathelot (Nanterre) qui abrite l'état-major du premier régiment d'infanterie ; il en va de même pour la CSPN 1 et la CGS 1 situées à la caserne Kellermann (Paris 13^{ème}) où se trouve l'état-major du second régiment ; de même pour le premier escadron du régiment de cavalerie, au quartier des Célestins où se trouve l'état-major de la Cavalerie et l'état-major de la Garde républicaine.

Les entretiens au sein d'un régiment sont passés d'abord par une rencontre avec le commandant du régiment puis par un entretien avec le commandant de l'unité présente sur les lieux. En revanche, les PI ont été rencontrés à la caserne de Dugny à l'occasion d'un entraînement au tir. Les

commandants militaires ont été rencontrés sur leur lieu de travail, à savoir les palais nationaux : les commandants militaires du Palais Bourbon et de Matignon, ainsi que le commandant militaire en second de l'Élysée ont gentiment accepté de me rencontrer.

Deux types de difficultés ont été rencontrés dans le cadre de ces entretiens : une difficulté liée au caractère militaire de l'institution, qui entraîne un ensemble de conséquences ; l'autre liée à la proximité avec les lieux de pouvoir et les plus hautes autorités de l'État, proximité inhérente aux fonctions de la Garde républicaine. Le caractère militaire implique secret, confidentialité, ce qui crée inévitablement une distance entre le chercheur perçu comme voulant enfreindre ces principes et l'intéressé qui entend les sauvegarder, conformément au devoir de réserve inscrit dans le statut et confirmé par la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005. L'armée apparaît donc au premier abord comme « un milieu fermé et inaccessible, qu'il est impossible de pénétrer et de connaître »³⁷. Cette barrière institutionnelle sera levée mais non sans difficultés : au fil des entretiens, la réticence de départ s'est cependant atténuée ; de bonnes relations, sinon de totale confiance, se sont établies. Il s'agit pour le chercheur de s'imposer dès le départ face au secret en mettant l'interviewé en confiance, notamment en lui expliquant le sujet d'étude, en le rassurant sur sa démarche, en lui indiquant qu'il s'agit d'une étude scientifique bâtie à partir de problématiques validées par la communauté scientifique. Certains enquêtés, ne saisissant pas l'objet de la question ni le lien avec le sujet, ont exprimé leur surprise par rapport aux questions de l'enquêteur, notamment celles relatives au thème de la « civilianisation » des armées, voire de la démilitarisation, développé en sociologie militaire. Ces thèmes étaient presque ressentis comme une offense ; aussitôt, l'enquêté invoquait son devoir de réserve et exhortait le chercheur de se référer aux honneurs rendus par la Garde, évocateurs de la militarité. « Venez assister à une prise d'armes, et vous verrez que nous sommes des militaires ». Ces agacements sont significatifs pour le chercheur qui peut noter la prégnance du « sentiment » militaire chez les gardes républicains.

Toute prise de note provoque des comportements de rétractation : dès l'instant où une opinion personnelle est donnée, l'injonction est émise : « Ne le notez pas, ça reste entre nous », malgré l'anonymat de l'entretien. La « militarité » apparaît ainsi, plus qu'un état ou une condition, un sentiment immanent au garde républicain. L'enquêté abat la barrière de l'enquête lorsqu'il s'écarte du discours institutionnel, c'est-à-dire quand il évoque des éléments de sa vie privée, son rôle dans les missions, les coulisses organisationnelles ou tout simplement quand son propos touche au domaine du perceptif ; le champ admissible de l'enquête est alors circonscrit par la sommation adressée au chercheur : « Ca ne rentre pas dans le cadre de votre recherche. » Si l'enquêté parle des

³⁷ J. Chevallier, « Le fonctionnaire en uniforme face aux usagers », in Roseline Letteron, *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme*, Paris, Economica, 2000.

cas qu'il connaît, des trajectoires des collègues, de leurs perceptions, il est déconcerté par la relance de l'interviewer : « *Et vous ?* » ; surpris, voire gêné, de devoir évoquer ses propres sentiments, il préfère alors se replier vers un discours factuel dénué de toute implication subjective. Sans doute, comme l'explique Chamboredon, vit-il ces questions comme « *une intrusion de l'enquêteur dans la sphère privée* »³⁸ ou ressent-il une certaine difficulté à peindre un quotidien intériorisé : A. Giddens indique bien que les interviewés savent « *comment faire sans nécessairement savoir comment dire ce qu'ils font* ». ³⁹ C'est à l'enquêteur d'intervenir et de résoudre le problème du « faire-dire » : comment *faire dire* à l'interviewé ce qu'il pratique quotidiennement, ce qu'il a intériorisé depuis qu'il a intégré l'institution ? Il sait décrire les faits, le nombre d'heures effectuées, bref, il sait ce qu'il vit, non comment il le vit, comme en témoignent des réponses telles que : « *Je ne sais pas, ça fait partie de la mission* » ; ou : « *Je ne sais pas, je ne me suis jamais posé la question, vous me prenez à froid.* » Ce type de réponse reflète la difficulté de l'entretien interactif qui ne laisse à la personne interrogée aucun temps de préparation, ni aucune possibilité de prendre du recul par rapport aux missions qu'elle accomplit quotidiennement. La personne interrogée recourt alors à une tactique consistant au rétablissement de la barrière entre l'enquêteur et l'enquêté qui rappelle l'extériorité du premier : « *J'espère que j'aurai pu vous aider, mais vous savez, nous, on n'est pas habitués à recevoir des gens de l'extérieur.* » En revanche, sitôt l'entretien terminé, dès le moment où l'enquêteur pose le stylo et range ses notes, l'enquêté - qui n'est plus dans une position d'enquêté - se met à évoquer sa vie privée, ses sentiments, comment il vit telle situation, ses relations avec ses collègues, ses chefs... Il quitte alors le discours institutionnel pour exprimer des éléments importants pour la recherche sans permettre à l'enquêteur de les exploiter. Le chercheur sent la tranquillité chez son interlocuteur qui a rétabli en sa faveur les termes de l'échange. Il faut en effet garder présent à l'esprit qu'interroger un gendarme est paradoxal : c'est lui normalement qui pose les questions. Or, dans le cadre de l'entretien, la situation s'inverse, même si au début de l'entretien, l'enquêté-gendarme cherche à s'imposer, d'une part en commençant à questionner le chercheur sur le but de sa recherche, et l'étudiant-enquêteur sur son avenir professionnel, d'autre part, en assimilant l'entretien à un interrogatoire de police. Ces attitudes démontrent la volonté du gendarme de marquer sa position sociale et fonctionnelle par rapport à l'enquêteur relégué à son rang d'étudiant.

L'uniforme constitue enfin un élément de séparation entre l'enquêteur et l'enquêté, séparateur d'autant plus prégnant que la Garde républicaine est connue et reconnue pour les uniformes qu'elle porte. Sur vingt-et-un enquêtés,

³⁸ H. Chamboredon, F. Pavis, M. Surdez, L. Willemez, « S'imposer aux imposants », *Genèses*, n°16, juin 1994, p. 131.

³⁹ *Ibidem*, p. 130.

cinq seulement étaient en tenue civile, dont un rencontré en dehors des heures de service, les deux autres enquêtés étant les commandants militaires, un troisième étant en tenue de sport car il revenait d'une séance d'entraînement (ce qui reste lié à la mission). En règle générale, l'uniforme marque une distance entre celui qui le porte et celui qui ne le porte pas : il représente les missions dont le porteur est investi et le service de l'Etat. Pour Roselyne Letteron, l'uniforme « incarne à la fois la permanence de l'Etat et l'exercice de ses fonctions régaliennes ». ⁴⁰ Or, l'uniforme est le premier élément que voit l'enquêteur en pénétrant dans le bureau de l'interviewé qui porte les « attributs sacrés du prêtre de la puissance publique » ⁴¹. (V. Ventour) La distance et la domination symboliques apparaissent au premier abord totales, car l'une des fonctions de l'uniforme est justement de montrer la supériorité de celui qui le revêt : comme l'écrit R. Letteron, « le fonctionnaire public revêtu d'un uniforme détient une parcelle de l'autorité de l'Etat qui s'impose à chaque individu » ⁴², y compris bien entendu au chercheur. Ainsi, dès le début, l'étudiant-enquêteur est placé dans une situation d'infériorité par rapport à l'enquêté, alors qu'il doit pourtant conserver la direction de l'entretien. « La solution, explique H. Chamboredon, pour combler le plus possible ce fossé entre les positions sociales consiste à 'objectiver' l'agent interviewé » ⁴³. Toujours est-il qu'au-delà de l'aspect dominateur, l'uniforme constitue un facteur explicatif du retrait de l'enquêté en uniforme par rapport à l'entretien : on s'adresse à une personne en uniforme représentant une institution, et par extension l'Etat, ce qui implique que « le porteur d'uniforme tiennne un discours conforme ou à tout le moins compatible avec l'uniforme qu'il porte. Il ne saurait ainsi exprimer une opinion qui irait à l'encontre de la légitimité que l'uniforme affiche » ⁴⁴. C'est encore plus prégnant dans l'armée, donc la Garde, car « porter l'uniforme c'est également servir la grande muette » ⁴⁵.

La deuxième difficulté objective tient à la proximité de la Garde avec les lieux de pouvoir : proximité racontée à l'enquêteur, proximité vécue par l'enquêteur. Dans le premier cas, la barrière du secret est renforcée : quand l'enquêté parle des missions de protection des palais nationaux, on reste dans le cadre d'un récit relativement distancié ; dans le second, lorsque l'enquêteur est reçu dans ces lieux-sanctuaires, il sent tout le poids du secret et de la réticence, comme en témoigne le fait que l'interviewé prenne l'initiative de l'entretien en commençant le premier à poser les questions et à fixer les termes du contrat. L'entretien devient non directif : l'enquêteur expose les grandes lignes du sujet

⁴⁰ Roselyne Letteron, « Uniforme et fonctions régaliennes de l'Etat », in R. Letteron, *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme*, Paris, Economica, 2000, p. 8.

⁴¹ Cité par Henri Déroche, *Les mythes administratifs*, Paris, PUF, 1966, p. 134

⁴² R. Letteron, « Uniforme et fonctions régaliennes de l'Etat », in R. Letteron, *op. cit.*, p. 9.

⁴³ H. Chamboredon, F. Pavis, M. Surdez, L. Willemez, *op. cit.*, p. 126.

⁴⁴ R. Letteron, « Uniforme et fonctions régaliennes de l'Etat », in R. Letteron, *op. cit.*, p. 6.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 10.

puis laisse l'enquêté parler librement sans intervenir et prend les informations que veut bien celui-ci veut bien lui livrer. L'échange ne déborde pas le « *cadre contractuel* » (A. Blanchet, A. Gotman) de l'entretien non directif : une intervention de l'enquêteur s'avère dans ce cas inutile, voire funeste : non seulement elle interrompt le discours libre de l'enquêté mais encore celui-ci peut alors opposer son refus de réponse.

La sensibilité de l'espace, plus que le prestige du lieu, n'est donc pas sans effet sur la conduite de l'entretien, et constitue un élément déterminant. Cette difficulté objective a un impact émotionnel sur l'enquêteur et se mue en difficulté subjective. D'abord, le prestige lié à l'espace dans lequel est reçu le chercheur tend à exercer sur lui une sorte de « violence symbolique », voire de contrôle symbolique, le but étant d'établir une distance entre l'enquêteur et l'enquêté. L'enquêteur est tenu de maîtriser cette « *intimidation par l'espace (...) issue du prestige de la profession occupée, c'est-à-dire de sa légitimité symbolique* »⁴⁶. Ensuite, ces lieux sont des sanctuaires gardés par l'interviewé. Le chercheur risque d'être impressionné de pénétrer dans ces lieux inaccessibles, fermés au public et faisant l'objet d'une surveillance renforcée. Le dispositif de sécurité est perçu par le chercheur comme un processus d'intimidation qu'il faut absolument enrayer en prenant une certaine distance par rapport au lieu, c'est-à-dire en ayant recours à l'*objectivation* de l'espace : il doit s'affranchir de ses représentations mentales, se défaire des symboles que le lieu projette sur lui, bref rester neutre et « désétatiser » le palais national. En revanche, démythifier l'espace ne signifie en aucun cas s'absoudre des contraintes sécuritaires qu'impose la sensibilité de ces lieux et qui s'imposent au chercheur : elles font partie intégrante du « *cadre contractuel* » qu'est tenu de respecter l'enquêteur.

Ces deux types de difficultés, l'une liée à la militarité, l'autre à la proximité des lieux de l'Etat, ne sont pas des surprises : le chercheur sait qu'en s'engageant dans l'étude de la Garde, il sera confronté au secret immanent à toute institution militaire et à la méfiance liée à la proximité spatiale avec les lieux de pouvoir ; il connaît les clauses spécifiques du contrat avant même qu'elles ne soient rappelées au cours de l'entretien. Ces difficultés ne peuvent être surmontées qu'en respectant le contrat conclu entre l'interviewer et l'interviewé. Dès le début, certains enquêtés ont prévenu : « *Vous comprenez bien que je ne pourrai pas répondre à toutes vos questions* ». En revanche, les enquêtés qui travaillent dans les palais nationaux et qui fixent les termes du contrat dès le début, ce qui est compréhensible compte tenu des missions imparties à la Garde, ont répondu plus facilement aux questions relatives à leur trajectoire professionnelle, voire même personnelle. A partir du moment où l'enquêteur accepte les conditions et montre que le but de son enquête n'est pas de porter atteinte au principe du secret, l'enquêté répond plus facilement aux questions

⁴⁶ H. Chamboredon, F. Pavis, M. Surdez, L. Willemez, *op. cit.*, p. 126.

perçues par d'autres comme une immixtion dans leur vie privée. Le fait d'avoir effectué un stage à la Section de Recherches de Paris a sans aucun doute facilité l'établissement d'une relation de confiance avec les intéressés.

C. Les outils d'analyse

Ces outils constituent « *autant d'angles d'attaque du phénomène administratif et permettront de dévoiler un certain nombre de ses dimensions constitutives* »⁴⁷. Trois outils complémentaires ont été utilisés pour étudier de la Garde républicaine : l'analyse fonctionnelle, l'analyse organisationnelle et l'analyse institutionnelle.

L'analyse fonctionnelle. Appliquer cette analyse à l'étude de la Garde consiste à poser la question : pour quelles fonctions la Garde a-t-elle été créée ? L'analyse correspond à l'examen des raisons qui ont été à l'origine de sa création. Si la Garde a été créée et continue d'exister, c'est qu'elle répond à un besoin social, sachant que « *le concept de fonction servira à élucider la place qu'occupe l'administration dans la société, en s'interrogeant sur la contribution spécifique qu'elle apporte à la vie sociale* »⁴⁸ et qu'un élément apporte au fonctionnement de l'ensemble auquel il appartient. On s'appuiera sur deux éléments développés par Robert Merton :

* le concept d'« *équivalent ou substitut fonctionnel* » défini à partir de l'idée qu'un élément peut avoir plusieurs fonctions et qu'une fonction peut être remplie par plusieurs éléments. Ce concept sera utilisé fréquemment pour montrer que la Garde n'a pas le monopole de telle fonction, notamment celle du maintien de l'ordre, mais qu'au contraire, d'autres unités peuvent se substituer à elle pour l'accomplir ; la thèse selon laquelle « *une seule fonction peut être remplie par plusieurs éléments interchangeables* »⁴⁹ est vérifiée. C'est d'ailleurs en vertu de cette thèse que la Garde va abandonner à d'autres unités spécialisées sa fonction spécifique de maintien de l'ordre. Inversement, la Garde n'est pas en charge d'une seule fonction mais en remplit plusieurs : missions d'ordre public, sécurisation des palais nationaux, services d'honneur, protection des hautes personnalités de l'Etat, sécurité des personnes et des biens. Une unité composant la Garde peut de la même manière participer aux services d'honneur et à la sécurisation des sites, ou aux missions d'ordre public et à la sécurité des personnes et des biens. Ce concept est fondamental dans la mesure où il permet également d'établir la généalogie de la Garde : la Garde actuelle descend non pas d'une garde mais de multiples gardes investies de fonctions similaires à celles qui lui sont aujourd'hui assignées.

* la distinction fonctions manifestes/fonctions latentes, les premières correspondant aux « *conséquences objectives, qui contribuent à l'ajustement ou à l'adaptation du système, sont comprises et voulues par les participants du système* » ; les

⁴⁷ J. Chevallier, *Science administrative, op. cit.*, p. 60.

⁴⁸ *Ibidem.*

⁴⁹ Robert K. Merton, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965, p. 83.

secondes « *sont, corrélativement, celles qui ne sont ni comprises ni voulues* »⁵⁰. Cette distinction permet d'« *échapper à la confusion involontaire (...) entre les motivations conscientes d'un comportement social et ses conséquences objectives* »⁵¹. Elle sera utilisée pour comprendre pourquoi telle fonction est impartie à telle unité de la Garde et se posera lors de l'étude des missions d'honneur accomplies par certaines unités. Les honneurs militaires rendus par la Garde aux autorités civiles présentent une fonction manifeste : la subordination des armées au politique, et une fonction latente : la socialisation des jeunes gardes républicains. En effet, ces services d'honneur sont effectués en grande partie par les jeunes sortis d'école. Cet élément permet de détecter cette fonction latente. Toutefois, il ne faut pas confondre cette distinction avec celle d'Amitai Etzioni : « *but réel* » et « *but affirmé* »⁵², le premier renvoyant au but pour lequel l'organisation consacre toute son énergie, le second correspondant au but avoué mais laissé pour compte. Cette distinction ajoutée à l'analyse fonctionnelle met en perspective les raisons pour lesquelles la Garde, au XIX^e siècle, n'est plus employée pour le maintien de l'ordre dans la capitale mais pour sauvegarder le pouvoir en place.

L'analyse fonctionnelle est cependant insuffisante : si elle indique quelles fonctions remplit l'élément étudié, elle ne dit pas ce que l'élément est : on comprend ce que fait la Garde, les raisons pour lesquelles elle est née et les raisons de son maintien, mais on ignore toujours ce qu'elle est, comment elle est organisée. Il faut donc compléter l'analyse fonctionnelle par l'analyse organisationnelle.

L'analyse organisationnelle est centrée sur l'objet organisation, entendu comme un « *ensemble de structures de communication, d'information et de relations entre des personnes qui constituent un groupe* »⁵³. L'analyse étudie à la fois l'organisation de l'intérieur mais également de l'extérieur puisqu'elle prend en compte l'étude des relations de l'organisation avec son environnement.

La dimension endogène, au-delà des règles formelles, implique l'étude des relations interpersonnelles (formelles, informelles), des hiérarchies parallèles, des conflits, des stratégies des acteurs, de contrôle organisationnel. Tourné vers l'intérieur, le regard du chercheur vise à dévoiler la face cachée de l'organisation qui « *ne peut être analysée comme l'ensemble transparent que beaucoup de ses dirigeants voudraient qu'elle soit* » car « *elle est le royaume des relations de pouvoir, de l'influence, du marchandage, et du calcul* »⁵⁴. Il faut non seulement identifier les acteurs mais en plus leurs stratégies limitées par les contraintes organisationnelles et les relations

⁵⁰ *Ibidem*, p. 102.

⁵¹ *Ibid.*, p. 112.

⁵² Amitai Etzioni, *Les organisations modernes*, Paris, Duculot, coll. « Sociologie nouvelle », 1971, pp. 20-21.

⁵³ Herbert Simon cité par J. Chevallier, *Science administrative*, 3^{ème} éd., Paris, PUF, coll. « Thémis », 2002, p. 38.

⁵⁴ M. Crozier, E. Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Ed. du Seuil, coll. « Points Politique », 2004, p. 45.

interpersonnelles de pouvoir. Pour Michel Crozier, l'analyse organisationnelle se fonde essentiellement sur l'acteur qui « *constitue le point de départ indispensable à la démarche, car c'est l'acteur seul qui est le porteur et le témoin du construit organisationnel* »⁵⁵, et sur la relation de pouvoir car « *c'est sur cette relation que se développe le pouvoir d'une personne A sur une personne B* » : la relation de pouvoir est entendu comme « relation d'échange » impliquant « *un rapport de force, dont l'un peut retirer davantage que l'autre, mais où, également l'un n'est jamais totalement démuné face à l'autre* »⁵⁶. L'étude du commandement est donc particulièrement intéressante, d'autant qu'en ce qui concerne la Garde républicaine, les unités sont subordonnées à deux types de commandement : un commandement administratif et un commandement opérationnel correspondant au commandant militaire des palais nationaux. Les relations horizontales entre les deux commandements ainsi que les relations verticales entre le commandement et les unités font partie intégrante de l'analyse organisationnelle qui inclut également le rapport au commandement et l'étude de l'évolution du commandement.

La distinction entre organisation formelle et informelle est sur ce plan capitale : « *L'organisation formelle, selon Tannenbaum, est celle qui a été planifiée et voulue par ses créateurs ; prescrite et réglementée, c'est le reflet officiel de leurs postulats sociaux, psychologiques et administratifs. Mais cette organisation-là ne se trouve jamais pleinement réalisée dans le comportement de ses membres* »⁵⁷ ; les acteurs sont subordonnés aux prescriptions normatives ou organisationnelles, mais ne les appliquent jamais tout à fait. L'analyse stratégique « *s'attache à l'étude des comportements et des interactions interindividuelles, dont dépendent la structuration et le fonctionnement de l'organisation* »⁵⁸. Les gardes républicains ne travaillant pas sur leur lieu de résidence sont autonomes par rapport à leurs corps d'appartenance ; il est intéressant d'étudier la gestion de leur autonomie ainsi que les moyens de contrôle de l'organisation. Le double commandement a pour effet de rattacher les membres de la Garde au commandement opérationnel présent sur leur lieu de travail ; les deux types de commandements ne sont pas indépendants l'un de l'autre, mais liés par des relations formelles et informelles issues de stratégies développées au nom de l'efficacité opérationnelle

Les organisations ne vivent pas repliées sur elles-mêmes, séparées du monde qui les entoure, mais au contraire « *évoluent dans un milieu déterminé, avec lequel elles entretiennent des échanges plus ou moins intenses* », ce qui nécessite de « *prendre en compte les variables d'environnement qui tout à la fois influent sur leur structuration interne et conditionnent leur survie* »⁵⁹. Michel Crozier parle même de

⁵⁵ *Ibidem*, p. 64.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 69.

⁵⁷ François Petit, Michel Dubois, *Introduction à la psychosociologie des organisations*, Paris, Dunod, 1998.

⁵⁸ J. Chevallier, *Science administrative, op. cit.*, p. 39.

⁵⁹ J. Chevallier, *ibidem.*, p. 38.

plusieurs environnements, ce qui est le cas pour la Garde à la fois insérée dans l'environnement gendarmique et dans l'environnement policier. Intervenant en zone urbaine, le contact avec la police est quotidien, sur le terrain et dans la sphère administrative. Cette coopération est constante et inhérente aux trois fonctions de la Garde : missions d'ordre public, missions au profit des hautes personnalités de l'Etat, sécurité des personnes et des biens. Si la Garde n'a pas de compétence territoriale puisqu'intervenant en zone police, elle a une « compétence partenariale » qui conduit à une grande autonomie par rapport au corps d'appartenance et à la question du cloisonnement inter-organisationnel. L'analyse organisationnelle mène donc à l'étude du contrôle organisationnel effectué sur les acteurs de terrain, de la circulation de l'information entre la police et la Garde, ainsi que des relations interpersonnelles entre policiers et gardes républicains sur le terrain et dans l'administration ; relations formelles et informelles.

Mais l'analyse organisationnelle est limitée : elle ne s'intéresse pas à la question de la socialisation des membres du groupe, de l'intériorisation des valeurs, du processus d'identification ; elle gomme un aspect essentiel de la Garde : le caractère militaire, et n'aborde pas l'état de la « militarité » en contact permanent avec la police. Elle néglige enfin le fait que l'organisation est aussi « un produit de l'histoire et de la société »⁶⁰, et doit être complétée par l'analyse institutionnelle.

L'analyse institutionnelle comporte une double dimension : statique et dynamique, car elle est la fois stable et en mouvement. Les institutions sont en effet des « *phénomènes sociaux, impersonnels et collectifs, présentant permanence, continuité, stabilité* », composant un ordre social supérieur qui façonne la société et auquel obéissent les individus, ce qui correspond à la définition de « l'institué » ; mais elles sont aussi l'expression d'un « *processus dialectique résultant de la tension permanente entre l'institué et l'instituant* ». Dans ce cas, l'institution n'est plus stable mais en mouvement car « *les formes instituées sont sans cesse corrodées, subverties, déstructurées par la pression des forces institutantes* »⁶¹. L'analyse de la Garde en tant qu'institution s'appuiera sur la combinaison de ces deux dimensions : il s'agit de mettre au jour les éléments qui attestent de la pérennité de la Garde, et les éléments qui témoignent de son évolution.

Selon J. Chevallier, les institutions se caractérisent par trois « mouvements »⁶² : la spécification, la différenciation et l'unification. Spécification au sens où « *l'institution s'isole au sein de l'espace social en délimitant sa zone de compétence, sa surface d'emprise, son territoire d'intervention* » ; différenciation au sens où l'institution est « *affectée par une dynamique de séparation et de division, qui se traduit par une stratification interne* » ; unification au sens où l'institution « *reconstitue*

⁶⁰ *Ibid.* p. 60.

⁶¹ J. Chevallier, « L'analyse institutionnelle », in *L'institution*, Paris, PUF, Curapp, 1981, p. 8.

⁶² *Ibidem.*

son unité dans l'imaginaire, à l'aide de représentations et d'opérations symboliques ». Parce que chaque unité a des fonctions différentes et qu'elle s'organise d'une manière différente, le « dressage » des membres ainsi que le processus d'identification sera différent ; mais pour contrebalancer ces éléments de différenciation, l'institution procède à des opérations unificatrices destinées à ressouder la cohésion, à reformer l'esprit de corps. Par ailleurs, la Garde républicaine n'est pas enfermée dans un espace clos mais intégrée dans un « édifice » comportant plusieurs strates hiérarchisées entre elles : cet « édifice » comprend la strate de l'armée, celle de la Gendarmerie et puis de la Garde. Les cloisons entre elles ne sont pas étanches car il y a « non pas spécialisation mais transversalité des fonctions remplies par les diverses institutions »⁶³.

L'analyse dynamique conçoit l'institution « *comme un processus de construction et dé-construction incessantes des formes d'action collectives* »⁶⁴. Cette analyse rejoint la problématique de l'évolution institutionnelle de la Garde et de son inscription dans les mouvements de professionnalisation et civilianisation des armées. Est-elle touchée par les mouvements qui animent les strates indiquées ci-dessus ? Subit-elle « *la pression instituante* », constituée par « *les mouvements et les luttes qui (...) tendent à libérer les individus, en desserrant le carcan des contraintes institutionnelles* »⁶⁵ ? Ce schéma peut conduire à une crise de l'institution. La réaction de la Garde aux « forces instituantes » est d'un grand intérêt : résiste-t-elle à tout ce qui est extérieur à elle ou s'adapte-t-elle ? La Garde résiste par le biais de l'adaptation : parce qu'elle accueille les jeunes sortis d'école, qu'elle continue de les former, la Garde est une institution socialisante : elle diffuse les valeurs militaires (ce qui renvoie à la fonction latente des honneurs militaires). Mais des paramètres « instituants » sont à prendre en compte : l'implantation du casernement en région parisienne, facteur de motivation, qui favorise une plus grande autonomie, et le travail du conjoint... contribuent à « désinstitutionnaliser » la Garde. Mais finalement, celle-ci accepte l'« instituant » représenté par le mouvement de « civilianisation ». Nous sommes donc en présence d'un « instituant » combiné à un renforcement de l'« institué », ce qui empêche l'institution de se déchirer de l'intérieur.

Pour traiter du processus dynamique qui anime la Garde républicaine, le travail sera divisé en trois parties : la première partie est consacrée aux fonctions de la Garde républicaine qui ont justifié son existence et qui justifient encore son maintien ; la deuxième partie traite du contexte organisationnel endogène et exogène ; enfin, la troisième partie analyse la Garde en tant qu'institution, en tant que « société » militaire.

⁶³ *Ibid.*, p. 22.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 32.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 47.

PREMIERE PARTIE :

LES FONCTIONS DE LA GARDE REPUBLICAINE

L'analyse fonctionnelle consiste à mettre en évidence les fonctions justifiant à la fois la naissance de la Garde républicaine, son maintien et son adaptation à l'évolution sociale. Les fonctions de la Garde ne demeurent pas statiques, même si celles que l'on peut qualifier de traditionnelles en raison de leur ancienneté, de leur ancrage dans le temps et dans l'histoire, sont conservées. Parallèlement au rappel de la genèse de la Garde, cette partie soulignera donc la dynamique que connaît l'institution et justifie son existence. Les **missions d'ordre public** apparaissent comme les premières confiées aux ancêtres de la Garde dont elle est aujourd'hui l'héritière : elles sont aujourd'hui au cœur des politiques publiques de sécurité qui associent la Garde à la lutte contre l'insécurité (Chapitre 1) ; au XIX^e siècle, se développent des missions qui établissent sa spécificité par rapport aux autres armes et unités de gendarmerie et font d'elle une institution prestigieuse : les **missions au profit des hautes autorités de l'Etat** (Chapitre 2) ; enfin, la Garde républicaine est composée d'unités d'élites spécialisées dans les missions de **sécurité des personnes et des biens** (Chapitre 3).

Cependant, cette présentation chronologique doit être relativisée dans la mesure où la Garde a conservé ces trois types de fonctions apparues à des périodes différentes et qui aujourd'hui coexistent ; aussi, l'origine fonctionnelle de la Garde est-elle complexe et difficile à établir⁶⁶ : la Garde républicaine ne descend pas d'une garde mais de plusieurs, chacune étant investie d'une mission précise. Aujourd'hui, la Garde concentre ces trois fonctions : avant, elles étaient cloisonnées et confiées à des gardes différentes. Par exemple, sous le Second Empire, la Garde de Paris était en charge de la police parisienne, la Garde Impériale de la sécurité de l'Empereur. Des liens de filiation les rattachent à la Garde. Pour cette raison, la présentation historique de la Garde sera insérée à la fois dans le premier chapitre relatif aux missions d'ordre public et dans le second chapitre relatif aux missions de sécurité et d'honneur.

⁶⁶ On se reportera au tableau synoptique.

Chapitre 1. Les missions d'ordre public

Pour François Dieu, l'ordre public « apparaît à la fois comme l'incarnation du pouvoir de contrainte monopolisé par l'Etat, mais aussi comme la manifestation du besoin de stabilité et de sécurité du système social »⁶⁷. L'essence de la Gendarmerie, d'un point de vue fonctionnel, est de représenter la Loi, de donner « force à la Loi », en même temps, d'assurer un service de proximité, règle à laquelle ne déroge pas la Garde républicaine, partie intégrante de la Gendarmerie. Ce que François Dieu applique à la Gendarmerie est donc tout autant applicable à la Garde républicaine : « Attachée au culte de la loi qui est la source même de la force publique, l'institution gendarmique [la Garde républicaine pourrait-on dire] a préservé (...) le bien-fondé de son existence institutionnelle. »⁶⁸

Les missions d'ordre public se déclinent, selon Philippe Massoni⁶⁹, en deux catégories : le **maintien de l'ordre** (Section 1) et les **services d'ordre**. Ces deux fonctions, surtout le maintien de l'ordre, ont contribué à la naissance de la Garde républicaine et continuent de justifier son maintien. On peut adjoindre aux deux catégories dégagées par Philippe Massoni, une troisième catégorie de missions d'ordre public en pleine expansion et qui participe de la dynamique fonctionnelle de la Garde : la **surveillance générale** (Section 2). Les deux derniers aspects - services d'ordre et surveillance générale - sont réunis dans une même section, car ils contribuent à l'évolution fonctionnelle de la Garde en métamorphosant une institution caractérisée par la protection des hauts lieux du pouvoir et des plus hautes personnalités de l'Etat : bref, une institution incarnant l'Etat en une « police de proximité » pleinement intégrée dans les politiques publiques de sécurité.

Section 1. La participation de la Garde au maintien de l'ordre

Si la Garde républicaine a été créée, c'est pour maintenir l'ordre dans la capitale. Fabien Cardoni va même plus loin : si la Garde est maintenue au XIX^e siècle, si son existence est justifiée, si elle est nécessaire, c'est pour « contrôler Paris l'insurgée »⁷⁰ (§1). Cependant, aujourd'hui, la Garde ne participe plus que théoriquement au maintien de l'ordre, cédant la place à d'autres unités spécialisées (§2).

⁶⁷ François Dieu, *La Gendarmerie : secrets d'un corps*, Bruxelles, Ed. Complexe, coll. « Théorie politique », 2002, p. 171.

⁶⁸ *Ibidem*, p. 172.

⁶⁹ Philippe Massoni, « Défense des libertés et ordre public à Paris », in *Le préfet et l'ordre public*, 1998, p. 55.

⁷⁰ Fabien Cardoni, *La Garde républicaine...*, *op.cit.*, p. 585.

§1 . La Garde, une institution en charge de la police de Paris

Si les historiens s'accordent pour faire remonter les origines de la Garde à cette fonction, ils se séparent quant à la période, voire au siècle qui aurait vu naître l'institution. L'établissement de la filiation entre la Garde républicaine actuelle et ses ancêtres est donc complexe, certains évoquant l'Ancien Régime (A), d'autres ne faisant remonter les origines de la Garde qu'au XIX^e (II). Au moins, une certitude : la Garde actuelle descend directement des gardes du XIX^e siècle mais puise certaines origines dans le Moyen-Age et la monarchie absolue.

A. Une filiation incertaine : l'Ancien Régime

Cette incertitude est due à l'absence d'un corps unique chargé de maintenir le bon ordre dans la capitale. Après la Fronde qui plonge les rues parisiennes et le pouvoir royal dans l'insécurité, la priorité est donnée au maintien de l'ordre et à la tranquillité publique. Plusieurs unités sont mises sur pied pour l'assurer : l'émergence de ces diverses unités interdit d'établir clairement la filiation de la Garde avec l'une d'entre elle. La complexité de la généalogie vient donc du fait que la Garde républicaine ne descend pas d'une seule garde mais de plusieurs gardes ou de plusieurs corps en charge de la police dans la capitale, aucun n'ayant le monopole du maintien de l'ordre. La référence à l'analyse fonctionnelle, plus particulièrement au concept de « *substitut fonctionnel* », permet de débrouiller les fils. En effet, selon Merton, il n'y a pas « *de structure spécialisée et irremplaçable* »⁷¹ mais au contraire, plusieurs structures chargées d'une même fonction : « *Une seule fonction peut être remplie par des éléments interchangeables,* » ce qui « *suppose que les besoins fonctionnels permettent, plutôt qu'ils ne déterminent, des structures sociales spécifiques.* »⁷² Pour retracer la genèse de la Garde républicaine, il ne faut donc pas réfléchir du point de vue de l'organe mais de la fonction : au Moyen-Age, la police constitue un « *besoin fonctionnel* ». Nicolas Delamare, dans son *Traité de la Police*, évoque « *les troubles qui arrivèrent dans l'Etat au commencement du dixième siècle, qui introduisirent les inféodations* » et qui justifient la présence du Guet : « *Il paraît au contraire que ces temps difficiles, où chacun pensait à la sûreté, le rendirent encore plus nécessaire.* »⁷³ Les ouvrages traitant de la genèse de la Garde républicaine s'accordent pour l'affilier au Guet de Paris créé par une ordonnance de Saint-Louis de décembre 1254, relative à « la sûreté de Paris pendant la nuit ». Ce Guet est composé du Guet bourgeois ou assis (aussi Guet des métiers), défini comme suit par l'ordonnance : « *Les habitants de Paris, pour la sûreté de leur corps, de leurs biens et marchandises, et pour remédier aux périls, aux maux et accidents qui survenaient toutes les nuits dans la Ville (...) avaient supplié le Roy de leur permettre de faire le Guet pendant la nuit (...) de trois semaines en trois semaines, à tour de*

⁷¹ Robert King Merton, *op. cit.*, p. 83.

⁷² *Ibidem.*

⁷³ Nicolas Delamare, *Traité de la police*, t. 1, Paris, M. Brunet, Livre I, Titre XIII, 1719, p 236.

rôle. » Au Guet des métiers est adjoint le Guet royal, « *entretenu et payé par le Roi* », chargé de faire des rondes qui rappelle un peu plus la Garde républicaine en raison de sa composition : « *Vingt sergents à cheval, quarante sergents à pied, commandés par un Chevalier, nommé le Chevalier du Guet.* » H. Frégier décrit avec exactitude la fonction du Guet réparti entre les différents postes : « *Les principaux de ces postes étaient le Châtelet, la cour du Palais, l'église de la Madeleine, en la Cité (...). Il y avait des corps-de-garde aux carrefours et sur d'autres points qu'on avait jugé utile de protéger.* »⁷⁴ Quant au Chevalier du Guet, « *il était, au surplus, préposé, comme gardien de la ville, au maintien de la discipline de la section bourgeoise aussi bien que de la section militaire du guet qu'il commandait sous l'autorité du Prévôt* »⁷⁵. Il semblerait que la Garde soit l'héritière du Guet royal. Le Guet assis est supprimé par un édit de Henri II de mai 1559, au motif que « *les artisans répugnaient à faire des patrouilles nocturnes après leurs longues journées de travail* »⁷⁶, en même temps que le Guet royal. Mais une déclaration de Charles IX du 20 novembre 1563 rétablit le Guet amputé du Guet assis, et c'est dans ce texte qu'apparaît pour la première fois une deuxième raison justifiant la filiation avec le Guet : la dénomination de « Guet de la Ville de Paris, » ce qui atteste du rattachement à la ville de Paris.

La Fronde ravive pour les raisons que l'on connaît, le « *besoin fonctionnel* » de police, si bien qu'entre 1666 et 1668, le maintien de l'ordre à Paris est renouvelé. En 1668, un commissaire inspecteur du guet commande une compagnie d'une quarantaine de cavaliers en commission qui forment, selon Jean Chagniot, « *les derniers possesseurs d'une charge d'archer du guet à cheval* ». La cavalerie intervient de jour comme de nuit : la nuit, « *les cavaliers parcouraient les rues, d'un poste à l'autre* » ; le jour, ils intervenaient « *lors des troubles populaires.* »⁷⁷ La cavalerie forme la première compagnie d'ordonnance de la Garde de Paris. En effet, en 1559, à la suite de la suppression du Guet assis, Henri II crée une garde des rives de la Seine, placée à côté du Guet royal. En 1721, intervient une transformation de la police parisienne : les charges d'inspecteur de la compagnie du guet, de commandant pour la garde des quais et des remparts (anciennement garde des rives de la Seine) et de commandant de la compagnie d'ordonnance des gens à cheval, forment la « Garde de Paris. » Mais l'expression n'est employée que dans une déclaration royale du 30 juin 1771 indiquant que « *les soldes et pensions de retraite des officiers, cavaliers, soldats et pensionnaires des Compagnies d'ordonnance, à pied et à cheval, de la Garde de Paris et des ports et remparts* »⁷⁸ ne peuvent être saisies.

⁷⁴ Honoré Frégier, *Histoire de l'administration de la police de Paris, depuis Philippe Auguste jusqu'aux Etats Généraux de 1789*, Paris, Guillaumin, vol. 1, 1850, p. 11.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 12.

⁷⁶ Jean Chagniot, « Le maintien de l'ordre public à Paris sous l'Ancien régime », in *De l'archer du guet au garde républicain : 1667-1994*, Carnet de la Sabretache, « Nouvelle Série », n°122, 4^e trimestre 1994, pp. 103-104.

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ Nicolas Delamare, *op. cit.*, p. 57.

Si certains auteurs comme Fabien Cardoni rejettent le lien entre la Garde républicaine et le guet parisien, arguant très justement que le guet n'avait aucun caractère militaire et n'était qu'une « milice bourgeoise », ils approuvent en revanche la filiation à la Garde de Paris et au Guet royal entretenu par le Roi, en raison entre autres de la grue d'or et de la vigilance d'argent représentant le Guet parisien sur ces mêmes armoiries, et de l'étoile symbolisant le Chevalier du guet, insignes mêlés aux couleurs de la ville de Paris, le bleu et le rouge étant le signe de « l'appartenance immémoriale de la Garde à l'histoire de Paris dont les armes sont au centre de l'écu »⁷⁹.

Fabien Cardoni cite plusieurs autres corps investis de cette fonction et susceptibles d'être considérés comme les ancêtres de la Garde : « *Son statut militaire rappelle les gardes française ou suisses. Ses services diurnes ou nocturnes évoquent la compagnie des officiers de robe courte. Ses missions de police urbaine (...) ainsi que ses postes de garde et son organisation, mêlant infanterie et cavalerie, la rattachent à l'ancienne garde de Paris.* »⁸⁰ La Garde peut effectivement descendre des archers de la compagnie du lieutenant de robe courte, en charge de « *visiter (...) les rues, carrefours, tavernes, cabarets et maisons dissolues (...) où ont accoutumés de se retirer (...) joueurs de cartes et de dés, quilles, et autres jeux prohibés et défendus (...) et gens qui seront trouvés en flagrant délit, les prendre au corps, les mener dans les prisons du Châtelet* » (Lettres patentes de François Ier du 7 mai 1526), ou encore des deux Compagnies de sergents (l'une à pied, l'autre à cheval) investies de la « *garde de la Ville et des Faubourgs de Paris* », ainsi que de la garde des « *debors dans toute l'étendue de la Prévôté.* »⁸¹ Quoi qu'il en soit, que la Garde descende des compagnies de sergents, de la robe courte, du guet royal, une chose est certaine : la Garde descend des institutions rattachées au Châtelet.

En 1780, il est proposé de « *mettre le guet en maréchaussée, sur le même pied et avec les mêmes fonctions, et de choisir les gardes parmi les militaires ayant servi au moins huit ans* »⁸². Or, les fonctions de la maréchaussée à la même période relèvent de la police, conformément à l'ordonnance de 1536, qui selon François Dieu constitue le « *fondement de la finalité spécifique assignée aujourd'hui encore à la gendarmerie* »⁸³. La notion de police forme donc le point commun entre le Guet et la Garde républicaine, via la garde de Paris elle-même composée du Guet. Mais si l'agencement de la Garde de Paris reste le même jusqu'à la Révolution, cette période marque un tournant dans les enjeux de sécurité publique puisqu'« *à partir de 1789, la rue parisienne devient en plus un acteur majeur de la vie politique*

⁷⁹ « Dossier sur la Garde républicaine, » *Revue de la Gendarmerie Nationale*, précité.

⁸⁰ Fabien Cardoni, *op. cit.*, p. 3.

⁸¹ Nicolas Delamare, *op. cit.*, p. 229.

⁸² Jean Chagniot, *Paris et l'armée au XVIIIème siècle : étude politique et sociale*, Paris, Economica, 1985, p. 50, Cité par Fabien Cardoni, *op. cit.*, pp. 3-4.

⁸³ François Dieu, *La Gendarmerie : secrets d'un corps*, *op. cit.*, p. 53.

française »⁸⁴. Est alors mise sur pied la Garde nationale issue de la fusion entre la Garde nationale sédentaire, constituée avant le 14 juillet 1789 (rappelant le guet assis par sa composition), et la Garde nationale soldée dont les hommes proviennent des Gardes françaises (ce qui n'est pas sans rappeler le Guet royal). Sa fonction est d'assurer le bon ordre dans la capitale, mission qu'elle ne remplit que difficilement en raison de ses divisions internes. Le 18 août 1790, un nouveau bataillon de la Garde nationale chargé du service des quais et des ports de Paris est créé. La loi du 27 juillet 1795 crée la Légion de police générale destinée à « *pallier efficacement les défections de la garde nationale de Paris* » et chargée du « *service des quais et des portes (...) des prisons et des tribunaux, tant à Paris qu'à Bicêtre* »⁸⁵. Composée de l'infanterie et de la cavalerie, elle est licenciée par un arrêté du 9 avril 1796. A partir de ce moment, aucune unité n'est en charge de maintenir le bon ordre dans la capitale, et ce jusqu'en 1802, année qui marque l'avènement de la Garde.

B. Une filiation directe : le XIX^e siècle

L'arrêté du 12 Vendémiaire An XI (4 octobre 1802) crée la Garde municipale de Paris au nom du même « *besoin fonctionnel* » de maintenir l'ordre. Elle est placée pour emploi sous l'autorité du Préfet de Police, et nommée par le Premier Consul sur proposition du Préfet de la Seine. Composée de deux régiments d'infanterie et d'un escadron de 180 cavaliers, elle est chargée du service des ports et des grandes barrières de la ville, « *fournit des gardes aux préfectures de la Seine et de police, aux mairies, prisons de Sainte Pélagie, Madelonnettes, St Lazare, la Force* »⁸⁶. Concernant l'escadron, il « *constitue la réserve de maintien de l'ordre dans les manifestations sur la voie publique* »⁸⁷. De plus, « *les militaires de la garde peuvent aussi être employés, de jour comme de nuit, à faire des patrouilles dans les banlieues pour le maintien de l'ordre, et à la surveillance des spectacles, bals publics et fêtes privées* ». Cette unité à caractère militaire est créée pour rétablir l'ordre de Paris, mais sera employée à d'autres fonctions, notamment le combat. « *Un seul élément peut avoir plusieurs fonctions* »⁸⁸ : l'assertion de Napoléon I^{er} pour justifier l'emploi de la Garde municipale au service de la guerre traduit cette thèse : « *La Garde municipale de Paris chargée de maintenir l'ordre au-dedans ne doit pas être privée de concourir à la grandeur de la patrie au dehors, elle n'en reviendra que meilleure et plus respectée.* » La Garde municipale part donc au front dès 1804-1805 et participe aux batailles de Dantzig, Friedland, Alcoléa et Burgos qui seront inscrites en lettres d'or sur les

⁸⁴ Fabien Cardoni, *op. cit.*, p. 3.

⁸⁵ Pierre Rosière, *La Garde républicaine*, Paris, Ed. Xavier Richer, 1981, p. 81.

⁸⁶ Fabien Cardoni, « La Garde républicaine, » in Jean-Noël Luc (dir.), *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie*, Guide de recherche, 2004, p. 919.

⁸⁷ Clovis Boutin, « La garde de Paris de 1802 à 1945 et le service d'ordre dans la capitale, » in *De l'archer du guet au garde républicain, 1667-1994*, Carnet de la sabretache, « Nouvelle Série », n°122, 4^e trimestre, p. 111.

⁸⁸ Robert King Merton, *op. cit.*, p. 83.

emblèmes de la Garde. La Garde municipale est dissoute en 1812 pour être remplacée par la Gendarmerie impériale de Paris qui elle-même sera remplacée en 1814 par la Garde royale de Paris, renommée par l'ordonnance du 10 janvier 1816 Gendarmerie royale de Paris et qui conserve les mêmes missions que ses prédécesseurs. La Gendarmerie royale participe aux Trois Glorieuses aux côtés de Charles X puis se rend ; elle est supprimée par l'ordonnance de Louis-Philippe du 16 août 1830. A partir de ce moment, la Garde ne sera investie que de la fonction de maintien de l'ordre de Paris. Fabien Cardoni explique bien qu' « aucun des régimes qui succèdent au Premier Empire ne prendra le risque de dégarnir ainsi la capitale. Aussi, à l'exception du siège de 1870-1871, la garde n'aura plus l'occasion, au cours du XIX^e, de combattre, en corps constitué, des forces ennemies »⁸⁹.

La Garde municipale de Paris succède à la Gendarmerie royale ; elle est composée de huit compagnies d'infanterie et quatre escadrons de cavalerie, et investie de la police des ports, des halles, de marchés, des spectacles, bals... Elle participe surtout à la lutte anti-émeute puisque « de 1830 à 1832, douze émeutes et insurrections éclatent dans Paris, toutes réprimées par la garde municipale, renforcée par la garde nationale réorganisée en 1830 »⁹⁰ (une fois de plus, on peut noter la présence de deux éléments en charge d'une même fonction). Et pour la première fois, elle est rattachée à la Gendarmerie par l'ordonnance royale du 24 août 1838. Trop marquée par son attachement au régime qu'elle défend ardemment lors des journées révolutionnaires de février 1848, elle est remplacée aux termes d'un arrêté du 25 février 1848 par la Garde civique qui sera elle-même remplacée le 15 mai 1848 par la Garde républicaine de Paris en charge des postes de garde au ministère de l'Intérieur, Hôtel de Ville et Préfecture de Police, sans toutefois être investie d'une mission spécifique de maintien de l'ordre. Elle devient Garde républicaine le 1^{er} février 1849, derechef intégrée à la Gendarmerie. L'intérêt de rappeler toutes les dénominations de la Garde n'a finalement qu'une vertu historique car en définitive, c'est toujours la même institution en charge des mêmes fonctions : celles de gardienne de l'ordre de Paris qui remontent bien à 1254.

La Garde n'appartient à la Gendarmerie qu'entre 1838 et 1848, puis à partir de 1849. Ce rattachement n'est pas anodin mais constitue « des garanties supplémentaires de fiabilité et de fidélité »⁹¹, sous-entendu au profit du pouvoir politique : pour F. Cardoni, la Garde « contribue à la mise sous tutelle de la ville par le pouvoir central » et l'auteur la désigne même sous le vocable de « force de l'**ordre politique** »⁹². La Garde entre 1848 et 1849 présente une structure paramilitaire que le pouvoir en place souhaite réorganiser en commençant par un « processus

⁸⁹ Fabien Cardoni, *op. cit.*, p. 5.

⁹⁰ Clovis Boutin, *op. cit.*, p. 112.

⁹¹ Fabien Cardoni, *op. cit.*, p. 5.

⁹² *Ibidem*, p. 6.

d'épuration [qui] passe par une militarisation du corps et un changement de statut »⁹³. Une commission de réorganisation est instaurée et formule deux propositions : ou bien la Garde est rattachée à la Gendarmerie, ou bien elle ne l'est pas, auquel cas l'avancement se fait en interne uniquement ; or, « *les officiers de la Garde présents souhaitent, eux, 'dans l'intérêt du corps' son rattachement à la gendarmerie* » (Procès verbal de la séance du 7 novembre 1848)⁹⁴. Le souci étant que, sous l'Empire, la Garde municipale était employée au service de la guerre ; or, ce risque ne voulait pas être pris. Fabien Cardoni expose le débat qui tourne autour de savoir si la Garde doit être consacrée au maintien de l'ordre ou si elle peut être plurifonctionnelle : « *Dans un premier temps, les membres de la commission décident à l'unanimité que la nouvelle garde ne doit pas être un régiment de l'armée, à l'instar de la Garde municipale (...). Le président entend éviter de reproduire 'la position anormale de l'ex-Garde municipale qui n'était qu'une gendarmerie métis roulant tantôt avec l'arme et tantôt sur elle-même.'* » (Procès verbal de la séance du 10 novembre 1848). »⁹⁵ Il est donc décidé que la Garde fera partie intégrante de la Gendarmerie à huit voix contre deux. « *Les membres de la commission écartent ainsi l'idée de reconstituer un corps privilégié, jalouxé par l'armée et la gendarmerie.* »⁹⁶ Comme le souligne Fabien Cardoni, le corps n'a de républicain que le nom : il s'agit peu à cette époque de créer une institution au service des citoyens. La nouvelle Garde conserve donc ses missions de maintien de l'ordre de la capitale, mais avec une variante : la protection du pouvoir politique contre les insurrections ; la nouvelle Garde doit « *lutter contre le peuple* »⁹⁷. D'ailleurs, les effectifs de la Garde varient à mesure qu'augmente le danger des émeutes. Elle demeure donc une force de police mais à une échelle différente : « *Au XIX^e siècle, maintenir l'ordre consiste à empêcher que la rue ne devienne une tribune, un forum et un acteur de la vie politique. La manifestation est alors perçue comme le signe d'une situation prérévolutionnaire.* »⁹⁸ Avant, elle protégeait les Parisiens, dorénavant, elle continue de les protéger mais d'eux-mêmes : la Garde constitue donc une arme aux mains du pouvoir politique, destinée à mater les insurrections parisiennes, laissant de côté le maintien de l'ordre ; qu'il s'agisse de la Garde de 1848 ou de celle de 1870, l'objectif est le même, même si en 1852, elle perd quitte l'adjectif « républicaine » pour s'appeler Garde de Paris jusqu'en 1870, avec les missions de maintien de l'ordre, de police sur les champs de course, de surveillance des manifestations publiques et de protection des théâtres et bals populaires. Bref, toujours les mêmes missions avec en filigrane celle non avouée de défense du

⁹³ *Ibid.*, p. 172.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 177.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*, p. 179.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 585.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 511.

pouvoir politique⁹⁹. Le 2 juin 1871, elle devient Garde républicaine avec pour mission « le service d'ordre de la ville de Paris ». Ce glissement fonctionnel s'explique par la distinction d'A. Etzioni : « *buts réels* » et « *buts affirmés* ». Selon A. Etzioni, « *les buts constituent (...) une source de légitimation, qui justifie les activités et, en fait, l'existence même de l'organisation* »¹⁰⁰. L'auteur ajoute que le but est une sorte d'indicateur, de critère d'évaluation, d'« *instrument de mesure pour celui qui étudie les organisations et essaye de déterminer si elles fonctionnent bien* »¹⁰¹. Le maintien de la Garde est corrélé à son efficacité ; or, qu'est-ce qui fait son efficacité à l'époque ? A la fois l'accomplissement de son « but affirmé » qui est de rétablir l'ordre, et de son « but réel » qui est la conservation du pouvoir politique. Or, la priorité est donnée non pas aux buts affirmés mais aux buts réels « *auxquels l'organisation consacre la plupart de ses moyens et la plus grande partie des ressources financières de ses membres* »¹⁰². Cette distinction est intéressante : elle permet d'éviter la confusion « *avec l'importante différence relative aux conséquences intentionnelles et non intentionnelles (...), différence résidant entre les intentions véritables et celles que l'on affirme* »¹⁰³.

§2. Le maintien de l'ordre, une mission sous-jacente

La Garde républicaine est une « force de première catégorie » : elle continue d'être investie de la fonction de maintien de l'ordre (A) sans toutefois l'exercer (B).

A. La Garde républicaine, « une force de première catégorie »

Le maintien de l'ordre (MO) est une mission expressément assignée à la Garde républicaine. Le maintien de l'ordre correspond, selon Philippe Massoni, aux « *dispositifs destinés à empêcher la survenance de troubles ou, le cas échéant, à rétablir l'ordre à l'occasion de rassemblements, cortèges, attroupements liés à des revendications politiques ou sociales* »¹⁰⁴. L'article 1 du décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la Gendarmerie, encore en vigueur, dispose que « *la gendarmerie est une force instituée pour veiller à la sûreté publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois* ». L'article 2 alinéa 2 de l'arrêté du 9 mars 1993 relatif à la Garde républicaine indique qu'« *elle peut être appelée à participer au maintien de l'ordre (...) dans la capitale* ». Mais le texte fondamental en matière de maintien de l'ordre est l'instruction ministérielle n°500 du 9 mai 1995 (IM 500), relative à la participation des forces armées au maintien de l'ordre. Fondamental, car il traite de ce qu'il est communément appelé les nouvelles missions de

⁹⁹ Pour Fabien Cardoni, « la pérennité de cette force de l'ordre s'explique par la permanence d'un risque insurrectionnel à Paris » *ibid.*, p. 585.

¹⁰⁰ Amitai Etzioni, *Les organisations modernes*, Paris, Duculot, coll. « Sociologie nouvelle », 1971, p. 17.

¹⁰¹ *Ibidem*.

¹⁰² *Ibid.*, p. 20.

¹⁰³ Amitai Etzioni, *op. cit.*, p. 21.

¹⁰⁴ Philippe Massoni, *op. cit.*, p. 55.

l'armée et souligne la fonction dont est investie la Garde républicaine. L'article 1 de l'instruction ministérielle dispose que « *le maintien de l'ordre a pour objet de prévenir les troubles afin de n'avoir pas à les réprimer. Il comporte avant tout des mesures préventives dont l'importance ne doit jamais être perdue de vue. Il comporte également, si l'ordre est cependant troublé, les mesures destinées à le rétablir* ».

Ce texte a été considéré par nos interlocuteurs comme important dans la mesure où il définit et régit la participation de la Garde républicaine au maintien de l'ordre, en tant que force armée : c'est parce qu'elle appartient aux forces armées qu'elle participe au maintien de l'ordre. L'article 19 de l'instruction ministérielle énonce que « *pour leur emploi, les forces armées sont classées en trois catégories :*

1. *Les formations de la Gendarmerie départementale et de la Garde républicaine*
2. *Les formations de la Gendarmerie mobile*
3. *Les formations des forces terrestres, maritimes, aériennes, les services communs ainsi que les formations de la gendarmerie mises sur pied à la mobilisation ou sur décision ministérielle* ».

La Garde républicaine relève donc des forces de première catégorie dont les fonctions sont d'assurer « *quotidiennement et d'initiative des missions entrant dans le cadre du maintien de l'ordre public. Leur engagement en unités constituées peut également intervenir sur réquisition de l'autorité civile (...). Elles effectuent des services de courte durée, ne nécessitant que de faibles effectifs et interviennent en cas d'urgence en attendant l'arrivée des forces mobiles. Lorsque la gravité de la situation l'exige, elles agissent en renforcement du potentiel des forces mobiles employées dans des opérations de maintien de l'ordre* » (article 20 de l'instruction ministérielle). La combinaison de l'arrêté du 9 mars 1993 et de l'IM 500 qui élève la Garde au rang de force de première catégorie fait du maintien de l'ordre une mission expressément dévolue à la Garde républicaine qui en a la charge spécifique. Spécifique non par rapport à la nature de l'intervention qui relève de la défense civile, mais parce qu'expressément dévolue. Aussi, l'autorité militaire est-elle seule responsable du déroulement des opérations de maintien de l'ordre et les forces déployées sont-elles placées sous sa responsabilité (article 13 de l'instruction ministérielle : « *L'autorité militaire est responsable de l'exécution des réquisitions.* »). Pour conclure sur ce point, on peut ajouter que « *le MO entre dans les attributions qui sont expressément confiées par les textes aux forces de la Gendarmerie nationale (Gendarmerie départementale, Garde républicaine et Gendarmerie mobile) et constitue à ce titre une mission spécifique de la gendarmerie* »¹⁰⁵, donc de la Garde.

B. Une inversion fonctionnelle

Selon Fabien Cardoni, « *ce n'est que depuis qu'elle est déchargée en partie des missions de maintien de l'ordre, notamment après la naissance de sa filleule, la garde républicaine mobile,*

¹⁰⁵ *Ibidem*.

puis dispensée de cette tâche, depuis les années 1970, dans les faits mais pas dans les textes, qu'elle trouve grâce aux yeux du plus grand nombre»¹⁰⁶. Cette appréciation subjective montre le basculement des missions de la Garde, née pour remplir une fonction qu'elle n'exerce plus concrètement, en raison notamment de la présence de deux forces de l'ordre spécialisées dans le maintien de l'ordre : les Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS) et la Gendarmerie mobile créée par la loi du 22 juillet 1922 qui « ne bénéficie pas encore d'une légitimité suffisante pour imposer sa compétence, sinon son monopole, du maintien de l'ordre »¹⁰⁷. En 1926, la Gendarmerie mobile devient Garde républicaine mobile et n'arrive à s'imposer dans Paris qu'au prix d'un conflit avec la Garde républicaine de Paris qui veut conserver son monopole du maintien de l'ordre parisien ; en 1944, sont créées les CRS. La création de ces forces de l'ordre explique le retrait progressif de la Garde du maintien de l'ordre. Lors de nos entretiens, à la question, « Pourquoi la Garde ne fait-elle plus de MO ? », l'existence des CRS et de la « mobile » a été immédiatement évoquée. Les années 1950 révèlent la volonté politique de confier le maintien de l'ordre à des forces spécialisées¹⁰⁸. André Sauvage, Thierry Nogues et Stéphane Chevrier notent qu'« à la fin des années soixante, les ministres de l'Intérieur confient la gestion des troubles internes aux seuls corps de professionnels reconnus »¹⁰⁹. Ce n'est donc pas tant que la présence de ces forces de l'ordre qui ôte à la Garde républicaine l'exercice du maintien de l'ordre dans la capitale que leur capacité technique à canaliser un attroupement. Les hommes qui composent les forces de l'ordre spécialisées sont en quelque sorte préparés, exercés, socialisés au maintien de l'ordre et acquièrent une certaine technique et la maîtrise de soi. « Progressivement ces forces développeront un ensemble de techniques et de savoir-faire, sinon un habitus, du maintien de l'ordre largement construit sur concept de 'violence retenue'. »¹¹⁰ Il ne s'agit pas d'adopter une lecture a contrario qui consisterait à dire que la Garde républicaine n'est pas préparée à maintenir l'ordre ou à le rétablir mais de montrer que le maintien de l'ordre nécessite un apprentissage par ailleurs dispensé par le Centre de perfectionnement de la Gendarmerie mobile (CPGM) de Saint-Astier. P. Bruneteaux explique que « l'instruction des personnels vise donc autant à façonner des individus qui ne doivent pas

¹⁰⁶ Fabien Cardoni, *op. cit.*, p. 586.

¹⁰⁷ André Sauvage, Thierry Nogues, Stéphane Chevrier, « Armées et sécurités intérieures : perception des acteurs institutionnels civils et militaires », *Documents du C2SD*, n°40, octobre 2001, p. 17.

¹⁰⁸ Patrick Bruneteaux évoque le terme de « spécialisation » des forces de l'ordre : « Les 'forces de maintien de l'ordre' se définissent alors comme l'ensemble des groupes spécialisés dans l'usage d'un répertoire d'action spécifique, destiné à gérer les différentes formes de contestation sociale, syndicale et politique, de telle sorte que leur propre désordre n'enclenche pas un désordre supérieur à celui qui est nécessaire pour encadrer les contestations tolérées. » Cf. *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, Paris, Presses de sciences po., 1996, pp. 25-26.

¹⁰⁹ *Ibidem.*

¹¹⁰ André Sauvage, Thierry Nogues, Stéphane Chevrier, *op. cit.*, p. 18.

défaillir dans l'usage du 'niveau' de force minimale à opposer aux manifestants, qu'à produire des dispositions de retenue, de 'maîtrise de soi' »¹¹¹. Or, il est apparu lors des entretiens que les unités de la Garde ne vont que très rarement en « stage » au centre de Saint-Astier, à part les Pelotons d'intervention qui ont des missions spéciales. La Garde républicaine n'a plus participé à une opération de maintien de l'ordre depuis 1984 ; en vertu du principe de graduation de l'emploi des forces de l'ordre, elle pourrait pourtant de nouveau y participer – sous réquisition – si l'ensemble des forces déployées demeurait insuffisant.

Un doute subsiste toutefois quant au lien entre le maintien de l'ordre et la participation de la Garde au Plan Vigipirate « conçu de prime abord pour prévenir et lutter contre une menace terroriste et notamment le dépôt d'engins explosifs au sein des grands équipements urbains ouverts au public »¹¹². Pour A. Sauvage, T. Nogues et S. Chevrier, le plan Vigipirate – qui relève au même titre que le maintien de l'ordre de la défense civile – pourrait entraîner « une contribution partielle au maintien de l'ordre » de la Garde dans la mesure où les missions définies dans le cadre du Plan Vigipirate « relèvent dans les faits, de missions de sécurité publique ». Un préfet interviewé par les trois auteurs confirme : « Il y a diverses composantes du maintien de l'ordre. Le maintien de l'ordre c'est la tranquillité publique. Vigipirate n'est qu'une contribution au MO. »¹¹³ La Garde, par le truchement du Plan Vigipirate auquel elle participe, exercerait une mission de maintien de l'ordre ; cependant, il est difficile de relier Vigipirate au maintien de l'ordre, car pour Sophie Goyer, « cette action [Vigipirate] ne correspond pas à l'esprit de l'instruction du 9 mai 1995. Dans ce cas, il s'agit pour les armées d'intervenir en renforcement des services normalement compétents pour assurer des missions de prévention d'actes terroristes. En revanche, il ne s'agit pas de participer à la prévention ou à la répression de troubles à l'ordre public correspondants à l'esprit de l'instruction du 9 mai 1995, c'est-à-dire de troubles entendus au sens d'émeutes »¹¹⁴. Thierry Nogues abonde dans ce sens, arguant que « mandater les armées au titre de leur capacité combattive ne peut bien évidemment pas rentrer dans le cadre des opérations Vigipirate »¹¹⁵.

¹¹¹ Patrick Bruneteaux, « Cigaville... », *op. cit.* p. 228.

¹¹² A. Sauvage, T. Nogues, S. Chevrier, *op. cit.*, p. 30.

¹¹³ *Ibidem*, p. 31.

¹¹⁴ Sophie Goyer, « Demandes de concours et réquisitions des armées, » Direction des Affaires Juridiques, *Etudes juridiques*, n° 29, novembre 2001, pp. 14-15.

¹¹⁵ Thierry Nogues, « Armées et missions de sécurité intérieure : la spécificité militaire en question », *Champs de Mars*, n°10, 2^e trimestre 2001, p. 115.

Section 2. Les services d'ordre et la surveillance générale : deux fonctions de proximité

Comme missions d'ordre public, Philippe Massoni évoque en second lieu les services d'ordre, « *notion sous laquelle on regroupe les dispositions prises pour assurer le bon déroulement de toute une série de manifestations à caractère commémoratif, protocolaire, culturel, sportif, commercial ou ludique* »¹¹⁶. Le régiment de cavalerie est représentatif de ces services d'ordre car il encadre la foule à cheval (§1). Peut être ajoutée à cette liste la mission de surveillance générale : au cœur des enjeux de sécurité, cette fonction à laquelle participe pleinement le régiment de cavalerie de la Garde républicaine conduit à se demander si la Garde ne constitue pas une « police de proximité » (§3).

§1. Les deux critères fondamentaux du service d'ordre

Le rappel des origines de la Garde républicaine a montré que la cavalerie faisait partie intégrante du Guet, puis de la Garde de Paris : les deux formations - infanterie et cavalerie- ont été conservées. Il semblerait qu'aujourd'hui la cavalerie, dernière unité montée de l'armée française, a réussi à surmonter le décalage entre le cheval et la zone urbaine en alliant ces deux paramètres naturellement opposés. Les entretiens réalisés au sein de la Cavalerie ont dégagé cette perspective d'évolution due à la redécouverte du cheval qui certes continue d'évoquer la tradition équestre française mais constitue aussi un parfait outil opérationnel.

« En 1990, le cheval canalise les foules calmes non hostiles : la visite du Pape Jean-Paul II à Notre-Dame, la surveillance de sites comme les stades de foot, les JMJ (Journées Mondiales de la Jeunesse) pendant deux jours et deux nuits et qui réunissent plus d'un million de pèlerins, le sommet d'Evian, les plages de Normandie lors de la commémoration du 60^{ème} anniversaire du débarquement, et peut-être pourquoi pas, le site lors des JO de 2012. Bref, on fait du service d'ordre. » (Officier)

La fonction de service d'ordre, telle qu'elle est confiée à la cavalerie, doit réunir deux critères cumulatifs : la présence d'une foule et le calme a priori de cette foule. Le second critère est corrélé au premier : la présence seule d'une foule sans le caractère « a priori calme » représenterait une mission de maintien de l'ordre, voire de rétablissement de l'ordre, non de service d'ordre.

*« Nous, on encadre les **foules calmes a priori non hostiles**, ce qui est très différent du MO et du rétablissement de l'ordre. » (Officier)*

¹¹⁶ Philippe Massoni, *op. cit.*, p. 55.

« Ponctuellement, on est appelés pour encadrer les foules non hostiles, comme lors des JMJ. Ce n'est pas du MO, car par exemple, le cheval est employé à ouvrir la route à une ambulance. Si la foule est hostile, à ce moment-là, ce sont les CRS qui se chargent de rétablir l'ordre. Mais la foule ne réagit pas pareil, selon qu'il s'agit d'une mission de MO ou seulement d'encadrement. » (Gradé)

Ces deux critères fondamentaux constituent le service d'ordre, conformément à la définition qu'en a donné le Préfet de Police de Paris, dans un communiqué pour le 1^{er} mai 2002 : « L'objectif du service d'ordre est de canaliser les **manifestations** dans le **calme** sur les itinéraires déclarés en évitant tout contact entre les différentes manifestations et en neutralisant les éventuels provocateurs ou fauteurs de troubles (...) L'objectif des services de police est de prévenir la présence de casseurs et d'interpeller ceux qui auraient réussi à rejoindre les manifestations. » Ce communiqué s'applique à la Cavalerie de la Garde républicaine, non seulement d'un point de vue fonctionnel mais également du point de vue de la qualification d'OPJ et APJ des cavaliers qui permet de procéder à des arrestations. Une unité particulière du régiment de cavalerie peut être appelée en renfort, les pelotons d'intervention à cheval (PIC), pour effectuer « un service d'ordre en présence d'**une foule non hostile** »¹¹⁷ (Général Prigent). Sont toujours présents les deux éléments indispensables à la fonction de service d'ordre confié à la Cavalerie.

Elle n'est pas la seule à être investie de cette mission : même s'il y a répartition des compétences et si l'encadrement des manifestations diffère selon qu'il s'agit du cheval ou de la motocyclette, la Cavalerie n'a pas le monopole de la fonction du service d'ordre, également exercée par l'escadron motocycliste qui a été créé le 1^{er} janvier 1952 et rattaché au 1^{er} régiment d'infanterie le 1^{er} novembre 1979. Le service d'ordre qui fait d'ailleurs la renommée de cette unité consiste en l'encadrement des courses cyclistes, notamment le Tour de France. « Leur mission la plus spectaculaire reste sans doute celle qui les projette durant trois semaines sur tous les écrans de télévision de France et d'Europe (...). Chaque année, une soixantaine de gardes de l'escadron motocycliste accompagne le Tour de France pour assurer le bon déroulement et la sécurité de la course. » Il assure l'encadrement d'autres manifestations comme le Tour des Communautés européennes et « d'autres grandes compétitions cyclistes et automobiles »¹¹⁸. Mais la Cavalerie est également en charge d'une fonction de proximité en plein essor : la surveillance générale. On pourrait aller plus loin en disant qu'elle seule à la charge de la surveillance des bois et forêts.

§2. La fonction de surveillance générale

Confiée essentiellement au régiment de Cavalerie, elle relève de l'idée de « police de proximité », ce qui permet de situer la Garde dans le dispositif de

¹¹⁷ Général Jean-Yves Prigent, « La garde républicaine », *Gend'info*, n°236, mai 2001, p. 25.

¹¹⁸ Site de la Garde républicaine : www.garderepublicaine.net.

sécurité publique. Après avoir rappelé quelques éléments de définition permettant de mieux cerner la fonction de surveillance générale (A), il convient de présenter le rôle de la Cavalerie (B).

A. Eléments de définition

Hubert Haenel et Richard Lizurey définissent la surveillance générale comme « *la présence visible et active de gendarmes* », associée au « *moyen le plus sûr de prévenir les infractions* »¹¹⁹. Pour François Dieu, la surveillance générale correspond à une « *composante de l'action policière de proximité de la gendarmerie. Cette forme de police, qui privilégie le contact avec la population et la connaissance approfondie des lieux et des personnes, c'est-à-dire une présence sécurisante dans le système social, constitue une réalité bien concrète de l'action préventive du gendarme* »¹²⁰. Les deux critères de la fonction de surveillance générale sont donc sécurité et prévention, ce qui n'est guère très différent de ceux du service d'ordre ; mais si le service d'ordre requiert la réunion d'une foule, la surveillance générale existe sans cet élément. Si cette fonction a été assignée à la Cavalerie, c'est d'une part parce qu'elle peut procéder à des interpellations ; d'autre part, parce que le cheval constitue un outil de prévention et de dissuasion. La surveillance générale se compose donc à la fois à des missions de police judiciaire et de police administrative. François Dieu complète cette définition en lui adjoignant d'autres éléments :

- une « *observation attentive des lieux et des personnes pour déceler tout indice d'infraction* »,
- un « *contrôle répressif du respect des lois et règlements* »,
- un « *contact avec la population : des conversations informelles sur la pluie et le beau temps à la recherche de renseignements* »¹²¹.

Or, le cheval répond à ces trois exigences en raison de sa position élevée qui sera soulignée à maintes reprises dans les entretiens et de sa vocation à faire de la prévention, une prévention liée à la qualification d'OPJ et d'APJ du cavalier. En revanche, le paradoxe réside dans la nature fonctionnelle de la Garde qui n'est pas la proximité, encore moins avec une population rurale. La surveillance générale rend le gendarme visible, visibilité qui constitue à la fois un facteur de sécurité et de proximité avec la population. Très justement, François Dieu érige la mission de surveillance générale en mission caractéristique de la Gendarmerie, en « *vitrine de la gendarmerie* » qui, « *par son implantation territoriale dispersée (...) est physiquement proche des populations rurales* »¹²². Hubert Haenel et Richard Lizurey associent de la même manière surveillance générale et zone rurale en indiquant sous forme de boutade que « *même le désert a besoin de gendarmes* » et que « *la mission de police administrative est ainsi une des raisons*

¹¹⁹ Hubert Haenel, Richard Lizurey, *La gendarmerie*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1999, pp. 16-17.

¹²⁰ François Dieu, *Politiques publiques de sécurité*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 161.

¹²¹ *Ibidem*, p. 162.

¹²² *Ibid.*, p. 161.

d'être essentielles de la gendarmerie »¹²³. D'autant plus que la Gendarmerie est présente sur 90% du territoire pour une population de 50%. Or, ce n'est pas le cas de la Garde qui intervient en zone urbaine, voire périurbaine. Une des spécificités de la Garde qui en fait une unité à part de la Gendarmerie (toujours du point de vue fonctionnel) est ce découplage entre gendarmerie et ruralité ; or, la dévolution de cette fonction à la Garde indique bien qu'il est possible de faire de la prévention et d'être proche des habitants en zone urbaine.

« A cheval, on a un bon contact avec la population, mais il ne faut pas perdre de vue que toute la Gendarmerie est axée sur le renseignement, donc plus on fait de la proximité, plus on voit, plus on connaît. Or, nous sommes des gendarmes à part entière : on est missionnés dans Paris pour faire des missions en zone police, mais on est des gendarmes. » (Gradé)

La surveillance générale signifie à la fois prévention et répression, contact avec la population (possible en zone urbaine) et collecte du renseignement. François Dieu exprime très bien ces éléments qui de prime abord, peuvent apparaître contradictoires mais liés entre eux : *« Ce type de service contribue à humaniser l'action du gendarme, à le faire apparaître non seulement comme le représentant de l'ordre, susceptible, le cas échéant, de dresser un procès-verbal ou de passer les menottes, mais aussi comme personne intéressée par ses concitoyens, par leurs problèmes quotidiens, par toute une foule de préoccupations et d'activités. »*¹²⁴

Mais la surveillance générale est également étendue à la protection de l'environnement : c'est d'ailleurs pour cette raison que les premières patrouilles à cheval ont été effectuées dans les bois et forêts de la région parisienne, dans les années 1970, parallèlement aux politiques environnementales. Hubert Haenel et Richard Lizurey insistent sur ce point essentiel relevant de la police administrative : *« Si les atteintes à l'environnement existent en effet depuis longtemps, elles ont pris une importance particulière, tant en raison de l'accélération des progrès techniques, de l'exploitation systématique des ressources naturelles, de la propension actuelles au gaspillage, que de la prise de conscience de la population. La gendarmerie, qui participe depuis longtemps à la protection de l'environnement, exerce son action préventive dans le cadre de la surveillance générale. »*¹²⁵ Les entretiens réalisés ont tous mis en exergue cette fonction de protection de l'environnement dans le cadre de la surveillance générale et datent l'origine des patrouilles à cheval de la période des politiques environnemental

B. La Cavalerie et la surveillance des bois et forêts

Les trois escadrons du régiment de cavalerie fournissent des chevaux pour les Postes à Cheval (PAC) qui consistent à patrouiller dans les bois et les forêts de

¹²³ Hubert Haenel, Richard Lizurey, *op. cit.*, p. 17.

¹²⁴ François Dieu, *Politiques publiques de sécurité, op. cit.*, p. 163.

¹²⁵ Hubert Haenel, Richard Lizurey, *op. cit.*, p. 17.

la région parisienne ; les patrouilles effectuées dans le cadre de la surveillance générale remontent à l'été 1968. Bénéficient de cette protection les bois situés autour de Paris : Boulogne, Vincennes, Senlis, Chambord ainsi que des sites protégés comme le Mont Saint-Michel ou la Baie de Somme. A chaque site correspond une mission particulière de surveillance générale, axée sur une délinquance précise : la fonction du PAC de Boulogne est d'assurer le « *respect de cette zone protégée, la protection des personnes et la tranquillité publique* »¹²⁶ ; le PAC de Senlis (1970) se charge plus particulièrement de canaliser la prostitution et les vols à la roulotte ; celui de Chambord (1972) assure la protection de la chasse présidentielle et « *interdit toute pénétration à l'intérieur de la réserve cynégétique du parc de Chambord* »¹²⁷. Pour les enquêtés, les PAC les rapprochent plus des missions spécifiques de la Gendarmerie et gomme les spécificités de la Garde.

« *Un PAC est composé des personnels de la Garde républicaine envoyés à Chambord, Chantilly...., dans tous les bois autour de Paris. On a alors des missions typiques de GD : contrôle de la chasse, braconnage, police route....auprès des autres unités de gendarmerie.* » (Garde républicain)

La Garde est pleinement introduite dans la ville puisque cette fonction de surveillance générale est développée dans Paris *intra muros aussi* ; elle assure cette mission au côté des policiers, par des patrouilles équestres. La fonction est la même que celle des PAC.

« *On part en patrouille du quartier des Célestins pour les Tuileries, on reste deux heures sur le site matin et après-midi, on patrouille dans tout le jardin jusqu'au Carrousel. Le but est de repousser les vendeurs à la sauvette et ceux qui importunent les promeneurs. On peut les arrêter, les interpeller puis on les remet à la police.* » (Garde républicain)

Ces missions ont très récemment été étendues aux parcs des Buttes-Chaumont et du Champ-de-Mars. Il était même prévu en 2001 de les étendre aux parcs Montsouris et Suzanne Lenglen¹²⁸. « Le dispositif de patrouilles équestres de la Garde républicaine affectées à certains espaces verts de la capitale » indique que « *conformément aux orientations du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales, la Préfecture de Police renforce son dispositif de surveillance de certains espaces verts de la capitale par l'intégration de patrouilles équestres de la Garde républicaine. C'est ainsi qu'en plus des missions de surveillance dans les bois de Vincennes, Boulogne, la Garde républicaine (...) met en œuvre des patrouilles à cheval depuis*

¹²⁶ « Dossier sur la Garde républicaine », *Revue de la Gendarmerie Nationale*, n°159, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 1989, p. 39.

¹²⁷ *Ibidem*.

¹²⁸ Voir « L'intervention de M. Jean-Paul Proust, Préfet de Police, devant le Conseil de Paris », Lundi 17 décembre 2001, www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr.

le 18 septembre [2002] au Parc des Buttes-Chaumont, et depuis le 2 décembre [2002] sur le Champ-de-Mars à Paris, lors des moments de forte influence sur le site. Le déploiement de ces patrouilles régulières contribuera à la sécurité dans la capitale, en installant un renfort dans des lieux publics très fréquentés et exposés à des actes de délinquance visant en priorité les touristes»¹²⁹. Depuis 2002, la Garde républicaine effectue des patrouilles dans la capitale, toutefois envisagées dès 2001. La Préfecture de Police intègre donc la Garde républicaine, par le biais du régiment de cavalerie, dans le dispositif de sécurité de la capitale et l'associe aux missions de surveillance générale. Dans une allocution du 9 décembre 2002, le Préfet de Police loue les mérites d'un tel dispositif : « Je citerai l'apport de la Garde républicaine aux missions de surveillance (...) En accord avec le Directeur Général de la Gendarmerie nationale, je viens d'étendre ces missions au Champ-de-Mars et à la Tour Eiffel. »¹³⁰ L'allocution révèle une perception dynamique de la Garde puisque non seulement les missions sont étendues à de nouveaux sites (comme c'est le cas en 2002, et même il y a un an aux Tuileries), mais encore le nombre de patrouilles double, ce qui s'est passé le jour même de l'entretien du 15 avril 2005.

« Ce matin, avant que vous ne veniez, on a doublé les patrouilles au Champ-de-Mars et aux Tuileries. Tous les jours, matin et après-midi, il y aura deux patrouilles dans ces lieux, en plus des Buttes-Chaumont et de la Villette. »
(Officier)

Les entretiens ont parfois même laissé entendre qu'un renforcement de l'intégration de la Garde dans la capitale pouvait avoir lieu en raison du changement du Préfet de Police, Pierre Mutz, ancien Directeur général de la Gendarmerie nationale.

« Le Préfet de Police, Pierre Mutz, connaît bien la Garde républicaine, il connaît les missions et est à même de faire la demande. » (Garde républicain)

Une autre raison peut être avancée : le rattachement fonctionnel de la Gendarmerie, y compris de la Garde, au ministère de l'Intérieur, qui justifierait, au même titre que la nomination de Pierre Mutz à la Préfecture de Police, l'emploi de la Garde républicaine dans les missions de service d'ordre et de surveillance générale. Selon François Dieu, « le rattachement fonctionnel est limité à

¹²⁹ « Présentation du dispositif de patrouilles équestres de la Garde républicaine affectées à certains espaces verts de la capitale », www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr.

¹³⁰ « Allocution au Conseil de Paris de M. Jean-Paul Proust, Préfet de Police, à l'occasion de la présentation du budget spécial de la Préfecture de Police en 2003 », www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr.

l'exercice des missions de maintien de l'ordre et de sécurité publique»¹³¹. Il est possible que sous peu, une réquisition fasse de nouveau appel à la Garde pour remplir une mission de maintien de l'ordre.

§3. Le cheval, un outil opérationnel au service de la « police de proximité »

Il reste à déterminer plus précisément pourquoi la Cavalerie est investie des fonctions de service d'ordre et de surveillance générale et pourquoi elle continue d'être sollicitée pour l'accomplissement de ces fonctions. Ces dernières années, depuis 1995 et surtout depuis le changement de gouvernement en 2002, les politiques publiques de sécurité ont instillé les concepts de prévention et de proximité dans les missions de sécurité publique. La Garde républicaine, grâce au régiment de cavalerie, est pleinement intégrée à ces politiques : ces fonctions lui permettent de développer le contact avec la population, ce qui n'est pas évident au départ en raison de la proximité de l'institution avec les hautes instances de l'Etat ; elles opèrent aussi un réel découplage répression/gendarmerie, ruralité/gendarmerie, et une association proximité/urbanité. La proximité, en dépit de l'anonymat, existe bel et bien en zone urbaine, et la Garde républicaine n'est pas laissée de côté.

La loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (LOPS) a mis à l'honneur le concept de « police de proximité, » en énonçant dans l'annexe I qu' « *il importe que la police retrouve toute sa place dans la cité. Renouant avec la tradition républicaine, elle doit redevenir une police de proximité, présente sur la voie publique, plus qu'une police d'ordre* ». Le développement de ce concept continue avec la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 dont la première partie de l'annexe I rappelle l'objectif de « consolider la police de proximité ». L'annexe III présente un terme qui combine les exigences de sécurité et de proximité : la « *sécurité de proximité* ». Ainsi, depuis 1995, « *le sens de l'évolution est partout le même, l'accent étant mis sur l'exigence de proximité et la mobilisation d'un ensemble d'acteurs pour faire face aux formes nouvelles d'insécurité* »¹³², même si quelque distance a été prise après 2002 avec la police de proximité. La Garde républicaine participe pleinement de cette mobilisation et constitue un acteur important des politiques publiques de sécurité, centrées sur les notions de prévention et de proximité, en raison entre autres d'un atout majeur : le cheval. Les entretiens réalisés ont tous souligné la « redécouverte du cheval », en même temps que sa vocation à assurer une fonction préventive.

¹³¹ François Dieu, « La question du rattachement ministériel de la Gendarmerie, » *Défense Nationale*, octobre 2002, p. 242.

¹³² Jacques Chevallier, *L'Etat post-moderne*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société », 2^{ème} édition, 2004, p. 51.

« On fait un métier du XIX^e siècle avec des lois sociales du XXI^e siècle ! Or, le cheval n'est pas fait pour aller au cœur de Paris. Il faut l'acheter jeune pour assurer un dressage orienté psychologiquement et musculairement en milieu urbain et qu'il s'adapte au revêtement du pavé parisien. Ce qui est nouveau c'est qu'on remet le cheval dans la ville. Mais j'ai l'impression qu'on invente le fil à couper le beurre. » (Officier)

Ce témoignage met en valeur l'adaptation du cheval à la ville, alors que, comme nous l'avons vu, le cheval parisien, investi des missions de patrouilles et de guet, est pluriséculaire. Cette redécouverte s'est produite à l'occasion du développement de la protection de l'environnement dans les années 1970 et des missions de service d'ordre en 1990. La notion de prévention, notion récurrente ces dernières années en matière de sécurité, revient dans tous les entretiens, ce qui justifie la dévolution de cette fonction à la Cavalerie.

« On assure les missions de sécurité publique avec notre propre spécificité : les chevaux. Ils ne chargent pas sur la foule et exercent une mission de police administrative à vocation préventive, ce qui n'empêche pas toutefois d'appréhender les individus. On redécouvre le cheval. » (Officier).

Les notions de prévention et de répression sont directement rattachées à celle de police de proximité. D'ailleurs, le *Guide pratique de la police de proximité*, publié par le ministère de l'Intérieur en 2000, présente ces critères corrélés les uns aux autres : *« Elle [police de proximité] a pour mission de pousser prévention et dissuasion aussi loin que possible, mais aussi de réprimer et de sanctionner chaque fois que nécessaire. »* Mais si les entretiens établissent un parallèle entre prévention et arrestation, l'accent est mis sur le premier volet.

« On fait du préventif car le cheval gomme l'aspect répressif. On ne peut pas s'engager dans des machines répressives dont les résultats seraient aléatoires. » (Officier)

« Tout est prévention mais on peut aussi arrêter. Le cheval est un outil remarquable, il est silencieux et on voit de haut ; on fait de la dissuasion en masse, mais on ne fait pas de MO à cheval. » (Gradé)

Tous les enquêtés rencontrés au sein du régiment de Cavalerie ont cité une même phrase, sorte de devise qui illustre bien la fonction préventive et de proximité de la Cavalerie : *« Un père de famille caresse un cheval, pas un Trafic de gendarmerie. »* En revanche, ils contestent le lien entre l'activisme du gouvernement et le développement du concept de proximité.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

« La Cavalerie suit l'évolution de son temps, les gens qui commandent veulent l'adapter au nouveau profil de la population ; on essaie donc d'évoluer. Mais avec le cheval, on a une certaine approche des gens, il est passe-partout, apprécié de la population, on a un bon contact avec la population. A la Cavalerie, on a inventé la proximité avant que les politiciens y pensent. » (Gradé)

Certes, par essence, la fonction du cheval est de faire de la prévention et de dissimuler l'aspect répressif ; mais la multiplicité des sites à surveiller et l'augmentation des patrouilles signifient bien que la Garde, via la Cavalerie, accomplit avec succès les fonctions « à la mode » de police de proximité et représente un atout majeur face aux nouvelles exigences de sécurité. Si la proximité existe à la Garde avant l'arsenal juridique des dernières années, celui-ci contribue au maintien et à l'adaptation de la Garde à son environnement proche. Ce qui explique l'enracinement continu de la Cavalerie dans son rôle de gardienne de la capitale et des alentours.

« Le cheval amène autre chose : on n'est plus l'agent verbalisateur et on impose beaucoup plus de respect. C'est une autre vision de la Gendarmerie, on a plus de poids. La personne qu'on croise vient discuter avec nous, l'enfant caresse le cheval, ce qui dédramatise complètement le gendarme répressif. C'est plus agréable de discuter car la personne nous apprécie, même si au début, elle est virulente, elle est toute de suite calmée par l'animal. Ce qui fait qu'on se trouve au-dessus du contrevenant. » (Garde républicain)

Chapitre 2. Les missions de sécurité et d'honneur

La Garde républicaine n'est pas un service public comme les autres : elle est aussi au service de l'Etat. Dans l'imaginaire collectif, elle est essentiellement connue pour l'accomplissement de missions au profit des plus hautes instances de l'Etat, missions qui allient protection des personnalités politiques et sécurisation des sites sensibles. Si bien que « *cette image prestigieuse d'une Garde au service de l'Etat déforme cependant la réalité et occulte quelque peu les missions de service public, comme les patrouilles à cheval dans les forêts de la région parisienne* »¹³³ qui sont aujourd'hui au centre de son activité. Missions d'ordre public et missions au profit des hautes instances de l'Etat cependant se chevauchent ; et si certaines unités de la Garde sont cantonnées à un type précis de fonctions, d'autres peuvent en exercer plusieurs, ce qui est le cas des unités de cavalerie qui assurent les services d'ordre tout en rendant les honneurs. On retrouve ici le diptyque « sécurité et honneur » pour lequel et grâce auquel la Garde est reconnue et se maintient : sécurité pour tout ce qui concerne la **protection des hautes personnalités de l'Etat** et la **sécurisation des palais nationaux** (Section 1) ; **honneurs** pour tout ce qui relève de l'apparat militaire et républicain qui entoure le pouvoir politique, des « *liturgies politiques* »¹³⁴ (Section 2).

Section 1. Sécurisation des sites et protection des hautes personnalités de l'Etat

C'est par cette fonction que l'on connaît le mieux la Garde, en ignorant les tâches de service public dont elle est par ailleurs investie. Cette proximité avec l'Etat et les hauts lieux du pouvoir en font une unité à part, une unité spécifique au sein de la Gendarmerie nationale, visible devant tous les palais nationaux (§1). Cette spécificité ancrée dans la tradition républicaine pose cependant la question de la nécessité de confier cette fonction à une unité de gendarmerie. Les termes par lesquels cette tâche est désignée traduisent une certaine interrogation : « *Du planton du poste de contrôle ou de la sentinelle au repos de parade devant une guérite, on dit aussi qu'ils tiennent la caisse .* »¹³⁵ Le planton qui fait sa caisse se voit aussitôt attribuer le qualificatif de « pot de fleur. » L'attribution de cette fonction à la Garde contraste avec la volonté du gouvernement d'externaliser les gardes statiques (§2).

¹³³ Bernard Mouraz, « La Garde à l'honneur, » *Sous le plumet rouge*, n°92, 3^{ème} trimestre 1999, p. 31.

¹³⁴ Le terme est de Claude Rivière.

¹³⁵ Jean-Pierre Bernier, *La Garde républicaine : grandeur et renommée*, Paris, Ed. Hervas, 1989, p. 81.

§1. La sécurisation des palais nationaux

La Garde a dans un premier temps été rattachée au service du chef de l'Etat (A) puis a progressivement assuré la sécurisation de tous les palais nationaux (B).

A. Une fonction rattachée au chef de l'Etat

Dès 1848, l'ancêtre de la Garde républicaine investi du bon ordre de la capitale a été employé à la sauvegarde du pouvoir en place, et plus particulièrement du chef de l'Etat, Louis-Napoléon Bonaparte. A l'instar de Fabien Cardoni, Marie-Berthe Servier évoque ce que l'on appelé le glissement fonctionnel du maintien de l'ordre vers la protection des institutions républicaines : « *La Garde, créée pour la sécurité dans la capitale, est progressivement entrée dans la proximité du pouvoir républicain. Corps d'élite loué jusque dans l'armée, fait alors exceptionnel pour une unité de gendarmerie, la Garde s'affiche républicaine.* »¹³⁶ Les événements de 1871 confirment ce glissement progressif et pragmatique puisque la Garde est restée à Versailles, chargée de la protection du pouvoir politique, voire « *surchargée par son service à Versailles (...), le gouvernement versaillais s'imaginant peu sans protection* »¹³⁷. C'est donc sous le Second Empire que son identité républicaine s'efface, que son attachement à la République se rompt, que son lien avec Paris se défait, ce qui contribue à l'éloigner du peuple et de sa mission de service public. Sur un ton presque désabusé, Fabien Cardoni écrit : « *A la fois police municipale et régiment de gendarmes, la Garde réside au cœur de la ville, mais vit en même temps en marge de la population. La Garde est enfin une institution qui contribue à la mise sous tutelle de la ville par le pouvoir central.* » L'auteur qualifie la Garde de l'époque de « *force de l'ordre politique* »¹³⁸. Se substitue au maintien de l'ordre public le maintien de l'ordre politique ; à cette période, la Garde « *a pour but de lutter contre le peuple* »¹³⁹. Dans un article consacré à l'histoire de la Garde, Fabien Cardoni définit la Garde, unité multifonctionnelle comme « *troupe d'élite dévouée à la police des rues, garde de la République comme de l'Empire, gardienne des Parisiens contre leurs propres excès, résolument parisienne mais irrémédiablement étrangère à la Ville* »¹⁴⁰. En 1852, elle abandonne d'ailleurs l'adjectif « républicain » sur lequel son identité avait été construite pour devenir la Garde de Paris : il faudra attendre 1870 pour qu'elle recouvre la dénomination de Garde républicaine par un décret du Gouvernement de la Défense Nationale du 10 septembre 1870, énonçant que le nom Garde de Paris ne « *répond pas aux nécessités imposées par la défense de Paris et n'est pas non plus en harmonie avec la forme actuelle du gouvernement (...)* La garde de Paris reprendra le titre

¹³⁶ M. B. Servier, « L'histoire de la Garde républicaine : une mémoire officielle conçue à la Belle Epoque, » in Jean-Noël Luc (dir.), *Gendarmerie, Etat et société au XIX^e siècle : actes du colloque*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 118.

¹³⁷ *Ibidem*, p. 119.

¹³⁸ Fabien Cardoni, *La Garde républicaine : d'une République à l'autre...*, op. cit., p. 7.

¹³⁹ *Ibidem*, p. 585.

¹⁴⁰ Fabien Cardoni, « Miroir ! Ô beau miroir ! Le premier historique de la Garde républicaine sous le Second Empire », *Sociétés et représentations*, n°16, septembre 2003, p. 293.

de Garde républicaine, qu'elle a déjà porté»¹⁴¹. Sous cette dénomination, elle assure pour la première fois la sécurité des palais nationaux, notamment le palais de l'Élysée puisque « le maréchal Mac-Mahon l'y trouve en 1874 lorsqu'il intègre l'Élysée »¹⁴². Si bien qu'elle devient « l'élite de la sécurité, la protection de la République, sa garde en propre »¹⁴³. Elle demeure rattachée à l'Élysée, donc au président de la République : à partir de 1914, elle est chargée de l'escorte du président de la République, « jusqu'alors dévolue aux 'gros frères', les cuirassiers partis au front »¹⁴⁴. Ainsi, entre 1870 et 1933, elle assure à la fois la protection de l'Élysée, Assemblée nationale, Sénat, Palais de Justice, Préfecture de Police. Le 3 mars 1933, la Garde républicaine devient Garde républicaine de Paris, et ce jusqu'en 1940 où elle redevient Garde de Paris. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle continue d'assurer sa fonction de sécurisation de l'Élysée, Palais Bourbon, Sénat, Invalides, Hôtel de Ville, ministères... ; tandis qu'en même temps, une autre garde, créée par et pour le régime de Vichy, assurait, depuis 1942 la protection du gouvernement sous le nom de « Légion de la Garde personnelle du chef de l'État ». Une décision du 9 septembre 1944 la supprimera.

A ce titre, la Garde républicaine n'a pas qu'un ancêtre : plusieurs gardes peuvent constituer sa filiation ; dans son ouvrage sur la Garde républicaine, Pierre Rosière ne manque pas de les mentionner. Elle peut ainsi être considérée comme l'héritière de la Maison du Roi née au XVI^e siècle ; d'autant qu'aujourd'hui la Maison du Roi constitue une formation spéciale du régiment de cavalerie et que les deux couleurs, rouge et or, symbolisant la Maison du Roi (le bleu représentant la Maison de France et le rouge l'oriflamme de Saint Denis) ornent les armoiries de la Garde actuelle. Le glissement fonctionnel ne serait qu'une pure fiction, la Garde sous le Second Empire n'aurait fait que reconquérir des fonctions qu'on lui avait ravies. La Maison du Roi procède de « la volonté manifestée par le Roi Charles VII de s'entourer d'une Garde qui lui fut personnelle et digne successeur des traditions mises en place par les sergents d'armes de ses aïeux »¹⁴⁵. La Maison du Roi se compose de la Garde du dedans et de la Garde du dehors, elle-même composée de gendarmes, mousquetaires, Gardes suisses et de grenadiers à cheval¹⁴⁶. Pierre Rosière insiste particulièrement sur les Gardes suisses voués à protéger, à sécuriser pour reprendre un langage anachronique, le Roi et son habitat. François de Bassompierre écrit : « Louis XIII, au retour du voyage qu'il fit en Guyenne pour son mariage, se résolut, l'an 1616, de faire à Tours un Régiment complet de ses gardes suisses et ils vinrent faire la garde devant son

¹⁴¹ Fabien Cardoni, *La Garde républicaine : d'une République à l'autre...*, op.cit., p. 580.

¹⁴² M. B. Servier, « La Garde républicaine et les honneurs du président depuis 1870, » in *Histoire socioculturelle des armées*, Cahier du CEHD, n°7, 1998, p. 63.

¹⁴³ *Ibidem*, p. 64.

¹⁴⁴ Jean-Pierre Bernier, op. cit., p. 42.

¹⁴⁵ Pierre Rosière, op. cit., p. 59.

¹⁴⁶ *Ibidem*.

logis. »¹⁴⁷ En 1791, les Gardes suisses constituent la seule unité en charge de la protection du Roi, la Maison du Roi ayant été supprimée. Cette même année, l'Assemblée nationale crée « *une troupe capable d'assurer le service d'honneur du palais et la sécurité du Roi* »¹⁴⁸ : il s'agit de la Garde constitutionnelle du Roi, composée de fantassins et de cavaliers. La fonction de cette nouvelle unité est « *de veiller aux abords et dans les murs du palais* », missions actuelles de sécurisation des sites et de protection du Roi. Parce que l'Assemblée « *voit cette troupe faire montre d'un zèle certain pour la protection du Roi et d'attachement à sa personne* »¹⁴⁹, elle l'abolit le 30 mai 1792.

Si le service de sécurisation des sites a d'abord été lié à la personne du monarque et à son logement, ce service s'est étendu, sous la Révolution, aux autres institutions politiques, notamment la Convention nationale et le Directoire dont la sécurité était d'abord assurée par la Garde nationale ; cette mission a été confiée aux Gendarmes grenadiers près de la Convention nationale, chargés d'« *assurer l'ordre et la sécurité aux portes et dans les bâtiments du corps législatif, de réprimer toute violence exercée à l'égard des hommes de service* »¹⁵⁰. Le Directoire qui succède à la Convention conservera cette formation et « *sera constamment accompagné de sa garde dans les cérémonies et marches publiques : celle-ci aura toujours le premier rang (...) Chaque membre du Directoire exécutif se fera précéder et suivre au-dehors de deux gardes* »¹⁵¹. A la suite du coup d'Etat du 18 Brumaire et de l'instauration du Consulat, cette garde se fond dans la Garde des Consuls, rebaptisée Garde impériale le 29 juillet 1804 mais toujours chargée de la même fonction ; cela fait dire à Pierre Rosière qu'« *elle sera à l'Empire ce que la Maison du Roi fut à l'Ancien Régime : une troupe d'élite à la fidélité exemplaire* »¹⁵². Cette formation était notamment composée du régiment des Grenadiers à pied qui aujourd'hui constitue une formation spéciale de la Garde républicaine.

La Garde ne descend donc pas d'une seule formation. Cette filiation n'infirmes pas le glissement fonctionnel dans la mesure où celui-ci a concerné la Garde de 1848 initialement consacrée au maintien de l'ordre parisien. Au XIX^e siècle, il y avait plusieurs gardes ; le Second Empire a conservé sa Garde impériale (rétablie en 1854) parallèlement à la Garde de Paris. Il est donc intéressant de constituer une genèse de la Garde républicaine à partir de ses fonctions : à chaque fonction correspondent en effet plusieurs gardes composées de fantassins et de cavaliers. En définitive, la Garde actuelle n'est qu'une compilation, une simplification des multiples gardes de l'Ancien Régime et du XIX^e siècle.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 62.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 82.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 83.

¹⁵² *Ibid.*, p. 92.

B. La fonction de sécurisation : surveillance, protection rapprochée, dissuasion

Aujourd'hui, la Garde républicaine est pleinement investie de la fonction de sécurisation des palais nationaux et de protection des hautes personnalités étatiques, quoiqu'elle la partage avec la police, point sur lequel nous reviendrons à l'occasion de l'étude organisationnelle (*infra*, partie II). La Garde présente une structure régimentaire réorganisée par une décision ministérielle du 15 septembre 1979. Cette fonction est divisée en deux catégories : les services rattachés au palais de l'Élysée et à la protection du président de la République sont confiés au 1^{er} régiment d'infanterie (I) ; ceux assurant la sécurisation des autres palais nationaux reviennent au 2nd régiment d'infanterie (II).

I. La sécurité de la présidence de la République : le 1^{er} régiment d'infanterie

En 1978, on assiste à une réorganisation de la Garde qui implique également une réorganisation de la sécurité du président de la République. Denis de la Burgade évoque une rationalisation du dispositif de sécurité, liée à la création d'unités spécialisées dans la sécurité de la présidence de la République : « *Forve est, à cet égard, de relever que la rationalisation des dispositifs de sécurité a récemment succédé à l'empirisme qui historiquement marquait les structures de protection.* »¹⁵³ Cette rationalisation peut être appliquée dès 1978 à la Garde : suite à un remaniement de ses structures et au rattachement fonctionnel du 1^{er} régiment à la Présidence de la République, l'empirisme disparaît. Deux unités, chargées d'assurer la sécurisation du palais de l'Élysée ainsi que des résidences présidentielles (Marigny, Rambouillet, Brégançon) et la protection du Président et de ses proches, composent le 1^{er} régiment d'infanterie : la CSPR (Compagnie de Sécurité de la Présidence de la République) et les deux CH (Compagnies d'Honneur) ; elles se consacrent à la vie du palais de l'Élysée, si bien que plus « *rien, à l'Élysée, n'échappe à la Garde* »¹⁵⁴, et qu'on les associe souvent à la « *petite grande histoire de France* »¹⁵⁵ ! Un entretien réalisé au sein de la CSPR permet d'établir clairement les fonctions véritables de cette unité divisée en services.

*« On garde les murs. Toute la CSPR est employée à l'Élysée. Elle comprend trois gros services : le contrôle des entrées, des équipes de sécurité rapprochée et un pool régulation. Le **service de contrôle des entrées** constitue le premier filtrage et veille 24h sur 24 pour voir si personne ne s'introduit. On a un système de sécurité qu'on appelle le PCP : Poste Central de Protection. Le 2^{ème} filtrage, c'est*

¹⁵³ Denis de la Burgade, « La sécurité des hommes politiques français, » *Droit et Défense*, avril-juin 2003, p. 15.

¹⁵⁴ Jean-Pierre Bernier, *op. cit.*, p. 56.

¹⁵⁵ Dossier sur la Garde républicaine, *Gend'Info*, n°236, mai 2001, p. 17.

*les plantons de sécurité, ou huissiers : ils assurent la sécurité intérieure du Palais et des résidences présidentielles. Enfin, le **service régulation** consiste à assurer tout ce qui concerne le transport. Mais il y a d'autres services comme le service estafettes qui centralise le service courrier de la présidence, dont quatre huissiers assurent l'accueil des visiteurs, et les placent selon le protocole. On a aussi un service chargé de l'impression des cartes d'invitation, un service auto-responsable des véhicules, un service photo, un service architecture qui jette un œil à la sécurité pendant les travaux. » (Officier)*

Deux remarques se dégagent de l'entretien : la première est que la fonction de sécurisation du site se double d'une fonction d'intendance, sans que soit perdue de vue l'idée de sécurité. Derrière tel service chargé d'une tâche quotidienne, se dissimule le spectre de la surveillance. « *On essaie de tout filtrer, de supprimer les papiers dans la poubelle.* » (Officier).

La seconde remarque est que les enquêtés parlent de maintien de l'ordre pour évoquer leur fonction de sécurisation des palais nationaux, conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 mars 1993 : si la Garde ne fait plus de maintien de l'ordre dans la capitale, elle y participe dans l'enceinte des palais nationaux. La CSPR partage cette fonction avec les trois CH. Mais à chacun sa compétence puisque les CH sont chargées d'assurer la sécurité du jardin. Deux entretiens réalisés au sein de la CH1 le soulignent.

« On assure la garde de l'Élysée, plus précisément l'intérieur : jardin et palais, en étroite collaboration avec la CSPR. On assure également la sécurisation de l'hôtel Marigny. On est compétent pour le MO dans l'enceinte de l'Élysée. » (Officier).

On comprend donc bien que le champ de compétence des unités de la Garde se limite à la sécurité intérieure du palais. La Garde, pour Denis de la Burgade, « *n'assure pour l'essentiel que la sécurité intérieure des palais nationaux. Même si elle contribue d'une façon ou d'une autre, elle n'est pas spécifiquement chargée de la protection rapprochée des hommes politiques nationaux* »¹⁵⁶. Pourtant, tous les ouvrages traitant de la Garde, y compris le site internet de la Garde, évoquent cette mission de sécurité rapprochée incombant notamment aux huissiers de la CSPR. Or, les unités chargées plus spécialement de cette mission sont le Groupe de Sécurité de la Présidence de la République (GSPR) et le Service de Protection des Hautes Personnalités (SPHP). Le GSPR a été créé par le décret du 5 janvier 1983 et le SPHP par l'arrêté du 19 octobre 1994, à la suite d'un changement de perception vis-à-vis de la sécurité du Président, souligné par Hugues Dolley¹⁵⁷. Il ne s'agit pas de rappeler l'évolution du dispositif de sécurité ni tous les tests qui ont été réalisés pour démontrer la défaillance de ce dispositif, seulement de

¹⁵⁶ Denis de la Burgade, *préc.*, p. 15.

¹⁵⁷ Voir le dossier réalisé par Hugues Dolley sur le GSPR.

préciser qu'à la suite de ces tests une prise de conscience s'est produite : le palais de l'Élysée est un « palais passoire. » A partir de là, le GSPR et le SPHP sont apparus : il semble que ces unités ont été créées pour pallier la carence de la Garde républicaine. Hugues Dolley et Denis de la Burgade qui se sont penchés sur le dispositif de sécurité de l'Élysée, n'évoquent que très peu la Garde, alors qu'ils reconnaissent qu'elle se confond avec la Présidence ; Hugues Dolley laisse même sous-entendre l'existence d'un lien de causalité entre le déficit fonctionnel de la Garde et la nécessité d'une unité spécialisée : « *Les gendarmes ont aussi testé la sécurité du palais de l'Élysée, puisque c'est l'endroit où le président de la République passe le plus de temps. La sécurité du palais est assurée à l'extérieur par la Police nationale et à l'intérieur par plus de 200 gendarmes de la Garde républicaine. Ils ont alors surnommé l'Élysée le 'palais passoire'.* »¹⁵⁸ Or, il est impossible dans ce cas de parler de « substitut fonctionnel » car le GSPR et le SPHP ont des missions tout à fait différentes de celles confiées aux unités du 1^{er} régiment.

L'article 1 du décret n°83-14 du 5 janvier 1983 portant création du GSPR dispose qu'il est « *chargé d'assurer la protection personnelle et immédiate du président de la République sur le territoire national ou lors de ses déplacements à l'étranger* ». Ce qui n'a strictement rien à voir avec les fonctions de la CSPR et des CH. Quant au SPHP, il est chargé de la « *protection rapprochée et l'accompagnement de sécurité générale des hautes personnalités françaises et étrangères* » et de « *la mise en œuvre des mesures nécessaires à l'organisation des déplacements officiels* » (article 2 de l'arrêté du 19 octobre 1994). A partir de ces éléments, le critère distinctif est un critère de type territorial : la protection rapprochée, même s'il ne s'agit pas d'une mission spécifique de la Garde, comme l'écrit Denis de la Burgade, relève de la compétence de la Garde dans l'enceinte du palais. De plus, un des trois services composant la CSPR est chargé de la sécurité rapprochée du Président à l'intérieur du palais.

II. La sécurisation des autres palais nationaux : le 2nd régiment d'infanterie

Le 2nd régiment d'infanterie, issu de la réorganisation de 1978, est chargé de veiller à la sécurité de tous les palais de la République, à l'exception du palais de l'Élysée et des résidences présidentielles. Il est composé de deux Compagnies de la Sécurité des Palais Nationaux (CSPN) et de quatre Compagnies des Grands Services (CGS). A chaque unité est conférée la surveillance d'un site précis. La CSPN 1 est chargée d'assurer la sécurité de l'Hôtel Matignon et du ministère des Affaires étrangères.

¹⁵⁸ *Ibidem*, p. 4.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

« Les CSPN sont des unités très particulières. L'employeur du 2nd régiment est l'Assemblée nationale et le Sénat. La CSPN 1 fournit principalement du personnel à Matignon et au ministère des Affaires étrangères pour des missions de sécurité des enceintes et de gestion administrative des personnels (...) La CSPN 2 se charge du ministère de la Défense et du Palais de Justice. » (Officier)

Ces unités fournissent des détachements de sécurité au profit des palais nationaux ; ces détachements permanents se divisent en sections : la Section de sécurité et les Groupes de protection rapprochée. Cette dernière formation prouve que la Garde fait également de la protection rapprochée, non uniquement de la sécurisation.

« Ce qui fait la spécificité de mon unité ce sont les petits détachements morcelés et répartis dans Paris, des sentinelles sur les ministères : la Direction Développement Média composée de deux gardes chargés de la surveillance de l'entrée uniquement quand le ministère est ouvert et qui assument cette fonction à la porte principales ; le Service d'Information du Gouvernement ; la Direction de la Coopération Militaire et de Défense correspondant à des emplois de soutien ; et la valise diplomatique qui consiste à escorter les courriers diplomatiques depuis le Ministère des Affaires Etrangères. » (Gradé)

Mais à la question « Quelle est la fonction principale de la CSPN 1 ? », l'enquête répond : « Notre mission principale est la mise à disposition du commandant militaire d'un détachement de sécurité pour assurer la sécurité du site et des personnes qui vivent et qui sont présentes sur le site, également quand des délégations étrangères sont reçues. Il s'agit de garder les murs et l'intégrité des personnes qui y travaillent. » (Officier)

Ce discours relève la fonction binaire impartie à la CSPN 1 comme à la CSPR : la sécurisation intérieure des palais ainsi que la protection rapprochée des hautes personnalités de l'Etat ou des chefs d'Etat étrangers présents sur le site. La Garde républicaine est donc chargée de la fonction de protection rapprochée, à condition que les personnes se situent à l'intérieur des palais. Aussitôt qu'elles quittent les murs et franchissent le seuil, la Garde n'est plus compétente et transfère sa fonction aux unités de police, ou au SPHP : l'article 2 de l'arrêté du 19 octobre 1994 dispose que « le SPHP a pour attributions (...) la mise en œuvre des mesures nécessaires à l'organisation des déplacements officiels » ; l'article 6 énonce que « la sous-direction du SPHP assure la protection rapprochée du Premier ministre. » Selon la lecture combinée de ces deux articles, le SPHP assure la protection rapprochée du Premier ministre lorsque celui-ci est en déplacement ; il faut rappeler que le SPHP a succédé au service central des voyages officiels. Le critère est donc d'ordre géographique, ce qui n'empêche pas la Garde d'être investie de la fonction de protection rapprochée. Pour Denis de la Burgade, la protection rapprochée « s'apparente à une sorte d'immunité, à la fois fonctionnelle et

individuelle, dont jouit l'homme politique pris non seulement dans sa nature d'homme mais également en sa qualité de figure politique (...) Elle ne s'applique pas forcément qu'à la seule personne de l'homme politique menacé et s'étend parfois à des aspects de sa vie privée »¹⁵⁹. De cette définition découlent deux remarques : la Garde remplit cette fonction spécifique dans l'enceinte du palais ; pour cette raison, beaucoup d'enquêtés ne parlent pas de sécurité des sites mais de sécurisation car elle englobe la fonction de protection rapprochée des personnes qui y vivent et y travaillent. Particulièrement investie dans la fonction de protection rapprochée des hauts dignitaires présents sur les lieux du site, le 2nd régiment constitue la formation opérationnelle de la Garde : selon le lieutenant-colonel Garibal, l'aspect opérationnel constitue la moitié de ses missions¹⁶⁰. Mais les principes ont toujours des exceptions : la CSPN 2 qui assure la sécurité de l'Hôtel de Brienne abritant le ministère de la Défense assure également « *la protection du ministre dans l'hôtel et des déplacements de ces autorités à travers Paris* »¹⁶¹. L'absence ici du critère géographique renforce la thèse selon laquelle la protection rapprochée est aussi une mission spécifique de la Garde.

Quant aux CGS, elles ont en charge la sécurité du palais Bourbon et du palais du Luxembourg, abritant respectivement l'Assemblée nationale et le Sénat. D'autres institutions bénéficient de cette protection : le Conseil constitutionnel, le ministère de l'Intérieur.... Les fonctions imparties sont identiques à celles des CSPN. La particularité des CGS est qu'elles sont les seules unités habilitées à pénétrer en armes dans l'hémicycle, une habilitation confiée de manière anecdotique par les enquêtés.

« Lors du discours de politique générale de M. Raffarin à l'Assemblée nationale, un homme s'est introduit dans l'hémicycle avec un sac contenant une coupe métallique. Il a réussi à passer. Mais c'est de notre ressort d'intervenir dans l'hémicycle pour l'empêcher d'atteindre son but. » (Officier)

Les discours des enquêtés sont très éclairants quant à la finalité véritable des fonctions des unités ; ainsi, pour évoquer les missions de sécurisation, ils parlent de maintien de l'ordre, expliquant qu'ils peuvent être amenés à faire du maintien de l'ordre dans l'enceinte des palais nationaux. L'article 2 de l'arrêté du 9 mars 1993 dispose en effet que la Garde « *peut être appelée à participer au MO à l'intérieur des enceintes des assemblées parlementaires* ». Si elle n'a plus participé au maintien de l'ordre dans la capitale depuis 1984, en revanche, à tout moment, elle peut être appelée à en faire dans l'enceinte des bâtiments. Certains enquêtés apparentent leurs missions au maintien de l'ordre

¹⁵⁹ Denis de la Burgade, *préc.* p. 14.

¹⁶⁰ Dossier sur la Garde républicaine, *Gend'Info*, n°236, mai 2001, p. 23.

¹⁶¹ Dossier sur la Garde républicaine, *Revue de la Gendarmerie*, n° 159, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 1989, p. 19.

non du point de vue de la fonction mais du point de vue de la technique que requiert la fonction. Le chapitre précédent insiste sur la technique du maintien de l'ordre public ; le maintien de l'ordre effectué dans les palais nationaux nécessite une technique différente. L'objectif de ce savoir-faire n'est pas le même, il est peut-être plus abstrait ou subtil, moins axé sur la force.

« On protège le gouvernement, on suit son action. Le défi de Matignon est de sécuriser un site pas du tout adapté à la sécurité, structurellement pas adapté : il est décousu, dispatché partout. Mais en même temps, il faut trouver un équilibre avec la nécessité d'être ouvert. »

Le palais du Luxembourg rencontre la même difficulté.

« La République doit être ouverte, mais en même temps il faut assurer la sécurité de la République. On fait le maximum en respectant un certain nombre de choses. Le palais du Luxembourg est un site très sensible, de par l'ouverture du jardin au public. Parfois, des manifestations ont lieu sans que le bureau militaire du palais ait été prévenu. Je pense aux intermittents du spectacle : quand ils ne préviennent pas, ils restent dans le jardin. Or, le jardin jouxte le palais. Le garde doit aussitôt réagir : dans sa guérite, il y a un dispositif d'alerte relié au bureau militaire et au local du commandement de détachement. » (Major)

Le palais Bourbon présente une grande sensibilité due à trois facteurs :

1) Le **dispersion** territoriale : *« L'ensemble Assemblée nationale, c'est le palais Bourbon, l'ancien siège du RPR, des bureaux, l'immeuble Chaban au n°101 du boulevard Saint-Germain, la Commission de Défense et des Affaires étrangères. C'est donc un bâtiment très sensible car dispersé. »*

2) Le **symbole** : *« Le palais Bourbon est symbolique, il représente la démocratie. On doit donc faire face à trois événements : le TAG comme par exemple 'A bas la politique', les opposants internes prêts à faire du terrorisme national et qui raffalent la façade de l'Assemblée, et les opposants d'un pays qui font le cirque lorsque le président de l'Assemblée nationale reçoit une délégation. »*

3) Le **législateur** : *« C'est le bâtiment où se font les lois, où ont lieu les débats. Les gens opposés aux lois viennent manifester devant le palais. Ça se passe sur le trottoir, donc ce serait plus grave si on intervenait. Toujours est-il que la présence de la Garde sécurise la zone. »*

Il faut pourtant assurer une ouverture sur l'extérieur en raison de la représentation symbolique de ces sites : une certaine technique est alors requise.

« On a trois axes de travail : la connaissance des personnes qui travaillent sur le site, la connaissance des lieux et la vigilance. Le garde doit être physionomiste, et l'ennemi numéro 1 est la routine ou la fatigue qui altèrent ces trois axes. D'autant qu'on n'a pas de société privée pour assurer la sécurité, les gardes font tout : à

Elodie LANDAT

l'accueil, ils contrôlent les identités, les gens qui rentrent, qui sortent... Ils font tout de A à Z. » (Commandant militaire)

Les notions de vigilance et de surveillance sont récurrentes dans les entretiens et englobées dans le triptyque « surveillance, présence, vigilance. » La fonction de sécurisation fait donc appel à un savoir-faire fondé non sur la force mais sur le concept de dissuasion, immanent aux fonctions de la Garde. Pour cette raison, le terme de maintien de l'ordre est parfois employé par les enquêtés pour évoquer leur mission de sécurisation : il est alors conçu par rapport non à l'objectif fonctionnel mais à la technique requise.

« Je ne veux pas parler de sécurité du site mais de sécurisation car on travaille avec des civils. Chaque assemblée a son propre dispositif de sécurité, ce qui fait que nous, nous ne faisons pas de sécurité à proprement parler : notre mission est statique à l'extérieur du site. C'est de la dissuasion. » (Officier)

§2. L'externalisation des gardes statiques

Le terme « externalisation » a été compris de deux manières différentes par les enquêtés : il consiste, soit en l'installation de moyens techniques de surveillance comme les caméras en lieu et place des gardes, soit dans le remplacement des gardes républicains par des agents de sécurité employés par des sociétés privées. La question qui se pose est de savoir si la Garde républicaine est concernée par l'externalisation, sachant que ce dispositif concerne la sécurité au sens strict du terme, non la sécurisation. L'annexe I de la loi n°2002-1094 du 29 août 2002 présente la volonté de « mettre un terme à l'emploi des policiers et des gendarmes dans des fonctions qui ne sont pas strictement liées à la sécurité »¹⁶². La sécurisation est-elle strictement liée à la sécurité ? Selon les dispositions de l'annexe I, plusieurs tâches entrent dans le champ de l'externalisation : l'entretien du parc automobile, les gardes statiques, le transfert des prisonniers. Certaines tâches peuvent correspondre aux petits détachements que fournissent les unités. L'objectif du législateur est donc le suivant : « L'efficacité des forces de gendarmerie et de police impose qu'elles se consacrent à leurs métiers et ne soient pas immobilisées par des tâches administratives (...) Certaines de ces tâches techniques, telles que l'entretien du parc automobile, seront, à chaque fois que possible, transférées au secteur privé. Dans le même esprit, les gardes statiques confiées aux policiers et gendarmes seront réduites au strict minimum. Il sera plus largement fait appel à l'externalisation de cette mission et aux moyens techniques de surveillance. »¹⁶³

¹⁶² Voir à ce sujet le rapport Courtois n°371, Sénat 2001-2002.

¹⁶³ *La sécurité intérieure*, Paris, Direction des journaux officiels, coll. « Aux sources de la loi, » 2003, p. 12.

La notion d'externalisation est distincte de celle des « moyens techniques de surveillance » et renvoie au transfert des gardes statiques à des sociétés privées. La directive ministérielle n°30 892 du 3 août 2000 indique que l'externalisation « consiste à confier à des partenaires extérieurs à l'entreprise ou à l'administration des activités ou des fonctions précédemment assurées en régie »¹⁶⁴. Le guide de l'externalisation précise qu'il s'agit de transfert de « fonctions jugées autrefois indispensables au sein même de ces dernières »¹⁶⁵. Toujours est-il que le terme « externalisation » inclut, pour l'ensemble des enquêtés, les moyens techniques. Ce qui ne semble pas erroné puisque l'annexe I contient la disposition suivante : « Afin de réduire les charges dues aux gardes statiques, les dispositifs de vidéosurveillance des bâtiments seront accrus ; le transfert de ces gardes au secteur privé et à des agents relevant d'autres statuts sera développé partout où cela sera possible. »¹⁶⁶

Les avis sur cette question sont partagés, mais en règle générale nos interlocuteurs n'y sont pas catégoriquement hostiles. Trois types de discours ont été entendus : le premier est favorable ; le deuxième est mitigé ; le troisième est hostile mais fondé sur une argumentation.

A la question, « Que pensez-vous de l'externalisation des gardes statiques ? », les réponses se regroupent en trois catégories :

1) **Discours favorable** : « Monter la garde, c'est dur. Il y a peu d'action et les gars ont l'impression de faire joli. L'intérêt qu'on présente est qu'on est les seuls à pouvoir venir en armes dans l'hémicycle. Avoir uniquement un détachement armé dans le palais suffirait. Nous sommes les 'brigades anti-TAG'. C'est certain, il faut une présence au nom de la dissuasion mais le dispositif est perfectible. » (Officier)

2) **Discours réservé** : « On assure la sécurité des lieux du pouvoir : la présence des forces publiques est indispensable. C'est sûr que remplacer les hommes par des moyens techniques est intéressant car cela permet de gagner du personnel. Mais, je le répète, les gardes sont physionomistes, vigilants, ils connaissent les gens. En terme d'efficacité, le système est unique

¹⁶⁴ Rapport d'information de Michel Dasseux sur l'externalisation de certaines tâches relevant du ministère de la Défense, 12 février 2002.

¹⁶⁵ *Ibidem*. La fiche n°1 du guide de l'externalisation explique qu'il s'agit d'une « opération contractuelle impliquant un partenariat plus ou moins étroit, par lequel un organisme de la Défense décide de confier ou de transférer avec obligation de résultat à une structure externe au département, une fonction, un service ou une activité qu'il assurait antérieurement ». Ce qui la différencie de la sous-traitance est que l'externalisation « en garde la logique (...) mais la dépasse avec la notion de partenariat ». Un lien est établi entre l'externalisation et la professionnalisation des armées : les tâches ingrates confiées aux appelés ; or, il n'est pas bénéfique de les confier aux militaires. Pour cette raison, la directive du 3 août 2000 envisage l'externalisation pour trois types de tâches : celles assurées par les appelés et « qui sont insuffisamment attractives pour être confiées à des personnels civils ou militaires du ministère de la Défense, les fonctions de soutien général, les opérations de forte technicité ». Il n'est nullement question des gardes statiques. De plus, le lien entre externalisation et professionnalisation ne concerne pas la Garde, car les gardes statiques constituent une tradition, une mission spécifique faisant appel à un savoir-faire, qui ne devait pas être confiée aux appelés.

¹⁶⁶ *Ibidem*, p. 25.

car l'information circule bien, c'est cohérent. Or, le lien ne serait pas évident entre des entités différentes. *Quid de la cohérence et de l'efficacité? (...). Et puis la garde des palais nationaux: constitue une tradition historique! Je pense que le symbolique, c'est la limite de l'externalisation.*» Mais l'enquête se montre prêt à s'y résoudre en cas d'application à la Garde: « *Ceci dit, la sélection se fait par le commandant militaire: il faut du haut de gamme. Si les gardes statiques sont externalisées, alors je serai intraitable sur la qualité des gens.* » (Commandant militaire)

3) **Discours hostile mais argumenté**: « *On pourrait avoir des caméras et une équipe d'intervention; or, c'est [le palais Bourbon] un bâtiment central permettant des accès rapides et une évacuation tout aussi rapide. En cas d'externalisation, le temps qu'on signale à l'un qui transmet le message à l'autre... non, ce ne serait pas possible. Vous savez, la vigilance est une caractéristique très importante.* » On peut noter que le premier discours minimise l'aspect dissuasif tandis que le troisième l'érige en argument fondamental. « *Il ne faut pas oublier le côté géographique: le palais Bourbon n'est pas un bâtiment facile. On est dans une zone très ministérielle, on n'est pas loin de l'Élysée. La caméra ne montre pas la présence dissuasive, elle n'est pas autant vigilante: il y a des angles morts et pour peu que le surveillant derrière ses écrans regarde un match de foot! L'intervention immédiate serait impossible, le temps que l'équipe sorte; alors qu'en attendant, on peut capturer l'intrus. Le garde statique présente une aptitude de réactivité associée à l'usage de l'arme en cas de légitime défense.* » (Commandant militaire)

Ces trois types de discours ne révèlent pas un rejet catégorique de l'externalisation des gardes statiques, juste une méfiance, un scepticisme argumenté, lié aux exigences de sécurisation, terme qui inclut la dissuasion et la vigilance. Mieux vaut un bloc monolithique qu'un éparpillement d'entités qui fausserait l'efficacité fonctionnelle. La garde statique repose donc sur une technique particulière, composée de trois éléments: surveillance, vigilance, dissuasion. Il faut donc garder présent à l'esprit que l'externalisation des gardes statiques revient à externaliser ces trois capacités.

Section 2. Les missions d'honneur

Si la Garde est essentiellement assimilée aux missions d'honneur, celles-ci ne représentent que 20 % de ses activités, le reste étant consacré aux missions de sécurité. Ces deux types de missions ne sont pas tout à fait séparés dans la mesure où les missions d'honneur constituent une extension des missions de sécurité: « *Cela s'entend de la vocation première de la Garde, la protection, qui est à l'origine des escortes, des piquets et de toute la présence de la Garde dans les palais.* »¹⁶⁷ Missions spécifiques, marques de fabrique, elles sont également un construit empirique: « *C'est l'usage et l'histoire qui ont distribué les services de la Garde dans les*

¹⁶⁷ M. B. Servier, « La Garde républicaine et les honneurs du président depuis 1870, » *op. cit.*, p. 61.

palais de la République, réglé les normes protocolaires, redéfini les honneurs nationaux. »¹⁶⁸ Elles n'ont été consacrées formellement que par l'arrêté du 9 mars 1993 relatif à la Garde républicaine. Un empirisme qui implique de retracer dans un premier temps la genèse de ces missions (§1) pour ensuite en aborder l'exégèse (§2).

§1. Genèse : un construit empirique

Si les missions d'honneur telles que relevant de la compétence de l'ancêtre de la Garde remontent à l'époque du Consulat, c'est vers 1880 que la Garde s'est vu confier ces missions officiellement : « *Les Prussiens sont partis, la République est souveraine en toutes ses institutions, qui sont rentrées à Paris.* »¹⁶⁹ Entre 1870 et 1880, au moment où la jeune République germait, les honneurs étaient confiés à la Gendarmerie mobile, créée par Thiers. A partir de 1880, « *quand la Chambre et le Gouvernement prennent possession de leurs palais, la Garde y assure la sécurité, ce pourquoi elle y rend aussi les honneurs au quotidien* »¹⁷⁰. Or, la Garde descend de plusieurs gardes, les fonctions étant dissociées (*Supra*). Ainsi, en 1795, lorsque le président du Conseil des Cinq-Cents et le président du Conseil des Anciens entrent en séance ou quittent le palais, il ont droit à un piquet d'honneur. Dans le cadre des missions d'honneurs, la Garde républicaine est l'héritière de la Garde impériale mise sur pied par Napoléon III le 1^{er} mai 1854. Fabien Cardoni confirme la coexistence de ces deux gardes : « *La Garde impériale (...) s'arroge peu à peu, au détriment de la Garde de Paris, le services d'honneur les plus prestigieux.* »¹⁷¹ D'ailleurs, selon l'auteur, « *après 1852, la 'garde de Paris' n'est qu'une 'garde' parmi les autres. Lorsque les contemporains parlent de la Garde avec un G majuscule, ils désignent le plus souvent la 'garde impériale'* »¹⁷². La Garde impériale est abolie en 1870 et cède la place à la Garde républicaine. Dans un premier temps, il s'agit d'assurer les services d'honneur au profit du président de la République, qu'il s'agisse de la personne du Président, de son élection, de son investiture ou de la passation de pouvoir ; si bien que « *sa permanence auprès des institutions républicaines et surtout de l'Élysée, fait associer sa présence à celle du Président* »¹⁷³. En revanche, l'escorte du chef de l'Etat n'est pas une fonction nouvelle : elle existait déjà sous le Second Empire et était assurée par la Cavalerie. Se développent les honneurs au profit d'autres institutions, tels que l'Hôtel de Ville et, surtout, les chefs d'Etat étrangers en visite officielle en France.

C'est à cette période que se construit le diptyque « sécurité-honneur ». Un diptyque rattaché à la Garde : « *Honneur et sécurité coïncident pour la Garde comme*

¹⁶⁸ *Ibidem*, p. 73.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 63.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 63.

¹⁷¹ Fabien Cardoni, « Miroir ! Ô beau miroir ! Le premier historique de la Garde républicaine sous le Second Empire », *préc.*, p. 285.

¹⁷² Fabien Cardoni, *La Garde républicaine : d'une République à l'autre...*, *op. cit.*, p. 6.

¹⁷³ M. B. Servier, « La Garde républicaine et les honneurs du président depuis 1870 », *préc.*, p. 65.

avers et revers »¹⁷⁴ et sont, pourrait-on ajouter, interdépendants dans la mesure où « le port de l'uniforme de tradition, n'exclut en aucune manière la part de sécurité toujours comprise dans les honneurs, l'armement idoine étant discrètement tenu »¹⁷⁵. Mais les honneurs continueront d'être associés à la Présidence de la République : pour preuve la création en 1978 d'un régiment spécialement consacré au palais de l'Élysée. En 1978, la Garde républicaine de Paris quitte sa particule « de Paris » pour n'être plus que républicaine ; dès cet instant, « la Garde républicaine n'est plus de Paris, ce qui distend son lien traditionnel avec la capitale »¹⁷⁶. Aujourd'hui, ces fonctions relèvent de la compétence des Compagnies d'honneur (CH) du 1^{er} régiment et des Compagnies des grands services du 2nd régiment. Les CH, en parallèle des honneurs rendus au président de la République, sont chargées d'accueillir un chef d'Etat étranger en visite officielle : « Quand il foule le tapis rouge pour ses premiers pas sur le sol français, un détachement du 1^{er} régiment d'infanterie de la Garde lui présente les armes (...) A l'entrée du salon d'honneur, figés dans leur salut, des cavaliers à pied de la Garde saluent sabre à la main. A l'arrivée du palais de l'Élysée, de nouveau, la Garde est alignée dans la cour et sur l'escalier pour accueillir l'hôte de marque. »¹⁷⁷ Les CGS forment des piquets d'honneur lorsque les présidents des Assemblées entrent en séance, le sabre tendu, les tambours battant. La Musique de la Garde, unité rattachée au 1^{er} régiment, participe également aux services d'honneur. Les honneurs symbolisent la République, forment « l'apparat de la République »¹⁷⁸. La Garde présente aussi des formations spéciales qui participent aux honneurs, notamment lors de journées commémoratives : 11 novembre, 8 mai, 14 juillet. Deux formations musicales accompagnent les services d'honneur : la batterie-fanfare et la fanfare de cavalerie qui « jouent les sonneries réglementaires prévues par les cérémonials »¹⁷⁹.

La V^e République a inséré les honneurs militaires dans un cadre juridique destiné à gommer l'empirisme de départ. Ils constituent pour la Garde républicaine une mission spécifique, inscrite dans les textes. L'arrêté du 9 mars 1993 les confie expressément à la Garde sans en donner de définition : l'article 1 indique que la Garde « est chargée notamment (...) de fournir les piquets d'honneur prévus par le cérémonial militaire lors des cérémonies publiques présidées par le président de la République, les présidents des assemblées parlementaires, le Premier ministre et le ministre chargé des armées ; de fournir également des détachements d'honneur à l'occasion de séances solennelles du Conseil Constitutionnel, du Conseil d'Etat, du Conseil Economique et Social, de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes et de l'Institut de France ». Il faut se

¹⁷⁴ M. B. Servier, « La symbolique militaire comme langage dans le monde politique et civil : la Garde républicaine », *op. cit.*, p. 128.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 130.

¹⁷⁶ M. B. Servier, « La Garde républicaine et les honneurs du président depuis 1870 », *préc.*, p. 70.

¹⁷⁷ Jean-Pierre Bernier, *op. cit.*, pp. 86-87.

¹⁷⁸ M. B. Servier, « La Garde républicaine et les honneurs du président depuis 1870 », *préc.*, p. 61.

¹⁷⁹ Jean-Pierre Bernier, *op. cit.*, p. 87.

reporter au décret du 26 décembre 1967 portant règlement du service de garnison dont l'article 21 alinéa 1 dispose : « *Les honneurs militaires sont des démonstrations extérieures par lesquelles l'armée présente dans des conditions déterminées, un hommage spécial aux personnes et aux symboles qui y ont droit.* » Y ont droit le président de la République, le Premier ministre, le ministre de la Défense, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Cette disposition est reprise à l'article 6 du décret n°2004-1101 du 15 octobre 2004 ; l'article 7 définit les piquets d'honneur : ils « *sont des détachements constitués pour rendre les honneurs de pied ferme à une personne ou à un symbole* ». L'article 8 du décret précise que « *les troupes rendent les honneurs selon les règles suivantes : troupes à pied : une troupe arrêtée, rassemblée ou non, prend la position du garde-à-vous et, s'il y a lieu, présente les armes* ».

§2. Exégèse

Il reste à déterminer la signification des honneurs militaires rendus par la Garde républicaine. Pour traiter de cette question, il convient de se référer à la distinction de Merton : fonctions manifestes/fonctions latentes, qui réside dans « *l'étude des conséquences non voulues (entre autres les fonctions latentes) d'une pratique donnée, aussi bien que des conséquences prévues (entre autres les fonctions manifestes)* »¹⁸⁰. Les honneurs militaires présentent des fonctions manifestes (A) ainsi que des fonctions latentes (B).

A. Fonctions manifestes

Les fonctions manifestes renvoient aux conséquences envisagées et souhaitées. Des entretiens réalisés, deux types d'interprétations sont données : la subordination de l'armée aux autorités civiles et l'apparat du pouvoir. A la question, « *Que signifient les honneurs militaires ?* », les enquêtés se replient à l'unanimité sur la première signification, à savoir la subordination du militaire au politique.

« Rendre les honneurs signifie qu'on est aux ordres des autorités politiques. C'est leur reconnaître cette autorité. A chaque séance de l'Assemblée nationale, on fournit des piquets d'honneur, on le sait, c'est automatique. On montre au Président un attachement à la République. Les tambours pour les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale traduisent la subordination de l'armée aux autorités civiles, aux élus français. On est sous la tutelle de l'autorité civile. »
(Officier)

La première fonction manifeste des honneurs militaires est de marquer la subordination de l'armée, donc de la Gendarmerie et de la Garde au pouvoir civil ; c'est ce que signifient les piquets d'honneur formant des haies qui abritent

¹⁸⁰ Robert Merton, *op. cit.*, p. 118.

le passage des présidents des Assemblées lorsque retentit la sonnerie. Le recours à la distinction de Merton permet d'« interpréter des pratiques sociales qui se perpétuent »¹⁸¹. Recours doublement valable, puisque les services d'honneurs de la Garde sont issus de l'usage. Cette interprétation constitue l'interprétation officielle qui régit les rapports entre l'armée et le pouvoir civil. L'adage *Cedant arma togae* caractérise le « cantonnement juridique » de l'armée. Un cantonnement décrit par Léon Duguit dans son *Précis de Droit constitutionnel* : « La force armée doit être un instrument passif entre les mains du gouvernement (...) Cela exclut la possibilité pour les commandants de la force armée de refuser, sous un prétexte quelconque, d'obtempérer aux ordres du gouvernement (...) L'idéal serait que la force armée fût une machine inconsciente que le gouvernement pourrait mettre en mouvement en pressant un bouton électrique. »¹⁸² Un idéal que traduisent symboliquement les honneurs rendus par la Garde. Samuel Huntington insiste sur la subordination de l'armée au pouvoir politique : « La profession militaire existe pour servir l'Etat (...) En conséquence, loyauté et obéissance sont les valeurs militaires les plus élevées (...) Quand le militaire reçoit un ordre légal d'une autorité supérieure, il ne doit pas argumenter, il ne doit pas hésiter, il ne doit pas y substituer ses propres vues ; il obéit instantanément. »¹⁸³ Un peu plus loin : « Les militaires sont les serviteurs (servants) de l'homme d'Etat. »¹⁸⁴ Cette subordination a pour corollaire le contrôle du politique sur le militaire, pas n'importe quel contrôle, un « contrôle objectif ». Par extension, les honneurs militaires renvoient symboliquement à ce « contrôle objectif », exercé par les autorités civiles sur le militaire, consistant dans « la maximisation du professionnalisme militaire »¹⁸⁵. Ce type de contrôle « optimise l'efficacité fonctionnelle et la neutralité politique. Les officiers qui disposent du monopole de l'expertise sur leur domaine de compétences ne cherchent pas à en sortir puisque leur éthique professionnelle inclut la subordination au gouvernement légitime »¹⁸⁶. Il « permet simultanément de maximiser la subordination militaire et l'efficacité opérationnelle de l'armée », dans la mesure où cette dernière obéit au pouvoir civil sans chercher à dépasser son champ de compétences. Comme l'expliquent T. Caplow et P. Vennesson, le « contrôle objectif » « conduit à la neutralité politique et à la subordination volontaire, ce qui assure un contrôle civil efficace »¹⁸⁷. Les honneurs militaires rendus par la Garde illustrent symboliquement cette « subordination volontaire », déduite du « contrôle objectif. » Et c'est toujours symboliquement qu'en 2001, pour manifester leur mécontentement au moment de la « crise » de la Gendarmerie, les gardes républicains ont refusé de rendre les honneurs et de présenter les armes ; ce

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 115.

¹⁸² Cité par T. Caplow, P. Vennesson, *Sociologie militaire*, Paris, Armand Colin, 2000, p. 49.

¹⁸³ Samuel Huntington, *The Soldier and the State: the Theory and Politics of Civil-Military Relations*, The Belknap press of Harvard University press, 1985, p. 73.

¹⁸⁴ *Ibidem*, p. 79.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 83.

¹⁸⁶ T. Caplow, P. Vennesson, *op. cit.*, p. 52.

¹⁸⁷ *Ibidem*, p. 53.

refus contredit en un instant le principe d'allégeance au pouvoir politique. Le refus de rendre les honneurs induit celui de la subordination militaire.

Les honneurs militaires ne symbolisent pas seulement la sujétion de l'armée au politique ; ils ont également pour fonction manifeste d'envelopper le pouvoir politique de tout l'apparat, au nom de sa légitimité. Cette fonction est établie par Rousseau, dans ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne* : « *Cela donne à l'autorité un air d'ordre et de règle qui inspire la confiance, et qui écarte les idées de caprice et de fantaisie attachées à celles du pouvoir arbitraire.* » On comprend ainsi que les honneurs consistent à légitimer le pouvoir républicain. Marie-Berthe Servier confirme cette interprétation : « *Les services d'honneur de la Garde (...) mettent en exergue la légitimité du pouvoir.* » Elle ajoute un peu plus loin : « *Dans la mesure où, selon le général De Gaulle, l'autorité ne va pas sans prestige, ni le prestige sans éloignement, la monstration honorifiante de la Garde, parce qu'elle est unanimement reconnue, s'impose en tant que moyen d'attester cette autorité.* »¹⁸⁸ Cette fonction impartie à la Garde varie selon la nature de l'exercice de la fonction présidentielle : « *Dans la diachronie de la République pérenne, il apparaît que, plus un président prétend au rôle d'arbitre, plus il reste attaché aux services d'honneur. Et il semblerait que plus il entend s'impliquer dans les affaires guerrières, plus il tient à distance l'apparat.* »¹⁸⁹ Si l'on suit cette logique, il apparaît que les services d'honneur renforcent la légitimité essentiellement de l'Exécutif, ou pour paraphraser Max Weber, sa « domination charismatique ». Pris dans ce sens, « *la monstration honorifiante de la Garde (...) se met en place pour afficher la fonction présidentielle, la valoriser et rappeler la hauteur de l'autorité de l'Elu de la Nation, quelle que soit l'étendue de ses pouvoirs* »¹⁹⁰. Contrairement à la première fonction manifeste qui a pour but d'asseoir la « domination légale-rationnelle » des autorités politiques. Si les enquêtés ont tous évoqué la première fonction, certains ont toutefois mentionné la symbolique qui entoure le pouvoir politique.

« C'est tout un symbole de rendre les honneurs au président de la République ou au président de l'Assemblée nationale. Les honneurs sont l'apparat militaire : il faut que ça brille. Ça fait partie du contrat et sans les missions d'honneur, la Garde n'existe pas. » (Officier)

Il existe une hiérarchisation dans les honneurs, conformément au principe suivant : « *primauté de l'honneur rendu à la fonction présidentielle* »¹⁹¹. Une primauté qui mène à un « *affrontement par 'signe honorifiant'* » entre le Législatif et l'Exécutif. Ainsi, comme l'explique Marie-Berthe Servier, « *pour un invité donné, les convenances (...) imposent aux palais de jamais déployer d'honneurs supérieurs à ceux qu'a*

¹⁸⁸ M. B. Servier, « La Garde républicaine et les honneurs du président depuis 1870 », *préc.*, p. 69.

¹⁸⁹ *Ibidem*.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 72.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 71.

rendus l'Élysée. L'impertinence peut consister à ne pas en tenir compte»¹⁹². Cette hiérarchisation se retrouve dans la troisième fonction manifeste des honneurs militaires. Lorsqu'un chef d'Etat étranger est en visite officielle, la première image qu'il a de la France est celle de la Garde ; image de la France ou vitrine de la République, la Garde représente aussi l'histoire puisque, comme le rappelle Jean-Pierre Bernier, elle est l'« héritière d'un long passé de grandeur et de gloire ». C'est à ce passé qu'est confronté le chef d'Etat étranger, le but étant de lui montrer le faste de la République et de l'éblouir par « cette mise en scène du pouvoir »¹⁹³. L'intensité du faste varie selon qu'il s'agit d'une visite d'Etat, d'une visite officielle, d'une visite privée ou d'une visite de travail : plus la visite est importante (visite d'Etat), plus les services d'honneurs déployés sont grands, que ce soit du point de vue effectif ou vestimentaire. « Le summum en revient à la visite d'Etat, réception solennelle et exceptionnelle du premier personnage d'un Etat (...) Plus l'événement est important, alliant la qualité du visiteur au type de visite, plus le signe honorifique accordé doit contenir de force. »¹⁹⁴ Cette force réside dans le choix de l'uniforme (culotte blanche pour le Président, culotte bleue pour le Premier ministre), et dans les effectifs présents sur le site. Un enquêté (Gradé) explique cette règle protocolaire : « Les participants aux missions d'honneur sont fonction, non de l'enjeu, mais de l'importance de la visite du chef d'Etat. Les missions d'honneur ne sont pas figées au niveau des effectifs, tout dépend du protocole. »

L'indication de ces trois fonctions manifestes permet de comprendre pourquoi les services d'honneur incombent à la Garde républicaine : elle gravite autour du pouvoir politique et connaît, grâce à ses missions de sécurité, les locaux abritant le pouvoir ; en charge de la sécurisation des palais nationaux, elle est aussi en charge des honneurs qui vont de concert avec la sécurité des hautes personnalités étatiques. « Troupe d'élite chargée de l'ultime protection des institutions démocratiques, qui d'autre, mieux qu'elle, pourrait déployer l'apparat traditionnel pour honorer les grands serviteurs de l'Etat ? »¹⁹⁵

B. Fonctions latentes

La détection des fonctions latentes est primordiale pour comprendre pourquoi la Garde est investie des missions d'honneur, plus précisément, pourquoi les Compagnies des grands services et les Compagnies d'honneur le sont. Certes, la Cavalerie et l'escadron motocycliste assurent des services d'honneur, mais les unités clés sont les CH du 1^{er} régiment et les CGS du 2nd régiment. Ainsi que l'explique Merton, « le concept de fonction latente incite l'observateur à dépasser la question de savoir si le comportement atteint son but avoué. Ignorant temporairement ce but explicite, il

¹⁹² M. B. Servier, « La symbolique militaire comme langage dans le monde politique et civil, » *op. cit.*, p. 143.

¹⁹³ *Ibidem*, p. 127.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 138.

¹⁹⁵ Jean-Pierre Bernier, *op. cit.*, p. 85.

dirige son attention vers une autre série de conséquences »¹⁹⁶. Or, la fonction latente des honneurs militaires rendus par ces unités est issue de la combinaison d'une interrogation et d'une observation. S'agissant de l'interrogation : pourquoi les CGS et les CH en ont-elles la charge, et pas le CSPR ni les CSPN ? S'agissant de l'observation : les services d'honneurs correspondent à l'apprentissage des valeurs militaires : discipline, rigueur, cohésion, disponibilité. Lors d'un piquet d'honneur, chacun sait où se placer, la gestuelle est acquise, les honneurs rendus sont imprégnés de toute la symbolique militaire. Si l'on combine l'interrogation et l'observation, on en arrive à l'hypothèse suivante : les CGS et les CH sont des unités qui accueillent principalement les jeunes sortis d'école qui ne sont pas encore sous-officiers ; ces unités représentent pour eux, en quelque sorte, une période d'essai. Or, l'obligation de poursuivre la formation après l'école est soulignée dans les entretiens.

« Toutes les unités recevant un jeune doivent le former ; on doit se former en permanence. L'avantage est que, comme beaucoup sortent d'école, l'encadrement est rôdé à la formation. On a de bons moyens pour l'instruction : on revoit les bases, l'ordre serré par exemple, et même on part de zéro car à l'école on n'apprend pas à manier le sabre. » (Gradé)

Les honneurs militaires requièrent cette maîtrise et contribuent donc à la socialisation du jeune garde (infra, partie III). Les gardes peuvent être appelés à tout moment pour effectuer un service d'honneur, ce qui nécessite une grande disponibilité liée à l'imprévisibilité de la tâche. Ces missions ont donc une fonction de « dressage », parallèlement à la formation continue qui elle-même, selon François Dieu, « a pour fonction latente d'opérer périodiquement une action régénératrice de l'initiation menée dans les écoles »¹⁹⁷. Les missions d'honneur participent de cette formation continue et collective, destinée à former le jeune garde au « système symbolique »¹⁹⁸ de l'armée. André Thiéblemont dissocie combat et symbolique militaire : « *Le corps militaire apparaîtra dans l'apparat chatoyant de ses uniformes de parade et dans un dispositif d' 'ordre serré.'* Généralement, il ne

¹⁹⁶ Robert Merton, *op. cit.*, p. 116.

¹⁹⁷ François Dieu, *Gendarmerie et modernité : étude de la spécificité gendarmique aujourd'hui*, Paris, Montchrestien, 1993, p. 261.

¹⁹⁸ Etienne Schweisguth définit le système symbolique comme « le système de valeurs militaires *stricto sensu*, mais aussi l'ensemble des éléments institutionnels qui sont reliés au système. Il peut s'agir d'objets, tels que le drapeau ou l'uniforme, de règles écrites ou non écrites, de pratiques, etc. Bref, il s'agit d'un ensemble d'éléments qui ne sont pas des valeurs au sens communément admis de ce mot, qui même ne sont pas nécessairement valorisés en toutes circonstances, mais qui sont susceptibles dans certains contextes d'être considérés comme des symboles valorisés et de former système ». L'auteur ajoute : « Il est l'ensemble des opinions que l'institution exige de ses membres. » Etienne Schweisguth, « L'institution militaire et son système de valeurs », *Revue française de sociologie*, XIX, 1978, p. 385.

se présentera pas dans son ordre combattant. »¹⁹⁹ Or, est-ce une aporie que de dire que la symbolique militaire, ou « système symbolique », prépare au combat ? L'analyse est linéaire : les honneurs militaires ont pour fonction latente de socialiser le jeune garde investi de ces missions au « système symbolique » de l'armée. Il ne reste plus qu'à évaluer les fonctions de ce « système symbolique » répondant à des règles, des codes de comportements bien précis. Etienne Schweisguth s'interroge : « *Un tel système symbolique remplit-il effectivement le rôle que l'institution attend officiellement de lui ?* »²⁰⁰ Le terme « officiellement » laisse entrevoir la perspective d'une fonction latente de ce « système symbolique » : selon Etienne Schweisguth, celle-ci renvoie à l'efficacité opérationnelle de l'armée. Un piquet d'honneur requiert un certain degré d'autonomie de la part du garde : il sait où se placer, sans que son chef ait à le lui dire. Ce service correspond à un élément essentiel de l'apprentissage dégagé par Alain Ehrenberg : « *apprendre à se corriger tout seul* ». L'auteur explique : « *Faire appel à la réflexion du soldat, c'est bannir les méthodes qui obligent exclusivement à une imitation servile : il est donc nécessaire de lui apprendre à se corriger tout seul.* »²⁰¹ C'est là tout le but des missions d'honneur. Ainsi, si sécurité et honneurs sont indissociables, c'est bien parce qu'ils correspondent aussi à une fonction bien précise : celle de l'apprentissage du « système militaire » de laquelle découle celle de l'apprentissage du combat. Se crée alors un système fonctionnel en cascade : Honneurs militaires → socialisation au « système symbolique » de l'armée → préparation au combat → efficacité opérationnelle.

Comment passe-t-on du système symbolique au combat ? Le terme « combat » est fort mais renvoie ici aux missions de sécurité imparties aux unités de la Garde. Etienne Schweisguth établit un lien entre la socialisation aux valeurs militaires et la préparation au combat : « *A cet égard, le système symbolique contribue à donner aux cadres militaires le sentiment de leur utilité dans la mesure où il leur permet de vivre l'affirmation des valeurs militaires comme un moyen de formation des hommes. L'activité militaire quotidienne, le respect des règles et des rituels peuvent ainsi être perçus comme partie intégrante de la formation des futurs combattants.* »²⁰² Or, les CH et les CGS assurent des missions de sécurité : l'accomplissement des services d'honneur contribuent à l'efficacité des hommes sur le terrain dans le cadre de la sécurité. A travers l'étude des fonctions manifestes et latentes des honneurs militaires, on comprend que ces missions constituent un frein au mouvement de « civilianisation » fonctionnelle qui pénètre la Garde. En contact permanent avec les civils, effectuant des missions de police, la Garde subit la pression de la société civile ; or, les honneurs militaires, même s'ils s'adressent principalement

¹⁹⁹ André Thiéblemont, *Cultures et logiques militaires*, op. cit., p. 196.

²⁰⁰ Etienne Schweisguth, *préc.*, p. 386.

²⁰¹ Alain Ehrenberg, *Le corps militaire: politique et pédagogie en démocratie*, Paris, Aubier, coll. « Résonances », 1983, p. 134.

²⁰² Etienne Schweisguth, *préc.*, p. 387.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

aux autorités politiques, font barrage à la poussée « civilianisatrice. » Ils le font doublement puisqu'ils renvoient à la subordination volontaire du militaire au politique émanée du contrôle objectif exercé par le second sur le premier. Or, selon Samuel Huntington, alors que le « contrôle subjectif » consiste à « *civilianiser le militaire, faisant de lui le miroir de l'Etat (mirror of the state)* », le « contrôle objectif » a pour effet de « *militariser le militaire, faisant de lui l'instrument (tool) de l'Etat* »²⁰³.

²⁰³ Samuel Huntington, *op. cit.*, p. 83.

Chapitre 3. La sécurité des personnes et des biens

Outre les missions de maintien de l'ordre public et les missions de sécurité et d'honneur au service de l'Etat, la Garde, par ses Pelotons d'intervention, assure la protection des personnes et des biens. Sous cette expression peuvent être regroupées toutes les missions auxquelles participent des unités spécialisées de la Garde républicaine : elles contribuent à la fois au maintien de l'ordre dans la capitale ou dans les enceintes de palais nationaux, aux escortes présidentielles, au transfert de prisonniers jugés dangereux, à la recherche de personnes disparues, aux enquêtes judiciaires, etc. Une terminologie reprise par les enquêtés pour désigner la multifonctionnalité des unités spécialisées. Or, la mission de sécurité des personnes et des biens fait partie des priorités des politiques publiques de sécurité depuis la loi du 21 janvier 1995, article 1 alinéa 2 : « *L'Etat a le devoir d'assurer la sécurité en veillant, sur l'ensemble du territoire de la République, à la défense des institutions et des intérêts nationaux, au respect des lois, au maintien de la paix et de l'ordre publics, à la **protection des personnes et des biens**.* » Cette disposition justifie le détachement de ce chapitre des deux précédents, la mission de sécurité ou de protection des personnes et des biens ne rentrant pas dans le champ du maintien de l'ordre ni des missions accomplies au profit des hautes personnalités de l'Etat et des institutions de la République. Pourtant, les unités spécialisées de la Garde républicaine sont en mesure d'intervenir au profit des hauts dignitaires et pour le maintien de l'ordre public. La notion de « sécurité des personnes et des biens » est en réalité beaucoup plus large.

La Garde est composée de deux types d'unités spécialisées : les **Pelotons d'Intervention (PI)** et les **Pelotons d'Intervention à Cheval (PIC)**. Si leur champ fonctionnel est différent, elles se caractérisent par **des missions de renfort** : elles interviennent et sont appelées en renfort d'autres unités, que ce soit des unités de police ou de gendarmerie, pour sécuriser un lieu, appréhender un individu dangereux, etc. (Section 1). A l'instar des missions de surveillance générale ou de services d'ordre qui relèvent des enjeux prioritaires de la politique de sécurité, les missions de renfort et d'intervention sont en plein développement ; la Garde républicaine, par le biais des PI et des PIC, intervient au profit du nouveau dispositif établi en 2002 : les **Groupes d'Intervention Régionaux (GIR)**. Elle participe donc pleinement à la lutte contre tout type de délinquance, fer de lance du gouvernement, au nom de la sécurité des personnes et des biens. Cette notion englobe depuis peu un nouveau type de lutte contre la délinquance : la **lutte contre l'économie souterraine** (Section 2).

Section 1. Des missions de renfort au profit de la Gendarmerie départementale

Après une brève présentation des Pelotons d'Intervention et les Pelotons d'Intervention à Cheval (§1), leurs missions d'intervention et de renfort seront définies (§2).

§1. Les Pelotons d'Intervention et les Pelotons d'Intervention à Cheval

Avant d'aborder les raisons de leur création ainsi que le contenu précis de leurs fonctions, il convient de les présenter successivement.

Les PI ne sont pas des unités totalement récentes puisqu'ils succèdent aux Equipes Légères d'Intervention (ELI), créées il y a vingt ans et aux Pelotons Légers d'Intervention (PLI) instaurés en février 1997. Cette organisation est identique à celle de la Gendarmerie mobile puisque chaque escadron dispose d'un PLI, le but étant « *de doter l'unité de capacités techniques supplémentaires, en créant n module d'intervention plus étoffé, à la fois souple et puissant, capable de mener avec une certaine autonomie des actions particulières* »²⁰⁴. Le 1^{er} mars 2001, les PLI de la Gendarmerie mobile deviennent PI ; il en est de même pour les PLI de la Garde républicaine, une note express du 1^{er} mars 2001 créant les PI de la Garde. Ils sont rattachés aux 1^{er} et 2nd régiments : chacune des trois Compagnies d'Honneur du 1^{er} régiment fournit un PI d'environ 15 hommes et chacune des quatre Compagnies des Grands Services du 2nd régiment fournit un PI. Une semaine par mois, un PI est de permanence au profit de la Gendarmerie départementale.

Les PI ont pour fonction l'intervention en renfort d'unités de gendarmerie, essentiellement la Gendarmerie départementale ou les Sections de recherche. Le critère d'intervention est la dangerosité de la mission pour ces deux unités, ce qui nécessite le renfort d'unités spécialisées comme le PI ; mais la dangerosité n'est pas telle qu'elle nécessite le recours au GIGN : « *La vocation des PI est d'assurer une place laissée vacante entre l'action au quotidien de la Gendarmerie départementale et le GIGN. En effet, si l'on fait appel au GIGN pour des missions périlleuses (prises d'otages...), les Gendarmeries départementales peuvent aussi intervenir dans des situations dangereuses du type arrestation de délinquants menaçants, transport de fonds ou interpellation d'éléments récalcitrants.* »²⁰⁵ Dans ces cas, la Gendarmerie départementale (et d'autres unités) peut appeler les PI en renfort pour protéger les personnels d'un risque éventuel : il s'agit essentiellement d'opérations de police judiciaire ; c'est pourquoi les Sections de recherche de la Gendarmerie peuvent aussi faire appel aux PI dans le cadre d'une enquête judiciaire qui peut impliquer l'arrestation d'individus dangereux. Les PI sont à même de remplir

²⁰⁴ Hubert Haenel, Richard Lizurey, *op. cit.*, p. 48.

²⁰⁵ <http://le.cos.free.fr/eli.htm>.

ce type de missions « *parfois difficiles* »²⁰⁶, en raison de l'entraînement auquel sont astreints leurs membres ; elles font partie intégrante des fonctions qui leur incombent. Une autre raison, avancée par un enquêté commandant de PI, justifie la capacité des PI à neutraliser le risque.

« Les PI de la Garde sont réputés car ils interviennent souvent en raison de sa sédentarité. Contrairement aux escadrons de la Gendarmerie mobile qui sont en déplacement. La Garde est toujours en mesure de fournir deux PI. » (Officier)

Les Pelotons d'Intervention à Cheval (PIC) sont plus anciens que les PI, quoique plus récents que les ELI et les PLI ; ils ont été créés le 15 octobre 1998. La mission des PIC consiste à intervenir en renfort de la Gendarmerie départementale lorsque les accès sont difficiles et empêchent l'enquête de se poursuivre. Comme l'explique le lieutenant Gabriel Cortès, « *composé de vingt cavaliers et de quatre conducteurs de vans, le PIC est en mesure d'apporter de jour son concours - dans les départements de la grande couronne - aux groupements de la Gendarmerie départementale dans un délai de quatre heures* »²⁰⁷. Et ce, pour une durée maximale de 48 heures. Les PIC interviennent notamment dans le cadre d'opérations de ratissage, accomplissent essentiellement des missions de recherche.

« Un PIC doit se tenir prêt toute la journée. Ainsi, si un enfant se perd, le PIC part tout de suite pour retrouver la personne et met deux heures pour arriver sur le site. C'est de la recherche qu'on fait au profit d'un commandant de compagnie qui demande du personnel. On est à la disposition de certaines unités. » (Garde républicain)

L'accent est également mis sur l'entraînement : « *Des exercices sont effectués régulièrement, tout particulièrement à l'occasion de bivouacs annuels des escadrons. Ils permettent aux unités d'acquérir ou d'entretenir des réflexes opérationnels [car] l'entraînement permet l'intervention.* »²⁰⁸ Car ce sont les unités composant le régiment de cavalerie, appelées escadrons, qui fournissent les PIC.

§2. Intervention et renfort

L'analyse se base essentiellement sur les missions des PI au sein desquels plusieurs entretiens ont été réalisés. Le renfort constitue la spécificité des PI. Ces unités ne sont pas investies de fonctions précises, telles que le MO, la surveillance ou la protection des hautes personnalités et la sécurisation des palais nationaux, elles remplissent toutes ces missions à la fois. Elles se définissent donc par rapport, non à leurs missions, mais à l'objectif assigné : le

²⁰⁶ « Les Pelotons d'intervention, » *Sous le plumet rouge*, n°105, juillet 2004, p. 11.

²⁰⁷ « *Ibidem*, p. 13.

²⁰⁸ *Ibid.*

renfort. Un renfort qui s'opère dans le cadre de la sécurité des personnes et des biens.

La mission de « sécurité des personnes et des biens » est au cœur des politiques de sécurité ; l'existence des PI répond à un besoin croissant de sécurité et à la volonté d'éradiquer le « sentiment d'insécurité. » Les PI constituent donc une réponse à un besoin social : de même que le Guet de Paris a été instauré pour rétablir le bon ordre dans la capitale, les PI ont été créés pour renforcer les unités de gendarmerie dans le cadre de la sécurité des personnes et des biens. Le lien entre la création des PI et le « besoin fonctionnel » de la société, à savoir le besoin de sécurité, peut être établi à partir de l'analyse des textes législatifs en vigueur depuis 1995. Déjà, les ELI, datant du début des années 1980, cumulent plusieurs fonctions : elles « ajoutent à leur spécialisation dans le MO une missions de protection rapprochée du chef de l'Etat lors de rencontres internationales »²⁰⁹. En 1997, « dans le contexte de recrudescence des violences urbaines et des troubles à l'ordre public »²¹⁰, elles cèdent aux PLI. Le contexte sécuritaire explique pour beaucoup la transformation des PLI en PI, comme il intervient dans la transformation des ELI en PLI. On a vu que l'article 1^{er} de la loi du 21 janvier 1995 envisageait la protection des personnes et des biens. Cette disposition est reprise dans l'annexe I de la loi du 29 août 2002 et dans l'article 1^{er} de la loi du 18 mars 2003. La loi du 21 janvier 1995 insiste particulièrement sur cette fonction et en fait une mission prioritaire de la police entre 1995 et 1999. L'annexe I de la loi du 21 janvier 1995 indique que « la Police nationale et la Gendarmerie nationale sont investies (...) de la mission de sécurité et de paix publiques » qui consiste à « assurer la protection des personnes et des biens, de prévenir les troubles à l'ordre public et à la tranquillité publique ainsi que la délinquance ». La mission de sécurité des personnes et des biens fait partie des cinq objectifs prioritaires avec le MO. La sécurité des personnes et des biens constitue « la première mission des services de police. L'évolution de la délinquance au cours de ces dernières années montre que, plus que la grande criminalité, c'est ce type de délinquance qui s'est développé, touchant directement et au plus près la population et accroissant, par là même, le sentiment d'insécurité des habitants de certaines zones urbaines ». L'article 4 de la même loi ne retient pas la notion de sécurité des personnes et des biens et y substitue celle de « lutte contre les violences urbaines, la petite délinquance et l'insécurité routière ». Les PI participent à la lutte contre les violences urbaines et la délinquance, termes compris dans la notion de « sécurité des personnes et des biens ». Ce rappel contribue à expliquer la liaison que font les enquêtés entre la protection des personnes et des biens et les PI. En effet, à la question, « En quoi consistent vos missions ? », la réponse a été la suivante : « Ce sont des missions de renfort effectuées dans le cadre de la sécurité des personnes et des biens. » Pour preuve, sur le site du GIGN, les PI sont définis comme « un appui adapté de personnels spécialement formés pour faire face à cette

²⁰⁹ Jean-Pierre Bernier, *op. cit.*, p. 69.

²¹⁰ François Dieu, *Secrets d'un corps, op. cit.*, p. 109.

montée de violence ». Il y a donc bien un lien de causalité entre le « sentiment d'insécurité » et les PI.

Après avoir précisé la notion de « protection des personnes et des biens » et observé son caractère prioritaire, il convient à présent de s'attarder sur celle de « mission de renfort ». L'objectif des PI est l'intervention et le renfort d'unités de gendarmerie. Leurs missions principales sont énumérées dans une article qui leur est consacré dans le bulletin de liaison : « *capture de forcenés ou de malfaiteurs dangereux (lorsque la gravité de la situation ou le risque encouru par le personnel n'est pas tel que le recours au GIGN soit rendu nécessaire), recherche des malfaiteurs dans le cadre d'une opération de police judiciaire, escorte ou surveillance de détenus dangereux, renfort de la protection rapprochée de personnalités, escorte d'autorités, reconnaissance et surveillance de lieux suspects* »²¹¹. Cette liste montre bien que les PI accomplissent des missions qui relèvent autant de la police administrative que de la police judiciaire, et qu'ils participent à la protection des institutions via la sécurisation des sites et la protection des hautes personnalités de l'Etat. La notion de la sécurité des personnes et des biens est extrêmement large, mais commode puisqu'elle permet de contourner la diversité de ces missions. Toutefois, cette diversité s'uniformise à partir de l'objectif incombant aux PI : le renfort. La mission de renfort renvoie à deux paramètres : l'intervention dans le cadre d'une enquête et le retrait de l'enquête.

S'agissant de l'aspect intervention :

« Ma mission ? Je défonce les portes ! Je signale que tout est passé au crible. On est ensuite chargé de la sécurité sur le palier, car il faut faire attention aux voisins et le cas échéant, informer les enquêteurs. Le reste du temps, on reste en réserve au cas où il se passe quelque chose. » (Garde républicain)

« On ne fait que de l'intervention. On assure la sécurité des audiences au Palais de Justice lorsque les individus ont un potentiel dangereux : les hommes du PI sont dans le box avec les accusés ; on sécurise les lieux ; on procède à des arrestations, interpellations... On est un outil à la disposition des enquêteurs. » (Commandant de PI)

« Lorsqu'un service de gendarmerie, comme une Section de recherche est saisie par le magistrat et qu'il y a un doute sur la sensibilité des gens arrêtés - par exemple, dans les cités, on sait qu'on n'aime pas trop le bleu et que la rébellion est possible - on fait appel aux PI. Dès qu'on craint que l'intervention soit dangereuse, une unité de Gendarmerie départementale demande le concours d'un PI. Le PI c'est le bras armé de l'unité demandeuse. Les deux missions majeures sont les arrestations domiciliaires et les escortes de fonds. » (Officier)

²¹¹ « Les Pelotons d'Intervention, » *Sous le plumet rouge, préc.*, p. 98.

Une intervention corrélée au retrait immédiat de l'enquête :

« Les PI sont des petites unités de choc entraînées spécialement aux missions de renfort. On ne fait que du renfort GD, c'est-à-dire qu'on pratique des arrestations. Tout ce qui n'est pas du niveau du GIGN est de notre ressort, toujours au profit de la GD. On sécurise les lieux pour que les enquêteurs puissent travailler dans de bonnes conditions, sans qu'il y ait de risque encouru. A la base, tout part des enquêteurs qui ont besoin de nous. Ils travaillent sur des personnes et ne peuvent pas les récupérer eux-mêmes car elles sont dangereuses. Mais une fois que la personne est neutralisée, on ne s'occupe plus de rien, on n'intervient pas dans l'enquête, on n'est qu'une goutte d'eau dans leur enquête. On fait uniquement de l'intervention, on doit être capable d'user de la force. Par contre, il n'y a pas d'acte judiciaire : on n'acte pas. » (Gradé)

« Mes missions sont les escortes de personnalités, de prisonniers, de fonds. Au Palais de Justice, on est chargé de la sécurité des prisonniers. L'autre côté est le renfort GD : on intervient pour interpellier des individus dans les cités et les camps de gitans sur Paris et les alentours. On intervient, on sécurise et on laisse la perquisition et les vérifications aux enquêteurs de la GD. C'est eux qui nous appellent lorsqu'une opération est trop risquée. On sécurise les lieux. »

Une question cependant se pose. On a vu dans le chapitre précédent que l'externalisation des gardes statiques était envisagée ; celle des transfèrements de prisonniers l'est aussi. La loi du 29 août 2002, dans son annexe I, prévoit ainsi qu'« une réflexion sera lancée sur les moyens de transférer à l'administration pénitentiaire la charge des extractions et transfèrements de détenus » ; l'annexe II confirme cet objectif. Or, le témoignage reproduit ci-dessous donne à penser que l'externalisation d'une telle fonction est inenvisageable, du fait du caractère dangereux des missions : « Le recours à la Gendarmerie n'est vraiment justifié que pour le transfert de détenus particulièrement dangereux ou lourdement condamnés. »²¹² Un enquêté explique : « Les missions effectuées au Palais de Justice sont en plein développement, notamment concernant les procès liés au terrorisme. Les PI vont chercher les prisonniers et les escortent jusqu'au Palais de Justice. L'escorte se poursuit jusque dans le box. Les prisonniers sont également pris en charge dans la souricière. Pour les actes terroristes, il y a deux hommes du PI pour un accusé. »

Il semblerait donc, qu'il s'agisse des gardes statiques ou des transfèrements de prisonniers, la Garde républicaine n'entre pas dans le champ fonctionnel de l'externalisation. Bien que ces unités soient rattachées aux Compagnies d'Honneur et aux Compagnies des Grands Services, elles se

²¹² Audition de Pierre Mutz, Compte-rendu n°3, Commission de la Défense nationale et des forces armées, 10 juillet 2002.

distinguent par leur spécialisation et un détachement fonctionnel de leur unité d'appartenance.

« Les PI relèvent des CH mais ils en sont retirés. Par exemple, on ne fait pas de missions d'honneur. Et heureusement ! Moi, il m'est arrivé en ELI de faire 147 heures en une semaine, d'alterner la caisse, les services d'honneurs et les renforts GD. Ce n'était pas gérable. Maintenant, les renforts GD sont détachés des missions des CH. » (Gradé)

Les enquêtés parlent essentiellement de « renfort GD » apporté aux unités de la Gendarmerie départementale. Mais ils peuvent être sollicités par d'autres unités ou institutions : sections de recherche, brigades de recherches, également les groupes d'intervention régionaux (GIR), palais nationaux, escortes des hautes personnalités de l'Etat... Le terme de « renfort GD » vient du fait qu'ils interviennent surtout au profit de la Gendarmerie départementale : au premier semestre 2004, les PI des deux régiments ont réalisé 60 missions au profit de la Gendarmerie départementale, contre 19 au profit des palais nationaux (sécurisation des sites) et 23 consacrées aux escortes (armement, protection des autorités étatiques)²¹³.

Section 2. Les PI : des unités militaires inscrites dans les politiques de sécurité intérieure

L'enquête de terrain montre que les missions des PI se sont développées depuis 2002, d'autant plus qu'ils interviennent en renfort des Groupes d'Intervention Régionaux, nouveauté du dispositif des politiques de sécurité de 2002. Créés par la circulaire du 22 mai 2002, ceux-ci sont essentiellement employés à la lutte contre l'économie souterraine, les unités de la Garde faisant partie intégrante de ce dispositif. Après une brève présentation des GIR et des missions au profit desquelles les PI sont susceptibles d'intervenir, on retrouvera la dynamique fonctionnelle étudiée pour les missions d'ordre public (§1) ; mais il ne faut pas confondre évolution et modernité avec la « civilianisation » : si la Garde d'un point de vue fonctionnel est touchée par ce mouvement en raison des missions civiles qu'elle accomplit et du contact qu'elle entretient avec des personnels civils, les PI sont caractérisés par une forte « militarité », en raison de leur statut mais également de la technique requise pour accomplir ces missions de renfort (§2).

²¹³ Source : *Sous le plumet rouge*, p. 11.

§1. L'association des PI à la politique de « sécurité de proximité »

Les GIR ont été créés par la circulaire interministérielle du 22 mai 2002 au nom de la lutte contre « *les trafics alimentant l'économie souterraine, laquelle génère une déstructuration du tissu social et de multiples formes de délinquance et d'insécurité* ». La particularité de ces unités est la diversité de leur composition : gendarmes, policiers, fonctionnaires de services fiscaux, des douanes, de la direction départementale du travail et de l'emploi, de la concurrence et de la consommation et de la répression des fraudes, ce qui permet une intervention dans des domaines larges. Les GIR agissent soit de leur propre initiative, soit en renfort. Le champ de compétence est large et n'est pas réduit à la seule lutte contre l'économie souterraine : les GIR peuvent être employés « *dans le cadre d'opérations contre toutes les formes de délinquance endémique, de trafics locaux de stupéfiants, d'objets ou véhicules volés ou recelés, d'actions violentes concertées (...), la lutte contre les incendies répétés et organisés de véhicules (...), vols par ruse contre les personnes âgées, agressions à domicile, vols à la voiture bélier ou à main armée* »²¹⁴. Infractions qui entrent dans le champ de définition de la sécurité des personnes et des biens. Une circulaire interministérielle du 10 mars 2004 a créé le GIR Paris, afin de lutter contre les « circuits d'économie illégale, » sachant que cette lutte constitue la raison d'être des GIR : « *L'objectif des GIR est avant tout l'économie souterraine, que nous trouvons bien sûr dans les cités mais également dans de nombreux domaines de notre société.* »²¹⁵

Les PI sont associés à la lutte contre l'économie souterraine dans la mesure où ils peuvent être appelés en renfort d'un GIR, sur la demande du commandant du GIR. Ce qui diffère, c'est que les GIR ne peuvent pas diriger l'enquête, seulement la phase opérationnelle : « *Dans l'hypothèse où une enquête judiciaire est ouverte, la direction de cette enquête sera confiée à un service d'enquête (...). Le GR peut intervenir sous la forme d'un concours ponctuel, de la prise en charge du volet financier de l'affaire, voire dans certains cas diriger la phase opérationnelle.* »²¹⁶ Les PI viennent finalement en renfort d'une unité de renfort, même si l'emploi des GIR va au-delà du simple renfort : « *le GIR Paris limite son action à la mise à jour des réseaux et à la transmission des informations qu'il recueille au Préfet de Police et au Procureur de la République aux fins de saisine des services de police judiciaire ou des administrations de l'Etat les plus à même de mettre un terme aux agissements révélés.* » (Circulaire du 10 mars 2004) L'action des GIR dépasse l'intervention et le renfort au profit d'autres unités puisqu'ils peuvent agir en amont d'une enquête judiciaire : ils recueillent des éléments qui ensuite vont permettre l'ouverture d'une enquête. Leur emploi est limité, en amont, au strict recueil d'informations,

²¹⁴ Circulaire interministérielle du 22 mai 2002.

²¹⁵ Entretien avec le lieutenant-colonel Laumont, « GIR : un tandem qui roule, » *L'Essor*, n°363, novembre 2004, p. 16.

²¹⁶ *Ibidem*.

en aval, au renfort : « *Le GIR Paris n'est donc pas en charge de la poursuite des investigations et ne peut intervenir qu'en assistance du service désigné à cette fin.* » (Circulaire du 10 mars 2004)

Les GIR sont souvent associés à la police de proximité et s'inscrivent même dans le cadre de la sécurité de proximité : « *La police de proximité sans les GIR n'est rien, et inversement (...). L'action des GIR (...) permet d'obtenir le renfort de policiers extérieurs à un quartier ou une zone donnée. Leur action est beaucoup globale et permet de soutenir une vraie politique de sécurité de proximité.* »²¹⁷ Les PI, par leur participation aux missions des GIR, interviennent dans le cadre de cette politique de sécurité de proximité. Cela confirme la dynamique fonctionnelle qui anime la Garde et l'intègre dans le dispositif de sécurité intérieure le plus récent. Si les enquêtés ont conscience de cette dynamique, le renfort apporté par les PI aux GIR ne change rien sur le terrain.

« C'est sûr qu'avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, on a vu nos missions augmenter. Le but des PI est la sécurisation des lieux sur lesquels doivent intervenir les GIR. Nous ne sommes que le bras armé du GIR qui nous a sollicités : on se retrouve dans le même cas de figure que lorsqu'une section de recherche ou une brigade de recherche nous demande. D'un point de vue strictement missionnel, que ce soit la GD, une section de recherches ou un GIR, c'est pareil. » (Officier commandant un PI)

§2. Dynamique fonctionnelle et militarité

Les missions que remplissent les PI sont des missions d'ordre civil ou de police : ils participent, par le renfort qu'ils apportent aux unités de gendarmerie et aux GIR, à la protection des personnes et des biens, à la lutte contre les différentes formes de délinquance. Intégrés au dispositif de sécurité intérieure défini depuis 1995 et repris en 2002, associés aux enjeux prioritaires du gouvernement, ils s'inscrivent dans la dynamique fonctionnelle qui caractérise la Garde. Dynamique fonctionnelle ne signifie pas démilitarisation : au contraire, la militarité que revendiquent les PI est inhérente à la technique requise par leurs missions ; présente à la fois dans l'entraînement et dans l'équipement, elle constitue un frein à la « civilianisation » de la Garde, au même titre que les services d'honneurs effectués par les autres unités. Ce caractère militaire des PI fait qu'ils constituent une unité militaire (de par leur statut) militarisée et justifie leur emploi dans des missions de renfort à haut risque.

Un débat sur les critères de la militarisation oppose P.A.J. Waddington et Tony Washington. Ainsi, si les PI n'avaient pas un statut militaire mais étaient des unités civiles, quels éléments permettraient de les militariser ? « *Dans le contexte britannique, la notion de militarisation renvoie à la création d'unités spécialisées*

²¹⁷ Alain Vaujany, Mathieu Guyot, « Politiques de sécurité : l'analyse de Bruno Le Roux », *L'Essor*, n°364, décembre 2004, p. 18.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

permanentes (...) autant qu'à la mise en œuvre d'unités constituées de manière ad hoc lors de séances d'entraînement spécial ou sous forme de renforts opérationnels aux unités permanentes. »²¹⁸ De sorte que des unités de police peuvent recouvrir un caractère militaire. Or, les PI l'ont de par leur statut : ce sont des unités militaires non « civilianisées » mais militarisées. Pour enrayer la « civilianisation », il importe de se référer à cette analyse (ou débat car il n'est pas tranché), afin de montrer que les PI sont pleinement militaires, statutairement et fonctionnellement. Trois aspects les caractérisent, trois aspects qui combinent les éléments de militarité, évoqués par Tony Washington et P.A.J Waddington : pour le premier, la militarisation correspond à « *la pratique d'un entraînement, d'un équipement, d'une philosophie et d'une organisation quasi militaire* »²¹⁹ ; pour le second, il manque à ces critères celui de l'action coordonnée. Or, les PI regroupent tous ces éléments à la fois, notamment l'entraînement et l'équipement qui les rend aptes à faire face à la dangerosité des missions. Les entretiens pointent l'importance de l'entraînement qui assure et entretient leur capacité à accomplir des missions risquées.

« Chaque Compagnie d'honneur a un PI. Ce qui nous caractérise, c'est qu'on ne fait que de l'entraînement et qu'on est une réserve d'intervention. Mais je devrais dire : parce qu'on est une réserve d'intervention. » (Gradé)

« L'entraînement, c'est fondamental. Même si toutes les techniques sont acquises, on est toujours obligé d'apprendre : on ne tire pas assez souvent car il y a toujours des tirs à travailler. » (Officier, commandant de PI)

« Ce sont des gens de très bonne condition physique. Ils sont formés pour être moralement aguerris. D'un point de vue technique, l'instruction est très poussée. » (Officier)

Les officiers qui commandent un PI suivent un stage de deux semaines au centre de Saint-Astier pour obtenir une qualification parmi les trois suivantes : instructeur d'intervention professionnelle, moniteur d'intervention professionnelle et de franchissement opérationnel ; moniteur d'intervention professionnel²²⁰. Les membres sous-officiers qui souhaitent intégrer un PI subissent des tests de sélection : ils « *sont sélectionnés au sein de leur unité parmi ceux présentant des aptitudes physiques et psychologiques particulières. Un entraînement individuel doit leur permettre de franchir le premier cap, c'est-à-dire les tests de sélection* »²²¹. Les tests

²¹⁸ Olivier Filleule, « Les Eléments d'une polémique sur le maintien de l'ordre, » *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°27, 1^{er} trimestre 1997, p 183.

²¹⁹ *Ibidem*, p. 197.

²²⁰ « Les Pelotons d'intervention, » *Sous le plumet rouge, préc.*, p. 9.

²²¹ *Ibidem*.

de sélection consistent en plusieurs épreuves : par exemple, porter en treillis un sac de dix kilos en moins de cinquante minutes. Une fois la sélection effectuée, la formation est continue dans la mesure où des stages réguliers à Saint-Astier et des entraînements au tir sont organisés, l'objectif étant de « *permettre aux sous-officiers de conserver une complète aptitude opérationnelle,* » de « *maintenir le niveau atteint au cours de la formation initiale* » et de « *parfaire les connaissances tactiques et techniques des personnels* »²²². L'entraînement ainsi que la formation continue font partie du quotidien des PI : ils attestent de leur capacité à remplir des missions caractérisées par le critère de dangerosité. Cet entraînement garantit également l'efficacité de l'opération par le renfort d'unités spécialisées et habituées au maniement d'un équipement spécifique ; la corrélation entre entraînement, équipement et efficacité est soulignée par Tony Washington : « *Le fait d'être entraîné à l'usage de la force peut conduire à un usage plus mesuré mais aussi plus efficace de celle-ci.* »²²³

Pour P.A.J. Waddington, ces critères ne suffisent pas à militariser les unités spéciales : « *Tout d'abord, la spécialisation, même lorsqu'il est fait usage de la force, ne renvoie pas de manière systématique à un style militaire (...)* ». Il ajoute un élément important traduisant bien l'éloignement des missions de l'armée du combat : « *Les forces militaires ont beau disposer de composantes spécialisées (...), elles auraient bien peu de chances de remporter le moindre conflit armé, si elles s'en remettaient à la discrétion de chacune de leurs unités.* » C'est là qu'il pointe l'insuffisance des critères de l'entraînement et de l'équipement pour en substituer un qui lui semble être le seul à contribuer à la militarisation de ce type d'unités : « *Ce qui est primordial dans toute opération militaire, ce n'est pas que les soldats soient armés, spécialement entraînés (...), mais que les hommes agissent dans le cadre d'une action coordonnée en accord avec la stratégie et les tactiques décidées par les responsables* »²²⁴ : condition remplie par les PI puisqu'ils interviennent en renfort d'une unité qui les a sollicités dans le cadre d'une enquête judiciaire. Ce qui fait dire à un enquêté : « *La coordination s'arrête à l'intervention.* » (Officier) Les PI sont des unités militaires non pas « *civilianisées* » mais militarisées de par les critères de la militarisation qu'ils cumulent : l'entraînement, l'équipement et l'intervention dans le cadre d'une action coordonnée.

Conclusion de la première partie

Une des caractéristiques du mouvement de « *civilianisation* » est la transformation des missions militaires en missions de police : les forces armées se détournent du combat. La Garde est une force publique investie de missions civiles : missions d'ordre public relevant de la Défense civile, protection des

²²² *Ibid.*, p. 11.

²²³ O. Filleule, *préc.*, p. 187.

²²⁴ *Ibidem.*

LA GARDE RÉPUBLICAINE

personnes et des biens. Cependant, la Garde exerce des missions militaires, à un triple point de vue :

- la mission de sécurisation des sites destinée à protéger les plus hautes instances de l'Etat, activité relevant de la Défense nationale ;
- l'envoi de gardes républicains en opérations extérieures (OPEX), essentiellement en outre-mer et en ambassade : en 2004, 24 personnels étaient en OPEX ;
- la participation à la Défense opérationnelle du territoire²²⁵ (DOT) : nos interlocuteurs estiment que le concours de la Garde aux opérations de DOT, correspondant aux missions expressément dévolues, ne modifierait pas sa tâche quotidienne : recherche du renseignement et sécurisation des sites sensibles. François Dieu abonde dans ce sens : « *Les responsabilités exercées par la Gendarmerie dans la DOT apparaissent (...) comme la transposition en temps de crise de sa finalité spécifique.* »²²⁶

Dans l'exercice de toutes ses missions, le caractère militaire apparaît : les honneurs militaires signifient sa subordination aux autorités civiles en tant que force armée ; les Pelotons d'Intervention illustrent ce constat alors qu'ils exercent une mission civile. Néanmoins, du fait du contact permanent avec la police, un risque de démilitarisation existe. L'étude des fonctions ne suffit pas : il s'agit de prendre en compte l'organisation interne et l'environnement ; on sait ce que fait la Garde, on ignore toujours ce qu'elle est ; l'absence de ces éléments empêche pour le moment de dire si la Garde est ouverte ou non au processus de « civilianisation ».

²²⁵ L'article 1^{er} du décret n° 73-235 du 1^{er} mars 1973 dispose que la DOT « concourt au maintien de la liberté et de la continuité d'action du gouvernement ainsi qu'à la sauvegarde des organes essentiels à la défense de la nation ». François Dieu ajoute qu'elle « recouvre l'ensemble des opérations militaires mises en œuvres par le gouvernement et conduites à l'intérieur des frontières, en cas d'agression ou de menace (reconnue par le comité de défense) contre la sécurité et l'intégrité du territoire ». Cf. « La Gendarmerie nationale et la DOT », *Défense nationale*, n°6, juin 1993, p 74.

²²⁶ *Ibidem*, p 81.

Elodie LANDAT

DEUXIEME PARTIE :

CONTEXTE ET CONSTRUIT ORGANISATIONNELS

Etudier la Garde républicaine en tant qu'organisation revient à observer son fonctionnement d'un point de vue interne et externe. Du point de vue de son fonctionnement interne, la Garde se caractérise par des relations de pouvoir, une hiérarchie précise qui implique la présence d'**une chaîne de commandement** : ces traits correspondent au « contexte organisationnel », c'est-à-dire aux règles préfixées par l'organisation où « rien, en principe, n'est laissé à l'arbitraire des individus et à la négociation interpersonnelle (...) Tout est prévu d'avance et (...) chacun se trouve à sa place »²²⁷ (Chapitre 1). Or, le revers du principe hiérarchique est le développement de stratégies par les acteurs à l'insu du sommet : ces stratégies dépassent les normes et les règles fixées par l'organisation et sont le produit du travail de terrain qui favorise l'autonomie. L'organisation est obligée de prendre en compte ces contraintes : elle se caractérise aussi par un système de concertation contribuant à l'évolution du commandement et à la participation des acteurs au système : « *Le monde du pouvoir ne recouvre qu'une partie des relations complexes entre individus et organisations. Le monde du consentement et de la coopération (...) constitue un autre et très important aspect de ces relations.* »²²⁸ Cette dynamique permet de déceler les **spécificités organisationnelles** de la Garde correspondant au « construit organisationnel, » qui est « *fondé sur l'instauration de relations de pouvoir là où le législateur industriel avait cru ou voulu organiser des rapports simplement techniques* »²²⁹ (Chapitre 2). Enfin, la Garde ne constitue pas qu'une organisation repliée sur elle-même, close, fermée à son environnement proche : au contraire, intégrée dans un **faisceau relationnel**, elle entretient des rapports d'interaction aussi bien avec d'autres unités de gendarmerie qu'avec la police. **L'environnement policier est « pertinent »**²³⁰ dans la mesure où la Garde intervient en zone urbaine, ce qui aurait pour conséquence de favoriser le mouvement de « civilianisation » si ses membres n'établissaient pas un cloisonnement entre les deux organisations. Ils assouplissent le déterminisme environnemental, créateur d'une zone

²²⁷ Michel Crozier, Ehrard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Essais, » 2004, p. 59.

²²⁸ Michel Crozier, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Essais, » 1971, p. 215.

²²⁹ Michel Crozier, Ehrard Friedberg, *op. cit.*, p. 63.

²³⁰ Pour Michel Crozier et Ehrard Friedberg, les « environnements pertinents » d'une organisation correspondent aux « segments de la société avec lesquels elle est ainsi en relation [qui] constituent pour elle toujours et nécessairement une source de perturbation potentielle de son fonctionnement interne, » *ibidem*, p. 86.

d'incertitude : grâce à « *leur capital de relations dans tel ou tel segment de l'environnement, [ils] seront capables de maîtriser, tout au moins en partie, cette zone d'incertitude, de la domestiquer au profit de l'organisation* »²³¹ (Chapitre 3).

Chapitre 1. La chaîne de commandement

Clé de voûte d'une organisation, la chaîne de commandement garantit l'unité du commandement, la cohérence décisionnelle, la rationalité du fonctionnement ainsi que l'impersonnalité des relations fondée sur la règle de droit. Une organisation de type bureaucratique se caractérise par la primauté de la norme juridique : « *Les membres du groupement, en obéissant au détenteur du pouvoir, n'obéissent pas à sa personne mais à des règlements impersonnels ; par conséquent, ils ne sont tenue de lui obéir que dans les limites de la compétence objective, rationnellement délimitée, que lesdits règlements fixent* »²³². Tel est le principe de fonctionnement d'une organisation bureaucratique. Cette impersonnalité fondée sur le droit forme le « contexte organisationnel. »

La Garde républicaine n'échappe pas à un fonctionnement rationnel et s'insère dans un **cadre juridique d'emploi** bien précis (Section 1). Rationalité, impersonnalité ou bureaucratie ne signifient pas forcément rigidité : la rigidité paralyse l'organisation, empêche le changement, tandis que la souplesse favorise l'adaptation au système. La Garde se caractérise par la **souplesse de ses structures**, malgré la présence de traits typiques d'une bureaucratie, tels que la présence d'une forte hiérarchie. Dans ce cas, on glisse du contexte vers le « construit organisationnel » (Section 2).

Section 1. Le cadre juridique d'emploi

Le texte fixant le fonctionnement de la Garde républicaine, dénommé « Bible de la Garde » par les enquêtés, est l'arrêté du 9 mars 1993 (§1) ; il détermine les autorités hiérarchiques auxquelles elle est subordonnée (§2).

§1. L'arrêté du 9 mars 1993 relatif à la Garde républicaine

A l'unanimité, les enquêtés ont parlé à propos de l'arrêté de « *notre dernière Bible.* » Pour cause : ce texte régit le principe de fonctionnement de la Garde, des fonctions à la chaîne de commandement. Il présente l'organisation selon le « *modèle mécanique* » qui se caractérise par « *un organigramme très élaboré et contraignant (...), une très forte centralisation du pouvoir de décision au*

²³¹ *Ibidem*, p. 86.

²³² Max Weber, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971, p. 223.

sommet »²³³. L'étude du « modèle mécanique » impose une vision statique du fonctionnement de l'organisation ; elle exclut les questions relatives à l'adaptation des structures à son environnement.

L'article 3 alinéa 1 dispose que « *la Garde républicaine relève du commandant de circonscription de gendarmerie d'Ile-de-France* », communément appelé « commandant de région. » L'article 3 alinéa 2 précise le détenteur du commandement de la Garde : « *Elle est placée sous l'autorité d'un officier général ou supérieur de gendarmerie portant l'appellation de 'commandant de la Garde républicaine'.* » Il s'agit à l'heure actuelle d'un officier de gendarmerie portant le titre de « général commandant la Garde républicaine ». L'article 4 détermine son rôle : « *Le commandant de la Garde républicaine exerce le commandement organique et opérationnel des formations qui lui sont subordonnées (alinéa 1). Il veille au respect des dispositions qui régissent l'exécution des missions de la Garde républicaine et l'emploi de son personnel (alinéa 2). Il gère et administre le personnel placé sous ses ordres et est responsable de l'administration des formations qui lui sont subordonnées (alinéa 3).* » Cette distinction se décline ensuite au niveau des échelons subordonnés, avec une particularité concernant la Garde : si les deux types de commandement, opérationnel et organique, peuvent être confiés à une seule personne, comme c'est le cas pour le général commandant la Garde,²³⁴ ils peuvent aussi être détachés et appartenir à deux personnes différentes, comme c'est le cas pour le commandement des unités composant la Garde²³⁵ (*Infra*, chapitre 2).

L'article 3 alinéa 3 fixe l'organisation générale de la Garde : « *Elle comprend un état-major, des services administratifs et techniques et des régiments d'infanterie et de cavalerie.* » La Garde est formée de deux régiments d'infanterie et d'un régiment de cavalerie, chacun étant sous l'autorité d'un officier supérieur de gendarmerie : selon l'article 5, « *les commandants de régiment d'infanterie et de cavalerie de la Garde républicaine exercent le commandement opérationnel des formations qui leur sont subordonnées (alinéa 1). Ils font toutes les propositions utiles concernant l'organisation de leurs formations (alinéa 2).* ». L'article 6 ajoute : « *Les commandants de régiment d'infanterie et de cavalerie de la Garde républicaine exercent en matière disciplinaire les responsabilités de chef de corps.* »

Le décret n° 91-688 du 14 juillet 1991 relatif au commandement dans les armées précise la fonction des deux types de commandement : « *Le commandant organique participe à l'élaboration de la doctrine d'emploi des forces ou éléments de forces placés sous son autorité. Responsable de leur niveau d'entraînement et de leur préparation, il vérifie leur aptitude à remplir leurs missions selon des modalités propres à*

²³³ Par opposition au « modèle organique » constituant une « réponse possible (ou nécessaire ?) à un environnement socio-économique turbulent, » *ibidem*, p. 151.

²³⁴ L'article 5 du décret n°91-668 du 14 juillet 1991 relatif au commandement dans les armées dispose que « le commandement organique et le commandement opérationnel peuvent être exercés par une seule et même autorité ».

²³⁵ Les enquêtés ont parlé dans ce cas de « commandement bicéphale ».

chaque armée» (Article 2, II). L'article 4 dispose que « *le commandant opérationnel est responsable de :*

- 1) *l'établissement des plans d'emploi et des plans opérationnels ;*
- 2) *l'exécution de ces plans et la conduite des opérations ;*
- 3) *l'attribution de leurs missions aux échelons de commandement qui lui sont subordonnés ;*
- 4) *la répartition entre ceux-ci des forces et éléments de forces mis sous ses ordres*».

§2. Les autorités hiérarchiques

On peut être surpris de ne pas voir mentionnée dans l'arrêté de 1993 la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN) qui se situe au sommet de la pyramide gendarmique. Le décret n° 2005-274 du 24 mars 2005 a mis en œuvre la réorganisation du commandement territorial de la gendarmerie en n'établissant qu'un seul échelon hiérarchique entre la Direction générale et le groupement de Gendarmerie départementale : le commandant de Région. Une unicité qui pour la Garde existait déjà. L'objet de cette réforme est de simplifier la chaîne de commandement : la Direction générale constitue l'échelon intermédiaire entre le ministère de la Défense²³⁶ et le commandant de Région. L'article 1 du décret n° 2000-1178 du 4 décembre 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la Défense énonce que « *l'administration centrale du ministère de la Défense est composée d'organismes et d'autorités militaires ainsi que d'organismes à caractère civil, placés sous l'autorité directe du ministre de la Défense. Elle comprend (...) : la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale.* » Le Directeur général de la Gendarmerie est le supérieur hiérarchique du commandant de Région qui lui-même est le supérieur hiérarchique du général commandant la Garde républicaine. Entre la Garde et la Direction générale, un seul échelon de commandement : la « Région. »

Le décret du 24 mars 2005 a procédé à une réorganisation territoriale de la Gendarmerie²³⁷. L'article 7 dispose que « *le commandant de région de gendarmerie est directement subordonné au directeur général de la Gendarmerie nationale. Il exerce son commandement sur toutes les unités qui lui sont subordonnées à titre permanent ou temporaire (...). Le commandant de la région de gendarmerie situé au siège de la zone de défense dispose d'attributions particulières définies par arrêté. Il prend l'appellation de « commandant la région de gendarmerie, commandant la gendarmerie pour la zone de défense* ». L'article 9 précise son lien hiérarchique avec la Garde républicaine : « *En Ile de France, les commandants de la Garde républicaine et de la Force de Gendarmerie*

²³⁶ Sur les attributions du ministre de la Défense : voir l'article 54 du décret du 20 mai 1903 portant organisation de la Gendarmerie.

²³⁷ Voir pour information le dossier de presse réalisé le 23 juin 2005 sur la réorganisation du commandement territorial de la Gendarmerie accessible sur le site du ministère de la Défense. On peut y lire notamment que « la Région de gendarmerie d'Ile de France subordonne dans le domaine de l'emploi deux formations administratives distinctes : la Garde républicaine et la Force de Gendarmerie mobile et d'intervention. »

LA GARDE RÉPUBLICAINE

mobile et d'intervention sont placés sous l'autorité du commandant de Région de gendarmerie d'Ile de France, commandant la gendarmerie pour la zone de défense d'Ile de France.» La Garde relève directement du commandant de région : si le Directeur général est le supérieur de la Garde, la Garde ne lui est pas directement subordonnée, la Région faisant écran entre la Direction générale et le général commandant la Garde, de sorte que la Région décide de l'emploi des unités de la Garde.

*« **La Garde républicaine est actionnée par la Région gendarmerie de Paris** concernant les missions dans les palais nationaux. S'agissant des services sur la voie publique comme les cérémonies sous l'Arc de Triomphe ou les accueils à l'aéroport de Roissy, c'est le gouverneur militaire de Paris qui a en charge la gestion de ces services. Quand il y a des missions d'honneur à remplir (par exemple un service d'honneur à l'Etoile), la Région a le choix entre la Garde, la Gendarmerie mobile ou la Gendarmerie départementale. Si la Garde est disponible, elle devra fournir un détachement. De la même manière, lorsqu'une unité de gendarmerie ou un GIR a besoin d'un peloton d'intervention, le commandant de l'unité s'adresse directement à la Région : les demandes de concours se font auprès de la Région, pas auprès du ministre de la Défense ni de la DG. Une fois que la Région a reçu la demande, elle l'adresse au **BOE** [Bureau Opération Emploi] : tous les services commandés viennent du BOE qui fournit en fonction des effectifs. En fait, la DG a un rôle uniquement quand il s'agit de renforcer les patrouilles à cheval dans le cadre de la sécurité publique. » (Officier)*

La théorie de l'écran se précise : la Direction générale et la Garde sont séparées. Si d'un point de vue organique, la Garde est subordonnée à la Direction générale, d'un point de vue opérationnel, elle ne l'est pas, du moins pas directement.

*« La Garde républicaine est **une unité à part** : elle assure des représentations, elle est localisée à Paris... A la DG, il n'y a aucune structure qui s'occupe de la Garde républicaine, c'est-à-dire qu'aucun service ne lui est consacré. Lorsqu'on fait appel la Garde, c'est pour des missions ponctuelles, très courtes : par exemple, le directeur général peut avoir besoin rapidement d'une escorte, il fait alors directement appel à la Garde. Mais outre ces cas exceptionnels, la DG n'assure aucun commandement qui revient à la Région Paris. Bien sûr, la Garde est soumise au respect de la voie hiérarchique mais c'est à la Région qu'elle est subordonnée directement. Sur le plan opérationnel, on ne commande pas la Garde républicaine, il n'y a pas de subordination directe. Hiérarchiquement, c'est la Région : **elle joue un rôle de filtre entre la DG et la Garde.** » (Officier, DGGN)*

Section 2. Une structure souple

La Garde a donc une organisation hiérarchique précise, bien qu'assouplie par la présence d'un seul échelon de commandement entre la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale et la Garde, échelon qui fait écran, ce qui interdit une subordination directe de la Garde à la Direction générale. Cet assouplissement laisse présager le fait qu'organisation bureaucratique ne signifie pas nécessairement rigidité : si certaines missions requièrent **réquisitions et demandes de concours** auprès de la Région, d'autres ne requiert aucun texte de cet ordre (§1). Une question récurrente, résultant de la souplesse organisationnelle et du découplage précité, se pose : cette absence de rigidité peut être bénéfique pour faciliter le changement, mais ne favorise-t-elle pas les **missions indues** ? (§2).

§1. Réquisitions et demandes de concours

Ces deux régimes juridiques permettent l'activation d'une unité pour l'accomplissement d'une tâche précise. Cependant, ils ne sont pas exclusifs : certaines missions peuvent être remplies sans recours à un de ces textes, ce qui assouplit encore plus les structures.

Réquisitions et demandes de concours ne sont pas choisies au hasard : conditionnées, elles doivent remplir plusieurs critères cumulatifs : « *Le critère tenant à la **nature de l'activité exercée** (...) est certes important, mais il doit être croisé avec un second critère tout aussi déterminant : **la nature de la personne** à l'origine de la mise en action des armées, qui peut être soit une entité appartenant à l'Etat (...), soit une personne privée ou publique distincte de l'Etat.* »²³⁸ Selon les missions assignées et la personne requérante ou demandeuse, le texte choisi sera, soit la réquisition, soit la demande de concours.

1°) S'agissant des réquisitions, le système est souple : aucune mission impartie à la Garde n'entre dans le champ des réquisitions, telles qu'elles sont prescrites par l'instruction ministérielle n° 500 du 9 mai 1995 (IM 500), à part les missions de maintien de l'ordre auxquelles elle ne participe pas. Selon Sophie Goyer, « *la réquisition est un pouvoir reconnu par la loi à certaines autorités civiles de mettre en mouvement la force armée pour le maintien de l'ordre et dans le cadre des procédures judiciaires prévues par le Code de procédure pénale. Lorsque les armées reçoivent une réquisition, et dès lors que celle-ci est régulière, elles sont tenues d'y déférer* »²³⁹.

L'IM 500 prévoit trois types de réquisitions : les réquisitions générales « *qui ont pour objet d'obtenir des autorités militaires un ensemble de moyens en vue de leur utilisation pour la maintien de l'ordre* » ; les réquisitions particulières « *qui ont pour objet de confier à une unité une missions précise et délimitée* » ; les réquisitions

²³⁸ Sophie Goyer, « Demandes de concours et réquisitions des armées, » Direction des Affaires Juridiques, *Etudes juridiques*, n°29, novembre 2001.

²³⁹ *Ibidem*.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

complémentaires spéciales « *qui ont pour objet de prescrire l'usage des armes* » (Article 23 de l'IM 500). Si la Garde était sollicitée pour participer à une activité de maintien de l'ordre, une réquisition serait nécessaire. Le Préfet de Police adresse une réquisition générale au général commandant la circonscription de gendarmerie d'Ile de France pour les trois catégories, y compris donc pour la Garde qui est une force de 1^{ère} catégorie (Article 28 de l'IM 500). Autrement, à part le maintien de l'ordre, aucune mission de la Garde n'entre dans le domaine des réquisitions prévues par l'IM 500.

Pourtant, les missions de sécurisation du palais Bourbon et du palais du Luxembourg requièrent ce que les enquêtés ont appelé « réquisition permanente. » L'article 2 de l'IM 500 dispose que « *le maintien de l'ordre public relève des présidents des Assemblées parlementaires dans les lieux où elles tiennent session* ». L'article 27 qualifie les présidents des Assemblées d' « *autorités requérantes* » qui ont en charge de « *veiller à la sûreté intérieure et extérieure de l'Assemblée qu'ils président. Ils ont, du point de vue des réquisitions, des droits spéciaux* ». Il faut se reporter à l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 pour les connaître : « *Ils peuvent, à cet effet, requérir la force armée et toutes les autorités dont ils jugent le concours nécessaire. Cette réquisition peut être adressée à tous officiers et fonctionnaires, qui sont tenus d'y déférer immédiatement sous les peines prévues par la loi.* » Les règlements intérieurs des deux Assemblées reprennent ces dispositions. Mais, pour actionner la force armée (donc la Garde républicaine), les présidents des deux Assemblées ne peuvent délivrer que des réquisitions générales, non des réquisitions particulières ou complémentaires spéciales (article 33 de l'IM 500). Ces réquisitions entrent dans le cadre du maintien de l'ordre dans l'enceinte des Assemblées ainsi qu'à l'extérieur. Elles ne semblent pas s'apparenter aux « réquisitions permanentes », évoquées lors de l'enquête de terrain : dans le cadre de l'IM 500, les unités sont sollicitées pour une tâche ponctuelle de maintien de l'ordre ; or, la Garde assure la sécurisation des sites en permanence, d'où la distinction réquisition générale / réquisition permanente. De plus, lorsque les enquêtés parlent de « réquisition permanente, » ils font bien la distinction entre les deux. Cette « réquisition permanente », renouvelée régulièrement et signée par le commandant militaire des palais Bourbon et du Luxembourg, signifie que les unités de la Garde sont mises pour emploi auprès du commandant militaire.

Il en va de même pour les missions d'honneur qui entrent dans le cadre des missions expressément dévolues à la Garde, prévues par l'article 1^{er} de l'arrêté du 9 mars 1993 relatif à la Garde républicaine : « *Elle est chargée notamment (...)* :

- *de participer aux services de sécurité et d'honneur mis en place à la demande de la présidence de la République et des présidents des Assemblées parlementaires ainsi qu'aux escortes réservées au président de la République française et chefs d'Etat étrangers ;*

- de fournir les piquets d'honneur prévus par le cérémonial militaire lors des cérémonies publiques présidées par le président de la République, les présidents des Assemblées parlementaires, le Premier ministre et le ministre chargé des armées. » Pour les honneurs rendus au président de la République, il n'a été question d'aucune réquisition ; pourtant, ces missions font partie des services de l'Etat qui requièrent une « réquisition permanente. » Sans doute peut-on en déduire que les missions de sécurisation du palais de l'Elysée sont sous « réquisition permanente. » Concrètement, le service du protocole de l'Elysée effectue une commande auprès de la Région de gendarmerie d'Ile de France qui la transmet au Bureau des Opérations et de l'Emploi de la Garde : il fournit les détachements en fonction des effectifs requis par le protocole.

2°) Les demandes de concours constituent le second type de régime juridique : elles correspondent au « fait pour une personne publique ou privée de demander au ministère de la Défense la réalisation d'une prestation ou la mise à disposition d'un bien meuble ou immeuble à son profit »²⁴⁰. L'échelon du ministère de la Défense n'est pas, pour le cas étudié, activé : la demande est directement faite auprès de la Région. La sollicitation des Pelotons d'Intervention se fait sous demande de concours adressée par l'unité demandeuse (commandant de Groupement de la gendarmerie départementale, commandant d'une section de recherches, commandant d'un Groupement d'intervention régional...) directement au commandant de Région. La demande doit être écrite, motivée, comporter la nature et l'importance du concours demandé et indiquer la date présumée du concours. Cette chaîne de commandement est court-circuitée en cas d'urgence, puis rétablie après le concours de l'unité : dans ce cas, le commandant de l'unité demandeuse adresse directement sa demande auprès du commandant d'unité de la Garde.

Les demandes de concours se composent de conventions de concours qui ne concernent que les missions annexes, non prévues par l'arrêté du 9 mars 1993 : « L'acte définit les obligations synallagmatiques du ministère de la Défense et du demandeur du concours. La convention conclue entre deux services de l'Etat sera dénommée 'protocole' et la convention conclue entre le ministère de la Défense et une personne distincte de l'Etat sera dénommée 'convention'. »²⁴¹ La décision de conclure ou non cette convention revient au commandant de Région²⁴² : si l'avis est favorable, le commandant de l'unité demandée émet un avis technique sur la nature et l'opportunité de la demande, auquel cas l'unité se déplace. Un enquêteur résume les deux types d'activités de la Garde requérant réquisitions, demandes de concours ou conventions de concours.

²⁴⁰ *Ibidem*, p. 26.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² Décret n° 91-673 du 14 juillet 1991 (article 8), abrogé par le décret du 24 mars 2005.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

« La Garde républicaine travaille sous deux aspects. L'**aspect missionnel** : le service de l'Etat (sécurité / honneurs) qui recouvre aussi les cérémonies du débarquement, l'accueil des chefs de l'Etat étrangers, etc. Puis, **les services sous conventions qui sont accessoires** : une convention est conclue entre un organisateur privé ou public, car il peut s'agir d'une collectivité territoriale, et le ministère de la Défense qui met en œuvre les moyens organiques pour une prestation définie : par exemple, l'encadrement du Tour de France par l'escadron motocycliste, la participation des formations spéciales à différentes manifestations culturelles, de l'orchestre de la Garde, du Chœur de l'armée française... Dans ce cas, il faut l'avis du préfet et du commandant du groupement de gendarmerie départementale. Administrativement, c'est lourd. De plus, l'avis est rendu en fonction de la vocation et de l'intérêt de la collectivité demandeuse ; mais l'appréciation est subjective car parfois il suffit d'une signification forte dans des lieux reculés. » (Officier)

Excepté ces deux types de régimes juridiques correspondant aux deux types d'activités de la Garde, d'autres tâches sont actionnées sans la présence de réquisitions ou de demandes de concours. Dans ce cas, l'échelon de la Direction générale intervient : c'est d'ailleurs la Direction générale qui a décidé en accord avec le Préfet de Police d'augmenter les patrouilles équestres dans Paris *intra muros*. En ce sens, les structures sont souples.

« Quand le Préfet de Police ou le ministère de l'Intérieur ont besoin d'unités de la Garde, il n'y a pas de réquisition : la demande est faite et suffit à activer les unités. **S'agissant des renforts de Postes à cheval, c'est la Direction générale qui les demande** : il en va de même pour les patrouilles de surveillance, aux Tuileries par exemple. S'agissant des renforts saisonniers déployés du 14 juillet à la fin août : dix postes saisonniers sont prévus, mais c'est la Gendarmerie qui gère à son niveau. Ce sont des détachements de moyens. Quand le plan Vigipirate est mis en œuvre, on sait qu'il est activé, on reçoit une note, on connaît automatiquement quelles mesures on doit appliquer. **C'est beaucoup plus souple : il ne faut pas croire que ce soit si rigide que ça.** » (Officier)

§2. Une structure favorable aux missions indues ?

La souplesse peut être aussi bien un atout qu'un inconvénient, dans la mesure où elle peut favoriser certains effets pervers. Ainsi, l'arrêté du 9 mars 1993 indique que la Garde républicaine assure des missions au profit des « hautes autorités de l'Etat, » concept flou qui peut englober beaucoup de personnalités (A). De plus, le personnel de la Garde est en augmentation, alors que les rapports publics préconisent une diminution et un meilleur redéploiement. Est-

il pertinent d'établir un lien de causalité entre le flou juridique et l'augmentation du personnel ? (B)

A. Flou juridique et effets pervers

Ce flou est induit par deux dispositions : l'une liée à la notion de « hautes autorités de l'Etat », l'autre à l'absence de délimitation des missions de la Garde. L'article 1^{er} de l'arrêté du 9 mars 1993 relatif à la Garde républicaine dispose dans son premier alinéa que « *la Garde républicaine remplit des missions de sécurité et d'honneur au profit des instances gouvernementales et des hautes autorités de l'Etat* ». Les alinéas suivants indiquent qu'il s'agit de la présidence de la République, du Premier ministre, des ministres, des présidents des Assemblées parlementaires, du Conseil Constitutionnel, du Conseil d'Etat, du Conseil économique et social, de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes et de l'Institut de France. Cette liste n'est pas exhaustive : d'autres administrations peuvent engager la Garde pour des tâches non prévues par le texte. Si l'arrêté de 1993 ne précise pas cette notion, il ne délimite pas non plus les missions imparties à la Garde et laisse la porte ouverte aux abus : l'article 2 alinéa 2 dispose que la Garde « *peut être appelée à participer au maintien de l'ordre à l'intérieur des enceintes des Assemblées parlementaires et dans la capitale ainsi qu'à des activités ne relevant pas de ses missions spécifiques* ». La locution « ainsi que » marque bien la distinction entre le maintien de l'ordre, mission expressément attribuée à la Garde, et celles qui ne le sont pas. Puisqu'il s'agit de missions non spécifiques, elles ne sont prévues par aucun texte : elles ne sont donc ni précisées ni délimitées.

L'emploi de la Garde à des tâches indues est un thème récurrent : déjà en 1979, au moment de la réorganisation de la Garde, Bernard Gouley et Antoine Delestre dénonçaient « *l'emploi abusif de ses personnels par l'administration à des tâches n'entrant pas dans ses missions traditionnelles* » et le qualifient de « *danger* »²⁴³. Cet abus est facilité par le flou des textes, la souplesse organisationnelle mais aussi la disponibilité des unités de la Garde élevée au rang de valeur. La disponibilité découle de l'imprévisibilité des missions conférées au gendarme. L'effet pervers résulte de l'interprétation extensive de ce concept qui ferait du garde républicain un « *factotum* » de l'administration, ou pour reprendre une expression imagée de François Dieu, une « *bonne à tout faire* » de l'*appareil administratif français* ». Ces missions indues exigent du personnel qui pourrait être employé à des missions expressément prévues par les textes : on constate aussi « *une altération de la spécificité gendarmique par la négation même de cette spécificité, de sorte que le gendarme est amené à se voir confier toutes sortes de missions aux dépens de sa mission essentielle de protection des personnes et des biens* »²⁴⁴. Bernard Gouley et Antoine Delestre y voient même le signe d'une démilitarisation de la Garde et qualifient

²⁴³ Bernard Gouley, Antoine Delestre, *Les gendarmes*, Paris, Fayard, 1979, p. 194.

²⁴⁴ François Dieu, *Gendarmerie et modernité, op. cit.*, p. 344.

L'objet de cette propension de « fonctionnarisation » au sens où les unités sont sollicitées pour accomplir des missions « *qui ne sont pas conformes à leur vocation* »²⁴⁵. Lors des entretiens, ce flou juridique induit par la notion de « hautes autorités de l'Etat » et par l'article 2 alinéa 2 de l'arrêté est ressorti, en même temps que ses effets pervers.

*« La notion de 'hautes autorités' est une **notion fourre-tout**. Elle est associée à hautes personnalités, hauts dignitaires, etc. Mais où on s'arrête ? Je ne sais pas. Il n'y a pas de définition juridique. A partir de là, c'est la porte ouverte à tous les abus. En plus, le décret de 2005 reprend cette notion, sans précision : c'est intéressant de voir que les pouvoirs publics continuent de cantonner nos sollicitations par ce terme qui ne veut rien dire. Qui nomme tout le monde et personne. »* (Officier)

A propos de l'effet pervers : « **Le gendarme** n'est pas aux 35 heures, il ne compte pas le nombre d'heures qu'il fait : **c'est une plus-value pour toute administration**. Dans le cadre des missions de sécurisation du site, il est là pour tout, même pour la sécurité-incendie alors qu'il n'est pas pompier ! De plus, les lieux à sécuriser sont anciens et n'ont pas de détecteurs. Oui, les rondes-pompiers sont des missions indues. On a des sollicitations multiples pour les extractions pénitentiaires, les transports de fonds : **on est des factotums**. Le bon côté est que si on fournit du bon travail, on devient un interlocuteur privilégié, du moins c'est ce qu'on se dit. **Il y a la force de l'habitude prise par les autorités d'emploi. C'est indu**. » (Officier)

En même temps, des mesures sont préconisées, des rapports invitent les pouvoirs publics à procéder à une diminution de l'emploi des personnels à des tâches indues, invitation qui rejoint la volonté du législateur d'externaliser certaines tâches (*Supra*). En mars 2002, Yves Capdeponat emprunte un ton normatif et souhaite « *mettre un terme à certaines gardes statiques qui ne relèvent pas de l'intérêt général et pour lesquelles il existe des entreprises compétentes. Plus généralement, il faut interdire d'utiliser la Gendarmerie, en profitant de sa disponibilité et de sa bonne volonté, pour pallier les carences d'autres administrations, en lui faisant remplir des tâches qui n'entrent pas dans ses attributions* »²⁴⁶. En 2002, le rapport Courtois²⁴⁷ envisage « la

²⁴⁵ Les deux auteurs dénoncent « la fâcheuse tendance des administrations parisiennes qui cherchent à obtenir le concours des personnels de la Garde, dont la disponibilité et la gratuité sont particulièrement appréciées. Cette fonctionnarisation s'ajoute à la pesanteur de la routine, interdit toute instruction, affaiblit la capacité opérationnelle et la cohésion des unités. » Ils mentionnent cependant les « résultats positifs et encourageants qui se sont traduits, en particulier, par une normalisation des missions et une diminution du nombre des personnels employés hors le corps », p. 195.

²⁴⁶ Yves Capdeponat, « Gendarmerie et sécurité », *Défense Nationale*, n° 3, mars 2002, p. 136.

résorption des 'tâches indues' » corrélée à l'externalisation de ces tâches. Cet avis est repris aux annexes I et II de la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 : « *Les militaires de la Gendarmerie nationale et les personnels actifs de la Police nationale doivent pouvoir se consacrer prioritairement à la lutte contre la délinquance, les violences urbaines et l'insécurité routière. Le temps consacré par ces agents à des tâches administratives ou à des missions non prioritaires sera donc réduit.* » Le texte reprend la liste des tâches vouées à l'externalisation. En dépit de ces velléités, les pouvoirs publics ne modifient pas le flou qui entoure la notion de « hautes personnalités de l'Etat » : l'article 5 du décret n° 2005-274 du 24 mars 2005 dans son alinéa 4 reprend dans les mêmes termes l'article 1^{er} de l'arrêté du 9 mars 1993, sans préciser la notion de « hautes autorités de l'Etat ». François Dieu n'est pas non plus favorable à « *une diminution de son élasticité fonctionnelle* », car « *le capital confiance dont bénéficie la Gendarmerie auprès de la population et des responsables politiques est indissolublement lié à son statut de 'providence des administrations' qu'un recentrage par trop brutal sur des missions strictement policières risquerait fort d'altérer définitivement* »²⁴⁸.

B. Flou juridique et augmentation de personnel : lien de causalité ?

Cette question se pose en regard des propositions du rapport Carraz-Hyest remis au Premier ministre en avril 1998 et portant sur une « *meilleure répartition des effectifs de la Police et de la Gendarmerie pour une meilleure sécurité publique* ». Le rapport se divise en propositions relatives au redéploiement territorial des unités de police et de gendarmerie. Roland Carraz et Jean-Jacques Hyest évoquent, dans un bref passage, la Garde républicaine : « *L'examen de l'utilisation des 3200 membres de la Garde républicaine fait apparaître que cet effectif pourrait être sans difficulté abaissé à moyen terme, par le jeu des départs en retraite, et compensé par le recrutement de gendarmes dans les zones péri-urbaines.* » Cette prescription est l'objet de la proposition n° 13 du rapport : « *Demander à la DGGN d'étudier, par le jeu des départs à la retraite, la possibilité de redistribuer des effectifs entre la Garde républicaine et la Gendarmerie mobile d'une part, la Gendarmerie départementale, d'autre part.* » Or, le personnel de la Garde est en augmentation depuis 2000 : le redéploiement vers la Gendarmerie départementale est en diminution et les départs en retraite sont également en diminution, comme le montre le tableau suivant²⁴⁹ :

²⁴⁷ Le rapport Courtois n° 371, Sénat, 2001-2002, assimile résorption de tâches indues et externalisation : « Les forces de sécurité souhaitent par ailleurs être déchargées de certaines contraintes qui obèrent leur capacité opérationnelle, telles les gardes statiques ou le transfèrement de détenus (...). Une réflexion doit être lancée avec le ministère de la Justice sur la possibilité de confier les extractions et le transfèrement des détenus ainsi que la surveillance des détenus hospitalisés à l'administration pénitentiaire. »

²⁴⁸ François Dieu, *Politiques publiques de sécurité*, op. cit., pp 214-215.

²⁴⁹ Source : Bureau des Opérations et de l'Emploi (BOE).

LA GARDE RÉPUBLICAINE

la GD	Effectif global	Départs en retraite	Départs vers
2001	3168	97	146
2004	3307	66	120

Sur la période 2001-2004, on constate que le personnel de la Garde est en augmentation : il passe de 3168 agents au 1^{er} août 2001²⁵⁰ à 3307 aujourd'hui, soit un écart de 139. Certes, l'écart n'est pas important ; il montre pourtant que le personnel ne va pas en diminuant et va dans le sens contraire de la proposition du rapport Carraz-Hyest de 1998. De plus, le tableau indique que le nombre de départs en retraite diminue : 97 départs en retraite en 2001, soit 30,03% du total des départs, contre 66 en 2004, soit 24,73%. En quatre ans, les départs en retraite ont diminué de 5,3 points. Or, les départs vers la Gendarmerie départementale sont aussi en diminution : ils passent de 146 en 2001, soit 45,2% du total des départs, à 110 en 2002. Ils remontent en 2003 et s'élèvent à 153, dépassant le chiffre de 2001, mais diminuent de nouveau en 2004 pour atteindre le chiffre de 120, soit 44,94%. Cette hausse peut s'expliquer par l'augmentation du nombre de CSTAGN (Corps de soutien technique administratif) qui est passé de 81 en 2000 à 100 en 2005 et de gendarmes adjoints ; peut-être s'explique-t-elle aussi par la non application des propositions du rapport Carraz-Hyest : il aura fallu attendre la loi du 29 août 2002 pour que le redéploiement territorial s'impose, sans qu'il concerne les effectifs de la Garde. François Dieu parle d'un « *report-abandon, qui signifie concrètement un enterrement en douceur des orientations du rapport Carraz-Hyest* »²⁵¹.

L'analyse organisationnelle ne se borne pas à l'étude statique du « contexte » ; elle présente aussi une vision dynamique de la chaîne de commandement, de l'organisation des relations entre les différentes autorités à partir des spécificités propres à chacune : rapport au commandement, relations interpersonnelles, verticales et horizontales, autonomie de la base, contrôle organisationnel, « inversion hiérarchique. »

²⁵⁰ Source : rapport au président de la République, de la Cour des Comptes, avril 2001.

²⁵¹ François Dieu, *Politiques publiques de sécurité, op. cit.*, p 247.

Chapitre 2. Spécificités organisationnelles

Après avoir étudié le contexte organisationnel de la Garde, il s'agit de passer au construit organisationnel, c'est-à-dire à la « *vision active* »²⁵² de l'organisation. Cette division entre contexte et construit organisationnels permet de détecter les spécificités de la Garde républicaine en tant qu'organisation. Les unités de la Garde se caractérisent par deux traits : la différenciation et le double commandement. S'agissant de **la différenciation** : la Garde ne forme pas un bloc monolithique où toutes les unités se ressemblent ; on a vu que d'un point de vue fonctionnel, les unités se distinguaient, chacune étant investie de missions qui lui sont propres. Il en va de même d'un point de vue organisationnel : les unités n'ont pas la même organisation, ce qui a une conséquence sur la cohésion intra-unité (Section 1). Cette différenciation se poursuit avec un second trait spécifique : le **double commandement**. Le commandement des unités se dédouble et appartient à deux personnes distinctes. L'étude du « construit organisationnel » a pour objet d'éclairer sur les « relations d'échange » horizontales entre les deux commandants ainsi qu'entre les unités, puis sur les relations verticales, entre les commandants et leurs subordonnés (Section 2).

Section 1. La différenciation intra- et inter-unités

La différenciation est un trait caractéristique de la Garde républicaine, plus que l'unification, ce qui a fait dire à plusieurs enquêtés que chaque unité formant la Garde était à part. François Petit et Michel Dubois définissent la différenciation comme « *la spécialisation des différents services résultant de la division du travail (...) mais plus encore les différences d'attitude et de comportement des dirigeants de ces services, et, par voie de conséquence, de leurs subordonnés* »²⁵³. Si les unités font partie intégrante de la Garde républicaine tout en formant chacune des entités distinctes, elles se caractérisent par des éléments de différenciation : **différenciation intra-unité** qui inévitablement induit la différenciation entre les unités.

Du point de vue interne, les membres d'une même unité peuvent être soumis à des statuts différents, ce qui ne favorise pas la cohésion ; alors que d'autres unités confèrent le même statut à tous leurs membres (§1). De cette différenciation statutaire résulte la **différenciation inter-unités**, facteur de conflit ou de compétition. (§2).

²⁵² Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, op. cit. : « Le contexte organisationnel (...) ne se résume pas à un ensemble de dispositions ou de données structurelles et techniques. C'est aussi, voire avant tout, un ensemble de relations qui, formant le vécu des acteurs, témoignent des stratégies qu'ils poursuivent dans ce contexte les uns à l'égard des autres, et renvoient aux relations de pouvoir sur lesquelles se fonde le construit organisationnel (...), » p. 59.

²⁵³ François Petit, Michel Dubois, *Introduction à la psychosociologie des organisations*, Paris, Dunod, 1998.

§1. La différenciation intra-unité : le statut

Le statut tient une place particulière : il définit le rôle assigné à chacun et constitue le lien qui unit les membres entre eux et au groupe qu'ils forment. En l'absence de statut, le groupe n'existe pas : « *Tous ces groupes ont une structure ; elle correspond à l'ensemble de relations stables qui relient les individus entre eux. Ces relations définissant la structure peuvent être décrites en terme de 'statuts et de rôles' et de système d'affinités* »²⁵⁴, ce dernier critère correspondant à la cohésion interne au groupe. Mais le statut est aussi susceptible de produire un effet négatif sur la cohésion interne au groupe : tout autant séparateur qu'unificateur, il peut empêcher le processus de cohésion, car il « *influence également la dynamique qui régit les relations entre les membres d'un groupe* »²⁵⁵. Le statut est la clé de voûte du groupe sans laquelle celui-ci n'existe pas, mais c'est une clé de voûte à deux faces, un avers et un revers : « *D'une part, le statut aide à préciser le rôle de chacun et ses responsabilités (...) D'autre part, le statut exerce aussi une influence néfaste sur la fréquence des interactions* »²⁵⁶. Le rapport d'interaction est faible, voire inexistant si les membres du groupe sont soumis à des statuts différents ; dans ce cas, la cohésion interne sera quasiment nulle. Au contraire, la soumission au même statut favorisera le processus d'identification.

Les entretiens effectués au sein des unités ont révélé ces différences de statut entre les membres d'une même unité, ce qui est le cas notamment pour les CSPN, alors que les membres d'autres unités, comme la CSPR et les CGS, sont soumis au même statut. Une même unité peut donc concentrer trois statuts différents :

- Le **cadre général** : un militaire est payé par la Gendarmerie pour effectuer un travail au profit de la Gendarmerie.
- La **participation externe** (PARTEX) : un agent est payé par la Gendarmerie pour effectuer un travail au profit d'une autorité militaire, autorité d'emploi (le commandant militaire, par exemple). La notation est faite au 1^{er} niveau par l'autorité pour laquelle il travaille, au 2nd niveau par le commandant de régiment puis par le général commandant la Garde républicaine.

²⁵⁴ Claude Louche, *Psychologie sociale des organisations*, Paris, Armand Colin, coll. « Coursus : psychologie », p. 114. Ainsi, sur la constitution du groupe : « Plusieurs personnes qui font la queue à un arrêt d'autobus ne constituent pas un groupe ; nous avons simplement affaire à un agrégat de personnes. Pour que l'on puisse parler de groupe, il faut que plusieurs conditions soient remplies. Il est nécessaire :

- qu'il y ait interaction, ce qui suppose que les personnes entrent en relation dans le cadre d'un échange ;
- qu'il y ait un but commun ;
- que les personnes soient interdépendantes pour atteindre l'objectif ;
- enfin, qu'elles se définissent comme 'membre' du groupe. »

²⁵⁵ Léandre Mailet, *Psychologie et organisations : l'individu dans son milieu de travail*, Paris, Vigot, 1988, p. 324.

²⁵⁶ *Ibidem*.

- **Hors budget** : le personnel est directement payé et noté par l'autorité qui l'emploie qui est une autorité civile. Par exemple, la valise diplomatique qui consiste à escorter les plis au profit du ministère des Affaires étrangères : celui-ci débloque une enveloppe budgétaire et paie le personnel qui remplit la tâche.

Au niveau de la CSPN 1, la répartition se fait de la manière suivante : « *A Matignon, il y a 235 personnels et deux cadres de gestion : cadre général et participation externe. Au ministère des Affaires étrangères, 41 personnels dont une majorité de cadre général et 8 personnels hors budget. Le service de la valise diplomatique emploie 14 personnels, tous hors budget : ils dépendent de l'autorité d'emploi, ce sont des civils. Quant aux petits détachements comme la Direction coopération militaire et défense, elle emploie trois sous-officiers hors budget dans des emplois de soutien. Le service d'information du gouvernement, c'est hors budget. La direction développement média emploie 2 sous-officiers hors budget pour assurer la sécurité de la porte principale. Parmi toutes ces différences, la CSPN a un rôle tampon.* »

Cette différenciation statutaire n'est pas sans conséquence sur la cohésion interne des unités : elle l'altère, voire la supprime. Or, la cohésion fonde le groupe, au même titre que le statut mais de manière différente : la cohésion renvoie à l'affectif. Pour Claude Louche, « *elle se définit comme la résultante des forces qui maintiennent les membres dans le groupe (...), le souhait de rester membre et la perception d'appartenir à un groupe* »²⁵⁷. Selon les travaux menés par les sociologues sur ce thème, il est apparu que la cohésion la plus forte concernait l'armée. Ainsi, à la question, « Ces différences de statuts ont-elle un impact sur l'esprit de corps ? », les réponses se recourent, alors qu'elles émanent de deux enquêtés de grade différent : un officier et un garde républicain.

« *En CSPN, il n'y a pas d'esprit de corps 'compagnie' mais une 'culture ministère' : le référent des gardes c'est le ministère pour lequel ils travaillent. Raison de plus s'ils sont payés et notés par l'autorité civile. **Le référent 'compagnie' n'est pas pertinent.** Il faut assurer une certaine égalité entre les traitements de carrière. Le problème est qu'un personnel hors budget va être très bien noté : il est noté par une autorité civile qui est ravie d'avoir à sa disposition des gens disponibles. Or, **la différence de notation est flagrante entre quelqu'un qui est noté par un civil et quelqu'un qui est noté par un militaire. Il faut générer de l'égalité, un lissage entre les unités du régiment pour éviter les injustices.*** » (Officier)

« *Les statuts, cadre général, PARTEX, etc., c'est compliqué, mais sur le terrain, ils sont visibles. Moi je suis dans le cadre général ; **les PARTEX** sont des gendarmes qui ne travaillent pas en bleu mais en civil, ils sont dans les bureaux, dans le bureau militaire et sont notés par le commandant militaire. **Ils sont à***

²⁵⁷ Claude Louche, *op. cit.*, p. 116.

part. Concernant les personnels hors budget, à Matignon, ils sont dans une annexe mais on ne les voit jamais, on ne les connaît pas, ils sont payés par cette annexe. Ils sont payés et notés par les civils. » (Garde républicain)

Léandre Mailet a dressé un tableau²⁵⁸ (reproduit ci-après) comportant tous les éléments assurant la cohésion d'un groupe ; en l'absence de ces éléments, la cohésion est inexistante. Si on les applique à la CSPN 1, on s'aperçoit qu'elle comporte plus d'éléments défavorables à l'esprit de corps que d'éléments favorables.

Facteurs favorables à la cohésion à la cohésion	Facteurs défavorables
Homogénéité du groupe groupe*	Hétérogénéité du
Menace externe	Aucune menace externe*
Compétition inter-groupe groupe*	Compétition intra-
Taille réduite	Taille élevée*
Bonne communication	Peu de communication*
Faible taux de roulement élevé*	Taux de roulement

* Eléments

caractéristiques de la CSPN 1.

Les entretiens reproduits ci-dessus sont révélateurs de **l'hétérogénéité du groupe** en raison de la différence des statuts qui implique des notations différentes et des traitements différents. Or, l'homogénéité du groupe génère de la cohésion, alors que « *lorsque les statuts diffèrent, les gens sentent à tort ou à raison, qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts, les mêmes attitudes ni les mêmes valeurs que leurs collègues, ce qui diminue le niveau d'adhésion au groupe* »²⁵⁹.

Le fait que les uns travaillent « en bleu », les autres en civil constitue un séparateur entre les membres de la même unité. Dans les entretiens, le terme civil revient souvent et traduit la ligne de démarcation entre les membres de l'unité : révélateur de différence, le « civil » distingue les gendarmes en civils, notés par des civils, des gendarmes « en bleu », notés par des militaires. Le critère de la **menace externe** n'existe pas : cette absence de critère n'est pas une spécificité de la Garde puisqu'elle caractérise l'armée tout entière. La

²⁵⁸ Léandre Mailet, *op. cit.*, p. 325.

²⁵⁹ *Ibidem*, p. 326.

compétition intra-groupe est un peu moins visible dans la mesure où les membres d'une même unité ne se voient pas, ni ne se connaissent. Elle apparaît au moment où le commandant d'unité doit rétablir une certaine égalité, un « lissage », pour « éviter les injustices. » Comme l'a indiqué l'enquêteur-officier, les notes diffèrent selon que le gendarme est noté par une autorité militaire ou par une autorité civile. L'enquêteur-garde républicain a insisté sur le fait que les personnels hors budget sont payés par l'autorité civile.

La taille influe aussi sur la cohésion interne : plus un groupe est petit, plus la cohésion est forte ; inversement, plus il est grand et moins la cohésion est forte. La CSPN 1 se caractérise par une taille élevée et la dispersion de ses membres.

« Tout le personnel est éclaté, réparti sur différents lieux d'emploi. Même au niveau de la caserne : ils sont répartis sur plus de 11 casernes. » (Officier)

De ces critères, résulte **l'absence de communication** entre les membres du groupe : selon Léandre Maillet, « communication accrue et statut des membres sont deux éléments qui se conjuguent pour augmenter la cohésion du groupe ». Les deux entretiens reproduits témoignent de l'absence de communication entre les membres : des propos tels que « on ne les voit jamais, on ne les connaît pas », sont significatifs. Enfin, s'agissant du **taux de roulement des personnels**, il est élevé concernant les membres des unités qui ne restent que trois ou quatre ans au sein de l'unité.

L'étude a été menée au sein de la CSPN 1 mais les traits dégagés ne sont pas l'apanage de cette unité : les enquêtés d'autres unités ont évoqué aussi l'absence de cohésion alors que pourtant leurs membres ont le même statut : seulement, ils travaillent et résident sur des lieux différents et ne se voient quasiment jamais. Un commandant d'unité (dont les membres ont le même statut) a révélé ne voir ses hommes que tous les trois/quatre mois, ce qui ne facilite pas la connaissance interpersonnelle.

§2. La différenciation inter-unités : entre « conflit d'objectif » et « conflit cognitif »

Le traitement de la question des conflits inter-groupes implique la connaissance de deux paramètres. Le premier tient à la dissociation fonctionnelle des unités entre celles qui remplissent des missions traditionnelles (sécurisation des sites et honneurs) et celles qui accomplissent des missions de police : le conflit résulte de la différenciation fonctionnelle. On relève le conflit inter-unités (entre les unités types CSPN/CGS et les Pelotons d'Intervention), et le conflit inter-régiments (entre les régiments d'infanterie et le régiment de cavalerie). Le second paramètre à prendre en compte est le fait que la plupart du temps, les unités demeurent isolées les unes des autres ou n'ont entre elles

que des contacts ponctuels et impersonnels ; le conflit reste alors larvé et sans conséquence sur l'accomplissement des tâches.

Herbert Simon définit les conflits inter-groupes en fonction de trois critères : « l'existence d'un réel besoin ressenti de décisions communes et l'existence soit d'une différence d'objectifs, soit d'une différence de perception de la réalité parmi les participants de l'organisation, ou les deux à la fois »²⁶⁰. Nous retiendrons les deux derniers critères qui caractérisent les relations entre les unités investies de missions propres à la Garde (CSPN / CGS) et les (PI), et les relations entre les régiments d'infanterie et de cavalerie. La différence d'objectifs entre les CGS et les PI conduit à un « conflit d'objectif » entre les deux types d'unités, tandis que les différences perceptives correspondent plus à un « conflit cognitif » qui implique que « les croyances d'une personne, ou d'un groupe, sont incompatibles avec celles d'autres personnes ou d'autres groupes »²⁶¹.

S'agissant du conflit qui « oppose » les unités de la Garde et les PI, il correspond à un « conflit d'objectif », dans la mesure où « les objectifs poursuivis par une personne, ou par un groupe, sont incompatibles avec ceux des autres membres du groupe ou d'autres groupes »²⁶². Les enquêtés membres d'un PI distinguent les missions assignées aux unités de la Garde et leurs missions qu'ils associent plus facilement à des missions typiques de la Gendarmerie. Le conflit se base sur la différenciation fonctionnelle.

« Les PI sont à part car on a de vraies missions, on s'identifie plus à la Gendarmerie. Au niveau de la Garde républicaine, les gens ne savent pas trop ce qu'on fait. Pour moi, être dans un PI, c'est renvoyer l'image de la Gendarmerie à la population civile. On est une unité-type de la Gendarmerie. Ce n'est pas le cas de la Garde où les missions gendarmerie ne courent pas les rues. Le garde dans sa guérite n'a pas l'impression de faire une mission gendarmerie, il n'a rien à faire, le vrai métier de gendarme n'existe pas pour lui. »

D'autres entretiens situent le conflit, non sur l'aspect fonctionnel, mais sur l'esprit de corps, très fort au sein de leur unité, quasi absent au sein des autres.

« Nous avons des relations avec les autres PI : quand un PI ne suffit pas, on travaille avec d'autres, notamment les PI des Compagnies d'Honneur. Les PI, c'est la cohésion ! On passe une semaine par mois ensemble, on fait du sport ensemble, on vit des choses difficiles en commun, on se retrouve en

²⁶⁰ Herbert Simon, *Les organisations*, Paris, Dunod, coll. « Systémique », 1991, p. 120.

²⁶¹ Léandre Mailet, *op. cit.*, p. 353.

²⁶² *Ibidem.*

debors du travail, ça soude ! Alors que quand on sort d'une caisse, il ne tarde qu'une chose : retrouver sa femme. »

« Les PI, c'est la vie en équipe, on travaille ensemble, la cohésion est forte. Les missions qu'on remplit sont dangereuses, elles impliquent la solidarité. Quand on va au charbon, c'est là qu'on voit que la cohésion fonctionne. Mais ça crée des jalousies pour le reste des compagnies, entre les gardes et les PI. On entend souvent dire : 'les PI ne se mélangent pas.' »

A partir de ces témoignages, on peut constater que la cohésion du groupe procède des objectifs à remplir ainsi que de la nature de la mission assignée : dans ce cas, la relation « combat → cohésion → efficacité opérationnelle » prend tout son sens, le caractère dangereux de la tâche renforçant l'esprit de corps ; or, ce lien n'existe pas dans les autres unités, ce qui les sépare des PI. L'objectif des PI est plus précis, plus ponctuel que celui des autres unités : en un instant, ils interviennent, arrêtent, interpellent et sécurisent un lieu. Pendant la courte durée de l'intervention, « pendant qu'ils cherchent à atteindre l'objectif recherché par le groupe, les membres (...) se serrent les coudes »²⁶³. Par opposition, l'objectif de sécurisation des palais nationaux est plus abstrait et correspond à un travail de longue durée ne facilitant pas la cohésion. L'esprit de corps qui anime les PI ainsi que les objectifs précis qui leur sont assignés seraient à l'origine des jalousies qu'évoque un membre d'un PI ; cette perception est certainement juste mais peut être accentuée par la conscience et la fierté de l'intensité de la cohésion : à mesure que croît la cohésion interne d'un groupe, le conflit inter-groupe devient sensible. Selon Léandre Maillet, « au fur et à mesure que la cohésion du groupe augmente et qu'on craint d'être devancé, on a tendance à étiqueter les autres groupes : ils deviennent l'ennemi ou l'adversaire (...) La communication inter-groupe s'estompe. La situation devient donc propice au conflit »²⁶⁴. Les entretiens dévoilent au grand jour l'existence d'un groupe de « gagnants » et d'un groupe de « perdants. »

Les perceptions sont identiques au niveau des structures régimentaires au nombre de trois du point de vue du « contexte organisationnel » (les deux régiments d'infanterie et le régiment de cavalerie), au nombre de deux du point de vue du « construit organisationnel » (le régiment des « perdants » correspondant aux fantassins et celui des « gagnants » correspondant à la Cavalerie). Il s'agit des perceptions de groupes à l'égard d'autres groupes : elles peuvent être erronées, contraires à la réalité, et biaisées, comme on l'a vu, par la cohésion interne dont résulte un sentiment élevé de fierté. Cette construction binaire (« perdants » et « gagnants ») de la réalité

²⁶³ *Ibid.*, p 356.

²⁶⁴ *Ibid.*, p 357.

organisationnelle n'est que le pur produit du cadre interprétatif propre à chaque groupe ou régiment. Une perception n'est qu'une idée et « ne doit cependant pas faire oublier son caractère ultimement personnel »²⁶⁵.

Marie-Berthe Servier, à propos de la circulation des membres au sein de la Garde, avait déjà révélé l'existence d'une hiérarchisation entre les régiments : lorsqu'un membre du 1^{er} régiment « émigre » dans le 2nd, cela équivaut pour lui à une punition ; il en est de même pour un cavalier « muté » dans un régiment d'infanterie. La conséquence est que le membre du groupe des « gagnants » s'identifie à un gagnant, celui du groupe des « perdants » s'identifie à un « perdant, » intériorisant le construit binaire.

« La Garde républicaine, c'est le cheval, la Cavalerie. Les autres, on ne les connaît pas. Quand je vais en province et que je dis que je suis garde républicain, on est tout de suite émerveillé, on me pose toute sorte de questions, comment j'ai fait pour arriver là, de quelle couleur est mon cheval, etc. Je ne sais pas mais il doit y avoir un mythe autour de la Garde assimilée au cheval. Elle a une image de prestige mais cela vaut uniquement pour les cavaliers. » (Garde républicain du 2nd régiment d'infanterie)

Au contraire, le discours du « gagnant » est dithyrambique à l'égard de son groupe, empli de préjugés à l'égard de l'autre, ce qui amplifie le conflit. Chaque groupe se stigmatise mutuellement, mettant en avant la tension « nous / eux ».

« Avec l'infanterie, on ne travaille pas ensemble. Le personnel est différent : à la Cavalerie, ce n'est pas le même. La motivation d'un fantassin est différente de celle d'un cavalier : nous, nous sommes des équitants, c'est la passion du cheval qui nous fait entrer à la Garde ; eux, c'est un choix militaire. Les gens sont très différents. » (Gradé, cavalerie)

« Il y a une véritable dualité entre l'infanterie et la cavalerie : déjà, la tenue n'est pas la même. Ils sont à pied, on est à cheval. Ils nous appellent 'les bourrins', on les appelle les 'tassins'. C'est une autre ambiance. Eux, ils sont coincés, nous on est plus relax. C'est d'ailleurs notre côté relax qui ne leur plaît pas. » On peut noter un élargissement de la perception du conflit :
« La cavalerie est à part dans la Gendarmerie en général : pour les gens, on vit notre passion, donc on est critiqué. » (Garde républicain).

Tous les ingrédients du conflit sont présents dans ces témoignages : « le développement de l'attitude du nous/eux, des préjugés ou des stéréotypes, suivi d'échanges

²⁶⁵ Jean Stoetzel, *La psychologie sociale*, Paris, Flammarion, 1999, p. 251.

injurieux »²⁶⁶. Le terme « injurieux » est fort car il ne s'agit pas d'un conflit ouvert, mais il traduit l'idée que chaque groupe se différencie l'un de l'autre par l'octroi mutuel d'un surnom peu élégant, quoique sans antipathie. Il faut effectivement dissocier le conflit de la méchanceté et employer le terme plus convenable d' « incompatibilité », ce qui rejoint la définition du conflit de Léandre Maillet : « *une série de comportements qui sont incompatibles et en opposition avec ceux des autres groupes* »²⁶⁷.

Section 2. Un double commandement à l'échelon « unité »

Outre la différenciation intra- et inter-unités, la **dissociation commandement opérationnel / commandement organique** est une deuxième spécificité de la Garde. A l'échelon des unités, ces deux types de commandement sont confiés à deux personnes différentes : le commandement opérationnel est assuré par le commandant militaire des palais nationaux et le commandement organique revient au commandant d'unité (§1). Ce double commandement produit des effets sur l'organisation des détachements d'unités affectés aux palais nationaux, confirmant le postulat de différenciation entre les unités (§2). Si l'analyse organisationnelle permet l'étude des relations d'échange verticales (entre les commandants et les unités) et horizontales (entre les commandants), elle permet aussi de mettre l'accent sur l'évolution du commandement (§3).

§1. La dissociation commandement opérationnel/commandement organique

Ce double commandement implique que les unités des régiments d'infanterie (CSPR, CH, CSPN, CGS) sont commandées par un commandant opérationnel - le commandant militaire (A) - et par un commandant organique ou commandant d'unité - officier de gendarmerie appartenant à la Garde républicaine. (B)

A. Le commandant militaire et le commandant d'unité

Le commandant militaire est un officier de gendarmerie, non membre de la Garde, chargé d'organiser la sécurisation du site auquel il est affecté. Autorité d'emploi des unités de la Garde, il peut être amené à noter les gardes républicains, selon leur statut et leur unité d'appartenance. Les rares documents que l'on peut consulter sur le commandement militaire sont concis sur le sujet et ne concernent que le commandement militaire de l'Élysée, tandis que chaque

²⁶⁶ Léandre Maillet, *op. cit.*, p. 362.

²⁶⁷ *Ibidem*, p. 354.

palais national possède son Bureau Militaire : le Palais Bourbon, le Palais du Luxembourg, l'Hôtel Matignon, le Palais de Justice, etc. Ainsi, Charles Debbasch, à partir de sa propre expérience de conseiller au palais de l'Élysée, indique que le commandant militaire de l'Élysée est « *principalement chargé d'assurer la garde du palais. Environ cent trente gardes républicains* ²⁶⁸ *sont affectés à cette surveillance (...) Le commandement militaire a également la responsabilité du bureau de régulation transport qui assure le déplacement de l'équipe élyséenne et du service auto chargé de l'entretien des véhicules. Différents autres services relèvent de ses attributions, comme le service photographique ou la salle de gymnastique ou celle de judo (...)* »²⁶⁹. Plus loin, il évoque la permanence du commandement militaire : « *Un officier du commandement militaire est toujours présent.* »²⁷⁰ La vision juridique de Patrice Verrier n'est guère plus éclairante et concerne la « maison militaire » de la présidence de la République, notion beaucoup plus large : « *Le commandement militaire du palais de l'Élysée, confié à un colonel de gendarmerie est également rattaché à la maison militaire du président.* »²⁷¹ La définition est ici liée au site auquel il appartient mais aussi aux unités de la Garde mises à sa disposition : placées pour emploi auprès du commandant militaire du palais dont elles assurent la sécurisation, elles accomplissent les missions qu'il leur aura préalablement définies. La définition fonctionnelle du commandement militaire peut être donnée, soit par défaut, indiquant ce qu'il ne fait pas - il ne note pas ni ne sanctionne (quoique cela dépende des statuts des unités) -, soit indiquant ce qu'il fait - il précise les tâches à accomplir, donne les consignes. La notation dépend du statut du garde : par exemple, la CSPR, regroupant un seul statut (le cadre général), dépend pour emploi du commandant militaire du palais de l'Élysée, ce qui signifie que celui-ci ne note ni ne sanctionne les gardes mais indique les missions à effectuer. La CSPN 1, constituée de plusieurs statuts, dépend pour emploi du commandant militaire de l'Hôtel Matignon ou du ministère des Affaires étrangères qui non seulement détermine les tâches à accomplir mais note aussi les gardes sous le statut « Participation extérieure, PARTEX. »

Cette étude s'appuie sur les entretiens réalisés avec les commandants militaires du Palais Bourbon et de l'Hôtel Matignon, chargés de la protection et de la sécurité de ces lieux. Deux officiers sont en charge de cette fonction : le commandant militaire et son adjoint, le commandant militaire en second. Le commandement militaire du Palais Bourbon est confié à un général et son adjoint, un chef d'escadron. Bien que le commandant militaire du palais Bourbon soit nommé par un arrêté nominatif du président de l'Assemblée nationale, il n'exerce pas une fonction politique.

²⁶⁸ Le chiffre est aujourd'hui erroné et s'élève à 245 gardes républicains.

²⁶⁹ Charles Debbasch, *L'Élysée dévoilé*, Paris, A. Michel, 1982, p. 67.

²⁷⁰ *Ibidem*, p. 152.

²⁷¹ Patrice Verrier, *Les services de la présidence de la République*, Paris, PUF, 1971, p. 38.

« A chaque changement de Président, l'arrêté est refait. Un certain nombre de candidats envoient des curriculum vitae pour remplir cette fonction : les deux pendants de l'affaire sont les relations avec les élus et les missions de protection. Mais même si je suis nommé par le président de l'Assemblée nationale, **j'occupe un poste apolitique : je suis le commandant militaire du palais Bourbon, pas de partis politiques.** Ma mission est de protéger les institutions de la République, j'agis en général républicain. »

Si le commandant militaire est autonome par rapport au politique, il est également autonome par rapport à la Garde républicaine.

« Je ne suis pas rattaché à la Garde républicaine, je suis officier de gendarmerie mais pas de la Garde. Je suis un officier satellite, noté par mon autorité d'emploi, le chef du commandement militaire et par le chef de la Région Paris, non par le général commandant la Garde. »

Leurs fonctions sont déterminées à partir d'un objectif à remplir et disposent pour cela des détachements de la Garde républicaine ; ils fixent au détachement mis à leur disposition les missions à remplir : ils assurent le commandement opérationnel.

« Un détachement est mis à ma disposition : **je suis son chef opérationnel, pas organique.** C'est ici, à Matignon, que bat le cœur de la Garde républicaine : on protège le gouvernement, on suit son action. Au niveau du fonctionnement, le détachement assure une mission de sécurité : trois gradés affectent les véhicules (certes, cette tâche pourrait être remplie par d'autres que des gendarmes), deux régulateurs, sept motocyclistes, deux photographes, deux estafettes au SGG. »²⁷²

« Un effectif est affecté de la Garde au Palais Bourbon, mais sous réquisition adressée par le président de l'Assemblée nationale au commandant militaire, il peut lui demander un certain effectif pour assurer la sécurité du palais : cet effectif serait placé sous les ordres du commandant militaire. Chaque compagnie de l'infanterie fournit tous les jours cinquante personnels. **Ils exécutent les consignes du commandant militaire** et assurent ce que je leur demande : la protection et la surveillance autour de l'Assemblée. Je suis responsable des mesures militaires d'intervention et **j'ai autorité sur le détachement de la Garde à qui je donne les consignes**, je suis consulté sur toute mesure de sécurité intérieure. Je suis chargé des liaisons avec les autorités civiles et militaires responsables de l'ordre public pour tout ce qui concerne la sécurité extérieure du

²⁷² Secrétariat Général du Gouvernement.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

Palais Bourbon ; j'élabore avec le service général de la questure l'intervention de la force armée, etc. Je suis le conseiller militaire du président de l'Assemblée nationale : si un événement grave se produit nécessitant le recours à la force publique, la force militaire et la police de renfort se trouvent sous l'autorité du commandant militaire. Il y a trois cas d'événements sécuritaires : la réception par le président de l'Assemblée d'autorités étrangères (...), la réunion du Congrès à Versailles : le commandant militaire du palais Bourbon est alors chargé de la sécurité du Congrès présidé par le président de l'Assemblée nationale, et il y a un poste à cheval (PAC) dans le parc du château, enfin la sûreté/l'ordre public/la circulation : c'est le souci du commandant militaire (...). »

B. Relations interpersonnelles

Le commandant d'unité est un officier de gendarmerie, lieutenant ou capitaine, membre de la Garde républicaine. Commandant organique des unités, il a une fonction administrative : il note et le cas échéant sanctionne les gardes placés sous son autorité. Les enquêtés parlent également de commandement administratif : il n'intervient pas dans la définition des missions, laisse au commandant militaire l'aspect opérationnel, comme le commandant militaire lui laisse l'aspect administratif ; souvent associé à « *un véritable gestionnaire des ressources humaines au sein d'une structure militaire désormais attentive au moral de ses hommes* »²⁷³, le rôle social du commandant d'unité est mis en avant. Un garde républicain a donc deux chefs.

« Au niveau du commandement hiérarchique, quand on est dans notre emploi, c'est le commandant militaire ; au niveau administratif, c'est le capitaine commandant la Compagnie. » (Garde républicain)

Sur le terrain, la séparation entre les deux types de commandement est nette, aucune liaison n'étant assurée.

« Quand on fait la caisse, on est directement rattaché au bureau militaire : dans la guérite, un dispositif d'alerte relié au bureau militaire et au local du commandant de détachement permet de réagir rapidement face à un danger ou une situation imprévue sans contacter le commandant d'unité. Lui, il n'est pas concerné par l'événement. » (Major)

Toutefois, malgré la ligne de démarcation, le commandant militaire et le commandant d'unité entretiennent des relations, ont entre eux des rapports d'interaction conformes au rôle alloué à chacun. L'analyse des relations entre le commandant militaire et le commandant d'unité a recours à deux notions : le

²⁷³ Patrick Gaume, « Gendarmerie nationale: le rôle social du commandant d'unité, » *Armées d'aujourd'hui*, mars 2001, p.58.

rôle et le jeu (Crozier ; Stoetzel). Au premier abord, la position occupée par l'un et par l'autre est respectée, aucun ne cherchant à empiéter sur le domaine de l'autre et attendant de celui-ci une attitude préétablie : « *A et B connaissent leurs positions mutuelles, lesquelles règlent dans une large mesure leurs comportements interpersonnels ; chacun escompte un comportement déterminé de l'autre à son endroit (c'est son statut) et il sait que l'autre attend de lui-même un certain comportement (c'est son rôle).* »²⁷⁴ Cette réciprocité est fixée à l'avance. Ce qui nous intéresse ici particulièrement est le concept de rôle, à savoir le comportement que les autres sont en droit d'attendre d'un individu. Le rôle détermine à l'avance le comportement de deux personnes, en l'espèce le commandant militaire et le commandant d'unité. Or, les comportements interpersonnels des deux commandants se fondent sur la séparation : la dissociation opérationnel/administratif se reporte au niveau des relations interpersonnelles. Chacun reste à sa place et évite d'empiéter sur le champ de compétences de l'autre.

« **Chacun son rôle** : le commandant militaire, c'est tout ce qui concerne l'aspect missionnel ; le commandant d'unité, c'est tout le côté administratif. Le commandant militaire fixe la tenue, le dispositif à adopter à demeure et met en place le cahier de consigne du factionnaire : il ne s'occupe pas du côté administratif, on ne va pas s'immiscer dans l'emploi et le fonctionnement de ces autorités, ce ne serait pas bien vu. » (Commandant d'unité)

« Sur le plan opérationnel, le capitaine (commandant d'unité) n'intervient pas ; sur le plan administratif, on n'intervient pas. Tout est strict et bien délimité. » (Commandant militaire)

En définitive, chacun attend de l'autre le respect de la ligne de démarcation entre la dimension opérationnelle et la dimension administrative : « *Les occupants d'un rôle organisationnel donné se conforment **naturellement** aux attentes de leurs partenaires de rôle.* »²⁷⁵ Pour l'instant, il n'est question encore une fois que du « contexte organisationnel » : le rôle correspond à la règle, à la norme fixée par l'organisation. On attend tel comportement d'une personne en rapport avec la position qu'elle occupe : si elle s'en écarte, les rapports sont troublés, le contexte désorganisé et la compréhension des relations interpersonnelles brouillée. Si le rôle favorise la transparence de l'organisation, l'étude d'une organisation limitée au rôle serait trop réductrice : l'« *analyse organisationnelle en termes de rôle (...) est obligée de réduire le comportement des individus aux attentes de leur rôle, c'est-à-dire de les considérer comme enfermés - même si c'est de leur plein gré - dans des*

²⁷⁴ Jean Stoetzel, *op. cit.*, p. 243.

²⁷⁵ Michel Crozier, Ehrard Friedberg, *op. cit.*, p. 98.

positions où un ensemble de contraintes préexistantes détermine quelle devra être leur conduite, qui, dès lors, ne peut qu'adaptative et passive »²⁷⁶.

Les entretiens, après avoir dégagé le rôle des deux commandants, insistent sur les stratégies des acteurs, notamment des commandants d'unité qui ne veulent pas être dans une position d'inférieur : comme le souligne Michel Crozier, « être enfermé dans son 'rôle' constitue une évidente infériorité pour l'acteur qui, devenu parfaitement imprévisible, n'a plus rien à marchander »²⁷⁷. Les gardes, travaillant au profit du commandant militaire, sur le lieu de travail du commandant militaire, ont tendance à se rapprocher de lui et de s'éloigner du commandant d'unité. Les relations entre les deux commandants semblent se fonder sur des rapports d'autorité.

« Ils [commandants militaires] sont tournés vers les assemblées pour lesquelles ils travaillent : ils bénéficient d'avantages que leur fournissent les assemblées, ce qui fait qu'ils sont peu tournés vers nous (...) On n'a aucun pouvoir de décision sur le dispositif qu'ils mettent en place, tout est prémâché par le bureau militaire et on n'a pas notre mot à dire. » (Commandant d'unité)

Le commandant d'unité va donc opter pour une stratégie afin de conserver une marge de liberté et ne pas apparaître en position d'infériorité face au commandant militaire. Le jeu s'écarte des normes impersonnelles fixées par l'organisation : il a ses propres règles, établies par les acteurs. Si la gestion des relations en termes de rôles peut être source de conflits, une gestion par le jeu adoucit les relations interpersonnelles : le risque de conflit est enrayé non par l'évitement ou autre mécanisme réactif, mais par ce que Michel Crozier appelle le jeu : « Le jeu est l'instrument que les hommes ont élaboré pour régler leur coopération (...) Le jeu concilie la liberté et la contrainte. Le joueur reste libre, mais doit, s'il veut gagner, adopter une stratégie rationnelle en fonction de la nature du jeu et respecter les règles de celui-ci. » Michel Crozier ajoute un peu plus loin : « Le jeu est un construit humain. »²⁷⁸ Grâce au jeu, c'est-à-dire à la stratégie déployée par les acteurs organisationnels, les relations entre le commandant militaire et le commandant organique sont bonnes. Après avoir porté sur les rôles des deux commandants, l'entretien a traité des relations proprement dites : le terme utilisé plusieurs fois par les enquêtés est le terme « politique » ou « diplomatie », mettant en évidence le construit empirique des relations et le contournement des règles organisationnelles, c'est-à-dire le contournement du rôle au profit du jeu.

²⁷⁶ *Ibidem*, p. 112.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 98.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 113.

« La CSPN est une unité administrative à 80% ; **les 20% restants c'est politique**. C'est-à-dire qu'il faut que l'on soit reconnu des autorités d'emploi pour avoir un poids. » (Commandant d'unité)

« Comme tout est préétabli par le commandant militaire, il faut qu'on se fraie un chemin : on peut apporter notre avis, quoiqu'il ne soit pas toujours écouté. De plus, le bureau militaire se plie aux quatre volontés des buissiers et on a des missions qui sortent du cadre pour lequel on est requis. On est une plus-value pour les commandants militaires, hors notre cadre. Ils émettent un souhait : nous, on aimerait un chef qui dise : 'Non, ce n'est pas notre mission.' Ce n'est pas très valorisant d'être utilisé pour tout : il faut mettre des limites. Les chefs organiques ne vont pas contre leur volonté, c'est le bureau militaire qui commande. Pourtant, il faut exister : **c'est de la diplomatie, de la politique.** »

Le jeu est une bonne stratégie : il permet d'établir des relations d'entente entre le commandant militaire et le commandant organique. Les causes explicatives de cette stratégie sont le rejet de la position d'infériorité du commandant organique vis-à-vis du commandant militaire, mais aussi le refus du risque que de mauvaises relations rejaillissent sur les détachements de sécurité.

« On s'entend bien. Mais c'est obligé, pour mes hommes : mon but est qu'ils travaillent en bonne harmonie. Or, il serait à craindre qu'une mauvaise entente entre leur chef militaire et leur chef organique provoque un déséquilibre. Il faut que l'échange entre le commandant militaire et le commandant d'unité soit le plus ouvert possible, au nom du personnel. » (Commandant d'unité)

Un autre commandant d'unité va beaucoup plus loin que la simple entente, même s'il reconnaît la séparation entre l'opérationnel et l'administratif : « Il y a une osmose complète avec le commandant militaire, une très bonne entente. Notre zone, c'est l'Élysée : moi, je suis à disposition ; pour l'emploi, je ne m'en occupe pas. »

Cette bonne entente est le résultat du respect de la position occupée par chaque acteur et du jeu établi par le commandant d'unité.

Le système n'est pas si simple : le rapport d'interaction entre le commandant militaire et le commandant organique s'élargit compte tenu de la présence d'un troisième acteur, le commandant du détachement de sécurité. Le jeu du commandant d'unité n'est pas biaisé ; simplement, les joueurs ne sont pas égaux entre eux : « Dire qu'il y a jeu n'implique donc nullement ni une quelconque égalité de départ entre joueurs ni un quelconque consensus sur les règles mêmes du jeu. » ²⁷⁹ Le jeu est voulu par le commandant d'unité ; le gagnant est le commandant militaire. Les joueurs ne maîtrisent pas toutes les données ni ne contrôlent les

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 115.

zones d'incertitude, sources de contraintes organisationnelles, susceptibles de biaiser leur stratégie. Il ressort des entretiens que le commandant de détachement joue un rôle de connexion entre le commandant militaire et le commandant d'unité. Officier de gendarmerie, membre de la Garde républicaine, il commande le détachement placé pour emploi auprès du commandant militaire et transmet un rapport au commandant d'unité lorsque celui-ci procède à la notation des gardes.

« Enquêteur : comment notez-vous vos hommes ?

Enquêté : Comment noter des gens que je ne vois pas et avec qui je ne travaille pas ? C'est bien le sens de votre question ?

- Oui.

*- Je vous parle uniquement du cadre général. La notation comporte deux volets : l'évaluation et la gestion des carrières. S'agissant du premier volet, il s'agit d'évaluer la qualité du travail fait en responsabilisant l'encadrement sur le site d'emploi. **Le projet de notation qu'il établit me permet de donner une appréciation littérale.** On se fie aux avis donnés. **Il y a un rapport de confiance** entre le commandement de détachement et moi-même. La ligne de notation est la suivante : on responsabilise les commandants de détachement → ils rédigent un projet de notation → ils l'envoient au commandant d'unité.»
(Commandant d'unité)*

Au premier d'abord, le jeu serait à l'avantage du commandant d'unité : disposant d'un subordonné proche du commandant militaire, il pourrait garder un œil sur le commandement opérationnel, malgré la ligne formelle de démarcation. Dans le commandement administratif, le commandant militaire n'intervient pas, tandis que le commandant de détachement relie les deux types de commandement au profit du commandant d'unité. Pourtant, la donne s'inverse, le jeu est à somme nulle : ce que gagne le commandant d'unité en bonne entente, il le perd dans le rapport de confiance qui instaure un rapport de dépendance au commandant de détachement. Ce dernier se situe à l'intersection du commandement militaire et du commandement organique : associé à la fois à la tâche administrative et à la tâche opérationnelle, il a une double casquette. Les relations qu'entretient le commandant de détachement avec le commandant d'unité restent impersonnelles et cantonnées au rôle : le témoignage ci-dessus y fait allusion, un rapport de confiance s'établit entre les deux. La confiance est le résultat du rôle confié à chacun. En revanche, les relations entre le commandant de détachement et le commandant militaire sont beaucoup plus intenses : une identification quasi-totale du premier au second se produit.

« Le commandant de détachement est partie prenante avec le commandant militaire pour assurer une manifestation particulière. Le commandant militaire et le commandant de détachement forment le commandement opérationnel. Mais je suis associé à la partie administrative pour avis : **le capitaine (commandant d'unité) et moi-même avons confiance l'un envers l'autre, on doit s'entendre.** Je lui donne un avis sur lequel il va se baser pour la notation. De ce point de vue-là, c'est lui qui décide. En revanche, intellectuellement, ma hiérarchie militaire, c'est le commandant militaire, même s'il ne me note pas. Je dépends de lui. **Mon chef, c'est le commandant militaire.** Sur le terrain, je fais ce que je veux et je ne rends compte qu'au commandant militaire. Je n'ai de liens avec le commandant d'unité que sur le plan administratif, en ce qui concerne les mariages, les demandes en Outre-Mer, quoique pour ce domaine il faille l'avis du commandant militaire. J'ai ce genre de rapports avec le commandant d'unité : lui, par contre, ne peut être en désaccord sur le plan opérationnel. » (Commandant de détachement)

Le jeu est biaisé par le rôle qu'occupe le commandant de détachement : le rapport de confiance résulte de normes impersonnelles. La confiance est la règle entre les deux acteurs, un devoir : le verbe « doit » employé par l'enquête est ici significatif et traduit le respect de la position occupée par chacun. Le commandant d'unité a besoin du rapport du commandant de détachement pour la notation et se situe dans une situation de dépendance par rapport à lui : ce rapport de confiance place le commandant d'unité dans une situation de subordination. De la règle organisationnelle découle une « inversion hiérarchique », non prévue par la norme : l'information du commandant d'unité dépend de celle que lui donne le commandant de détachement. En conséquence, le commandant d'unité est dans un double rapport d'inégalité : l'« inversion hiérarchique »²⁸⁰ déséquilibre le jeu et instaure des rapports unilatéraux. Non seulement le commandant de détachement, proche du commandant militaire, est associé à la tâche administrative tandis que le commandant d'unité ne peut l'être à la tâche opérationnelle, mais encore son information administrative dépend du commandant de détachement, donc de l'opérationnel. Le propos de l'enquête selon lequel « *le commandant d'unité peut donner un avis sans toujours être écouté* » prend ici tout son sens. Le commandant militaire doit même donner son avis pour certaines demandes d'ordre

²⁸⁰ Cette « inversion hiérarchique » rappelle celle que Christian Mouhanna a révélée pour décrire les relations entre le commandant de compagnie et le commandant de brigade : le premier « se trouve *de facto* en position de demandeur pour connaître l'environnement : il est dépendant, pour son information, du quasi-monopole détenu par le commandant de brigade. Il s'en remet également à ce dernier pour juger la base, ce qui choque les gendarmes qui ont l'impression de n'être évalués que sur les apparences », in « Faire le gendarme : de la souplesse informelle à la rigueur bureaucratique », *Revue Française de Sociologie*, 42-1, 2001, p. 43.

administratif : la cloison entre les deux types de commandement n'est donc pas étanche mais les canaux de communication sont à sens unique.

En définitive, le jeu permet uniquement de favoriser l'entente. Une entente qui ne veut pas dire abolition du séparateur entre le commandement opérationnel et le commandement organique mais double subordination du second au premier. Une subordination acceptée par le commandant d'unité, au nom de l'impératif opérationnel.

*« Le commandant militaire est redevable du Premier ministre, le commandant d'unité fournit le personnel, le commandant de détachement gère le personnel mis pour emploi après du commandant militaire, l'objectif étant que la mission soit remplie. **Les chaînes hiérarchiques se court-circuitent.** »* (Commandant d'unité)

§2. Des détachements de sécurité autonomes

En règle générale, les gardes républicains sont autonomes par rapport à leur corps d'appartenance : ils ne travaillent pas sur leur lieu de résidence et ne voit pas leur commandant d'unité pendant plusieurs mois. Les entretiens ont souligné la négation de l'esprit de corps ainsi que du « référent compagnie » auquel se substitue un « référent ministère ». Cependant, le degré d'autonomie varie selon les détachements fournis par les unités ; il faut donc classer les détachements de sécurité placés pour emploi auprès du commandant militaire en deux catégories : les détachements permanents (CSPN 1, CSPR) et les détachements en service pour 24heures (CGS, CH). Les détachements permanents sont mis à disposition du commandant militaire.

« La CSPN 1 fournit un détachement permanent, ce qui signifie que ce sont les mêmes qui toute l'année assurent la sécurité des personnes et des biens. Ils ont une parfaite connaissance du site et des personnes qui y travaillent, cela leur permet d'être physionomistes. Tous les jours, ils sont à la disposition du commandant militaire. »

« En CSPN, on fidélise notre personnel, car il ne faut pas oublier qu'ils assurent la sécurité des palais nationaux abritant les ministères, Matignon... On a besoin de personnes ayant acquis les réflexes de base, connaissant sur le bout des doigts les sites à protéger. »

Le fonctionnement des CGS et des CH est différent : ces unités fournissent un détachement de sécurité pour un service de garde de 24 heures. Le personnel est placé pour emploi auprès du commandant militaire uniquement pour cette durée, et non en permanence, comme c'est le cas pour la CSPR et la CSPN 1. Par exemple, la CGS 1 fonctionne de la manière suivante : *« Un système de rotation est mis en place : en place pour un service de 24 heures, on assure la*

sécurité des palais, en alternant Sénat et Assemblée nationale. C'est en raison de l'alternance et de la rotation qu'il y a quatre CGS : nous, par exemple, on relève la CGS 4 et on est relevé par la CGS 2. On est à disposition du commandant militaire pour 24 heures. »

Le découplage entre le lieu de résidence et le lieu de travail favorise l'autonomie dans les deux cas, mais à un degré différent. La conséquence de ce fonctionnement est la variation du degré d'autonomie : les détachements permanents sont beaucoup plus autonomes que les détachements en service pour 24 heures. Les entretiens réalisés au sein des détachements permanents ont mis en lumière la quasi-autonomie des membres.

« Il y a un commandement militaire et un adjoint adjudant-chef, mais il ne s'occupe pas de nous. Il y a un commandement de détachement qui gère les gendarmes et la sécurité. » (Garde républicain)

Tandis que ceux réalisés au sein de détachements en service pour 24 heures évoquent une autonomie mesurée, inévitable en raison du découplage lieu de résidence / lieu de travail mais modérée.

« Les CGS sont à disposition pour 24 heures et restent aux ordres du commandant de détachement qui lui est aux ordres du commandant militaire. Ce sont des unités qui viennent et qui repartent, ce qui leur permet d'avoir des heures de travail régulières, ce qui nous permet d'avoir plus de vue sur eux. Alors qu'en CSPN, ils sont sur un site à l'année. » (Commandant d'unité)

Cette différence d'autonomie entre les deux types de détachements se reproduit au niveau du commandant de détachement, beaucoup plus autonome dans le cadre du détachement permanent. Il est plus tourné vers son lieu d'emploi, donc vers le commandant militaire, ce qui rejoint la question des relations inégalitaires entre le commandant militaire et le commandant d'unité.

*« **J'ai une grande liberté vis-à-vis de la Garde républicaine.** Pour moi, la maison mère, c'est la Gendarmerie, pas la Garde. Je vis pour l'activité du site que je protège. Si on me convoque à la Garde et que pour X raisons, je ne peux pas m'y rendre, je n'y vais pas. Et ils le comprennent ! On a très peu de relations, car ce qui compte c'est l'opérationnel. Moi, je n'ai aucun compte à rendre, sauf au commandant militaire. » (Commandant d'un détachement permanent)*

Le commandant de détachement dépend directement du commandant militaire qu'il considère comme son chef, alors qu'il est noté par le colonel commandant le 2nd régiment d'infanterie et non par le commandant militaire. Il faut s'écarter des clichés organisationnels pour s'apercevoir qu'une organisation,

même militaire, comporte des zones d'incertitude provoquant une « inversion hiérarchique », favorable à l'autonomie des acteurs sur le terrain et au contournement de la ligne hiérarchique. Cette déviation est le fruit du « contexte organisationnel » : l'organisation elle-même fixe les relations entre le commandant de détachement et le commandant d'unité, facteurs d'autonomie par rapport à la Garde. Le résultat est que « le caractère total de l'organisation qui prend en charge aussi bien la définition des missions que le logement ou les fréquentations de ses personnels, grâce à un encadrement très serré de gradés eux-mêmes contrôlés, ne débouche pas sur une réduction drastique des capacités d'initiative de la base »²⁸¹. Cette marge de liberté laissée aux acteurs procède des règles organisationnelles. Effet pervers ou non du découplage opérationnel / administratif, cette autonomie est le produit direct du primat que l'organisation donne à la logique opérationnelle sur la logique administrative, donc sur la ligne hiérarchique : selon Christian Mouhanna, « la forte autonomie du gendarme par rapport à l'organisation du corps auquel il appartient, qui se conjugue avec une forte dépendance vis-à-vis de son environnement immédiat (...) suggère une suprématie de la logique professionnelle sur une logique bureaucratique »²⁸².

L'étude des relations interpersonnelles concerne également l'environnement de l'organisation, notamment l'environnement policier.

²⁸¹ Christian Mouhanna, *op. cit.*, p. 33.

²⁸² *Ibidem*, p. 51.

Chapitre 3. La Garde républicaine et l'environnement policier : entre coopération et coordination

Une organisation ne s'étudie pas uniquement de l'intérieur. Insérée dans la société, elle entretient des relations déterminantes avec son environnement immédiat²⁸³. S'agissant de la Garde républicaine, elle entretient un rapport d'interaction avec les autres unités de gendarmerie : on a vu que les Pelotons d'Intervention intervenaient en renfort des sections de recherches et de la Gendarmerie départementale. Un Poste à cheval peut également être placé pour emploi auprès d'une brigade territoriale, illustrant l'insertion de la Garde dans l'environnement gendarmique.

L'étude de l'environnement policier est essentiel car la Garde n'a pas de compétence territoriale : elle intervient en zone police, travaille même parfois pour la police, dépassant le concept de coopération sans aller jusqu'à celui de partenariat qui impliquerait l'association d'acteurs sociaux. La Garde n'a pas attendu les velléités du Législateur pour travailler en coopération avec la police, dans toutes ses activités. Depuis 1995, les textes législatifs et réglementaires axent leur priorité sur la coopération Police / Gendarmerie : l'article 3 de la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité du 21 janvier 1995 érige en « orientation permanente de la politique de sécurité » le « *renforcement de la coopération entre la Police, la Gendarmerie et la Douane dans leur action en faveur de la sécurité* ». La coopération s'assoit sur la répartition des compétences entre les deux institutions, de sorte qu'en matière de sécurité la concurrence est éradiquée. Les deux décrets d'application, dont le décret n° 96-628 du 19 septembre 1996 relatif à la répartition des attributions et à l'organisation de la coopération entre la Police nationale et la Gendarmerie nationale, fixent comme critère répartiteur de compétences le critère géographique : la zone urbaine revient à la Police, la zone rurale à la Gendarmerie. La coopération s'entend comme l'absence de l'empiètement de l'une sur l'autre. Pour Marc Watin-Augouard, la coopération induit « *la bonne gestion de la dualité* »²⁸⁴. Les deux institutions partagent la même zone de compétence : le redéploiement territorial n'a pas concerné la région parisienne, la Garde conserve ses prérogatives en zone police.

Toutefois, si on peut parler de **coopération entre la police et la Garde républicaine** en matière de sécurisation des palais nationaux, le critère

²⁸³ Michel Crozier et Ehrard Friedberg ont bien montré qu'une organisation a ses propres structures mais qu'elles peuvent être déterminées par l'univers englobant : « L'organisation, telle qu'elle se présente d'emblée avec ses limites, ses chaînes hiérarchiques, ses procédures de coordination, son unité et son intégration apparente, doit céder la place à l'analyse des multiples systèmes d'action qui l'englobent (...), et qui constituent le cadre contraignant à l'intérieur duquel les acteurs peuvent développer leur stratégie, » *op. cit.*, p. 195.

²⁸⁴ Marc Watin-Augouard, « Police-Gendarmerie, » *Droit et défense*, n°96/4, 4^{ème} trimestre 1996, p. 61.

qui répartit les compétences est d'ordre géographique, même s'il diffère du critère établi par le décret de 1996. Le terme « coopération », sans être erroné, peut apparaître ambigu en ce concerne les missions d'ordre public : les relations qu'entretient la Garde avec la police se basent sur **la complémentarité**, relativisant le critère géographique (Section 1). Alors que parallèlement à la volonté des pouvoirs publics de renforcer la coopération Police / Gendarmerie, apparaît celle de les faire fusionner pour substituer à la dualité un système policier moniste : **la complémentarité non réglée par le critère géographique risque-t-elle de mettre un terme au dualisme policier ?** (Section 2).

Section 1. Sécurisation des sites et missions d'ordre public

En matière de sécurisation des palais nationaux et de protection des hautes personnalités étatiques, on peut parler de **coopération** dans la mesure où le critère répartiteur de compétence entre la police et la Garde est d'ordre géographique. Ainsi, les deux organisations se partagent la tâche en vertu d'un critère territorial (non zonal) sans qu'aucune concurrence s'installe entre elles (§1). S'agissant des missions de surveillance générale, le critère géographique disparaît pour laisser place à une **coordination renforcée** (§2).

§1. Coopération et sécurisation des sites

La Garde républicaine n'a pas le monopole de sécurisation des palais nationaux et de protection des hautes personnalités de l'Etat. On a vu que si certains auteurs regimbaient pour reconnaître à la Garde une mission de protection rapprochée, celle-ci incombant aux seuls policiers, cette mission entre dans le champ de compétence de la Garde à l'intérieur des palais nationaux. A l'intérieur même des locaux, elle partage sa compétence avec des civils rattachés au dispositif du lieu d'emploi. En matière de sécurisation des sites, la police et la Garde républicaine se répartissent les compétences en fonction d'un critère territorial : l'extérieur du site revient à la police, l'intérieur à la Garde. Si les pouvoirs publics ont récemment procédé à un redéploiement territorial de la Gendarmerie, ils n'ont pas modifié la répartition géographique des compétences dans ce cadre : les policiers continuent de garder les murs extérieurs du palais, de s'immobiliser devant les portes, tandis que les gardes républicains se situent à l'intérieur. Ce critère est au fondement du dualisme policier : « *Le dualisme du système policier français s'explique par le développement séparé, par-delà l'unification politico-administrative opérée dès l'Ancien Régime, de la France rurale et de la France urbaine.* »²⁸⁵ Coopération ne signifie donc pas abolition du dualisme policier. Ainsi, l'intérieur du palais de l'Élysée est protégé par la CSPR,

²⁸⁵ François Dieu, « Des règles de répartition de compétences entre Police et Gendarmerie : le maintien de l'ordre, » *Défense nationale*, mars 2001, p. 137.

l'extérieur par le GSPR (Groupe de Sécurité de la Présidence de la République). Aussi, la CSPR transfère sa compétence au GSPR lors du déplacement d'une autorité politique : dès lors que la personnalité qui travaille dans le palais franchit les grilles, sa protection n'est plus assurée par la CSPR mais par le GSPR. Le système est valable pour tous les autres palais nationaux : le relais se transmet à la porte du palais.

*« Ma mission est d'assurer la sécurité à l'intérieur de Matignon et les abords proches. On contrôle les gens qui rentrent, les visites officielles, les véhicules, qui entrent et sortent, **le tout en partenariat avec la police, car c'est elle qui a compétence dans la rue** : les policiers bloquent les accès, nous on fait rentrer le cortège, il y a tout un protocole. Mais dès que le Premier ministre part en opération extérieure, c'est la police. »* (Garde républicain)

Si le système est identique, une exception récente existe : devant le ministère de l'Intérieur, place Beauvau, on peut apercevoir côte à côte un policier et un gendarme. Installés devant les grilles du ministère de l'Intérieur depuis 2002, ils symbolisent la volonté politique de rapprocher les deux institutions et le rattachement fonctionnel de la Gendarmerie au ministère de l'Intérieur.

S'agissant du maintien de l'ordre à l'extérieur du site, c'est-à-dire lorsque des manifestations doivent avoir lieu aux abords d'un palais national, la Préfecture de Police déploie des pelotons de gendarmes mobiles et des CRS, prévenant auparavant les commandants militaires et les commandants de détachement des événements. De sorte que la Garde n'a pas à intervenir pour participer au maintien de l'ordre à l'extérieur de l'enceinte.

« Quand un événement est prévu à proximité des lieux d'emploi, par exemple de Matignon, la Gendarmerie mobile et les CRS sont présents immédiatement sur les lieux pour interdire d'approcher et ne laisser passer que les délégations reçues. La police effectue un travail en amont. » (Major)

L'information part de la Préfecture de Police qui prévient le commandant militaire et le commandant de détachement au moyen d'un dispositif d'alerte relié au bureau militaire et au local du commandant de détachement.

« Le commandant de détachement est en liaison directe avec Alpha 4, PC sécurité de la Préfecture de Police qui centralise l'intégralité des problèmes publics sur la capitale. Il indique aussi l'évolution de la situation à l'abord de l'enceinte. Quand le commandant de détachement reçoit un coup de fil avertissant d'une

manifestation ou autre, un renfort est envoyé par la Préfecture de Police en même temps. » (Commandant d'unité)

En principe, la Préfecture de Police prévient d'abord le commandant militaire du palais concerné ; en cas d'urgence, la ligne hiérarchique est contournée : la Préfecture de Police appelle directement le commandant de détachement (Alpha 4) sans avertir le commandant militaire.

§2. Coordination et missions d'ordre public

La coordination diffère de la coopération : elle ne comporte aucun élément d'ordre géographique. Essentiellement présente dans le cadre de la surveillance générale, la complémentarité entre la police et le régiment de cavalerie de la Garde a été renforcée. Le terme « complémentarité » est prononcé par les enquêtés, au même titre que celui de coordination ; il traduit la coexistence de deux organisations chargées d'effectuer une même activité et d'atteindre un objectif avec des moyens différents.

Même si elle ne conduit pas à la négation de la différenciation organisationnelle, cette mise en commun des moyens ne constitue-t-elle pas un risque pour le dualisme policier ?

La coordination entre la police et la Garde républicaine, renforcée depuis 2002 par l'association de la Cavalerie aux missions de surveillance générale dans les parcs de Paris *intra muros*, n'est pas sans effets sur le terrain : elle accroît l'autonomie des gardes républicains et tend à réduire le cloisonnement inter-organisationnel. Le travail des patrouilles équestres du Bois de Boulogne avec les commissariats les plus proches renvoie à la thématique du dualisme policier ainsi qu'à la question de la zone de compétence : « *En effet, Police et Gendarmerie agissent selon des modes d'action qui leur sont propres, il était nécessaire de trouver des solutions pour que les missions des uns viennent en complémentarité de celles des autres.* »²⁸⁶ Un message de la Région de Paris du 30 octobre 2002 prescrit « *la saisine systématique de la Police nationale pour les infractions constatées par les gardes républicains* »²⁸⁷. Un accord du 7 novembre 2002 rattache le PAC de Boulogne au commissariat du 16^e arrondissement « *pour tout ce qui concerne le domaine judiciaire (contraventions, délits, crimes) et la planification des patrouilles et dans le temps* »²⁸⁸. Cet exemple n'est pas unique : le PAC de Vincennes travaille en collaboration avec le commissariat du 12^e arrondissement, les patrouilles équestres qui surveillent le Champs-de Mars et les Buttes-Chaumont collaborent respectivement avec les commissariats des 7^e et 19^e arrondissements. Les gardes républicains disposent des postes radio de la police qui leur permet de prévenir les commissariats concernés.

²⁸⁶ Lieutenant Patrick Vedrenne, *Sous le plumet rouge*, n° 104, avril 2004, pp. 18-19.

²⁸⁷ *Ibidem*.

²⁸⁸ *Ibid.*

« **On travaille sur les zones polices, avec des postes radio de la police.** Quand on a un problème, on appelle la police. Par exemple, quand on part pour les Tuileries, on a une radio police à qui on dit notre arrivée. Nous, on arrête, on interpelle, mais c'est la police qui amène l'individu au poste. Pareil au Champ-de-Mars où on dépend du commissariat du 7^e : on part sans problème et une fois sur le site, on prévient de notre arrivée. **La collaboration est accrue** ; il y a des systèmes de recoupement d'informations communs : les informations, par ces systèmes, circulent beaucoup plus facilement. » (Garde républicain)

L'extension des patrouilles au Champ-de-Mars et aux Buttes-Chaumont relève de l'impératif de complémentarité, de mise en communs des moyens différents pour atteindre un objectif : « *Ces patrouilles participent pleinement, **aux côtés des policiers**, à la sécurité des lieux dans le cadre d'un dispositif coordonné avec les commissaires centraux des arrondissements concernés.* »²⁸⁹ Il s'agit d'une collaboration égalitaire entre les deux organisations : chacune respecte le champ d'intervention de l'autre, au nom de l'intérêt général.

« *Tout se passe très bien avec la police : dès qu'on entend un appel et qu'ils ont besoin de nous, on y va ; inversement, si on les appelle, ils arrivent. On n'est en relation qu'avec eux, même si au Champ-de-Mars, ils sont à la périphérie et qu'on ne les voit pas beaucoup.* » (Garde républicain)

Quoique la conséquence d'une intervention en zone police favorise davantage la police.

« *Si on arrête quelqu'un, on le remet à la police, c'est normal, qu'est-ce qu'on en ferait autrement ? Mais les chiffres sont pour la police, l'arrestation qu'on aura effectuée entrent dans les statistiques de la police ! Et ce sont eux qui actent* » (Gradé)

Le rapprochement inter-organisationnel est une conséquence du rattachement fonctionnel de la Gendarmerie au ministère de l'Intérieur : pour M. de Villepin, « *le rapprochement, opéré depuis 2002 au sein du ministère de l'Intérieur, ministère d'emploi, a pour objectif de mieux coordonner les actions dans la lutte contre l'insécurité.* »²⁹⁰.

²⁸⁹ « Présentation du dispositif de patrouilles équestres de la Garde républicaine affectées à certains espaces verts de la capitale », www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr.

²⁹⁰ Entretien avec Dominique de Villepin, *L'Essor*, n° 365, janvier 2005, p. 21.

Section 2. Les relations interpersonnelles : la fin du dualisme policier ?

La « guerre des polices », expression bien connue du public, a enclenché quelques velléités de fusion de la Police et de la Gendarmerie, aujourd'hui éliminées : le dualisme policier ne renvoie ni à la concurrence ni à la guerre mais à l'efficacité et la performance. Le cloisonnement inter-organisationnel n'est pas inébranlable : des relations formelles (§1) s'instaurent au nom de l'efficacité opérationnelle, mais aussi des relations informelles (§2).

§1. Les relations formelles

La police et la Garde partagent la même tâche et placent leurs membres dans une situation d'interdépendance : « *Tout se passe comme si l'interdépendance avec le monde extérieur était prise en charge par des formes bureaucratiques pures et comme si les situations concrètes, où les exécutants ont à travailler avec des partenaires, étaient programmables.* »²⁹¹ Les relations inter-organisationnelles sont prévues : à chaque organisation sa zone de compétence et sa tâche, les acteurs n'ont plus qu'à suivre les rouages de la mécanique bureaucratique. Seulement, interdépendance ne signifie pas dépendance et les organisations ne doivent pas être en situation de subordination l'une par rapport à l'autre.

La fréquence des relations entre policiers et gendarmes dans le cadre des missions de sécurisation ou de surveillance générale dépend de l'échelon hiérarchique occupé par les membres de l'organisation : les relations entre un garde républicain et un policier seront plus distantes que celles entre les supérieurs hiérarchiques ; plus on monte dans la pyramide, plus les relations sont fréquentes et informelles. Un entretien réalisé avec un garde républicain soulignera le cloisonnement entre la police et la Garde ainsi que l'évitement du policier, la « ségrégation spatiale » se transformant en ségrégation relationnelle. Si un garde et un policier ne s'ignorent pas s'ils se croisent, s'ils échangent quelques mots - comme l'indiquent les deux témoignages ci-dessous -, la superficialité relationnelle demeure la norme.

*« Parfois, on discute avec les policiers par tranches d'une heure pour faire passer le temps. Mais **ce ne sont que des connaissances de travail**. On travaille avec des gendarmes, on les voit toute la journée à la Garde, on fait des nuits avec les gendarmes, on dort avec, si bien qu'au final, on ne fréquente que des gendarmes. »* (Garde républicain)

*« On n'a que très peu de relations avec les policiers ; déjà, quand on travaille, on est séparé : eux, ils s'occupent de l'extérieur, nous c'est l'intérieur. Parfois, **on***

²⁹¹ Jean-Claude Thoenig, « La gestion systémique de la sécurité publique, » *Revue Française de Sociologie*, 1994, p. 366.

peut s'échanger quelques mots, mais cela reste superficiel. Même au mess, on pourrait se retrouver, mais on mange séparément : les policiers se réunissent autour d'une table, nous, autour d'une autre. » (Major)

De même, si l'association des Pelotons d'Intervention aux GIR, en cas de demande de renfort, est très bien perçue par les membres des PI, elle demeure purement formelle, conforme à une logique professionnelle.

« Travailler avec les GIR est très intéressant car cela nous permet de collaborer aussi avec des policiers. On leur donne un coup de main, c'est très fructueux, on enterre la hache de guerre. Ca se passe très bien, on travaille main dans la main. » (Garde républicain)

En règle générale, la collaboration avec la police est souhaitée par les enquêtés, à condition qu'elle soit encadrée : une collaboration illimitée supprimant les cultures organisationnelles est rejetée. Or, cet encadrement n'est pas le fait de l'organisation mais des acteurs ; les jeux internes à l'organisation se reportent à l'extérieur lorsque des relations inter-organisationnelles s'établissent : les acteurs créent des jeux identiques dans le but d'assurer un équilibre entre « *la nécessité d'une différenciation organisationnelle* » et « *la nécessité d'intégration organisationnelle* »²⁹² ; les relations formelles entre les policiers et les gardes républicains se spécifient par la recherche de cet équilibre.

Si la coordination policiers-gendarmes est renforcée et place les acteurs organisationnels en situation d'interdépendance, celle-ci n'est que formelle : une fois « *la situation d'interdépendance terminée, le moment exceptionnel est passé et chacun retourne chez soi dans ce qu'il considère comme l'état normal des affaires : l'autarcie fonctionnelle de chaque 'maison'.* »²⁹³. Cette « autarcie fonctionnelle » est présente dans la formulation récurrente *nous/eux* qui traduit la séparation entre les deux organisations. L'interdépendance organisationnelle produit l'évitement interpersonnel qui, selon Jean-Claude Thoenig, procède d'une volonté d'autoprotection de l'organisation vis-à-vis de l'autre consistant à « *éviter[r] toute situation qui permettrait à des tiers de trop peser sur sa propre institution* »²⁹⁴. Didier Gatto relève une méfiance à l'égard de la coordination, fondement du « couple attraction / répulsion »²⁹⁵, c'est-à-dire de la tension qui existe entre

²⁹² Michel Crozier, Ehrard Friedberg, *op. cit.*, p. 152. Le respect des différenciations organisationnelles est utile « pour pouvoir traiter valablement et efficacement avec un environnement lui aussi fractionné » ; en même temps, l'intégration organisationnelle permet de « maîtriser les tendances centrifuges et de résoudre les conflits nés de la différenciation ».

²⁹³ *Ibidem*, p. 367.

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ Le « couple attraction / répulsion » est un combiné de « l'utilité de multiplier les mécanismes formels permettant de gérer l'interdépendance inter-organisationnelle dans les rapports quotidiens de travail » et du souhait de « garder de la distance par rapport aux autres, » Didier

l'intériorisation des mécanismes de coopération et la volonté de conserver sa marge d'autonomie par rapport à l'autre organisation, comme si ces mécanismes favorisaient moins le rapprochement que la concurrence. Si les enquêtés reconnaissent tous la nécessité d'un rapprochement avec la police, ils évoquent la peur de perdre leur marge de manœuvre et la crainte d'une éventuelle démilitarisation de la Gendarmerie. Le contexte environnemental détermine les stratégies que les acteurs vont adopter.

*« La coopération avec la police est obligée, seulement on a le sentiment d'être placé sous l'autorité de la police. Un officier de police se plaint de ne pas être salué par un gendarme : mais au nom de quoi le gendarme saluerait-il le policier ? **La coopération ne veut pas dire allégeance. C'est le serpent de mer : s'il y a rapprochement avec la police, il y a nécessairement démilitarisation.** Si l'une des deux doit disparaître, ce sera la Gendarmerie, car la Police, avec ses syndicats, est puissante. Je ne souhaite pas un rapprochement total à cause de cela. **D'autant plus que le statut des policiers est valorisé avec le changement des grades des inspecteurs. Chacun doit rester à sa place, cantonné dans son champ de compétence.** »* (Commandant d'unité)

Ce témoignage met en exergue deux éléments importants : d'une part, les différences organisationnelles créent un sentiment de rupture ; les 35 heures et le droit d'adhérer à un syndicat constituent deux freins aux relations inter-organisationnelles, en raison du poids qu'ils confèrent à la police : les gendarmes craignent de disparaître. D'autre part, le propos prend en compte les changements opérés au sein de la police²⁹⁶, notamment la militarisation du statut : pour l'interviewé, ce changement conduit à une démilitarisation de la Gendarmerie qui à terme enclencherait le processus de disparition.

Si le rapprochement avec la police est bien perçu, les enquêtés le conditionnent : il doit respecter la diversité de chaque organisation et ne pas conduire à l'absorption de l'une par l'autre. Sur le terrain, la coordination avec

Gatto, Jean-Claude Thoenig, *La sécurité publique à l'épreuve du terrain*, Paris, L'Harmattan, IHESI, 1993, p. 70. Le « couple attraction / répulsion » correspond à une « coopération paradoxale » : « on dit une chose et son contraire, on intègre tel mécanisme formel en même temps qu'on le rejette, on légitime au rang de partenaire le collègue d'un service différent mais on n'échange pas avec lui, on applique avec soin les priorités nationales dont on critique par ailleurs la pertinence, on reconnaît l'autorité institutionnelle de la hiérarchie tout en cherchant à limiter son influence » ; p. 81.

²⁹⁶ Michel Crozier et Ehrard Friedberg font un lien entre la prise en compte des changements de l'organisation adverse et la détermination des stratégies des acteurs : ils reprennent la théorie de Chandler et pointent « l'importance des changements dans l'environnement pour le choix d'une nouvelle stratégie (...) Les 'exigences' de l'environnement n'ont d'influence sur la structure des organisations que dans la mesure et jusqu'au point où elles sont reprises dans les stratégies de celles-ci », *op. cit.*, p. 154.

la police amène deux séries de conséquences : une grande autonomie intra- et extra-organisationnelle, de sorte que si les gardes sont autonomes par rapport à leur corps d'appartenance, ils le sont par rapport à la police. La ligne hiérarchique interne à l'organisation est une nouvelle fois contournée, la rigidité bureaucratique assouplie.

« On fait des comptes rendus radio pour le commissariat le plus proche, quand il y a un problème. Ce n'est qu'après qu'on rend compte à notre hiérarchie. Cela ne signifie pas qu'on dépend de la police : quand on est sur le site, on n'est pas surveillé et on respecte les horaires. C'est une question de responsabilité. » (Gradé)

Cette autonomie est la condition d'une perception positive de la coordination et le signe de la pérennité du dualisme policier français. Les enquêtés vivent la complémentarité comme un passage obligé pour mener à bien une mission : deux organisations s'unissent sur le fondement de la différenciation. Le dualisme Police-Gendarmerie n'est pas voué à disparaître : *« Cette collaboration se révèle indispensable et produira des effets d'autant plus positifs que chacun respectera l'autre dans son existence, reconnaîtra sa diversité et ses pôles d'excellence »*²⁹⁷. A la question, « Pensez-vous que le rapprochement Police-Gendarmerie supprime à terme le dualisme policier ? », nos interlocuteurs se sont montrés optimistes.

« Non, personnellement, je ne pense pas, la complémentarité l'empêche : les patrouilles équestres ont un rôle d'appui de la police. On se rapproche au nom de l'efficacité, pas pour fusionner. Même si c'est certain qu'entre la Police et la Gendarmerie, c'est la Gendarmerie qui saute. » (Garde républicain)

La complémentarité est l'union dans la diversité. Pour la Garde républicaine, elle résulte de l'absence de compétence territoriale, de l'intervention en zone urbaine, excluant tout rapport de subordination.

*« Le paradoxe de la Garde, c'est que nous sommes des gendarmes travaillant en zone police. **On travaille en accord avec la police et c'est très bien car on se complète.** On arrête, ils viennent chercher le gars. On fait de la prévention. Nous, nous sommes des gendarmes ; eux, ce sont des policiers, des civils. Il y a une complicité dans le travail mais tout est différent : l'écriture, les procédures. Les leurs sont beaucoup plus simples. **Il ne faut pas de concurrence entre nous : on doit être complémentaires.** » (Gradé)*

²⁹⁷ Lieutenant Patrick Vedrenne, *préc.*, p. 19.

Cependant, plus le grade est élevé, la fonction importante, plus les relations sont fréquentes et informelles, donc favorables à la constitution d'un « *portefeuille relationnel* » (Gatto ; Thoenig). Cette fréquence est une nécessité opérationnelle : à l'instar de la base, le sommet de la hiérarchie est placé en situation d'interdépendance. Les mécanismes de coordination prescrits par les règles organisationnelles doivent permettre aux acteurs d'aller de concert pour traiter au mieux les questions de sécurité : le supérieur hiérarchique, inséré dans un faisceau relationnel, utilise ses connaissances dans un but professionnel.

§2. Les relations informelles

Une relation n'est pas que formelle et contient une part émotionnelle. Les relations informelles sont extérieures à l'organisation, construites par les acteurs qui se choisissent entre eux. Jean-Claude Thoenig le précise : ces amitiés ne se nouent qu'entre acteurs occupant un rang identique et élevé dans la hiérarchie.

*« On a très peu de relations avec les policiers. En dehors des comptes rendus que l'on fait au commissariat le plus proche en cas de problèmes, on ne se côtoie pas. **Il faut monter dans la hiérarchie : ils ont des relations entre eux, ils se reçoivent et se connaissent bien.** »* (Gradé)

Le « portefeuille relationnel » relève de la stratégie des acteurs : si les relations sont extra-organisationnelles, elles interviennent entre acteurs organisationnels et non privés ; si la logique professionnelle s'immisce dans la sphère privée, elle concerne le militaire, non l'individu.

« A travers ce portefeuille contingent et personnalisé (...) se gère un contenu fort : la confiance » ; le rapport de confiance est sûr dans la mesure où les acteurs se sont mutuellement choisis ; il *« se traduit par des attentes et par des devoirs réciproques entre partenaires du tête-à-tête : faire circuler l'information pertinente dont l'un a besoin et dont l'autre disposerait de façon à la fois fiable, exhaustive et rapide »*²⁹⁸. Didier Gatto ajoute que *« la circulation de l'information est la pièce maîtresse de la construction de tout l'édifice relationnel »*²⁹⁹. Les enquêtés disposant d'un « portefeuille relationnel » évoquent tous la rapidité de l'information ainsi que son authenticité, ce qui justifie et légitime le contournement de la rigidité bureaucratique.

*« Au-delà du périmètre proprement dit du palais, c'est la Préfecture de Police qui est compétente. Il y a une liaison permanente entre la Préfecture de Police et le commandant militaire [coopération formelle]. Le Préfet de Police, c'est un copain et les choses vont bien. Je le connais bien. Le commandant de la Garde républicaine aussi. Je connais le général commandant la Région, on a déjeuné ensemble. **Il y a un bon dispositif : on n'hésite pas à se téléphoner** »*

²⁹⁸ *Ibidem*, p. 374.

²⁹⁹ Didier Gatto, Jean-Claude Thoenig, *La sécurité publique à l'épreuve du terrain, op.cit.*, p. 95.

quand on a un problème, on sait qui est le demandeur et qui est le donneur. On sait comment présenter le problème et quelle réponse on va obtenir. [coopération informelle]. » (Commandant militaire)

L'entretien confirme la position égalitaire occupée par les membres du « portefeuille relationnel » qui se connaissent souvent de longue date. Ces relations inter-personnelles demeurent toutefois paradoxales : les acteurs organisationnels instrumentalisent leurs relations au profit de leur organisation d'appartenance contre les rigidités de celle-ci ; l'usage du « portefeuille relationnel » dans un but professionnel assouplit les rigidités bureaucratiques et crée à côté du « contexte organisationnel » un construit social facilitant les échanges interpersonnels, améliorant la qualité du travail accompli. Les acteurs optent ici pour une « *stratégie qui consiste, par l'offre de souplesse et de flexibilité, à fabriquer des normes secondaires d'application des règles formelles et des procédures administratives. Ces normes facilitent l'arrangement mutuel et soudent les partenaires entre eux* »³⁰⁰. En définitive, si la base n'échange pas, c'est simplement qu'elle n'en a pas besoin du point de vue de l'efficacité opérationnelle.

Conclusion de la deuxième partie

La Garde républicaine est une organisation militaire caractérisée par une logique verticale du commandement et la spécialisation des unités. Ce modèle bureaucratique n'est pas pur : la verticalité peut être contournée, la rigidité assouplie. Les acteurs, ne travaillant pas sur leur lieu de résidence, sont relativement autonomes ; l'esprit de corps est quasiment nul ; le contact avec la police est permanent : autant d'éléments qui concourent au processus de « civilianisation. » Peut-on pour autant appliquer la notion de « civilianisation » à la Garde républicaine en tant qu'organisation ? Si des éléments de similitude rapprochent le fonctionnement de la Garde d'une bureaucratie civile, l'aspect militaire est trop prégnant pour être évacué. L'exemple de la coordination avec la police suffit pour confirmer que le but du rapprochement n'est pas la fusion des deux organisations, mais la mise en commun de moyens organisationnels différents au nom de la lutte contre l'insécurité : si le dualisme policier disparaît, la différenciation s'efface, annulant tout effort d'efficacité et de performance. Aussi, la culture organisationnelle s'interpose : les gardes républicains sont attachés au statut militaire. Les stratégies qu'ils emploient dans leurs relations avec la police consistent à protéger cette culture. Cependant, l'analyse organisationnelle souligne l'ambivalence des relations basées sur la tension « attirance/répulsion, » sans expliquer les fondements de ce mécanisme

³⁰⁰ Jean-Claude Thoening, « La gestion systémique de la sécurité publique, » *préc.*, p. 374.

d'autodéfense. Michel Crozier et Ehrard Friedberg indiquent que la « culture organisationnelle » empêche l'absorption d'une organisation par l'autre, que les acteurs « *ont développé et acquis des moyens conceptuels, des cadres de référence, bref, des outils culturels sur lesquels ils s'appuient pour construire leur rapport à l'autre et au monde et pour en maîtriser les conséquences affectives* »³⁰¹ : la culture organisationnelle est un moyen de lutte contre autrui renvoyant au couple « nous/eux ». Les deux auteurs considèrent d'ailleurs l'analyse par la culture organisationnelle comme « *l'autre face de l'analyse stratégique* »³⁰². Mais nous ignorons toujours comment cette culture est intériorisée ; c'est là qu'intervient l'analyse institutionnelle pour combler la brèche de l'analyse organisationnelle et comprendre les mécanismes d'intériorisation.

³⁰¹ Michel Crozier, Ehrard Friedberg, *op. cit.*, p. 213.

³⁰² *Ibidem*, p. 224. Les auteurs précisent que l'analyse culturelle « permet ainsi de comprendre les règles formelles et/ou informelles qui gouvernent les relations entre les individus et les groupes, comme des construits politiques, donc culturels, que ceux-ci avec leurs capacités et leurs moyens d'action ont inventés pour contenir les risques de tensions excessives et pour rendre ainsi possible leur coopération au sein d'ensembles finalisés », p. 223.

Elodie LANDAT

TROISIEME PARTIE :

LA GARDE REPUBLICAINE, UNE « SOCIETE » MILITAIRE

Qualifier la Garde républicaine de « société » militaire signifie qu'elle n'est plus une communauté mais qu'elle n'est pas encore une « société industrielle. » Certains ouvrages de sociologie militaire traitent du passage de la société militaire à la société industrielle : le mouvement de « banalisation » illustre tout a fait ce glissement. Or, ce n'est pas ce terme qui s'applique à la Garde : celui de « civilianisation » est préférable car il est plus modéré et inclut la conservation de la spécificité militaire même si celle-ci s'en trouve quelque peu altérée. Mais il serait erroné de considérer la Garde comme une « société industrielle », le caractère militaire étant prégnant. En revanche, on ne peut plus parler de communauté militaire ; la Garde, si elle demeure militaire, n'est plus une communauté au sens où l'entend Tönnies : « *La communauté est un tout, un être organique où les individus sont étroitement liés par le sang, le sentiment, la coutume et la religion à la manière des éléments du 'moi' organique et affectif (...) La communauté est la forme de vie ancienne, primitive où les rapports entre individus sont vécus, sentis, non abstraitement conçus.* »³⁰³ Cette définition paraît excessive aujourd'hui pour désigner les rapports entre individus ; pourtant, certains auteurs évoquent la « communauté gendarmique » : « *La communauté gendarmique se caractérise en effet par tout un réseau de rapports empreints d'affectivité et reposant une homogénéité idéologique pérennisée par la mémoire.* »³⁰⁴ Certes, la Garde repose du point de vue institutionnel sur des valeurs partagées, des croyances véhiculées par la socialisation, la conservation d'édifices communautaires comme la caserne ; mais ces traits institutionnels évoluent. Christian Mouhanna est partisan du passage de la *Gemeinschaft* (communauté) à la *Gesellschaft* (société) : « *Traditionnellement, le gendarme et sa famille appartiennent à la communauté mais avec l'individualisme, la relation est plus formalisée avec son environnement.* »³⁰⁵ La « société gendarmique » se substituerait donc à la « communauté gendarmique ». Selon Tönnies, « *la société est un groupement où l'individu garde une place marquée et où le jeu des relations sociales reste d'ordre mécanique, inorganique, artificiel, comme les produits même de l'intelligence et de la pensée* »³⁰⁶. La communauté se caractérise par des liens naturels, un système de croyance commun, tandis que la société, traversée par l'individualisme, traduit une distension de ces liens. Ce passage est celui du

³⁰³ Ferdinand Tönnies, « Introduction du traducteur, » *Communauté et société*, Paris, Retz-CEPL, 1977, p. XVII.

³⁰⁴ François Dieu, *Gendarmerie et modernité, op. cit.*, p. 258.

³⁰⁵ Christian Mouhanna, « Faire le gendarme : de la souplesse informelle à la rigueur bureaucratique, » *Revue française de sociologie*, 42-1, 2001, p./ 46.

³⁰⁶ Ferdinand Tönnies, *op. cit.*, p. XVII.

groupe vers l'individu. Pourtant, il n'est pas question de « société industrielle » dans laquelle « un emploi se définit par référence au marché du travail, c'est-à-dire, par référence à la rémunération monétaire généralement obtenue pour tel ou tel niveau de qualification »³⁰⁷. La question qui se pose est alors la suivante : l'institution se désinstitutionnaliserait-elle ? Pour Charles Moskos, une institution se caractérise par une « légitimité [qui] procède de normes et de valeurs, c'est-à-dire, d'une finalité qui transcende l'intérêt individuel au nom d'une exigence morale présumée supérieure. Les membres d'une institution sont souvent considérés comme répondant à une vocation »³⁰⁸. Ce qui implique nécessairement que les institutions pensent à la place des individus, « dirigent de façon systématique la mémoire individuelle et canalise nos perceptions vers des formes compatibles avec le type de relations qu'elles autorisent (...) Elles situent nos émotions à un niveau standard sur des sujets eux aussi standardisés (...) Tous les problèmes que nous tentons de penser sont automatiquement traduits en terme de problèmes institutionnels »³⁰⁹. Frappées de « cette mégalomanie pathétique de cet ordinateur qui verrait le monde à travers son seul programme »³¹⁰, elles déterminent les schèmes perceptifs de l'individu et pensent à sa place. Or, l'individu intégré à la Garde républicaine se situe à la jonction du déterminisme et du volontarisme : les liens qui unissent les gardes entre eux sont de type sociétaire car ils leur laissent une marge d'autonomie ouverte par la brèche de l'individualisme ; mais en même temps, le sentiment militaire est fort, puissant, voulu avant même d'intégrer la Gendarmerie. La Garde demeure une institution : une institution qui se désinstitutionnaliserait par les élans individualistes de ses membres et le renforcement de la frontière vie professionnelle/vie privée. Une frontière invisible du temps de la « communauté gendarmique ». La Garde n'est ni tout à fait une société, ni tout à fait une communauté, elle ne se caractérise ni par le modèle industriel ni entièrement par le modèle institutionnel, mais par tous ces éléments en même temps : ces catégories ne sont que des idéaux-types, ce qui signifie que « caractéristiques 'institutionnelles' et caractéristiques 'industrielles' se mêlent souvent les unes aux autres »³¹¹. Un mélange que traduit le mieux l'expression « société militaire », même si elle est acquise, voire dépassée depuis longtemps pour les autres armes.

La Garde, « société » militaire, est pénétrée des mouvements de « civilianisation » et d'individuation, mais conserve des éléments purement institutionnels : cette **combinaison d'éléments institutionnels et « industriels »** se retrouve jusque dans la **sociologie** de la Garde, c'est-à-dire dans la trajectoire professionnelle de ses membres, dans les choix de carrières (Chapitre 1).

³⁰⁷ Charles Moskos, « La banalisation de l'institution militaire, » *Futuribles*, *op. cit.*, p. 29.

³⁰⁸ *Ibidem*, p. 28.

³⁰⁹ Mary Douglas, *Comment pensent les institutions ?* Paris, La Découverte/poche, 2004, p. 134.

³¹⁰ *Ibidem*, p. 135.

³¹¹ T. Caplow, P. Vennesson, *Sociologie militaire*, *op. cit.*, p. 42.

La Garde, en tant qu'institution, tente de résister à la pression de l'instituant en contribuant à la **socialisation** de ses membres, à l'apprentissage des valeurs militaires, ce qui n'empêche pas l'individu de s'affirmer. Comme l'affirme François Dubet, « *plus je suis socialisé, plus je suis un individu* »³¹². Le mouvement d'individuation reste compatible avec le « système symbolique » militaire (Chapitre 2).

Parmi les traits traditionnels et institutionnels, caractéristiques du « dressage » des individus et de l'apprentissage de la vie communautaire que conserve la Garde, il en est un particulièrement spécifique : **la caserne**, « *institution disciplinaire* », destinée à « *dresser des corps vigoureux (...), obtenir des officiers compétents (...), former des militaires obéissants (...), prévenir la débauche et l'homosexualité* »³¹³. Cependant, sa raison d'être a changé en même temps que les perceptions (Chapitre 3).

La combinaison institutionnel/industriel permet de situer la garde sur l'échelle tradition-modernité : elle ne se caractérise en définitive par aucun de ces deux pôles mais par leur interpénétration.

³¹² François Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Editions du Seuil, 2002, p. 39.

³¹³ Michel Foucault, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, coll. « Tel, » 2004, p. 203.

Chapitre 1. La sociologie de la Garde républicaine : trajectoires professionnelles

A l'échelon des gardes républicains, deux traits particuliers caractérisent la Garde : il s'agit d'une population jeune qui dissocie carrière/Garde : il reste peu longtemps à la Garde, en moyenne quatre ans. Cependant, il est possible de faire toute sa carrière à la Garde.

Il s'agit ici d'étudier les causes de ces deux traits caractéristiques. Le corps des officiers n'est pas concerné : un lieutenant, en règle générale, sort directement de l'École des Officiers de Gendarmerie Nationale (EOGN) de Melun, tandis qu'un officier de grade supérieur peut provenir d'une autre unité de gendarmerie (Gendarmerie départementale, mobile, sections de recherches, etc.). Un officier reste à la Garde en moyenne trois ans.

L'**intégration** de la Garde répond à des règles fixées par l'institution : différente selon les unités, elle dépend du classement et de la qualification requise³¹⁴. En même temps, les motivations de ses membres tiennent une place importante, car certains peuvent choisir leur unité d'affectation à la sortie d'école (Section 1). Il en est de même pour la **sortie** de l'institution, sachant que le dénominateur commun des arrivées et des départs de la Garde est la différenciation : les règles des arrivées et des sorties, les motivations d'intégration et de départs diffèrent selon les unités (Section 2).

Section 1. Intégration

La Garde républicaine se caractérise par l'accueil d'une population jeune (§1) et par une intégration différente selon les unités. (§2)

§1. Une population jeune

Le personnel de la Garde est jeune : on parle des « sorties d'école » pour signifier que les gardes républicains ont directement accès à la Garde après une année à l'école des sous-officiers (A). Leurs motivations pour intégrer la Garde diffèrent selon les unités et influent sur les trajectoires professionnelles (B).

A. Les « sorties d'école »

Cette expression, « sorties d'école, » très souvent employée par nos interlocuteurs, traduit l'affectation du jeune gendarme après une année à l'école des sous-officiers à la Garde. Les fonctions de garde statique justifient l'accueil et le maintien d'une population jeune. L'intégration de la Garde se fait aussi par

³¹⁴ Il faut y ajouter des exigences de taille : pour intégrer le 1^{er} régiment d'infanterie, il faut mesurer au moins 1,75m, au plus 1,85m ; pour le 2nd régiment, il faut au moins mesurer 1,72m ; pour le régiment de cavalerie, il faut mesurer au moins 1,70m. Ces chiffres sont valables pour les femmes. Source : www.defense.gouv.fr/gendarmerie/

LA GARDE RÉPUBLICAINE

les retours d'outre-mer et des ambassades, mais les sorties d'école constituent, en effectif, les arrivées les plus importantes.

C'est selon leur classement que les gendarmes choisissent la Garde républicaine. Il y a deux types de classements : les mieux classés peuvent choisir la Garde et les moins bien classés prendre les postes restants, l'intégration de la Garde résultant soit d'un choix volontaire, soit d'une obligation. Cela dépend des unités : si les CGS accueillent directement les jeunes sortis d'école, les CSPN accueillent les gardes républicains déjà affectés en CGS ; il en va de même pour la CSPR qui n'accueille que ceux qui proviennent des CH. De plus, ils ont aussi la possibilité de choisir la Garde en fonction des unités : les membres des Pelotons d'Intervention choisissent la Garde pour ses unités d'élite. Beaucoup ont d'ailleurs découvert les Pelotons d'Intervention à l'école.

Le cheminement du recrutement est inversé concernant la Musique et la Cavalerie : le jeune désireux d'intégrer ces unités a d'abord un entretien avec le commandant d'unité ou du régiment, pendant lequel il explique son souhait. Le commandant le dirige ensuite vers l'école de sous-officiers où il fait une année et revient ensuite à la Garde, sachant qu'à la sortie, il n'est pas certain d'avoir une place et peut être affecté dans l'infanterie en attendant qu'un poste se libère.

Le tableau³¹⁵, reproduit ci-dessous, donne le nombre total d'arrivées sur la période 2001-2004, sans différencier les unités entre elles : arrivées provenant des écoles et du retour d'outre-mer et ambassades.

	Total	Ecoles Autres	Retour OM et Amb.	
2001	177	129	18	0
2002	247	191	16	40
2003	309	269	14	14
2004	287	234	19	9

On peut d'ores et déjà noter que les effectifs « sorties d'écoles » sont les plus importants et varient en pourcentage sur la tranche 2001-2004 de 72,88% à 81,53%, soit une augmentation de 8,65 points, même si entre 2003-2004, les effectifs ont diminué de 5,53 points. En 2003, les sorties d'écoles s'élèvent à 269 contre 129 en 2001 et représentent 87,06% du total des arrivées, contre les retours d'outre-mer et des ambassades qui représentent en 2003 4,53% du total des arrivées. La catégorie « autres » englobe l'accueil des gendarmes adjoints et représente en 2004 3,13% du total, contre 81,53% pour les sorties d'écoles, la

³¹⁵ Source : Bureau des Opérations et de l'Emploi.

même année. Un des facteurs explicatifs de ces chiffres est la tâche confiée aux gardes républicains.

« Monter la garde, c'est long et fastidieux. Le boulot, c'est être debout et monter la caisse. Le plus difficile c'est qu'on est tout le temps debout, les horaires ne sont pas faciles : je trouve normal que ce soit des jeunes qui le fassent. Ceux qui sortent d'école sont très motivés, alertes, donc immédiatement astreints à ce genre de tâche. » (Garde républicain)

B. Motivations et trajectoires professionnelles

La trajectoire correspond au parcours professionnel de l'individu, aux raisons qui l'ont incité à intégrer une institution puis à la quitter, à ses objectifs professionnels, aux stratégies qu'il a employées pour les atteindre. Afin de pouvoir établir les motivations et les stratégies de carrière des gardes républicains, les entretiens ont porté sur le « projet de mobilité », dont l'objet est de rendre compte « des décisions successives prises par l'acteur en parcourant la trajectoire : décision de s'engager et de franchir les seuils de la carrière »³¹⁶. Ce projet permet de connaître les raisons qui ont incité un individu à quitter son milieu d'origine pour intégrer une institution. En remarque liminaire, on peut dire que la vocation militaire sous-tend toutes les décisions d'intégrer la Garde, motivation idéologique « exprimant l'adhésion à un système de valeurs »³¹⁷. Deux types de discours apparaissent : ceux émanant de fils de militaires et ceux de personnes issues de la société civile. Tandis que les premiers n'envisagent pas une autre carrière que militaire, les seconds acquièrent cette vocation par le rejet de la société civile.

*« Je suis fils de gendarme, j'ai fait mon service militaire en gendarmerie, le boulot m'a plu. **Ma carrière, c'était ou gendarme ou militaire.** Je ne pensais pas faire autre chose. J'ai toujours été attiré par ce milieu-là, ça ne s'explique pas, c'est comme ça. En entrant dans la Gendarmerie, j'ai trouvé ce que je recherchais : il y a un certain état d'esprit. »* (Garde républicain)

Le second discours prononcé par des gardes non issus d'une famille de militaires oppose les valeurs militaires aux valeurs civiles : sur cette incompatibilité se construit la vocation.

³¹⁶ Hubert Jean-Pierre Thomas, « Fonction militaire et système d'hommes : système organisationnel et système opérationnel », in Bernard Boëne, *La spécificité militaire*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 245.

³¹⁷ Etienne Schweisguth, Mariette Sineau, Françoise Subileau, *Techniciens en uniforme. Les sous-officiers de l'armée de l'air et de la marine*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979, p. 119.

« Dans le civil, il y a trop de laxisme, je voulais quelque chose de carré, trouver les valeurs qui n'existent plus dans le civil. Il n'y a plus de discipline, plus de respect de personne. Ici, les comportements varient entre ceux qui ont fait leur service militaire et ceux qui ne l'ont pas fait : moi, je ne l'ai pas fait car je suis plus jeune mais je ne vois pas pourquoi je ne me plierais pas aux règles de l'armée. Quand on a choisi d'être militaire, on accepte les contraintes ; on a un règlement, on le suit, ou on s'en va. » (Garde républicain)

Ces témoignages présentent les raisons qui ont incité nos interlocuteurs à intégrer la Gendarmerie ; d'autres donnent les raisons pour lesquelles ils ont intégré la Garde. C'est là qu'interviennent des motivations d'un autre ordre : les « motivations économiques » correspondant aux intérêts particuliers, en dehors de toute considération idéologique, bien que la « motivation économique » n'évacue pas la « motivation idéologique ». Si la seconde fonde la vocation militaire, la première explique la décision d'intégrer la Garde : il faut les combiner, non les dissocier. Ces deux types de motivations « *montrent au contraire que la référence à la vocation peut-être associée à la reconnaissance des contraintes matérielles qui sont à l'origine de la décision d'engagement (...) comme si contraintes et vocation se renforçaient mutuellement* »³¹⁸. La retranscription des discours traduisant une motivation d'ordre économique ne signifie donc pas que les locuteurs n'ont pas la vocation militaire ; aussi, selon François Dubet, le terme « vocation » s'est sécularisé et ne repose plus sur une logique sacrificielle ; aujourd'hui, la vocation est le produit d'une adhésion aux valeurs et « *d'un accomplissement de soi dans son activité professionnelle* »³¹⁹. Même si les motivations sont indépendantes du caractère militaire de l'institution et comportent des éléments individualistes, les gardes républicains « ont la vocation ».

Les motivations diffèrent d'une unité à l'autre, selon qu'il s'agit d'unités spécialisées dans une mission ou d'unités effectuant les gardes statiques. On va donc distinguer les unités du régiment d'infanterie (CSPR, CSPN, CH, CGS), des unités spécialisées (PI, Cavalerie, Musique). L'intérêt personnel combiné à la vocation militaire caractérise la première catégorie ; la passion du métier caractérise la seconde.

1°) S'agissant de la première catégorie, deux raisons sont avancées par nos interlocuteurs pour expliquer leur choix : le temps libre et la tranquillité des missions. Le facteur temps constitue une donnée essentielle dans la motivation des gardes, donnée à mettre en rapport avec l'obligation de passer un diplôme pour évoluer et avancer dans la carrière. A la sortie d'école, les gendarmes sont sous contrat : pour passer de carrière, ils doivent réussir un diplôme, le

³¹⁸ Mariette Sineau, Françoise Subileau, *op. cit.*, p. 122.

³¹⁹ François Dubet, *op. cit.*, p. 32.

Certificat d'Aptitude Technique (CAT) qui se prépare en deux ans. Pour préparer, il faut du temps : paramètre offert par la Garde républicaine.

*« Je suis allée à la Garde car **on a beaucoup plus de temps pour préparer le CAT et passer de carrière** ; c'est ce que l'on m'avait dit à l'école. En c'est vrai : en service, on part pour 24h, après, c'est repos, on a tout le temps pour travailler notre examen. »* (Garde républicain)

*« La Garde n'est pas la mobile : les services sont réguliers, on connaît notre emploi du temps, les déplacements ne sont jamais de longue durée et les gardes ne durent pas plus de 24 heures. On peut même s'inscrire à l'université si on le souhaite ! Certains le font d'ailleurs. **On a du temps libre, c'est l'idéal pour un jeune qui passe le CAT.** »* (Major)

*« L'objectif d'un jeune qui entre à la Garde, c'est passer et réussir le CAT pour devenir sous-officier de carrière. Jusqu'à l'obtention du diplôme, il est sous contrat. Et si jamais, il ne l'obtient pas, il est remercié. **Le CAT constitue réellement le but du jeune : il sait qu'il doit le réussir pour rester avec nous, il maximise ses chances de réussite en venant à la Garde. Ils ont deux ans pour le préparer. Ça laisse le temps : ils suivent la formation, ils continuent de se former. Les conditions sont favorables, ils en profitent.** »* (Officier)

Le CAT, relevant d'une « motivation économique », constitue la raison principale d'intégration de la Garde ; toutefois, cette raison stratégique n'élimine pas la vocation militaire puisqu'il s'agit pour les jeunes gardes de faire carrière dans la Gendarmerie.

La deuxième raison avancée est la « tranquillité » des missions et l'absence de grandes responsabilités, ce qui facilite l'adaptation au milieu professionnel.

*« A la Garde, on ne leur demande rien. Quand ils montent la caisse, ils n'ont quasiment aucune responsabilité. **Les missions laissent beaucoup de temps libre et une fois sur les sites, on ne leur demande pas grand-chose.** Les missions sont nettement moins diversifiées qu'en GD : on demande beaucoup d'autonomie et de responsabilisation à un gendarme en GD qu'à la Garde. »* (Major)

Ces variables sont également avancées par les femmes enquêtées³²⁰ :
« Quand je suis entrée en école, il n'y avait pas encore de filles à la Garde républicaine. La

³²⁰ La Garde compte 253 femmes, dont 133 sous-officiers, 5 officiers, 77 gendarmes adjoints volontaires, 37 sous-officiers CSTAG. Source : Bureau des Opérations et de l'Emploi.

féménisation a commencé à se faire juste avant que je choisisse mon poste. On a su qu'on avait le choix, on était une trentaine de filles, il y avait trente places en GD et quatre à la Garde. Normalement, quand on est une fille, on sait qu'automatiquement on va en GD. Or, là, c'était nouveau, ils ouvraient la possibilité aux femmes d'aller à la Garde. Je me suis dit qu'aller là où on avait pas accès, où les hommes ont accès, est une occasion : il faut en profiter, sinon, il n'y aura jamais de femmes à la Garde ! On m'a dit à l'école que ce n'était qu'un passage et qu'on avait du temps pour passer le CAT. Je me dis qu'il valait mieux pour moi que j'aille d'abord à la Garde, et après en GD. » (Garde républicain)

Malgré la dimension instrumentale du « projet de mobilité », celui-ci relève du « projet institutionnel »³²¹, selon lequel « l'action tend vers une carrière longue et la recherche de la sécurité (...) est orientée par l'intériorisation des valeurs militaires »³²². Le « projet institutionnel » conjugue les facteurs idéologique et économique : même si le garde républicain ne fait pas toute sa carrière à la Garde, il n'empêche que celle-ci lui permet de faire sa carrière dans la Gendarmerie. Ces éléments produits par un calcul rationnel de l'acteur ne correspondent pas au « projet instable ou sans-projet », car nos interlocuteurs ont fait montre d'une grande précision dans leur choix de carrière et leurs stratégies pour arriver à leur objectif professionnel. Or, le « projet instable » se caractérise par « l'utilitarisme à court terme et la satisfaction des besoins élémentaires »³²³, ce qui ne cadre pas avec les projets des enquêtés. Si nous considérons le facteur temps comme une « motivation économique », c'est en raison de la rationalité de l'acteur, de l'intérêt qu'il a à le prendre en compte pour réussir professionnellement dans l'institution de son choix. Motivations idéologique et économique ne se rejettent donc pas mutuellement ; au contraire, elles s'ajoutent l'une à l'autre.

2°) S'agissant de la seconde catégorie (Les unités spécialisées), les motivations d'ordre économique sont inexistantes ; les raisons, couplées au facteur idéologique, relèvent du facteur fonctionnel : c'est pour exercer telle activité qu'ils ont choisi d'entrer à la Garde ; les membres des Pelotons d'Intervention étaient motivés par les missions de ces unités d'élite.

³²¹ Hubert Jean-Pierre Thomas distingue quatre projets, avertissant qu'il s'agit d'idéaux-types : le projet institutionnel ; le projet individuel ou industriel caractérisé par une « carrière courte, et la recherche d'une qualification professionnelle (...) et l'indifférence vis-à-vis des valeurs militaires » ; le projet communautaire ou initiatique ; le projet instable ou sans-projet, « Fonction militaire et système d'hommes : système organisationnel et système opérationnel », in Bernard Boëne (dir.), *op.cit.*, pp. 246-247. Si on essaie de les appliquer la Garde, il faut les croiser, prendre les éléments des uns et des autres pour comprendre les trajectoires des gardes républicains. Ainsi, les éléments « qualification professionnelle » et « carrière longue » s'ajoutent à l'élément « intériorisation des valeurs militaires » : la combinatoire projet institutionnel/projet individuel sans l'élément « carrière courte » forme le « projet de mobilité » des gardes.

³²² *Ibidem*, p. 246.

³²³ *Ibid.*, p. 247.

*« Je suis arrivé à la Garde par choix, pour intégrer un PI, c'était mon but. C'est une des meilleures unités : il y a beaucoup d'entraînements, contrairement à la 'mobile' qui s'entraîne moins. C'est à l'école qu'un commandant de compagnie m'a soumis l'idée : il m'a dit qu'on faisait de l'intervention et que **le groupe, le collectif était très important**. Mon but est de passer les tests GIGN et l'échelon PI permet de se familiariser au caractère risqué des missions. »*

« A l'école, je n'ai entendu que des éloges de ces unités qui tournent régulièrement ; on fait des missions de gendarmerie pure avec les toutes dernières technologies et plus de temps libre. Une semaine par mois est consacrée à l'entraînement, ensuite on monte une caisse, repos, caisse, repos. Je ne pourrais jamais aller en GD ou faire uniquement le planton, le travail qu'ils font ne me conviendrait pas. »

Les motivations liées à la vocation militaire ne sont pas retranscrites mais ne sont pas pour autant évacuées : elles constituent la raison pour laquelle nos interlocuteurs des Pelotons d'Intervention ont intégré la Gendarmerie et non la Police. Les membres des PI doivent passer le Certificat d'Aptitude Technique, au même titre que les membres des autres unités, et élèvent aussi le facteur temps en variable essentielle. Les motivations des membres des PI correspondent à un autre type de projet : le « projet communautaire ou initiatique » dont « l'action tend vers l'insertion dans une communauté plus restreinte, plus fermée et plus exigeante que l'institution militaire en général, et vers l'exercice d'une activité qu'il est difficile, voire impossible, de pratiquer dans la vie civile : parachutisme, entraînement de commando, pilotage d'avions de combat »³²⁴. Les PI constituent des petites unités d'une dizaine de personnes, caractérisées par un fort esprit de corps et des activités spéciales, type GIGN. Les entretiens montrent que la motivation des membres de PI est liée à la vie collective, l'esprit de groupe et la possibilité d'exercer une mission spéciale. Le « projet communautaire » est certes un idéal-type qui permet de modéliser les motivations en PI, mais il se renforce d'un autre élément : « la désinvolture vis-à-vis des normes de l'institution »³²⁵. Si les PI font partie intégrante, d'un point de vue organisationnel, de la Garde, ils sont à part d'un point de vue institutionnel : leurs membres substituent leurs valeurs et leurs règles à celles de la Garde, la petite communauté à la grande société. D'où la perception des autres unités rapportée par un membre de PI : « On entend souvent : 'les PI ne se mélangent pas'. »

« A la Garde, on attache de l'importance pour les choses qui n'en ont pas. C'est normal parce qu'on est la vitrine de la France. En PI, c'est différent : on a des initiatives, chacun a son rôle à jouer. On règle nos problèmes entre nous, on ne se

³²⁴ Hubert Jean-Pierre Thomas, *op. cit.*, p. 247.

³²⁵ *Ibidem*.

prend pas la tête pour des broutilles, on est beaucoup plus autonomes.» (Garde républicain)

§2. Une intégration différente selon les unités

La différence se fonde sur deux critères : l'obtention du diplôme et la détention préalable d'un savoir technique. Deux critères qui renvoient respectivement à la distinction infanterie/Cavalerie. A la sortie de l'école de sous-officier, les jeunes gendarmes ne choisissent pas leur unité d'affectation : ils vont directement en CGS ou en CH. C'est seulement après avoir obtenu le CAT qu'ils circulent entre les unités et peuvent prétendre à intégrer les CSPN, le cas de la CSPR étant à part. La trajectoire CGS → CSPN constitue pour un garde du 2nd régiment d'infanterie la trajectoire type. S'agissant du 1^{er} régiment, l'intégration est légèrement différente : si les gardes recrutés dans les CH viennent de l'école de sous-officier directement, ils n'intègrent pas la CSPR directement, une fois le CAT acquis.

« Pour venir à la CSPR, on lance un appel d'offres au niveau national. Mais tant qu'ils n'ont pas le CAT, ils ne viennent pas. Il y a des services à assurer, il nous faut des gens titulaires du CAT. » (Officier)

Le commandant d'unité de la CSPR est lui-même un ancien membre du GIGN : à ce titre, on lui a demandé de prendre le commandement organique de la CSPR.

« Avant, j'étais aux CGS : j'étais responsable du détachement sécurité au ministère de la Défense. Ensuite, je suis parti en Afrique pendant deux ans et j'ai encadré le GIGN. Puis on m'a demandé de venir à la CSPR pour la formation au BPT [Bâton Protection Télescopique] et à l'arme Sieg. La CSPR, c'est beaucoup d'instruction et d'entraînement. »

La Musique de la Garde républicaine, rattachée au 1^{er} régiment d'infanterie, et la Cavalerie requièrent la détention de qualifications techniques avant l'intégration. Pour intégrer la Musique de la Garde, il faut posséder un niveau ou un diplôme des classes supérieures des conservatoires nationaux, régionaux ou d'une école nationale de musique ou un prix d'une confédération musicale française. Des épreuves de sélection ont lieu au quartier des Célestins ; si elles sont réussies, les candidats suivent le parcours commun à tous ceux qui souhaitent intégrer la gendarmerie, à savoir, l'école de sous-officier³²⁶.

« Au sein de la Musique, on a deux statuts : sous-officier et gendarme adjoint. Ces derniers représentent 20% de l'unité dans le cycle étude du Conservatoire de

³²⁶ Source : www.defense.gouv.fr/gendarmerie/

Paris. L'idée est double : leur permettre de poursuivre leurs études tout en acquérant une formation et une expérience. Le statut dure un an renouvelable quatre fois. Ils peuvent observer le monde militaire. Certains veulent rester et passent les épreuves pour entrer dans l'école de gendarmerie classique.»
(Commandant d'unité)

Pour intégrer le régiment de cavalerie, aucun diplôme n'est requis (excepté les gendarmes adjoints qui doivent détenir le 'Galop 5') : il suffit de passer le concours gendarmerie puis demander la Cavalerie (en fonction du nombre de postes disponibles). Une fois le concours réussi, une formation de cinq mois au Centre d'instruction de Saint-Germain-en-Laye est dispensée. Les cavaliers sont également astreints au Certificat d'Aptitude Technique pour passer de carrière, avec une variable en moins : celle du temps libre.

« Dès qu'on sort d'école et qu'on intègre la Cavalerie, il faut penser au CAT. On a deux ans pour le préparer. Une fois passé, on passe de carrière. Le problème c'est qu'à la Cavalerie, on a moins de temps que dans les autres unités et on est moins tranquille pour travailler. On doit travailler les chevaux, les monter, s'occuper des écuries, commander la paille, le foin, nettoyer, sans oublier les patronilles et la garde du quartier [des Célestins]. » (Garde républicain)

Section 2. Sortie

La Garde républicaine ne constitue, pour certains individus, qu'une institution de transition entre l'école de gendarmerie et la Gendarmerie départementale. Une transition imposée par l'institution. Si les départs vers la Gendarmerie départementale sont élevés, ils ne sont pas le fruit d'une « défection » volontaire (§1) et diffèrent d'une unité à l'autre (§2).

§1. Une « défection » imposée par l'institution

S'il est possible de faire toute sa carrière à la Garde, ce type de trajectoire est rare dans les unités de l'infanterie.

Dans le cadre de l'analyse organisationnelle, on avait constaté une diminution du nombre global des départs, qu'il s'agisse des mutations ou des départs en retraite. Le tableau³²⁷ ci-après reproduit le nombre total de départs - départs en Gendarmerie départementale, en Outre-mer et Ambassades (OPEX), en écoles et en retraite.

³²⁷ Source : Bureau des Opérations et de l'Emploi.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

Retraite	Total	GD	OM et Amb.	Ecoles	Autres
2001 97	323	146	10	5	64
2002 87	304	110	34	5	65
2003 75	320	153	13	17	59
2004 66	267	120	19	6	54

Sur la période 2001-2004, le nombre de départs diminue, passant de 323 en 2001 à 267 en 2004. Une augmentation peut être observée sur la tranche 2002-2003 : elle correspond à une augmentation du nombre d'arrivées. Puis, de nouveau, le nombre des départs diminue entre 2003 et 2004, passant de 320 à 267. La principale institution d'accueil est la Gendarmerie départementale. En 2003, les départs vers la Départementale représentent 47,81% du total des départs, soit presque la moitié. En 2004, ils représentent 44,94%, soit une diminution de 2,87 points. Sur la période 2001-2004, le nombre des départs vers la Départementale n'a diminué que de 0,26 point. Beaucoup de gardes choisissent la Garde à la sortie de l'école de gendarmerie avant une mutation en brigade. Les départs vers la Départementale ne constituent pas une « défection » volontaire mais une obligation en vue d'une évolution des carrières.

« Il y a deux types de gestion de carrières : pour les unités touchées par un changement de subdivision d'armes, la mutation n'a pas lieu avant 3 ans de service, et pendant les 3 ans suivants, ils se portent volontaires pour partir. On est muté d'office en GD au bout de 6 ans de service, sauf si on a 38 ans et que l'adaptation est difficile. » (Major)

Les individus désireux de faire toute leur carrière à la Garde subissent une pression de l'institution : elle veut se maintenir « jeune » et impose à ses membres le départ. En principe, une institution cherche à garder ses membres et ne sait pas comment faire pour les retenir³²⁸ : le paradoxe réside ici dans le découplage baisse des effectifs / crise de l'institution ; c'est l'institution

³²⁸ En effet, la question qui généralement se pose est celle de savoir ce « que peut faire l'institution pour enrayer ce processus de désertion », Michel Blanc, « Le prix de la fidélité. Essai de modélisation des stratégies de carrière des militaires », in Hubert Jean-Pierre Thomas (dir.), *Officiers, sous-officiers. La dialectique des légitimités*, Paris, Addim-Centre de Sociologie de la Défense Nationale, 1994, p. 287.

elle-même qui oblige ses membres à la quitter. Corollairement, ceux qui refusent et souhaitent y rester sont en porte-à-faux avec les principes institutionnels.

« On les appelle les PPG : Purs Produits de la Garde. C'est péjoratif car ce terme désigne ceux qui ne connaissent rien d'autre que la Garde, qui sont rigides et peu ouverts à autre chose. » (Commandant d'unité)

La lecture des départs en OPEX est différente : les gardes ne quittent pas la Garde et demeurent, pendant le séjour, gardes républicains ; une fois le séjour terminé, ils reviennent à la Garde. En 2003, ces départs représentent 7,11% du total des départs, contre 4,06% en 2004, soit une diminution de 3,05 points qui s'explique par une augmentation des départs en Gendarmerie départementale. Ces départs constituent presque une obligation pour ceux qui veulent faire toute leur carrière à la Garde ; à ce titre, l'institution exerce sur les « PPG » une pression.

« La Garde peut se défaire d'un garde sans aucun problème. D'ailleurs, les gardes qui font toute leur carrière à la Garde ont intérêt à demander à partir, car cela les valorise et constitue pour eux une valeur. » (Commandant d'unité)

Globalement, le nombre des départs a augmenté entre 2002 et 2003 et diminue sur la période 2003-2004, qu'il s'agisse des départs en GD, retraite ou autres. Alors que le nombre d'arrivées à la Garde est en augmentation (*Supra*, Section 1). La combinaison des deux permet d'établir une première hypothèse : la Garde est une institution attractive, dynamique, épargnée par la crise ; non seulement ses effectifs augmentent mais encore elle exerce une pression sur ses membres pour les inciter à la quitter ! Cette hypothèse devra toutefois être validée par l'étude du processus d'identification : comme l'explique Michel Blanc, il y a deux catégories d'individus : « ceux plutôt motivés pour une défection, ceux plutôt motivés pour une fidélité »³²⁹. Les individus qui quittent la Garde, conformément aux usages institutionnels, la quittent-ils à regret ou satisfaits du départ ? La question à laquelle devra répondre l'étude du processus d'identification est la suivante : l'affectation en Gendarmerie départementale est-elle perçue comme une contrainte ? (*Infra*, p 166).

§2. Des départs différents selon les unités

Les chiffres donnés par le tableau ci-après sont globaux et ne distinguent pas les unités. Pourtant, la carrière au sein des unités varie : elle peut être longue dans

³²⁹ Michel Blanc, « Le prix de la fidélité. Essai de modélisation des stratégies de carrière des militaires, » in Hubert Jean-Pierre Thomas (dir.), *Officiers, sous-officiers. La dialectique des légitimités*, Paris, Addim-Centre de sociologie de la Défense nationale, 1994, p. 293.

certaines, courtes dans d'autres. Nous reprenons la classification opérée entre les unités spécialisées ou faisant appel à une technique particulière (Musique, Cavalerie, PI) et celles exerçant les missions de sécurité et d'honneur de l'infanterie (CSPR, CH, CSPN, CGS).

1°) S'agissant des fantassins, il est rare qu'ils fassent toute leur carrière à la Garde : au bout de trois ans de service, ils peuvent se porter volontaires pour intégrer une autre unité, ou bien attendent trois ans et sont mutés d'office en Gendarmerie départementale. Cette trajectoire correspond au concept de « *stade nodal* », développé par Michel Blanc qui renvoie à « *l'existence de nœuds à partir desquels plusieurs directions sont envisageables, lorsqu'on représente la trajectoire spatio-temporelle d'une carrière sous forme d'arborescence* »³³⁰. Une carrière n'est jamais linéaire : des biais altèrent la linéarité, des « points de bifurcation » permettent à l'individu d'évoluer, de changer d'institution, conformément à ses choix personnels et aux contraintes institutionnelles. Ces « points de bifurcation » sont le « *produit d'une interaction entre les exigences actuelles de l'institution et celles qui résultent de la structuration de 'l'univers des possibles' de l'individu décideur* »³³¹. Les deux témoignages ci-dessous indiquent que ces « points de bifurcation » se situent à l'intersection de la stratégie de l'individu et de la contrainte institutionnelle.

*« Quand j'ai intégré la Garde, j'avais 20 ans et je ne me voyais pas tout de suite en brigade, aller traquer un voleur ou identifier un cadavre. **La Garde républicaine, c'est parfait pour s'acclimater, se familiariser à la Gendarmerie.** On y reste trois ou quatre ans, et après on part en GD, avec plus de maturité : c'est le cheminement normal. »* (Garde républicain)

« A la sortie de l'école, j'ai demandé la Garde pour deux raisons : la première est qu'une fois en GD, il est quasiment impossible d'aller à la Garde ; la seconde est qu'à la Garde, si on ne demande pas le maintien, on n'y reste pas. » (Garde républicain)

Le cheminement est peut-être normal mais apparaît paradoxal ; tous les entretiens ont mis en évidence la difficulté d'adaptation à la Départementale, les missions n'étant pas les mêmes, la Garde n'imposant aucune mission type gendarmerie. Si la Garde constitue une institution de transition, elle semble ne pas préparer ses membres au passage dans une autre unité de gendarmerie, en raison de la spécificité des tâches à accomplir. A la sortie d'école, les jeunes gendarmes qui ont le choix doivent décider de leur affectation ; or, au moment de la prise de décision, ils n'ont pas toutes les cartes en main : il leur manque des informations et se trouvent confrontés à des zones d'incertitude qui bousillent leurs stratégies. La décision est rationnelle dans la mesure où elle est le produit de réflexions, de calculs, d'objectifs (temps libre, acclimatation, etc.)

³³⁰ *Ibidem*, p. 289.

³³¹ *Ibid.*, p. 290.

mais intervient dans le cadre de la « rationalité limitée » : l'individu « décide de façon séquentielle et choisit pour chaque problème qu'il a à résoudre la première solution qui correspond pour lui à un seuil minimal de satisfaction »³³². La Garde apparaît comme une solution satisfaisante, une solution de compromis : selon les calculs rationnels des individus, elle constitue une étape permettant de se préparer au Certificat d'Aptitude Technique. Les jeunes gendarmes se concentrent sur cet argument vérifié sur le court terme, évacuant tous les autres, ce qui les amène à prendre une décision dont les conséquences sur le long terme ne sont pas connues. Le premier seuil des objectifs est atteint ; le second reste incertain.

« Les gens qui font cinq ou six ans à la Garde et qui sont mutés en GD sont complètement déconnectés : en GD, on leur demande de faire du vrai travail de gendarme (procédures, auditions, etc.) ; à la Garde, le vrai métier de gendarme n'existe pas. Ils sont perdus. » (Garde républicain)

« Il est très difficile pour un garde républicain de s'adapter en GD car le travail n'est pas du tout le même. A la Garde, ils ont peu d'initiatives et du jour au lendemain on leur demande d'en prendre ; ils sont désarmés tous seuls face à ces situations. » (Major)

Inversement, ceux qui ne veulent pas aller en brigade afin de faire toute leur carrière à la Garde expliquent les raisons - perçues comme évidentes - du décalage entre la Garde et les autres unités de gendarmerie.

« Les missions de la Garde sont complètement différentes de la GD : on n'en fait pas de PJ [police judiciaire]. On n'est préparé pas aux missions GD tout simplement parce qu'on est très militaires. On travaille l'ordre serré, le maniement du sabre : nos missions sont très kakis. L'instruction est omniprésente, ça n'a rien à voir avec les missions GD. Ne me demandez pas d'aller en GD, je n'aimerais pas du tout ce qu'ils font. » (Gradé)

2°) Les gendarmes qui ont intégré les unités spécialisées ne sont pas assimilés aux PPG : ils détiennent une technique ou un savoir particulier qui nécessitent le maintien dans la Garde. Ainsi, un cavalier ne subira aucune pression de l'institution : ses capacités techniques constituent une valeur, il n'a donc pas besoin de compenser son choix de carrière. La particularité est que beaucoup élèvent leur passion du cheval au rang de priorité, n'hésitant pas à sacrifier leur évolution de carrière et n'accordant qu'une faible place à l'exigence du diplôme.

³³² Michel Crozier, Ehrard Friedberg, *op. cit.*, p. 54.

« A l'école de gendarmerie, on demande qui passe les tests : plongeurs, pilotes d'hélicoptère, maîtres-chiens, régiment de cavalerie. Moi, je voulais la Cavalerie, je l'ai obtenue, j'ai passé le CAT. Ensuite, on peut passer le DA [Diplôme d'arme] pour être chef et commander un groupe. Pour le moment, je ne recherche pas l'avancement : je fais ce qu'il me plaît, je verrai plus tard. » (Garde républicain)

« On peut passer plusieurs diplômes : le DA pour être gradé, l'OPJ pour passer en 'blanche' [Gendarmerie départementale], le concours officier, etc. On peut très bien évoluer tout en restant au régiment de cavalerie : moi, c'était la Garde ou rien. J'aime toujours autant mon travail. » (Gradé)

Ces traits s'expliquent par le rôle joué par la Garde à l'égard de ses membres : elle accueille les jeunes sortis d'école, prolonge leur formation, leur permet d'acquérir et d'approfondir les valeurs inscrites dans leurs motivations, elle les socialise, plus que tout autre institution militaire par le biais de l'entraînement et l'instruction mais surtout par celui de ses missions : une telle vision utilitariste des fonctions autorise l'amalgame entre la Garde républicaine et une institution dont le but final est la socialisation.

Chapitre 2. La Garde républicaine, une institution socialisante

Le processus de socialisation permet à une institution de transmettre ses valeurs, ses normes et ses principes aux individus qui la composent et de définir le rôle et la position que chacun occupe en son sein : ces derniers intériorisent à la fois une idéologie correspondant à une « vision du monde » et un rôle découlant de la division du travail. Si toute institution joue un rôle socialisateur à l'égard de ses membres, l'armée en tant qu'institution est reconnue pour être « *une technique et un savoir qui peuvent projeter leur schéma sur le corps social* »³³³. La Garde républicaine socialise, plus que tout autre unité militaire, aux valeurs militaires : cet aspect explique qu'elle ne soit qu'une institution-transition. Plus que cela : elle constitue une phase d'apprentissage, d'acculturation, non pas aux missions gendarmerie mais à l'armée : elle inculque à ses membres passagers un *habitus*³³⁴ militaire par le truchement de la formation continue et surtout de ses missions. Le décalage perçu par les enquêtés entre la Garde et la Gendarmerie départementale est une conséquence de l'*habitus* militaire substitué par

³³³ Michel Foucault, *Surveiller et punir...*, *op. cit.*, p. 197.

³³⁴ Pierre Bourdieu définit les *habitus* comme « systèmes de dispositions durables et transposables en structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations », cité par Claude Dubar, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 3^e édition, 2004, p. 69.

l'institution à l'*habitus* gendarmique. La Garde républicaine, même insérée dans une dynamique sociale, pénétrée du mouvement de « civilianisation », demeure à certains égards très militaire ; elle est peut-être la plus militaire de toutes les unités de gendarmerie. P. Berger et T. Luckmann nomment cette phase « socialisation secondaire », dans la mesure où elle vient parfaire la « socialisation primaire » ayant eu lieu à la période de l'enfance : la « socialisation secondaire » réside « en tout processus postérieur qui permet d'incorporer un individu déjà socialisé dans des nouveaux secteurs du monde objectif de sa société »³³⁵. A la Garde, ces deux socialisations ne sont pas incompatibles³³⁶ : la plupart de nos interlocuteurs ont un parcours professionnel qui les a menés de l'armée de Terre à la Garde et ont avoué être attirés dès l'enfance par l'armée. Par la socialisation au système symbolique militaire qu'elle assure, la Garde freine les ardeurs individualistes et « civilianisatrices ». Sans être hermétique au civil, elle le canalise, la socialisation n'entraînant pas la négation de l'individu (Section 1).

La « socialisation secondaire » varie d'une unité à l'autre et n'est pas uniforme : moins forte dans les unités spécialisées, notamment la Cavalerie et la Musique, car reposant moins sur les normes militaires que sur un savoir-faire, elle est au fondement des motivations des membres d'unités non spécialisées. Le processus de socialisation enclenche simultanément le processus d'identification : l'acculturation construit l'identité dans la mesure où « l'intériorisation n'apparaît qu'avec l'identification »³³⁷. Ainsi, l'identité sera différente d'une unité à l'autre, l'identification plus ou moins intense et le recours à la classification des unités s'imposera (Section 2).

Section 1. L'apprentissage des valeurs militaires

L'apprentissage des valeurs n'est pas l'apanage de la Garde : toutes les institutions, y compris les institutions civiles, transmettent à leurs membres leur propre système de valeurs ; Peter Berger et Thomas Luckmann précisent en effet que « l'intériorisation de la société, l'identité et la réalité, ne sont pas des phénomènes définis une fois pour toutes ni en une fois » et que « la socialisation n'est jamais totale ni terminée ». Comme toute institution militaire, la Garde assure une formation

³³⁵ Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, coll. « Références », 2003, p. 179.

³³⁶ Conformément aux prescriptions de Berger et Luckmann : « La structure de base de toute socialisation secondaire doit ressembler à celle de la socialisation primaire », *op. cit.*, p. 180.

³³⁷ P. Berger, T. Luckmann, *ibidem*, p. 181. Les auteurs ajoutent même que les deux processus ne constituent l'un vis-à-vis de l'autre ni une cause ni une conséquence mais sont les composantes d'un seul et même processus : « L'appropriation subjective de l'identité et l'appropriation subjective du monde social sont des aspects simplement différents du même processus d'intériorisation (...) », p. 182.

continue par l'instruction et l'entraînement³³⁸ qui ont pour objectif de parfaire l'acculturation des membres au « système symbolique » militaire. C'est en tant qu'institution d'accueil d'une majorité de jeunes sortis de l'école de gendarmerie que la Garde républicaine, plus que tout autre institution militaire, constitue une institution socialisante, chargée d'inculquer aux jeunes gendarmes le cadre normatif, les valeurs, les traditions de l'Armée prise comme institution. Si la socialisation signifie transmission de valeurs de l'institution émettrice vers l'individu récepteur, qui les intériorise, elle renvoie également au « *travail sur autrui* »³³⁹ ; pour la réalisation de ce travail, l'institution construit un « programme institutionnel » qui englobe les deux volets de la socialisation : le volet transmission/intériorisation et le volet « travail sur autrui ». François Dubet explique que « *le programme institutionnel ne signifie pas seulement que la socialisation consiste à inscrire une culture dans un individu, elle désigne aussi une manière particulière d'accomplir ce travail sur autrui* »³⁴⁰.

La Garde use de deux outils principaux : les missions de sécurisation des sites et d'honneur, pour l'apprentissage des valeurs de bases : le sacrifice, la disponibilité et la discipline. Seulement si la disponibilité n'est que le reflet « civilianisé » du sacrifice évoquant plus le règlement que la valeur (§1), la discipline demeure le fondement du « système symbolique » militaire, même si au départ, elle est perçue comme une règle statutaire (§2).

§1. Sacrifice et disponibilité : de la valeur à la norme

Ces missions sont souvent perçues par les enquêtés comme fastidieuses, dures et sans intérêt d'un point de vue personnel, perceptions qui révèlent une faible identification à la Garde. Ils ont peu conscience de l'apprentissage des trois grandes valeurs : la disponibilité, l'abnégation, la discipline, car d'une part, ils les ont intériorisées et ne peuvent avoir conscience du lien qui relie leur tâche quotidienne au système de valeurs de l'armée³⁴¹ ; d'autre part, ils ont conscience de l'obéissance non à un système idéologique mais normatif, l'adhésion se transformant en conformité. Par conséquent, si nos interlocuteurs ont conscience de l'apprentissage de la disponibilité, de l'abnégation, de la discipline,

³³⁸ Nous n'insisterons pas sur l'instruction et l'entraînement communs à toutes les armées et non spécifiques à la Garde. Comme l'écrit Frédéric Coste, « grâce à l'instruction qu'il va recevoir et à l'entraînement auquel il va être soumis, le militaire va pouvoir développer l'ensemble des qualités, en particulier morales, que l'institution juge indispensable qu'il acquière », *Analyse du système des valeurs militaires et des caractères conservateurs des armées*, mémoire de DEA de science politique, université de Lille 2, 2002, p. 46.

³³⁹ Le terme est de François Dubet et « consiste à attribuer un rôle, à conférer une identité institutionnelle et à attendre d'autrui qu'il se conduise conformément à cette position », *op. cit.*, p. 78.

³⁴⁰ François Dubet, *ibidem*, p. 24.

³⁴¹ Comme l'explique Jean Stoetzel, « une part très considérable de l'acculturation se produit ainsi dans l'expérience de la vie quotidienne, sans même que le sujet s'en rende compte, à plus forte raison sans que nulle pression explicite ne soit exercée sur lui », *op. cit.*, p. 75.

ils les considèrent comme des règles impersonnelles ou comme les clauses d'un contrat synallagmatique conclu entre l'institution et eux-mêmes, non comme des idéaux.

Si la Garde demeure très attachée au « système symbolique » militaire, faisant prévaloir l'institution sur l'organisation, ses membres laïcisent et sécularisent le système idéologique pour en faire un système réglementaire, et tendent à l'assimiler au cadre juridique qui détermine leur action. Or, ce phénomène de désacralisation empêche les membres de s'identifier pleinement à leur institution d'appartenance : au lieu de construire leur identité sur une idéologie, ils la construisent sur la Loi. Au départ, ils sont motivés par l'idéologie militaire qui a participé de leur motivation d'intégrer une institution militaire ; une fois membre de l'institution, ils transforment l'adhésion à une idéologie en respect de la norme institutionnelle. Un grand décalage a lieu entre les motivations primaires et l'action du processus de socialisation sur des individus aptes idéologiquement à recevoir la culture de l'institution intégrée. Cette désacralisation, ce « désenchantement du monde », peut être à l'origine des sentiments des individus à l'égard de leur activité ; percevant les valeurs transmises par leur mission comme des normes auxquelles il faut non plus adhérer mais obéir, ils exercent cette activité de manière mécanique.

La première valeur transmise par les missions de sécurité et d'honneur est le sacrifice, la dureté (« *hardship* »³⁴², C. Moskos) afin que l'apprenti-soldat place l'intérêt de l'institution au-dessus du sien, qu'il privilégie le bien-être de l'institution qu'il sert avant son bien-être personnel. L'abnégation est la caractéristique suprême de l'armée : elle constitue la première valeur que le militaire doit acquérir, sachant qu'il la possède avant l'intégration de l'armée, sa « *personnalité étant construite autour de vocations et de valeurs* »³⁴³. Le don de soi est un état d'esprit immanent à l'individu qui, en intégrant une institution militaire, souhaite l'exercer. L'activité quotidienne des gardes républicains exige cet esprit d'abnégation, cet altruisme, dans la mesure où ils existent pour Servir et où ils peuvent être appelés à tout moment pour accomplir une tâche particulière. Si les termes « abnégation » et « don de soi » ne sont pas apparus lors des entretiens, celui de « disponibilité » a été prononcé plusieurs fois ; plus concret, plus immédiat, il illustre l'activité quotidienne, ce qui évite le recours aux termes sacrés pouvant apparaître pompeux ; le sacrifice est plus commodément appelé « disponibilité », transposition profane du mot sacré « sacrifice ». Selon Frédéric Coste, « *cet esprit de sacrifice, outre ses implications lors des opérations, a également une importance journalière significative puisqu'il débouche sur l'acceptation d'une disponibilité exceptionnelle* »³⁴⁴. Le sacrifice ne renvoie donc pas forcément à la mort, au don

³⁴² Pour Charles Moskos, « l'acceptation de la dureté » ou « fatigue » (*hardship*) est un trait de la vocation militaire, *Military : More Than Just a Job ?*, *op. cit.*, p. 12.

³⁴³ François Dubet, *op. cit.*, p. 76.

³⁴⁴ Frédéric Coste, *op. cit.*, p. 15.

de la vie mais au don du temps pour le service d'autrui ; la désacralisation syntaxique ne nie pas le principe qui demeure le don de soi : le sacrifice devient disponibilité en temps de paix ; la disponibilité redevient sacrifice au combat. Lorsqu'ils évoquent la disponibilité, les enquêtés tendent à la considérer comme une règle obligatoire.

« La sécurité des hautes instances de l'Etat et les honneurs demandent beaucoup de disponibilité. Le téléphone sonne pour une mission d'honneur, il faut y aller : on a très peu de temps pour se préparer, donc il faut être sur le qui-vive, au cas où.

- Que représente la disponibilité pour vous ?

- ***Cela fait partie de tout exercice de base de tout garde républicain : il doit savoir qu'il est au service de l'Etat et que l'Etat peut avoir besoin de lui à tout moment. La disponibilité, c'est un critère qu'il faut maîtriser et réaliser.*** »

Au-delà de l'aspect statutaire, la disponibilité est un trait spécifique de la Garde républicaine : la fonction des gardes statiques traduit symboliquement la permanence de l'institution, le garde étant de service de jour comme de nuit, pour vingt-quatre heures. La permanence et le travail continu valorisent la Gendarmerie et le « sacrifice » que fait le militaire, un sacrifice lié non pas à la mort mais au dur labeur, à la fatigue, à la difficulté de la tâche, autant de termes qui renvoient au concept américain « *hardship*. » Le garde incarne la logique sacrificielle et « *représente, à l'instar de la sentinelle, du veilleur de nuit ou du gardien de phare, un témoignage du dévouement anodin de l'homme pour exécuter une tâche ingrate et obscure, une manifestation de la recherche de son emprise sur des éléments réglés par le risque et l'imprévu* »³⁴⁵. La « civilianisation » du sacrifice n'entraîne en définitive aucun « désenchantement du monde » ni la négation de ce qu'il représente : les gardes statiques et les services d'honneur ont pour objectif premier de socialiser les gardes à la disponibilité, perçue comme une règle impersonnelle, demeurant pourtant une valeur militaire prégnante. La fatigue, l'insatisfaction éprouvée, le manque d'intérêt, font partie du jeu : sans ces éléments, l'armée ne serait plus l'armée, car on ne s'y engage pas sans posséder le sens du don de soi. Le facteur « temps libre » érigé par les interviewés en motivation constitue lui aussi un outil socialisateur, un mode de transmission du sacrifice ; au-delà de sa fonction de récupération et de préparation au diplôme du Certificat d'Aptitude Technique, le « temps libre » accentue encore plus la fatigue, donc la résistance : « *Plus il y aura de temps libre (...) plus le travail risque d'apparaître fastidieux, vide de sens.* »³⁴⁶ Car, les heures de services, elles, ne diminueront pas. L'interaction entre « temps libre » et « sacrifice » révèle que la Garde conjugue un élément de la société civile et un élément militaire : si les militaires deviennent adeptes du temps libre, ils deviendront encore plus attachés au « sacrifice ». Sans doute les

³⁴⁵ François Dieu, *Secrets d'un corps...*, op. cit., pp. 239-240.

³⁴⁶ Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, Paris, Folio, 2003, p. 182.

jeunes gendarmes ignorent-ils qu'à la sortie de l'école, en choisissant la Garde pour son temps libre, ils seront confrontés à cet aspect du « sacrifice ». Un propos contradictoire avalise cette interaction : si des plaintes s'élèvent face aux missions remplies, la disponibilité, empreinte dans les missions de gardes statiques, est revendiquée.

« Nous, les 35 heures, on ne connaît pas. Certes, on connaît une évolution avec l'équivalent militaire des RTT : les TAOPC qui assurent quinze jours de permission supplémentaires et quinze jours rémunérés pour les unités opérationnelles. C'est un progrès, mais je ne veux pas être aux 35h, je trouve plus valorisant d'être comme on est, ça prouve qu'on est disponibles. » (Major)

Ainsi, les militaires, bien que membres d'une institution socialisante, sont immergés dans la société civile. Les ouvrages traitant de la « civilianisation » du monde militaire s'interrogent sur la faculté de résistance des militaires à la société consumériste basée sur l'hédonisme³⁴⁷ ; s'agissant de la Garde républicaine, elle assure cet équilibre en socialisant ses membres au moyen d'un outil de la société civile. De ce fait, la disponibilité, perçue comme une norme, conserve son rang de valeur, les gardes ne souhaitant pas réduire le temps de travail.

§2. La discipline : une norme « resacralisée »

La discipline est une autre valeur fondamentale inculquée aux jeunes gendarmes. Principal outil : les honneurs militaires. Les services d'honneur apprennent aux gardes la gestuelle, le maintien, l'ordre serré, le maniement du sabre, de l'arme : en rendant les honneurs, on présente les armes. Le soldat sait qu'en cas d'erreur, il entraîne et désorganise le groupe : la discipline crée la cohésion, le groupe dépendant de l'individu. En rendant nécessaire la cohésion et la discipline pour l'exécution de la tâche, cet outil socialisateur que constituent les missions d'honneur transmet ces deux valeurs essentielles au garde, la discipline requise ayant pour objectif sous-jacent de *« rappeler, d'une part, que le soldat est fondamentalement le parangon de l'obéissance, et, d'autre part, pour créer le lien organisationnel qui sert à produire la cohésion de la troupe »*³⁴⁸. La discipline, fondement des valeurs militaires, produit d'autres valeurs, facilite l'acculturation en même temps que le contrôle hiérarchique ; en effet, si la discipline constitue une technique au service de l'armée dans un but d'efficacité opérationnelle - pour

³⁴⁷ François Dieu, pour sa part, évoque le « dilemme atypisme-banalisation » qui renvoie aux « difficultés de conciliation d'une certaine spécificité socioculturelle avec les aspirations de la société de consommation et des loisirs », ce qui selon lui, tend « à l'altération des principales valeurs du gendarme », « Retour sur la crise de la Gendarmerie », *Défense Nationale*, n°3, vol. 58, mars 2002, p. 165.

³⁴⁸ Alain Ehrenberg, *op. cit.*, pp. 147-148.

Michel Foucault, la discipline militaire est « *une technique de base pour que l'armée existe, non plus comme une foule ramassée, mais comme une unité qui tire de cette unité même une majoration de forces ; (...) elle moralise toujours les conduites mais de plus en plus elle finalise les comportements.* »³⁴⁹-, elle est un instrument permettant à l'institution d'assurer une surveillance efficace et à moindre coût sur ses membres. A moindre coût dans la mesure où elle est assurée par l'individu autonome et ne nécessite pas de dispositif de contrôle. L'objectif, ou la fonction latente (*Supra*), des missions d'honneur est de responsabiliser le garde républicain, de sorte que celui-ci sait quelle attitude adopter, ses déplacements dans l'espace en fonction de la géométrie des figures incrustées dans le sol, faisant office ici de points de repère : ainsi que l'écrit Michel Foucault, « *l'ordre de l'architecture (...) impose sur le sol ses règles et sa géométrie aux hommes disciplinés* »³⁵⁰. La discipline que réfléchissent les piquets d'honneur rend le soldat responsable, utile pour l'accomplissement d'autres missions nécessitant discipline, rigueur, autonomie.

« On s'entraîne beaucoup à nos missions : on travaille beaucoup l'ordre serré pour servir efficacement sur nos missions. » (Gradé)

Au-delà du simple aspect de l'autonomie, si la discipline responsabilise le militaire, elle accroît le contrôle hiérarchique sur son activité ; favorisée par la discipline, l'autonomie se développe sous l'œil invisible de la hiérarchie : le soldat est « dressé » pour reproduire la culture institutionnelle, son supérieur peut lui faire confiance sans avoir à le surveiller, conformément à l'équation suivante :

Discipline → autonomie → contrôle hiérarchique.

Le lien entre l'autonomie et le contrôle n'est certes pas évident ; il faut préciser le type de contrôle dont il s'agit et se reporter à la typologie d'A. Etzioni qui distingue trois pouvoirs, dont le pouvoir normatif : il correspond aux « *purs symboles* »³⁵¹ présents dans les institutions militaires, intimement attachées aux honneurs et au prestige ; selon l'auteur, la socialisation est une composante du pouvoir normatif dans la mesure où elle inculque aux membres de l'institution ses propres valeurs : c'est l'intériorisation de ces valeurs qui établit la confiance entre le supérieur hiérarchique et le subordonné, en même temps que le contrôle du premier sur le second. Ainsi, les services d'honneur participent de la socialisation des gardes républicains : la connaissance des mouvements et du placement du corps constitue le vecteur du pouvoir normatif de l'institution, « *pouvoir infinitésimal sur le corps actif* »³⁵². Ici prend son sens la thèse de March et

³⁴⁹ Michel Foucault, *op. cit.*, p. 245.

³⁵⁰ *Ibidem*, p. 221.

³⁵¹ Amitai Etzioni, *Les organisations modernes*, Paris, Duculot, coll. « Sociologie nouvelle », 1971, p. 110.

³⁵² Michel Foucault, *op. cit.*, p. 161.

Simon, reprise par A. Etzioni, selon laquelle « *plus la socialisation est efficace, moins grand est le besoin de contrôle* »³⁵³ ; A. Etzioni précise que les institutions qui privilégient le pouvoir normatif ont plus de chance d'assurer une socialisation efficace ; l'efficacité est d'autant plus importante que le processus socialisateur agit sur des individus préparés à recevoir les valeurs. Assuré par l'intériorisation de la « valeur » disciplinaire qui le garantit, le contrôle est inutile : inscrit dans chaque piquet d'honneur, dans chaque rang, dans l'ordre serré et immanent à la discipline, il n'a plus besoin d'être visible. Au-delà de la reproduction symbolique de la culture institutionnelle, la discipline crée une obéissance de type réglementaire en garantissant la conformité au cadre normatif de l'institution. A ce titre, elle n'apparaît plus comme une valeur mais une règle imposée par l'institution : on n'obéit plus par conviction idéologique mais par contrainte, on obéit parce que le dispositif statutaire l'exige. Le contrôle hiérarchique est démasqué, la règle impersonnelle émerge et transcende le « système symbolique » de l'armée : la logique organisationnelle prime la logique institutionnelle³⁵⁴, la sacralisation de la dimension « légale-rationnelle » désacralise la dimension traditionnelle conduisant à l'éviction de l'idéologie et à la rationalisation des valeurs, moins perçues comme une croyance que comme un règlement. La discipline ainsi rationalisée contribue au « désenchantement du monde », voire en constitue son fondement : « *Le premier de ces désenchantements concerne la discipline, qui semble maintenant se réduire à une fonction de contrôle social.* »³⁵⁵ Non seulement elle ne dissimule plus sa fonction de contrôle mais encore elle est considérée par les militaires comme une norme.

« Le cadre moral est très difficile à placer dans notre activité ; la discipline n'est pas une valeur morale, elle nous est imposée par les textes. Une indiscipline, et son incidence vous suit tout le long de votre carrière. La Gendarmerie a une très bonne mémoire : elle enregistre tout. » (Officier)

Cette conception a une incidence sur l'autorité du commandant : celui-ci n'est plus couvert par l'idéologie, par le « système symbolique » militaire, simplement parce que « *l'autorité a cessé d'être naturelle et sacrée* »³⁵⁶. Rationalisée à son tour, elle n'implique plus une obéissance passive mais l'adhésion ; cette perspective de l'autorité modifie le rôle du chef, par voie de conséquence, de la

³⁵³ A. Etzioni, *op. cit.*, p. 128.

³⁵⁴ Peut-on en conclure, à l'instar de Claude Giraud, qu'un « glissement entre l'institution et l'organisation » s'opère ? Selon l'auteur, « si cette institution demeure, elle est néanmoins soumise à une transformation importante issue de l'émergence de l'organisation qui se comprend ici comme la rationalisation des moyens et des objectifs ». On pourrait rajouter : des valeurs. Cf. Claude Giraud (dir.), « De l'institution à l'organisation de la Gendarmerie: les effets induits sur le métier de gendarme », *Documents du C2SD*, 4^e trimestre 2004, p. 21.

³⁵⁵ François Dubet, *op. cit.*, p. 76.

³⁵⁶ *Ibid.*

discipline ; plus qu'une règle, elle devient un canal de communication entre le supérieur hiérarchique et son subordonné : « *Souple et bienveillante ; elle repose sur le dialogue et la concertation.* »³⁵⁷

Cette rationalisation demeure toutefois dominée par un reliquat institutionnel : que l'on parle de norme ou de « contrat moral »³⁵⁸ pour évoquer la discipline, elle s'impose à l'individu qui, à défaut de pouvoir l'éliminer, peut en modifier le sens, non le contenu. La discipline, même « civilianisée », reste le fondement du système symbolique militaire, la base de l'idéologie de l'armée. A la Garde, la discipline reste une valeur ; le commandement, même s'il a évolué, en raison du prestige qu'elle diffuse, se doit d'être irréprochable ; ce qui est considéré par certains comme une « broutille » sera élevé au rang de priorité par d'autres. A l'instar du « sacrifice », la discipline est à l'intersection de la tradition et de la modernité : le monde civil, dans lequel l'armée est immergée, instille des éléments de modernité ; le système perceptif change mais l'objectif demeure le même. Si la discipline ne renvoie plus à l'obéissance passive, elle n'évacue pas pour autant les valeurs militaires : la discipline peut donc être considérée comme un « *code moral, un 'cahier des charges' et un principe d'action et d'organisation fédérateur qui garantit le succès des entreprises, en faisant appel, en même temps qu'au courage et à l'abnégation, à l'initiative et à l'intelligence des acteurs* »³⁵⁹. L'autonomie issue du processus disciplinaire peut aussi être perçue comme un outil performateur au nom d'un impératif d'efficacité et non plus comme le simple reflet du contrôle hiérarchique. Le témoignage d'un commandant d'unité évoque l'union contradictoire de la discipline-valeur et de la discipline-management qui traduit une évolution tempérée du commandement et de l'autorité : « *A la Garde, on insiste sur la discipline, mais on fait attention car on a affaire à des gens qui sont bac+2 minimum, donc il faut prendre le temps de leur expliquer ce qu'on leur demande de faire, ce qui est tout à fait normal. Par contre, il y a une chose sur laquelle je suis intransigeant, c'est la tenue ; on laisse une belle image, on doit continuer.* »

L'apprentissage des valeurs militaires, même laïcisées, enclenche le processus d'identification ; la particularité de la Garde républicaine est qu'elle est une institution très militaire dans le sens où son cadre normatif se confond avec celui de l'armée : la conséquence est qu'elle socialise moins ses membres aux missions gendarmiques qu'aux militaires. Cependant, le processus d'identification varie selon les unités : la différenciation mise en lumière par l'analyse organisationnelle est conservée par l'analyse institutionnelle.

³⁵⁷ Lieutenant-colonel Baradel, « Relations sociales », *Le Trèfle*, n°93, p. 36.

³⁵⁸ Le terme est de Louis-Christian Jullien.

³⁵⁹ Louis-Christian Jullien, « Du commandement en général et dans la Gendarmerie en particulier », *Défense nationale*, n°11, novembre 1998, p. 54.

Section 2. Le processus d'identification

L'identification à la Garde est plus forte dans les unités spécialisées et quasiment nulle dans les autres unités, même si l'absence d'identification ne signifie pas absence d'identité. La remarque liminaire que l'on peut d'ores et déjà faire est que toutes les unités confondues **hiérarchisent leur identité** : la socialisation construit plusieurs identités de valeur inégale et les individus les organisent. Ici, la distinction entre les unités est d'ores et déjà utile : l'identité clef des unités spécialisées ne trouvera aucune correspondance dans les autres unités, et inversement (§1).

Le processus d'identification n'est pas sans effets sur les **trajectoires professionnelles** des gardes républicains : plus l'identification à l'armée est forte, plus les individus ressentent le besoin de quitter la Garde ; plus l'identification à l'activité spécialisée est forte, moins les individus quittent la Garde et en ressentent l'envie, de sorte que les canaux de concertation intra-institutionnels ne fonctionnent que très peu, les uns sachant qu'ils vont quitter la Garde, les autres étant satisfaits de leur tâche. La question de l'identification est mise en relation avec celle de la fierté, ciment de l'identification et de la motivation de rester à la Garde (§2).

§1. Une identification hiérarchisée.

L'identification n'est pas un processus monolithique ; il y a au moins deux sortes d'identification : l'une au « groupe d'appartenance » auquel l'individu « *est objectivement attaché comme membre* »³⁶⁰, l'autre au « *groupe de référence (...) impliquant l'existence de mécanismes d'identifications (...) de la personne à des groupes* »³⁶¹ autres que le groupe auquel elle appartient. Il est important de dissocier les deux groupes car les membres des unités hiérarchisent leur identification selon les tâches assignées, mais aucun ne situe au sommet de la pyramide l'identification à la Garde républicaine : si les membres d'unités non spécialisées dans une tâche particulière, exerçant les missions de sécurité et d'honneur, construisent une identité militaire ou s'identifient à l'armée en tant qu'institution (A), ceux appartenant aux unités spécialisées, requérant une technique précise et un savoir-faire, construisent, en revanche, une identité professionnelle axée sur le métier (B). L'identification à l'armée en tant que « groupe de référence » prime, sans la supplanter, l'identification à la Garde en tant que « groupe d'appartenance ».

A. L'identification à l'armée

L'identification des membres de la Garde est hiérarchisée : si les officiers s'identifient d'abord à l'armée en tant qu'institution, puis à la Gendarmerie,

³⁶⁰ Jean Stoetzel, *op. cit.*, p. 206.

³⁶¹ *Ibidem*, p. 305.

enfin à la Garde, les gardes républicains s'identifient en premier lieu à la Gendarmerie. Les enquêtés ne s'identifient à la Garde républicaine qu'en troisième lieu, en raison de la pénibilité des missions et de la courte durée de l'affectation. De même qu'elle envisage et programme le départ de ses membres, l'institution façonne d'abord l'identité militaire avant l'identité gendarmique, évacuant une identification à elle-même. Dans ces deux paradoxes (Programmation des départs et construction de l'identification à l'armée), réside la spécificité de la Garde. Les valeurs de l'armée sont celles de la Garde : indirectement, en inculquant le « système symbolique » de l'armée, elle inculque le sien. Pour cette raison, une identification à la Garde n'est pas nulle mais demeure beaucoup plus faible ; si elle n'existe pas, c'est parce qu'elle se confond avec l'identification militaire.

« Nous sommes d'abord militaires avant même d'être gendarmes. Ensuite, nous appartenons à la Garde. Mais nous nous sentons encore plus militaires grâce à la Garde républicaine : le principe des services d'honneur, c'est tout le cérémonial militaire. Quand on présente les armes, c'est militaire. On est militaires dans le fond et dans la forme. » (Officier)

La sécularisation de la vocation ainsi que l'association « motivations idéologiques »/« motivations économiques » n'obèrent pas l'identification à l'armée ; non seulement elle ne l'empêche pas, mais encore cette identification est renforcée par l'effort socialisateur de la Garde. Berger et Luckmann définissent la socialisation secondaire comme « l'intériorisation de 'sous-mondes' institutionnels »³⁶², de sorte que les gardes républicains ont comme référent direct leur unité d'appartenance, comme identité, l'armée. Leur identification transcende les multiples « sous-mondes » pour ne se fixer qu'au « sous-monde » militaire, au sens large du terme. Malgré les signes « civilianisateurs », tels que l'absence d'esprit de corps au sein de certaines unités, le contact avec la police, les missions civiles, etc., les gardes républicains sont animés d'un fort « esprit militaire. » En dehors du fait que cet esprit les ait incités à intégrer la Garde, celle-ci le renforce par le biais d'outils socialisateurs. L'« esprit militaire » fait référence au concept de « système symbolique », développé dans la première partie ; les enquêtés appartenant aux unités non spécialisées de la Garde ont tous revendiqué le statut militaire et exprimé leur sentiment d'appartenance à l'armée. Cependant, les identifications diffèrent selon qu'il s'agit d'officiers, de gradés ou de gardes républicains : les réponses ne sont pas les mêmes, les officiers et les gradés étant beaucoup plus liés par les valeurs militaires.

³⁶² Peter Berger, Thomas Luckmann, *op. cit.*, p. 189.

*« Vous pouvez peut-être appliquer ce terme aux autres unités de gendarmerie qui, pour les besoins de l'enquête, portent la tenue civile. Et encore : c'est par commodité qu'ils la portent. Eux sont proches des valeurs du civil, nous, non. A la Garde, on est très militaires : **nos missions sont très kakis. La preuve, je suis habillé en kaki.** » (Gradé)*

Aussitôt, les propos évoquent un idéal que l'armée continue d'offrir, par opposition à la société civile qui l'a détruit. Les enquêtés usent d'un discours manichéiste en présentant deux sortes de mondes : un reposant sur des valeurs, un autre « *antagoniste où les valeurs authentiques sont vues sous l'angle de la perte ou de la décadence* », reposant sur « *l'idéologie matérialiste et individualiste* »³⁶³. L'« esprit militaire » renvoie avant tout à la tradition, aux valeurs auxquelles nos interlocuteurs se montrent très attachés ; on peut noter la récurrence des termes « valeurs » et « tradition ».

*« A la Garde, on est militaires et c'est facile de l'être avec les honneurs qu'on rend aux autorités civiles. Cela représente la **tradition**, la maintient. Les honneurs militaires, c'est toute la symbolique militaire. La Garde est très **tradition** et on essaie de maintenir les **valeurs**. On est une grande famille, on n'est jamais seuls, il y a tout le côté **cohésion, solidarité** qu'il n'y a pas dans le civil. Le civil, c'est la jungle ! Nous, nous sommes dans un milieu protégé. » (Officier)*

*« La Garde républicaine est un symbole fort et vivant de la République ; elle représente la **tradition pérenne, le culte de la tradition**. Ce qui n'exclut pas le progrès : Jaurès a dit que 'la tradition c'est entretenir une flamme' ; j'applique cette citation à la Garde. » (Officier)*

*« La Garde républicaine est la seule unité à rendre les honneurs militaires. Il y a aussi les honneurs aux morts : c'est le fondement et le terreau de mon engagement. On ne doit pas les oublier. Notre liberté vient de là, nos **valeurs** humaines ; et l'armée les garantit, elle existe pour protéger l'individu. Oui, on tend à se rapprocher du civil avec la GRH, le management, la gestion des carrières, etc., mais tous ces mots, ce n'est pas notre culture. » (Officier)*

L'identification à l'armée se construit également sur la négation non de l'évolution vers le civil ou de la convergence entre les deux mondes, mais du langage de la société civile ; si nos interlocuteurs se montrent favorables à une évolution et une ouverture de la Garde sur l'environnement civil, ils refusent l'identité linguistique : certains procédés peuvent être identiques sans prendre pour autant les mêmes dénominations. Le civil n'est pas perçu comme un

³⁶³ Marie-Anne Paveau, « Paroles de militaires : les 'Libres réflexions sur la défense' dans la revue *Armées d'aujourd'hui* », *Mots*, 51, juin 1997, pp 66-67.

ennemi porteur de maux dont il faut se prémunir en se coupant de lui : il est perçu comme un monde dont il faut canaliser la volonté d'expansion. Dans le fond, les discours des officiers ne sont pas teintés de conservatisme : ils ne révèlent pas de rejet de la convergence des pratiques militaires et civiles ; seulement, chaque monde doit conserver son identité. Or, une convergence de mots entraînerait une confusion idéologique et brouillerait les repères. La différenciation linguistique est essentielle pour faciliter la conservation du « système symbolique », de l'identité militaire : le langage « *rend la plupart des communications militaires illisibles pour les personnes extérieures* »³⁶⁴. Cette illisibilité maintient l'institution militaire dans le système ; une convergence syntaxique est perçue par les enquêtés comme la perte de l'institution. Le langage, marqueur institutionnel, est investi d'une « *fonction identitaire, resserrant les membres du groupe autour d'une définition axiologique d'eux-mêmes* »³⁶⁵. Pourtant, les enquêtés ont « *civilianisé* » le sacrifice pour ne plus parler que de disponibilité ! (*Supra*)

Etienne Schweisguth conçoit que « *sous la pression de la société civile, l'armée connaisse une évolution vers des formes d'organisation et de fonctionnement de plus en plus libérales sans que pour autant disparaisse l'opposition idéologique entre le monde civil et le monde militaire* »³⁶⁶. Si parallèlement au maintien des valeurs et des traditions, l'institution doit se conformer aux évolutions du monde civil, elle conserve son idéologie, en commençant par son vocabulaire, au risque de perdre sa position symbolique de repère identitaire. Par conséquent, l'« esprit militaire » ne rejette pas le civil : si le terme « civilianisation » n'est pas retenu, ce qu'il représente l'est.

« On ne peut pas évoluer dans un monde en étant en décalage : le civil déteint sur nous. On compense les 35 heures avec les primes, les récupérations, etc. Mais la conversion du militaire au civil est impossible car à l'armée, il n'y a pas de rendement économique : or, l'application des schémas du civil est liée à l'augmentation du rendement. Nous avons un objectif de savoir-faire, pas de performance : on n'a pas d'obligation de résultat et notre évaluation, ce sont les exercices : on s'assure que nos personnels connaissent leur technique et que nous, nous sommes aptes à commander. »

*« Depuis la professionnalisation, on craint d'être exclus de la société civile, donc on fait beaucoup d'efforts pour garder le contact. La Garde s'ouvre à d'autres institutions, comme les écoles. **Mais je n'aime pas ce terme 'civilianisation'** car non seulement **la Gendarmerie a toujours été en contact avec la population civile**, c'est ce qui la caractérise depuis*

³⁶⁴ T. Caplow, P. Vennesson, *op. cit.*, p. 27.

³⁶⁵ Marie-Anne Paveau, *préc.*, p. 66.

³⁶⁶ Etienne Schweisguth, « L'institution militaire et son système de valeurs, » *préc.*, p. 390.

toujours, mais en plus on a l'impression que ce terme nie le militaire et ses valeurs. »

« La militarité c'est tout un ensemble de choses : il est impossible qu'un jour on se 'civilianise.' Pour moi, ce sont les civils qui se militarisent. A commencer par les policiers qui changent de statut ! »

« On est très proche du public, on ne reste pas qu'entre militaires : les réquisitions viennent des autorités civiles, on côtoie les policiers, il y a toujours la coopération ; finalement, nous ne sommes confrontés qu'au monde des civils. »

Les schèmes de pensée des gardes républicains sont différents de ceux des officiers : si les seconds s'identifient à l'armée et sont sensibles au « système symbolique » de la Garde, les gardes républicains se montrent un peu moins enthousiastes. Ils s'identifient d'abord à la Gendarmerie : l'*habitus* gendarmique se substitue à l'*habitus* militaire. Les motivations originelles de chacun, à la sortie de l'école de gendarmerie, révèlent que si la Garde est choisie, c'est pour des raisons stratégiques, à savoir le temps libre, la familiarisation au milieu gendarmique, l'objectif final étant l'intégration d'une unité de Gendarmerie départementale. Le goût pour le service public est plus fort que celui pour l'armée en tant qu'institution ; s'ils adhèrent au « système symbolique militaire », s'ils l'ont intériorisé, ils le considèrent comme inférieur à l'idéologie du service public.

Les missions d'honneur, participant du « système symbolique » de la Garde, ne représentent pas un attrait : ils se sentent gendarmes, c'est-à-dire aptes à exercer des missions de police, et veulent substituer le « vrai terrain » au terrain prestigieux des lieux de pouvoir ; en définitive, ils se sentent animés de l'esprit de service public, plus que militaire.

« Les gardes sont pénibles à faire : les personnels partent pour 24 heures, ils dorment en pointillé. Au bout de trois heures d'affilée, ils sont exténués, usés. Comment occuper leur esprit ? L'intérêt est limité. Même les missions d'honneur ne sont pas très intéressantes : plusieurs fois dans la semaine, c'est lourd et c'est une charge de travail en plus. »

L'« esprit service public » consiste dans la volonté d'être au service du plus grand nombre ; après avoir été au service des plus hautes personnalités de l'Etat, l'envie d'être au service des citoyens se fait sentir. Tantôt vocation, tantôt mythe, le service public n'élimine pas les acquis militaires : les missions de service public font appel aux valeurs de l'armée inculquées aux gardes républicains : disponibilité, désintéressement... sans oublier le sens du devoir.

D'ailleurs, pour décrire la « vocation du service public »³⁶⁷, Jacques Chevallier emploie un vocabulaire très militaire : « *Ne connaissant que leur **devoir**, les fonctionnaires sont là pour servir la collectivité, en accomplissant les tâches **les plus difficiles, les plus pénibles**, les plus rebutantes, mais pourtant indispensables à la vie sociale ; et ce **dévouement** méritoire les rend dignes de la gratitude (...) des administrés.* »³⁶⁸ Les superlatifs traduisent l'effort fourni, la logique sacrificielle des motivations de l'individu, éléments caractéristiques de l'« esprit militaire ». Même si l'identification à la Garde est faible, la Garde constitue un pivot identitaire : les individus intériorisent l'*habitus* militaire qui laisse au choix soit l'identification à l'armée soit à la Gendarmerie ; dans les deux cas, l'identification en cascade est assurée par la Garde.

Ainsi, qu'ils s'agissent des officiers, des sous-officiers ou des gardes républicains, les identités sont hiérarchisées ; les trois matrices cognitives, Armée-Gendarmerie-Garde républicaine, constituent les trois strates de la pyramide référentielle ; si elles sont hiérarchisées, elles ne sont pas cloisonnées mais imbriquées, articulées entre elles. Un « référentiel global »³⁶⁹ prime sur les autres : l'armée pour le corps des officiers, la Gendarmerie pour les gardes républicains. Ce « référentiel global » soutient l'armature identitaire mais n'existerait pas, du moins serait affaibli, sans le référentiel de la Garde.

B. L'identification au métier

Les membres d'unités spécialisées dans une activité particulière s'identifient à cette activité, avant de s'identifier à l'armée ou à la Gendarmerie ; le référentiel est beaucoup plus restreint et se limite à un petit groupe, à un « sous-monde » réduit, investi d'une tâche précise requérant un savoir-faire. L'individu n'exerce alors pas une fonction mais un métier : en se spécialisant, il se professionnalise et ajoute à l'« esprit militaire » un « esprit professionnel ». Il ne s'agit pas de substitution car l'« *esprit professionnel ne mesure pas le refus d'adhérer aux valeurs militaires traditionnelles et de reconnaître le caractère normatif du système symbolique* »³⁷⁰. La vocation militaire ne disparaît pas mais se voit assortie d'une vocation professionnelle basée sur l'acquisition d'une technique transformant le militaire en « technicien en uniforme ». La Cavalerie, la Musique et les Pelotons d'Intervention forment ces unités en charge d'une activité technique et imposant à leurs membres l'acquisition d'un savoir-faire. On pourra observer la récurrence des termes « technique » et « savoir-faire » dans les propos tenus par les enquêtés. Il est difficile d'établir une hiérarchie entre les deux types d'identité, militaire et professionnelle, les enquêtés les situant au même niveau ; il

³⁶⁷ Le terme est de Pierre Legendre.

³⁶⁸ Jacques Chevallier, « L'idéologie des fonctionnaires : permanence et/ou changement », in *Discours et idéologie*, Paris, PUF, CURAPP, 1980, p. 22.

³⁶⁹ Le terme est de Pierre Müller.

³⁷⁰ Etienne Schweisguth, Mariette Sineau, Françoise Subileau, *op. cit.*, p. 184.

ressort toutefois de leurs propos que la principale raison qui les a incités à intégrer la Garde était le métier. Si le référentiel militaire est fort, voire prégnant, leur identité primaire est professionnelle : ils détiennent ce savoir-faire avant l'intégration de la Garde. Inversement, les membres des Pelotons d'Intervention ne détiennent pas de savoir-faire préalable mais souhaitent l'acquérir au sein d'un groupe, en collectif ; aussi le « projet communautaire ou initiatique » des membres des Pelotons d'Intervention est-il rattaché à la volonté d'accomplir une activité peu ordinaire, non proposée par la société civile.

« Le travail à la Garde n'est pas très intéressant, on n'a pas beaucoup de responsabilités, on ne nous demande rien, bref, au niveau travail, il n'y a pas grand-chose à faire. La Garde demeure très militaire : c'est un travail purement militaire. Alors qu'en PI, on fait un métier complètement différent des autres : on fait de l'intervention, du judiciaire, de l'entraînement, choses que personne d'autre ne fait à la Garde. De plus, la Garde est la vitrine des forces armées françaises, de la République, donc elle doit être irréprochable ; alors, on attache de l'importance à ce qui n'en a pas ; or, en PI, on ne nous dit rien de cela car on attache de l'importance à la mission qu'on nous demande, on fait tout pour qu'en intervention, tout se passe bien. »

Si l'identification au métier est forte, celle à l'armée n'est pas absente : l'identité professionnelle n'évacue pas l'identité militaire, la première étant impossible sans la seconde. Les PI sont des petites unités militaires, composées d'individus motivés dès le départ par une carrière dans l'armée ou la Gendarmerie. Ce qui les différencie des autres unités est une valeur militaire : la solidarité. Ils reprochent aux autres unités de la Garde de ne pas valoriser l'esprit de corps tant recherché dans l'armée, ce qui contrebalance l'identité de métier ; ils recherchent l'accomplissement de soi dans l'adhésion aux valeurs militaires, renvoyant ainsi à la nouvelle conception du mot « vocation ». Hubert Jean-Pierre Thomas précise également que l'« *acteur du projet communautaire recherche la solidarité dans un milieu protecteur* »³⁷¹. Les termes *esprit de corps*, *solidarité*, *cohésion*, sont récurrents.

*« L'esprit de corps permet la motivation, on se soutient mutuellement. On se retrouve après le travail, en dehors de la Gendarmerie pour des mariages, des apéritifs entre nous. On est assez **solidaires** ; les liens sont très forts. C'est exactement ce que je recherchais : un vrai métier de gendarme et la **cohésion**. »*

³⁷¹ Hubert Jean-Pierre Thomas, « Fonction militaire et système d'hommes... », *op. cit.*, p. 247.

*« Avant, les Pelotons d'Intervention s'appelaient Equipes légères d'intervention ; je préfère ce terme-là car **on forme vraiment une équipe**. On s'entraîne **ensemble** et on acquiert les techniques **ensemble**. »* (Officier)

La variable « groupe » apparaît avant la variable « métier » qui fait l'objet d'un apprentissage en commun ; les membres de ces « équipes » recherchent l'appartenance à une communauté, avant d'être techniciens. L'appartenance à un groupe restreint exerçant une activité technique facilite la construction de l'identité ; selon Pascal Vennesson, « *les militaires ne s'identifient pas qu'à leur 'métier', les groupes ou sous-groupes que constituent chaque armée et nombre de sous-ensembles en leur sein sont aussi des repères immédiats permettant une identification plus aisée* »³⁷².

Au sein de la Musique de la Garde et du régiment de Cavalerie, le métier contient une forte connotation émotionnelle en raison de la passion avec laquelle les individus l'exercent. Une fois encore, l'identité de métier renforce l'identification à l'armée dans la mesure où la technique et le savoir-faire sont le ciment identitaire des membres du groupe : l'appartenance au groupe, combinée à l'accomplissement d'une activité technique, crée l'esprit de corps, abolissant les barrières hiérarchiques.

*« La Cavalerie donne un **savoir-faire** (...) et se caractérise par un **esprit de corps très fort, cimenté par la passion commune du cheval**. Sans oublier une originalité qui nous est propre : le plus jeune sous-officier, le gendarme adjoint et le colonel font la même chose. Il pleut, il fait froid, le colonel est logé à la même enseigne, c'est pareil ! »* (Officier, Cavalerie)

*« **Nous sommes des techniciens : le savoir-faire est la base de notre travail**. On sait faire du cheval, et pour les gens, on vit notre passion tout en ayant un travail et la sécurité de l'emploi. »* (Garde républicain, Cavalerie)

*« **Le tambour, c'est tout un savoir-faire : 10 ans d'étude ! c'est une vraie technique, une vraie science** (...) Ce n'est pas le grade qui fait qu'on tient mais la compétence. »* (Officier)

Le processus d'identification au sein de la Cavalerie et de la Musique diffère de celui des PI : le métier exercé en leur sein peut l'être dans le civil. Si le cheval et la musique sont deux facteurs expliquant les motivations des individus, ils se couplent avec la vocation militaire. Il n'y a pas qu'une identification ; l'identification militaire prime l'identification professionnelle. Un enquêteur l'a souligné.

³⁷² Pascal Vennesson, « La nouvelle armée : la société militaire française en tendance, 1962-2000 », *Documents du C2SD*, décembre 2000, p 86.

« Sur la porte d'entrée, il est inscrit 'Etat-major de la Garde républicaine', pas club hippique ! Je recrute dans les écoles de gendarmerie et le jeune qui vient me voir uniquement pour faire du cheval, **je lui rappelle que nous sommes militaires et gendarmes avant d'être cavaliers !** » (Officier, Cavalerie)

Les entretiens ont distingué deux sortes de vocations militaires : l'une induite par l'activité exercée, l'autre par l'appartenance à une institution militaire. Dans le premier cas, l'apprentissage et l'intériorisation de valeurs militaires sont immanents à la spécialité de l'unité et antérieurs à la socialisation institutionnelle ; cela signifie que la « militarité » résulte des valeurs professionnelles.

« Il y a d'autres motivations que le cheval ; certes, c'est la passion qui fait entrer les gens à la Garde, ils sont déjà équitants mais c'est avant tout un choix militaire : la Cavalerie est une unité très militaire, en plus de la spécialité du cheval. **Je ne fais aucune dissociation entre l'aspect militaire et le cheval. D'ailleurs, l'équitation, c'est la discipline, la rigueur : où trouver une meilleure discipline que dans l'armée ?** » (Gradé, Cavalerie)

« En musique, nous sommes des partenaires : quelqu'un qui n'a pas envie de jouer va déstabiliser tout le groupe ; tous les membres sont utiles et liés entre eux ; on doit être très attentifs à ce qu'ils ressentent. Ils ne jouent pas ma musique mais notre musique. La musique ne tranche pas avec le militaire : elle requiert de la discipline, de la rigueur, de la disponibilité, une éthique ; **si nous sommes militaires, c'est parce que nous avons des exigences.** » (Officier)

Dans le second cas, les valeurs requises par l'activité sont renforcées par l'effort socialisateur de l'institution militaire ; ici, la vocation militaire intervient en référence au concept de dureté, de difficulté (« *hardship* »), développé par Charles Moskos, un concept qui caractérise l'armée, le sacrifice, le don de soi.

« Les gens ont **conscience de leur devoir**. Quand on travaille un hymne, les musiciens donnent le meilleur d'eux-mêmes. Même quand il fait froid, même quand il pleut, ils ont en eux cette grande humilité. C'est **la notion de servir**. » (Officier, Musique)

« Moi, je suis militaire ! Beaucoup sont cavaliers. On a une formation militaire : treillis-rangers, transmissions en codage militaire, on marche au pas. **Etre**

cavalier, c'est un plus. C'est nous qui sommes venus chercher la Gendarmerie et le travail militaire est inculqué en école. En service, c'est carré, c'est militaire : on est alignés. C'est la partie rigide du métier. » (Garde républicain)

La spécialité est donc l'accessoire, le principal étant l'armée ; l'identification à l'armée comme « groupe de référence » est plus forte que l'identification à la Garde comme « groupe d'appartenance » ; si l'identité ne dépend pas du lien objectif qui relie l'individu à un groupe, elle dépend tout de même de l'effort socialisateur de ce groupe.

§2. Identification et trajectoires professionnelles

L'analyse de l'interrelation identification/trajectoires professionnelles porte sur les membres des unités non spécialisées, c'est-à-dire sur les personnels effectuant les gardes statiques et les missions d'honneur.

Avant d'étudier l'impact de l'identification sur les trajectoires professionnelles, rappelons les postulats relevés dans les sections précédentes : l'augmentation du personnel de la Garde républicaine, l'augmentation des arrivées et corrélativement la diminution des départs, traduisent le dynamisme de l'institution et l'absence d'une crise de l'institution et de l'identification ; la courte affectation des gardes républicains dans les unités non spécialisées (en moyenne quatre ans) correspond à une exigence de l'institution, de sorte que ceux qui souhaitent faire toute leur carrière à la Garde doivent la valoriser en effectuant des séjours en outre-mer et se voient attribuer la dénomination péjorative de « Pur Produit de la Garde » ; en raison de ces exigences normatives, l'identification à la Garde républicaine est très faible et ne vient qu'en troisième lieu, après celle à l'armée et à la Gendarmerie. Cependant, la Garde sous-tend l'identité militaire et gendarmique, et elle renforce les deux *habitus* : elle constitue le ciment de l'« édifice » identitaire.

D'ores et déjà, une faible identification ne renvoie pas à la crise ; ce qui nous intéresse est la mise en relation du départ des individus et de la faible identification à la Garde : sachant que ces individus ont une identité militaire et de service public créée par la Garde, le départ des personnels de la Garde pour intégrer la Gendarmerie départementale relève-t-il d'un choix subjectif ou objectif ? d'un souhait ou d'une obligation ? Reportons-nous à la période du « stade nodal » défini par Michel Blanc comme le moment où l'individu doit prendre une décision pour le choix de sa carrière : « *C'est la structure institutionnelle qui impose la présence des points de bifurcation et rend les choix à la fois obligatoires et déterminants.* »³⁷³ Lorsque l'individu arrive à ce stade, il bifurque, conformément

³⁷³ Michel Blanc, « Le prix de la fidélité... », *op. cit.*, p. 290.

aux prescriptions des normes institutionnelles. Concentrons-nous sur les motivations des individus se situant au carrefour des « points de bifurcation » : sont-ils « *plutôt motivés pour une défection, (...) plutôt motivés pour une fidélité* »³⁷⁴ ?

L'étude de l'impact de l'identification sur les trajectoires professionnelles s'appuie sur la « théorie du loyalisme » d'Albert O. Hirschman, relative à la défection (*exit*), à la loyauté (*loyalty*) et à la prise de parole (*voice*). La question est de savoir si les gardes républicains, obligés de quitter la Garde, sont « loyalistes » vis-à-vis de l'institution ou non, c'est-à-dire fidèles. Pour Albert Hirschman, « *le loyalisme est celui qui hésite à quitter l'organisation à laquelle il appartient, même s'il est en désaccord avec elle* »³⁷⁵. Il convient de se reporter aux propos de nos interlocuteurs. La question, « Est-on fiers d'appartenir à la Garde ? », permet de mesurer le sentiment « loyaliste » à l'égard de l'institution.

« Bonne question ! Oui, on est fiers par rapport aux autres, par rapport à ce qu'ils pensent : à la Garde, tout est dans l'image, c'est très relation publique. Mais personne ne voit ni ne sait qu'on n'est pas bien dans ce col de plastique. Tout le monde est beau dans l'uniforme, on le porte avec honneur mais on n'est pas à l'aise dedans : le col et les manches sont en plastique. Dans un costume d'époque comme les Grenadiers de l'Empereur, on s'amuse, on s'y croit, parce qu'on tire vraiment avec les vieux fusils d'époque, avec des chorégraphes.

- Question : Que ressentez-vous alors ?

- *Ce que je ressens ? j'ai l'impression d'être intermittent du spectacle : on est déguisés, on est dans la peau d'un personnage.* » (Garde républicain)

*« Pour ceux qui font des gardes statiques, c'est infantilisant, l'intérêt est très limité. Ce qui les tient là ? je ne sais pas, peut-être les à-côtés qui compensent, l'attrait du travail sur Paris. Si on ne fait pas partie d'un PI qui les change de la caisse, ce n'est pas marrant. **Ils n'aspirent qu'à une chose : aller en GD !** » (Officier).*

La difficulté de la tâche annonce la motivation pour le départ - ou « défection » - qui consiste à rompre le lien objectif qui unit l'individu à l'institution. A la lumière de ces propos, on peut constater que la fierté est quasiment absente ; une absence reconnue par le supérieur hiérarchique. Le « loyalisme » faisant défaut, les membres ne ressentent pas de remords à quitter l'institution. Ils seraient donc plutôt motivés pour une « défection », d'où leur « aspiration d'aller en GD ».

³⁷⁴ *Ibidem*, p. 293.

³⁷⁵ Albert O. Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1995, pp. 153-154.

« La Garde républicaine, c'est bien, mais il ne faut pas y rester trop longtemps parce que c'est toujours la même chose. La première fois, c'est impressionnant, on rencontre le président de la République, le Premier ministre, les ministres... mais quand ça commence à être une routine et que ça ne vous fait plus aucun effet, ça n'a plus le même sens. C'est pour cela aussi que ce sont les jeunes qui exercent ces missions ; c'est une expérience intéressante, on entre dans des endroits fermés au public, hémicycles, ministères, le bureau du Premier ministre. C'est sympathique, sauf quand on commence à être blasés. » (Garde républicain)

Ce témoignage combine à la fois l'absence de « loyalisme » et la nécessité de faire « défection ». De l'interaction entre le « loyalisme » et la « défection, » il ressort que « le loyalisme ne fait que freiner la défection »³⁷⁶ et qu'à contrario, le non-loyaliste ne verra aucun obstacle à faire défection et ne profèrera aucune « menace de défection » à l'encontre de l'institution qui, en l'espèce, ne le retient pas. Selon A. Hirschman, la « menace de défection est un acte caractéristique du loyaliste, de l'homme qui se sent une responsabilité et qui cherche à épuiser tous les autres moyens avant de se résigner à la pénible décision de se retirer ou de passer à une autre organisation »³⁷⁷. C'est là qu'intervient une troisième variable : la « prise de parole » par laquelle l'individu menace l'institution de faire défection. L'interaction entre les trois variables produit l'observation suivante : le « loyaliste » mécontent prendra la parole pour exprimer à l'institution son mécontentement avant de faire défection, et l'alerter de ce qui ne va pas ; la « menace de défection » est exprimée par la « prise de parole. » Que se passe-t-il lorsque l'individu n'est pas « loyaliste » ? Pour A. Hirschman, « en règle générale, le loyalisme freine la défection et favorise la prise de parole » ; a contrario, l'absence de loyalisme encourage la défection et diminue la prise de parole la rendant inutile, « l'adhérent qui n'éprouve aucun sentiment de loyalisme à l'égard de l'organisation à laquelle il appartient inclin[ant] généralement à penser qu'il n'a pas les moyens d'exercer une influence sur elle »³⁷⁸. En ce qui concerne la Garde républicaine, si l'individu ne songe pas à prendre la parole, c'est non pas tant parce qu'il pense ne pas avoir une quelconque influence sur elle, mais plutôt parce qu'il sait qu'il va la quitter, qu'il ne va pas y faire toute sa carrière ; il considère donc la « prise de parole » comme inutile. Lorsque l'institution programme la « défection », l'encouragement, sanctionnant plus le loyaliste devenu « PPG » que le non-loyaliste, il est logique et compréhensible que la « prise de parole » n'est « susceptible de jouer un rôle important qu'à condition que la défection soit pratiquement exclue »³⁷⁹. Autrement dit,

³⁷⁶ Albert O. Hirschman, *op cit.*, p. 131.

³⁷⁷ *Ibidem*, p. 132.

³⁷⁸ *Ibid.*

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 122.

une « défection » facilitée par l'institution diminue davantage le « loyalisme » et rend inutile la « prise de parole ». Inutile dans le sens où les individus n'ont aucune raison de menacer l'institution de faire défection. En principe, si l'institution fait tout pour retenir ses membres, quitte à sanctionner leur désir de « défection », même indirectement, en faisant en sorte que la décision prise par l'individu lui coûte, à la Garde, la donne s'inverse : la décision de rester est coûteuse, le groupe exerçant une pression symbolique, l'institution lui administrant une « pénalité »³⁸⁰.

Ce schéma explique la faiblesse de la « prise de parole » à la Garde républicaine et du rôle des présidents de catégorie, représentants des différents corps, à raison d'un représentant par corps (corps des gardes républicains, des sous-officiers, des majors, des officiers). L'instruction du 3 août 1990 (Etat-major de l'armée de Terre) énonce que les présidents de catégorie sont « *des conseillers techniques pour tous les problèmes de leur catégorie.... Leur avis est sollicité pour les décisions d'affectation, d'orientation.... Ils sont également entendus à l'occasion de récompenses et punitions. Vis-à-vis du personnel de leur catégorie, et sans se substituer à leur chef hiérarchique, les présidents sont à la fois des guides et des animateurs* »³⁸¹. Leur rôle est aussi de conseiller les personnels, de transmettre leurs problèmes, sans toutefois pouvoir être comparés à des représentants syndicaux³⁸². L'existence du président a pour objectif de favoriser le dialogue et la concertation au sein d'une unité, d'un régiment, afin que les supérieurs hiérarchiques aient connaissance des revendications de la base. Aussi, il est « *associé à l'élaboration du rapport sur le moral et chargé de recueillir l'avis anonyme de ses camarades sur les sujets qui les préoccupent* ». Nous avons rencontré un garde républicain, président de catégorie, qui a décrit son rôle de représentant.

« La catégorie que je représente, c'est gendarme ; si un gendarme a un problème, je peux l'accompagner devant le capitaine ou le colonel ; j'accompagne aussi des personnes punies et convoquées devant le général même. On joue un peu le rôle d'un avocat, on est là pour essayer de le défendre. On conseille également, on connaît les textes nous permettant de répondre à des questions que les autres gendarmes pourraient nous poser. Je les représente quand il y a une inspection ou une réunion avec le colonel, car il ne peut pas rassembler tout le monde, tous les gendarmes de tous les détachements, donc il lui faut un représentant. »

³⁸⁰ Le terme est d'Albert O. Hirschman.

³⁸¹ Cité par Jacques Capdevielle, Luc Chelly, Marc Lebret, « La civilianisation des régiments de l'armée de Terre, une coexistence pacifique plus qu'une intégration aboutie », *Documents du C2SD*, décembre 2000, p. 44.

³⁸² La loi n°2005-270 du 24 mars 2005, réforme du statut des militaires, reprend en son article 6 la disposition suivante : « L'existence de groupements professionnels militaires à caractère syndical ainsi que l'adhésion des militaires en service à des groupements professionnels sont incompatibles avec les règles de la discipline. »

Reçu par le commandant d'unité, il « *fait alors le point, du haut vers le bas et du bas vers le haut de l'échelle* »³⁸³. Or, c'est la circulation de l'information qui pose problème, les informations ne remontant pas toujours ; le rapport Mouhanna a effectivement indiqué que les informations transmises ne sont qu'un « *discours officiel assez peu crédible* »³⁸⁴. Or, le problème n'est pas tant la difficulté pour l'information de remonter que l'existence de l'information elle-même ; Christian Mouhanna précise que les présidents de catégorie « *se disent assez peu sollicités, ils le regrettent et se sentent assez inutiles* » et « *ont finalement l'impression de ne pas remplir leur rôle de courroie de transmission* »³⁸⁵. L'interview du président de catégorie soulève le problème de la sollicitation : « *Quand on n'est pas convoqués par la hiérarchie, il y a peu de choses à faire. Notre rôle de conseiller n'est pas sollicité. Je ne sais pas pourquoi mais les gendarmes ne viennent pas nous voir. J'ai l'impression qu'ils n'osent pas, je ne sais pas.* »

La « défection » étant possible, la « prise de parole » devient inutile, ce qui peut expliquer la faible sollicitation du président de catégorie par les gardes. La particularité de la Garde est que l'encouragement de la « défection » par l'institution elle-même évite la crise ; même si la motivation pour la « défection » est plus forte que la motivation pour la « fidélité », l'institution n'est pas en crise ; pour preuve, l'augmentation des arrivées et la diminution des départs sur la période 2000-2005. Contrairement à une autre institution, la Garde républicaine ne va pas chercher à pallier la « défection », celle-ci étant endogène. Pour cette raison, la « prise de parole » pour exprimer une « menace de défection » serait infondée et resterait sans effet. Certes, les membres de l'institution, choisissant de ne pas prendre la parole, adoptent la stratégie du « ticket gratuit », consistant à attendre qu'un autre individu prenne la parole pour bénéficier des avantages ; mais le coût de la prise de parole pour cet individu est élevé pour un résultat incertain dont il ne peut espérer tirer profit. La « défection » a lieu dans les règles de l'institution, de sorte que celle-ci ne prend pas conscience d'un éventuel désaccord ; le départ d'un membre ne pénalise pas l'institution et ne lui cause aucun désagrément ; aussi, les entretiens ont suffisamment évoqué les compensations offertes par l'institution qui symboliquement interdisent toute « prise de parole », les individus étant au final satisfaits ; par conséquent, si les gardes n'ont aucun intérêt à la « prise de parole », qui leur coûterait plus qu'elle ne rapporterait, la Garde elle-même n'a aucune raison de la favoriser ni de l'empêcher, se sachant à l'abri. D'où la faible sollicitation des présidents de catégorie. Pourtant, et A. Hirschman le souligne, la « prise de parole » étant considérée comme « *toute tentative visant à modifier un état de fait jugé insatisfaisant* »³⁸⁶ peut être efficace et compenser une « défection »

³⁸³ *Sous le Plumet Rouge*, n° 77, 4^e trimestre 1994, p. 24.

³⁸⁴ Cité par Jean-Paul Champagne, *Gendarmerie : enquête sur la grande discrète*, Monaco, Ed. du Rocher, 1998, p. 203.

³⁸⁵ *Ibid.*

³⁸⁶ Albert O. Hirschman, *op. cit.*, p. 54.

inscrite dans le cadre normatif de l'institution ; mais elle-même serait inefficace, la Garde continuant d'absorber du personnel.

Une autre variable, véritable institution dans l'institution, participe du processus d'acculturation du militaire, crée son identité professionnelle tout en influant sur ses trajectoires personnelles : la caserne. Assimilée à une prison par Michel Foucault³⁸⁷, pourvoyant au « dressage » de l'individu, la caserne est un espace clos qui sépare le monde militaire de la société civile : l'individu, coupé du monde, ne doit avoir comme référentiels que les valeurs militaires inculquées jusque dans sa vie privée.

Soumise aux pressions de la société civile, la caserne évolue : si elle conserve sa fonction de socialisation, elle doit faire face au règne de l'individu, de la satisfaction de ses besoins ; elle demeure une caractéristique du statut militaire mais doit composer avec l'affirmation de l'individu, inséré dans une société consumériste, basée sur les loisirs et l'hédonisme. Or, comment vivre à l'écart au XXI^e siècle ?

Chapitre 3. La vie de caserne, ou le passage de la « communauté » à la « société »

Pour Charles Moskos, l'obligation de vivre en caserne est un élément caractéristique de l'armée, par opposition à la société civile qui n'impose aucune contrainte de ce genre à l'individu : la caserne, faisant partie des « *conditions sous lesquelles l'individu travaille et vit* » et « *qui développent l'identité qui les lie entre eux* »³⁸⁸, facilite l'intégration à l'armée et le processus d'identification. A la fois symbole de regroupement et d'ostracisme, elle participe de l'effort socialisateur de l'institution en tenant à l'écart l'individu qui n'appartient pas à la communauté : ses membres, rassemblés dans un espace clos, sont surveillés, coupés du monde qui les entoure.

La vie en caserne a cependant évolué : si elle conserve la fonction de « dressage » du soldat, celle-ci est aujourd'hui atténuée. Trois niveaux caractérisent le changement : d'abord, « *espace clos, découpé, surveillé en tous ses points, où les individus sont insérés dans une place fixe, où les moindres mouvements sont contrôlés, où tous les événements sont enregistrés* »³⁸⁹, la caserne a été créée pour purger

³⁸⁷ L'auteur définit la prison comme « une caserne un peu stricte », *op. cit.*, p. 269.

³⁸⁸ Charles Moskos, *Military : More Than Just a Job ?....*, *op. cit.*, p. 18.

³⁸⁹ Michel Foucault, *op. cit.*, p. 230.

l'individu, éliminer les impuretés du monde civil. En 1906, Louis Guennebaud fixe les fonctions morales de la caserne qui doit assainir les mœurs du soldat pour mieux l'endurcir physiquement : « *La vie militaire fortifie les forts, améliore les faibles et raffermi les santés chancelantes.* »³⁹⁰ La caserne représente le prolongement de la socialisation du militaire car elle assure la transmission du « système symbolique » de l'armée : la discipline, l'obéissance, le sacrifice, la fraternité. L'individu vivant en caserne intériorise ces valeurs présentes jusque dans la sphère privée et crée son identité. Assimilée à un « sanctuaire », elle transmet ces valeurs en le coupant du monde, « *l'extraterritorialité [étant] une des marques essentielles de cette forme de socialisation* »³⁹¹.

Le deuxième échelon de l'évolution de la caserne est le panoptisme : la caserne en tant qu'« institution totale » devient « institution panoptique » et puise son efficacité dans un assouplissement de la coercition : « *Sa force est de ne jamais intervenir, de s'exercer spontanément et sans bruit.* »³⁹²

Le troisième échelon correspond à la vision plus moderne de la vie en caserne, adaptée à la société des loisirs et alignée sur le modèle civil. Car totale ou panoptique, comment peut-on vivre, à l'heure où les libertés individuelles sont prioritaires, dans une institution qui veille à écarter de ses membres tout élément extérieur ? Aujourd'hui, la caserne ne reflète plus le projet institutionnel de « dressage des corps »³⁹³ mais l'intérêt du service et l'efficacité opérationnelle ; si la vie en caserne est la « *contre-partie obligatoire d'une disponibilité quasi-permanente* »³⁹⁴, elle est aussi inscrite dans le règlement et perd ses fonctions symbolique ; sa seule raison d'être est la « nécessité absolue de service », revers de la disponibilité ; son nom juridique est la CLNAS, Concession de Logement par Nécessité Absolue de Service. Pour le gendarme, la vie en caserne est gratuite et obligatoire ; celui-ci n'a pas le statut de locataire mais de simple occupant, la CLNAS ayant pour fondement « *l'intervention immédiate et la réalisation du service* »³⁹⁵. Notamment régie par le code du domaine de l'Etat et deux décrets du 22 décembre 1975, la CLNAS impose aux gendarmes d'« *occuper les logements qui leur sont concédés par nécessité absolue de service dans les casernements ou annexes de casernement* » (article 2). La juridicisation de la caserne

³⁹⁰ Louis Guennebaud, *La vie à la caserne du point de vue social*, Saint-Brieuc, Imprimeries de R. Prud'homme, 1906, p. 57.

³⁹¹ François Dubet, *op. cit.*, p. 29. L'auteur nomme « sanctuaires » les instituts de socialisation, tels que les écoles, les hôpitaux, les hospices, les tribunaux.

³⁹² Michel Foucault, *op. cit.*, p. 240. L'institution panoptique rend le dispositif de surveillance plus efficace en le rendant invisible ; il s'agit d'une « surveillance permanente, exhaustive, omniprésente, capable de tout rendre visible, mais à la condition de se rendre elle-même invisible », *ibidem*, p. 249.

³⁹³ Le terme est de Michel Foucault.

³⁹⁴ Christian Mouhanna, « Faire le gendarme : de la souplesse informelle à la rigueur bureaucratique », *Revue Française de Sociologie*, 42-1, 2001, p. 32.

³⁹⁵ Sylvie Clément, *Vivre en caserne à l'aube du XXI^e siècle : l'exemple de la Gendarmerie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Le travail du social », 2004, p. 34.

évacue toute fonction symbolique pour retenir une définition neutre : la caserne ne constitue plus qu' « un acte administratif unilatéral par lequel l'Etat fournit au personnel de la Gendarmerie la satisfaction d'un de ses besoins en vue de l'exécution d'un service »³⁹⁶. Ainsi contractualisée, la caserne modifie la vie en son sein, la « vie de caserne, » qui n'évoque plus la communauté, seulement un « mode d'habitat réglementé résultant d'une obligation statutaire qui s'impose à l'individu et à sa famille et qui concourt à la réalisation d'un service public »³⁹⁷. Cette conception dilue le lien communautaire au profit d'un lien sociétaire impersonnel et contraint ne reposant plus sur une « conscience collective »³⁹⁸.

La perception de la caserne est transformée : de contrainte, elle devient atout. Pourtant, l'obligation de vivre en caserne est privative de liberté : l'article 7 de la loi du 24 mars 2005 portant statut des militaires rappelle que « la liberté de résidence des militaires peut être limitée dans l'intérêt du service », disposition distinguant la société militaire de la société civile. Ce changement perceptif est d'autant plus visible à la Garde républicaine qu'elle est implantée en région parisienne ; très attractive, certains la choisissent pour sa situation géographique, ce qui en même temps favorise l'intérêt privé et le mouvement d'individuation. Réparti sur dix-sept sites, le casernement de la Garde est composé de douze casernes d'infanterie et cinq quartiers abritant les escadrons du régiment de cavalerie : sur un total de dix-sept casernes, onze se situent dans Paris *intra muros*, les autres en proche banlieue, notamment Nanterre ou Dugny. L'état-major de la Garde est implanté au quartier des Célestins.

De l'implantation en zone urbaine, découlent plusieurs spécificités satellites du casernement qui modifient les schèmes perceptifs, tendent à aligner le mode de vie des militaires sur celui des civils (Section 1) et conduisent à s'interroger sur leur impact sur la Garde en tant qu'institution : peuvent-elles provoquer une « désinstitutionnalisation » de l'institution ? (Section 2).

Section 1. Implantation urbaine et perception de la caserne

Alors qu'en principe la vie en caserne génère un fort esprit de corps, des liens de solidarité solides, la vie en caserne à la Garde républicaine empêche ces liens de solidarité de se former, renforce l'individualisme, en raison de sa spécificité centrale : l'implantation en zone urbaine (§1) ; cette négation de la cohésion interne « civilianise » la vision de la caserne, dorénavant considérée comme un atout.

³⁹⁶ *Ibidem*.

³⁹⁷ *Ibid.*, p 145.

³⁹⁸ Nous verrons qu'Emile Durkheim distingue la solidarité organique de la solidarité mécanique, caractérisée par l'existence d'une communauté fondée sur des croyances communes et une « conscience collective.»

§1. Un lien communautaire impossible

La découplage lieu de travail/lieu de résidence (A) et la faible implication des familles dans la vie de caserne (B), deux spécificités du casernement de la Garde républicaine, produites par l'implantation en région parisienne, favorisent moins l'esprit de corps que le repli sur la sphère privée.

A. Le découplage lieu de travail/lieu de résidence

Ce qui caractérise l'armée traditionnelle est l'absence de séparation entre le lieu de travail et le lieu de résidence : les militaires et leur famille vivent sur leur lieu de travail ; une dissociation entre les deux traduit un alignement de la société militaire sur la société civile. A la Garde républicaine, plus qu'ailleurs en raison de son implantation en zone urbaine ³⁹⁹, s'opère une « **déconnexion géographique** très nette entre le lieu de travail et le lieu de résidence »⁴⁰⁰ annulant les raisons d'être de la caserne. Dispersés sur plusieurs casernes, les membres des unités ont peu l'occasion de se regrouper en dehors des heures de travail : un garde républicain travaillant à Matignon peut être logé à Maisons-Alfort ; la distance entre le lieu d'emploi et le logement est suffisamment grande pour que le critère « nécessité absolue de service » perde son sens ; ce découplage aligne l'activité du gendarme sur celle du travailleur lambda, obligé d'utiliser un moyen de transport pour se rendre à son travail.

*« On ne travaille pas sur nos lieux de résidence car on travaille au Parlement, dans les ministères, et on ne va pas habiter les ministères ! J'habite en banlieue et travaille à Matignon : je prends le métro, j'en ai pour une heure. C'est sûr que si on pouvait habiter sur place, ce serait mieux car plus près on est du lieu de travail, mieux c'est puisqu'un gendarme part en service pour 24 heures. A côté de Matignon, il y a la caserne Babylone mais c'est contraignant : **quand il faut quelqu'un pour arriver plus tôt et rester plus tard, on leur demande à eux. Ils doivent être beaucoup plus disponibles.** »*
(Garde républicain)

Ce témoignage informe que certaines casernes ne sont pas concernées par la « *déconnexion géographique* » et que la proximité lieu d'emploi/lieu de résidence garantit une grande disponibilité. Cette proximité peut être bien

³⁹⁹ Morris Janowitz explique d'ailleurs que « la séparation entre le lieu de travail et le lieu de résidence [est une] caractéristique des activités urbaines. La communauté militaire est une communauté relativement close où la vie professionnelle et la vie privée sont complètement entremêlées. La forte ségrégation entre le travail et la vie privée est minimisée dans l'activité militaire », *The Professional Soldier. A Social and Political Portrait*, Glencoe, The Free Press, 1971, pp 177-178.

⁴⁰⁰ Sylvie Clément, *op. cit.*, p. 55.

perçue, voire souhaitée pour des raisons de commodité et d'efficacité opérationnelle.

« Pour nous, à la Cavalerie, c'est plus facile de travailler sur le lieu d'emploi car les chevaux ont besoin d'une grande proximité : notre travail étant axé sur eux, il fait s'en occuper et être sur place. L'animal est une contrainte mais procure tant de plaisir qu'une séparation entre le lieu d'emploi et la résidence est impossible à imaginer. » (Gradé)

D'autres casernes sont proches du lieu d'affectation, comme la caserne Penthièvre à proximité du Palais de l'Élysée.

« Depuis le 6 décembre, nous sommes à Penthièvre. C'est beaucoup mieux pour nous car la cohésion est assurée ; on peut tout faire en étant proche du lieu d'emploi. Le relationnel est privilégié car toute la CSPR y loge. Il faut une connivence, une osmose. » (Officier)

La proximité lieu de travail/lieu de résidence est facteur de cohésion interne : les membres de l'unité poursuivent le processus de cohésion en se retrouvant en dehors du service ; a contrario, il résulte du découplage un délitement du relationnel, un faible esprit de corps et le repli sur soi ; les traits caractéristiques du mode de vie civil sont transposés dans l'enceinte de la caserne : dorénavant, on y vit comme les civils avec les avantages matériels du militaire. De plus, à la Garde, les casernes sont grandes, ce qui garantit l'anonymat ; le gendarme, lorsqu'il rentre chez lui, n'a pas l'impression de poursuivre la logique professionnelle et coupe avec le monde militaire. Le primat de la vie privée sur le collectif, conjugué à l'anonymat de la vie parisienne, favorise moins le groupe que l'individualisme. Si le « modèle institutionnel » présente une confusion des deux sphères, le « modèle professionnel » met l'accent sur une séparation le lieu de travail/lieu de résidence : il en résulte une dissociation sphère privée/sphère professionnelle obérant le lien communautaire pour y substituer un lien sociétaire plus souple. La transposition du mode de vie des civils dans la société militaire est totale.

« Quand je rentre chez moi, je fais la coupure : je redeviens civil. Nécessairement, on croise quelqu'un, ce n'est pas un visage inconnu, les gens se connaissent de vue. Je ne les vois pas en tant que collègues mais en tant que voisins. Comme dans n'importe quel immeuble finalement. » (Officier)

Pour Morris Janowitz, cette séparation est caractéristique de la « révolution organisationnelle » qui « a progressivement altéré les relations sociales au sein de

la communauté militaire »⁴⁰¹. L'auteur évoque comme cause principale du découplage, la présence de militaires dans les institutions civiles, tel que le gouvernement : interprétation qui concerne la Garde républicaine. Le passage de la communauté à la société traduit l'évolution de l'institution, l'interpénétration de la société militaire et de la société civile et le mimétisme des aspirations.

« *La vie de caserne a beaucoup changé : avant, les familles étaient d'un côté, les célibataires de l'autre, les toilettes sur le palier. L'institution doit changer, on ne peut pas être en décalage avec les valeurs de la société civile.* » (Garde républicain)

« ***L'évolution est liée à la qualité de vie : avant, un célibataire était dans une chambre, maintenant il occupe un F1. Les perceptions changent, même dans l'armée !*** » (Gradé)

Le mimétisme va jusqu'au point de gommer toute différence entre le style de vie militaire et le style de vie civil, de les aligner l'un sur l'autre, de « banaliser » la vie militaire.

« *J'ai fait une demande pour Maisons-Alfort. Ce sont des petites maisons, c'est calme, c'est bien, on a un petit jardin ; **on n'a pas l'impression d'être en caserne** ; le seul gendarme qu'on voit, c'est celui du poste de police, et encore, car il est caché. C'est différent de Kellermann où les tours donnent sur une place d'armes, on voit les véhicules bleus.* » (Garde républicain)

« *Quand on est à Dugny et qu'on travaille sur Paris, **on est comme n'importe quelle personne** qui travaille sur Paris et habite en petite couronne.* » (Officier)

B. La faible implication dans la vie de caserne

La deuxième spécificité résultant de l'implantation en région parisienne est le recul de l'investissement des militaires et de leurs familles dans la vie de caserne ; comme les gendarmes ne vivent pas sur leur lieu de travail et sont dispersés sur plusieurs sites, que les casernes forment de « grands ensembles », l'implication dans la vie militaire est faible, voire quasi inexistante. Un tel investissement constituerait un critère essentiel du « modèle institutionnel » ; or, de plus en plus, la famille se retire de la vie militaire, les femmes ont leur propre centre d'intérêt, en dehors de l'institution militaire ; si traditionnellement « *les femmes d'officier contribuent à la solidarité professionnelle* », si « *la famille transmet la tradition militaire* »⁴⁰², leur retrait entraîne une dissolution du lien communautaire (C. Moskos ; B. Boëne ; M. Janowitz). La cause de ce retrait est l'activité salariée

⁴⁰¹ Morris Janowitz, *op. cit.*, p. 178.

⁴⁰² M. Janowitz, *op. cit.*, p. 188.

des femmes : de plus en plus de femmes travaillent et créent un univers relationnel extra-gendarmique. Ce constat concerne d'autant plus la Garde que le travail des femmes constitue une des raisons incitant les gendarmes à choisir l'institution comme lieu d'affectation ; plus le conjoint travaille, moins il a de temps pour s'investir dans la vie militaire : « *Avec une proportion de femmes travaillant à l'extérieur en hausse, de moins en moins elles n'ont le temps ou l'inclination de s'engager volontairement dans un travail qui sous-tend la vie sociale des installations militaires.* »⁴⁰³ Le retrait de la vie militaire est un fait souligné par nos interlocuteurs.

« Je préside le comité des fêtes ; je m'attendais à beaucoup plus de fréquentations. C'est toujours les mêmes dans les activités ; les autres, plus nombreux, on ne les voit jamais. On forme des micro-groupes aux effectifs réduits de 4 ou 5 personnes. Je préfère donc plus parler de société que de communauté car l'esprit de corps n'existe pas. » (Officier)

« Même à la Cavalerie, il y a une évolution : avant, les femmes ne travaillaient pas, donc à la caserne, il y avait une complicité entre elles ; il y avait des apéritifs dansants. Aujourd'hui, tout cela n'existe plus, l'anonymat domine. Le mode de vie dans les casernes a beaucoup changé. » (Gradé)

Ces témoignages associent le délitement du lien communautaire à l'activité professionnelle des épouses, caractéristique de la société civile : à la Garde républicaine, en raison de son implantation en région parisienne, les conjoints ont, plus que dans les autres unités de gendarmerie, une activité professionnelle (*infra*).

Cependant, même si les cavaliers ont le même style de vie que les fantassins, les membres des Pelotons d'Intervention se distinguent ; non seulement leur cohésion est assurée par les missions qu'ils assument, mais elle se maintient en dehors des heures de travail.

« Quand on appartient à un PI, on est très souvent ensemble et très solidaires ; personne n'est délaissé. On se retrouve en dehors de la Gendarmerie pour des mariages, des apéritifs. Tous les vendredis soir, on se retrouve autour d'un apéritif. On se voit beaucoup. »

« On fait des pique-niques ensemble. Alors que quand on sort d'une caisse, on préfère retrouver sa femme, ses enfants et quitter le collègue. Ici, les femmes se connaissent entre elles et s'invitent, c'est chaleureux et c'est là que fonctionne la cohésion. »

⁴⁰³ Charles Moskos, *Military : More Than Just a Job ?*, *op. cit.*, p. 18.

Cette différenciation inter-unités produit un système dual : d'une part, la Garde est pénétrée d'un fort mouvement de « civilianisation », voire de « banalisation » ; d'autre part, l'esprit de corps de certaines unités demeure intense, le réseau relationnel est fermé aux relations de travail, les femmes s'impliquent dans la vie de caserne, conformément au « modèle institutionnel. »

§2. Une vision « civilianisée » de la vie de caserne

Vivre en caserne à l'heure des loisirs et de l'hédonisme paraît inconcevable et antinomique avec le mode de vie de la société civile ; pourtant, la vision de nos interlocuteurs n'est guère apparue négative : elle loue l'encasernement et le considère comme un avantage. L'aspect contraignant de la vie de caserne relatif notamment à l'emprise qu'exerce l'institution sur ses membres est perçu⁴⁰⁴, mais cède sous le poids des avantages, à commencer par celui de la possibilité de vivre sur Paris à moindre coût. Deux avantages ont donc été soulignés par les enquêtés.

Le logement sur Paris :

*« Vous vous rendez compte, sur Paris, avoir un F3 ? C'est autre chose ! Mes copains étudiants vivent dans une chambre et n'en reviennent pas de mon appartement. Une place de voiture nous est réservée. **Un grand appartement et un parking à Paris, le tout gratuit, c'est plutôt rare.** Moi, personnellement, je n'y vois pas d'inconvénient. »* (Garde républicain)

*« L'aspect positif de la vie de caserne ? Le logement ! Allez trouver un logement sur Paris, vue sur la Tour Eiffel, dans un quartier calme, avec parking. C'est énorme pour Paris ! **Oui, cela représente pour nous une obligation statutaire mais pas une contrainte.** »* (Garde républicain)

*« **Vivre en caserne, c'est bien car on ne paie pas de loyer. Imaginez, on a le confort en région parisienne sans rien payer : quand on a une fuite d'eau, on ne s'en occupe pas car c'est le service casernement qui la prend en charge, il prend aussi nos recommandés au poste de police.** »* (Garde républicain)

Le deuxième avantage évoqué est lié à la sécurité :

⁴⁰⁴ Comme l'écrit Sylvie Clément, « à travers le logement, l'Institution exerce un poids social qui est non négligeable (...). La vie en caserne constitue un élément contribuant directement à la socialisation des gendarmes et de leur famille, mais elle joue aussi un rôle dans la construction de l'identité (personnelle et professionnelle) de chaque gendarme », *op. cit.*, p. 146.

« La caserne, c'est sécurisant car on est à l'abri des incivilités. On demeure libre de ses mouvements tout étant assuré d'une certaine sécurité. Aussi, comme on n'a pas de compétence police, on n'est pas reconnu comme une force de police dans le tissu social local, on est donc peu exposé. » (Officier)

*« On est en sécurité dans une caserne et c'est appréciable, surtout à Paris. Je ne devrais peut-être pas le dire mais je ne ferme jamais ma voiture à clé et je laisse les clés sur le contact ; je ne ferme jamais non plus mon appartement. Les enfants jouent dans le jardin, peuvent faire du vélo sans qu'on soit tout le temps en train de guetter au cas où il y aurait une espèce de pervers qui rôde autour d'eux ; **on connaît nos voisins, on peut compter sur eux, ce sont des gendarmes** et avant d'entrer dans la Gendarmerie, ils ont subi une enquête psychologique. »* (Garde républicain)

Ce dernier témoignage pointe, en dépit d'une faible cohésion, le sentiment d'appartenance à un groupe : ce sentiment crée un climat de tranquillité, de confiance car même si les membres du groupe ne se connaissent pas, ils se reconnaissent en tant que membres ; l'identité commune contrebalance l'anonymat.

Aucun entretien n'associe la caserne au statut militaire : si elle renvoie aux valeurs militaires (disponibilité, discipline, esprit de corps, sacrifice) et poursuit l'effort socialisateur de l'institution dans la sphère privée, elle se fait distancer par son implantation en zone urbaine et favorise - ou n'empêche pas - l'alignement du mode de vie des militaires sur celui des civils ; les avantages présentés par les enquêtés sont perçus comme tels parce que la vie en caserne ne constitue pas une entrave à l'épanouissement personnel.

« La vie de caserne ne renvoie en rien à l'aspect militaire ; à la rigueur, l'aspect militaire c'est d'y être contraint, sinon, la caserne ne caractérise pas l'armée. » (Officier)

Les inconvénients existent mais sont minimisés : l'inconvénient le plus évoqué est la promiscuité, génératrice des rumeurs, alors érigées en substitut du contrôle hiérarchique ; la rumeur constitue un reliquat de l'institution panoptique et de la vie en communauté.

*« Si j'avais le choix, je préférerais quand même ne pas vivre en caserne car il y a des inconvénients : il faut sacrifier pas mal de libertés, on n'est pas totalement anonyme, même en région parisienne ! **A la Garde, les casernes sont grandes, donc on est plus nombreux mais les gens ont moins de choses à faire, ce qui laisse le temps aux commérages.** »* (Garde républicain)

*« Les gens se connaissent de vue, ce qui alimente les rumeurs. C'est le propre de la vie en collectivité : au poste de police, on accompagne le visiteur jusqu'au bureau de l'officier pour savoir qui on reçoit, si c'est professionnel ou privé. C'est sans doute amusant de dire : un tel avec un tel. C'est la contrepartie de tous nos avantages : les relations sont plus difficiles car tout se sait ou peut se savoir. **On est libre de faire ce qu'on veut mais la rumeur limite cette liberté.** » (Officier)*

Le résultat est que les gendarmes de la Garde privilégient les relations extra-gendarmiques - facilitées en région parisienne - ce qui atténue encore plus la frontière entre la société militaire et la société civile ; cela s'explique par la volonté d'abattre symboliquement le « *frein 'psychologique' que représente la barrière, qui est souvent perçue comme une entrave au regard de la fréquentation de leurs amis et de certains membres de leur famille* »⁴⁰⁵ ; la barrière du poste de police, séparateur entre le monde civil et le monde militaire, est gênante lorsque le processus de mimétisme est enclenché. Le militaire, inséré dans la société civile, entend profiter des avantages du mode de vie des civils et de ceux de la vie de caserne : la caserne ne représente plus une contrainte liée au statut gendarmique mais un atout lié au statut d'individu. La Garde ne pouvant empêcher cette « banalisation » du style de vie militaire va au-devant des changements et distancie les éventuelles revendications : sa tactique est de faire en sorte que le militaire perçoive la caserne comme un atout, car en étant ouverte aux pressions de « l'instituant », elle s'en prémunit.

⁴⁰⁵ Sylvie Clément, *op. cit.*, p 136.

Section 2. L'impact des spécificités du casernement de la Garde républicaine

À la Garde républicaine, la caserne symbolise plus la modernité que la tradition : non seulement elle modifie les trajectoires personnelles des gendarmes (§1), mais aussi elle infléchit le rôle du commandant de caserne, figure clé de la vie en caserne (§2).

§1. Vie en caserne et trajectoires personnelles

La caserne est un des critères incitant les jeunes gendarmes à intégrer la Garde républicaine, à la sortie de l'école de gendarmerie, et les plus anciens à y rester : s'ils veulent y faire toute leur carrière, c'est en raison de sa situation géographique.

*« Pour moi, l'intégration de la Garde et la volonté d'y rester relèvent d'un choix géographique : **une affectation en région parisienne présentait pour moi un intérêt au niveau familial.** Paris assure toutes les liaisons avec la province, tandis qu'en province, les liaisons sont moins assurées. »* (Major)

*« **Paris est le critère essentiel pour entrer à la Garde : moi, c'était la Garde ou rien.** Le cheval et Paris sont mes deux critères. »* (Gradé)

*« Travailler sur Paris est pour moi indispensable ; de toute façon, même si j'avais été en brigade, **j'aurais demandé l'Île de France pour être proche des aéroports, ce qui me permet de voir plus facilement ma famille.** »* (Garde républicain)

L'implantation de la Garde en région parisienne est une variable qui supplante les motivations d'ordre économique ou professionnel pour laisser place aux motivations personnelles : le militaire, comme n'importe quel individu, voit son intérêt à travailler à la Garde.

Un autre paramètre évoqué par nos interlocuteurs influence les stratégies de carrière : le travail du conjoint. S'ils ont demandé leur affectation à la Garde, c'est parce que le conjoint travaille sur Paris. Ce qui diffère des autres unités de gendarmerie est que le conjoint ne trouve pas un emploi une fois l'affectation faite, mais qu'il travaille avant l'intégration de la Garde. La variable « travail des femmes » n'est pas une conséquence mais une cause ; la donne s'inverse : avant, les femmes accompagnaient leur mari, s'investissaient dans la vie militaire ; aujourd'hui, elles s'en écartent et c'est au gendarme de négocier sa carrière pour se rapprocher de sa famille, ce qui peut provoquer une gêne au niveau de l'avancement.

« La Garde c'est bien pour la vie familiale ; alors qu'en Mobile, ils sont en déplacement 300 jours sur 365. A la Garde, on devient parisien et on y reste car les femmes travaillent sur Paris. » (Officier)

Cette inversion est le signe de la pénétration du mouvement de « civilianisation », voire de « banalisation » : non seulement elle influe sur les stratégies des acteurs qui prennent en compte tous les aspects de leur vie privée, mais elle réduit leur mobilité, pierre angulaire de la fonction gendarmique. Au nom de la conciliation entre vie professionnelle et vie de famille, le gendarme tend à devenir un simple travailleur : il ne réside pas sur son lieu d'emploi, son conjoint a une activité professionnelle qui le désengage de la vie militaire et l'oblige à prendre en compte ce facteur pour le choix de sa carrière. Facteur qui transcende les « motivations économiques » du militaire dans la mesure où les épouses n'ont pas le besoin matériel de travailler. Si l'implantation de la Garde en région parisienne est la cause principale de la « banalisation » du mode de vie des militaires, le travail des femmes entretient cette « banalisation », ce qui conduit à l'équation suivante :

Implantation en région parisienne (zone urbaine) → activité professionnelle du conjoint → modification des stratégies de carrière → diminution de l'implication dans la vie de caserne → repli sur soi → dissolution du lien communautaire → « banalisation ».

Il ne s'agit pas d'une simple convergence entre le mode de vie des militaires et celui des civils, mais d'un alignement total : les militaires vivent comme les civils. La variable « activité professionnelle du conjoint » est cause de retrait de la vie militaire, donc de « banalisation » ; Bernard Boëne parle même de « *répugnance (reluctance) croissante à participer à la vie de la communauté militaire et cette répugnance s'étend au-delà des femmes qui travaillent à l'extérieur de la base* »⁴⁰⁶.

§2. L'infléchissement du rôle du commandant de caserne

Le commandant de caserne est la clé de voûte de la vie en caserne, il gère le quotidien des gendarmes en même temps qu'il maintient la discipline : il est le garant du bon ordre dans la caserne, assure le respect du règlement intérieur. Il surveille, observe : son rôle est de « *pouvoir à chaque instant surveiller la conduite de chacun, l'apprécier, la sanctionner* »⁴⁰⁷. L'instruction du 24 juillet 1992 précise que « *l'organisation de la vie communautaire relève pour l'essentiel de la responsabilité du commandant* ».

A la Garde, le commandant de caserne est le commandant de régiment qui, en cas d'absence, délègue cette responsabilité au commandant d'unité. Son rôle varie selon deux paramètres cumulatifs, la taille des casernes et le

⁴⁰⁶ Bernard Boëne, in Charles Moskos, *Military : More Than Just a Job ?...*, *op. cit.*, p. 202.

⁴⁰⁷ Michel Foucault, *op. cit.*, p. 168.

comportement personnel : plus les casernes sont grandes, plus les relations entre le commandant de caserne et les « locataires » sont impersonnelles ; inversement, plus elles sont de petite taille, plus le commandant de caserne joue un « rôle social »⁴⁰⁸ et entretient des relations amicales avec ses personnels. Dans les deux cas, son rôle a changé : il ne représente plus une figure autoritaire.

*« Le rôle du commandant de caserne dépend essentiellement de l'individu, de son tempérament mais en règle générale, il s'est assoupli : on tolère un comportement lorsque celui-ci n'a pas d'incidence sur le travail. **Je pense qu'on a plus un rôle social qu'un rôle de contrôleur** : si on vient me voir pour poser un problème après les heures de service, c'est d'homme à homme, non de sous-officier à officier. Personnellement, j'applique à ma manière le règlement : par exemple, quand un gendarme veut faire poser un nouveau papier peint dans son logement, le règlement dit que le commandant de caserne doit vérifier si le papier est bien posé. **Or, il y a la lettre et l'esprit : je préfère l'esprit**, c'est-à-dire que j'ai frappé à la porte du gendarme, lui ai demandé s'il n'avait pas eu de problème et suis reparti, sans vérifier. Je n'aurais jamais pu le faire car **j'aurais eu l'impression de violer sa vie privée**. Je fais en sorte qu'il n'y ait pas de problème pour me protéger de toute responsabilité mais je ne pénètre pas dans les appartements, je m'y rends et c'est tout. Je m'y rends pour dire que je m'y suis rendu, que j'ai rempli ma mission ; ainsi, **j'assume ma responsabilité en respectant l'esprit du texte et la vie de mes hommes**. »*

Ce témoignage révèle la position délicate du commandant de caserne et son embarras à s'immiscer dans la vie privée du gendarme ; il s'en écarte le plus possible, bien que les textes aient assoupli le rôle « ingrat » du commandant de caserne. Il rejette certains aspects de son statut inscrit dans un rôle contradictoire, à mi-chemin entre l'autorité et l'humanité ; cette ambivalence pose problème et les commandants de caserne « *repuissent leur statut et veulent remettre en question, et leur position personnelle, et l'organisation sociale en général, productrice et régulatrice des statuts* »⁴⁰⁹, quitte à sortir de leur rôle formel. La fonction première du commandant de caserne est avant tout de gérer la vie en collectivité : Sylvie Clément évoque un rôle de « *gardien du temple* » qui va du simple gardien d'immeuble, en charge de la gestion du quotidien des familles, au « *confident et père de la collectivité* »⁴¹⁰ : c'est lui qui traite des problèmes de voisinage, qui en même temps organise les réunions en dehors du service, les

⁴⁰⁸ Ce rôle social est consacré à l'article 6 de la loi du 24 mars 2005 portant statut général des militaires qui dispose qu' « il appartient au chef, à tous les échelons, de veiller aux intérêts de ses subordonnés et de rendre compte, par la voie hiérarchique, de tout problème de caractère général qui parviendrait à sa connaissance », y compris d'ordre privé.

⁴⁰⁹ Jean Stoetzel, *La psychologie sociale*, op. cit., p. 212.

⁴¹⁰ Sylvie Clément, op. cit., p. 63.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

« pots » : « *dimension confident, parfois paternaliste* »⁴¹¹ qui revient dans les propos des personnes interviewées. Celui-ci a une double casquette : celle de gardien d'immeuble et de clé de voûte de la communauté. Il n'est plus assimilé au chef autoritaire qui contrôle les faits et gestes des individus ; perçu comme un arbitre ou un médiateur, il améliore le quotidien des familles et « *doit bien souvent aller au-delà des prérogatives qui lui incombent pour gérer de plus en plus des problèmes liés à la vie privée de ses personnels* »⁴¹². Son rôle ainsi assoupli, le commandant de caserne contribue à « banaliser » le mode de vie des militaires.

⁴¹¹ *Ibidem*, p. 65.

⁴¹² *Ibid.*, p 68.

Elodie LANDAT

CONCLUSION GENERALE

L'étude de la Garde républicaine porte sur la connaissance de ses missions, de son organisation, de ses valeurs, à travers notamment la perception de ses membres ; elle doit permettre de la situer sur l'échelle « tradition-modernité ».

Représentant la tradition militaire française ainsi que les valeurs républicaines, la Garde apparaît de prime abord en marge de la société civile ; puis, l'étude infirme cette apparence : en dépit de son attachement à la tradition, la Garde républicaine est une force policière pénétrée du mouvement de « civilianisation » ; elle use d'une tactique pour freiner ce mouvement consistant à y être perméable ; elle évite ainsi la « crise institutionnelle », c'est-à-dire « la remise en cause à tous les niveaux de l'ordre institué, des valeurs qui sous-tendent son organisation et son fonctionnement »⁴¹³. En raison de spécificités endémiques, elle ne peut pas faire autrement : elle réagit en anticipant la « pression instituante », en reconnaissant l'individu dans sa globalité.

Institution socialisante rendant les honneurs militaires, elle concilie l'individu et le soldat : la socialisation ne signifie pas négation de l'individu car elle a pour objectif de le rendre autonome, conformément au modèle de l'individu moderne : « L'émergence de l'individu n'est pas issue du relâchement du contrôle social, mais au contraire, de son accentuation. »⁴¹⁴ D'où le postulat suivant : « Plus je suis socialisé, plus je suis un sujet parce que j'intériorise l'obligation d'être libre et, par conséquent, d'être mon propre censeur. »⁴¹⁵ L'effort socialisateur de la Garde se loge moins dans la vie privée du militaire que dans ses fonctions, de sorte qu'il devient responsable et autonome dans sa vie professionnelle, libre dans sa vie privée. La conjugaison de ces deux variables freine la « civilianisation » : la Garde transpose les ingrédients de la société civile en leur ajoutant ceux de son cadre culturel et normatif.

A tous les niveaux, la Garde est traversée d'éléments de la vie civile qui la situent à part des autres unités de la Gendarmerie :

- d'un point de vue fonctionnel, elle accomplit des missions de police, intervient en zone urbaine ;
- d'un point de vue organisationnel, la différenciation intra- et inter-unités la singularise (dans l'armée, c'est la ressemblance qui prime, évocatrice du lien communautaire) ; elle travaille avec la police, côtoie des personnels qui ont des conditions de vie différentes ;

⁴¹³ Jacques Chevallier, « L'analyse institutionnelle, » in *L'institution*, Paris, PUF, CUR-APP, 1981, p. 46.

⁴¹⁴ François Dubet, *op. cit.*, pp 39-40.

⁴¹⁵ *Ibidem*, p. 39. Pour François Dubet, la socialisation est un processus binaire : il la perçoit « comme un processus paradoxal de création de conduites et d'acteurs conformes, et de sujets conscients d'eux-mêmes, obligés et capables d'être libres et de gouverner leur vie », p. 40.

- d'un point de vue institutionnel, le lien communautaire se disloque au profit du lien sociétaire, le règlement sécularise les valeurs militaires, le lien de solidarité est d'ordre « organique, » non plus « mécanique », comme c'est le cas pour les autres unités de gendarmerie (F. Dieu ; C. Mouhanna) : tandis que la « solidarité mécanique » écarte l'individu au profit de la collectivité, faisant de la Gendarmerie une communauté, voire une tribu, où « *la conscience collective recouvre exactement notre conscience totale et coïncide de tous points avec elle* »⁴¹⁶, la « solidarité organique », issue de la division du travail, implique que les membres de la société ne se ressemblent pas, « *diffèrent les uns des autres* » et que « *la conscience collective laisse découverte une partie de la conscience individuelle* »⁴¹⁷. Certes, des croyances communes lient les gardes républicains entre eux mais la spécialisation des tâches et la situation d'interdépendance priment le « système symbolique » : si le militaire adhère aux valeurs, il remplit une fonction qui le met dans une situation d'interdépendance ; la solidarité n'est plus immanente à la communauté mais créée par la fonction, rendue nécessaire par cette situation.

L'individu n'évacue pas le militaire ; la fonction de la Garde est d'atténuer la tension entre les deux en reconnaissant l'individu : tout en conservant sa position d'institution socialisante, « *elle impose des sujétions spéciales à ses personnels, comme la soumission à la discipline militaire et l'impossibilité de démissionner, de se mettre en grève ou de négocier sur les conditions de travail. Mais les tâches militaires sont de plus en plus réalisées comme le seraient des tâches civiles, et de plus en plus motivées par (...) les bénéfices annexes que par la coercition* »⁴¹⁸. Ces « bénéfices annexes » sont tels qu'aucun enquêté n'a évoqué le souhait de quitter la Garde : elle réussit à réconcilier l'individu avec le militaire en lui conférant des fonctions socialisantes, compensées par des avantages liés au statut d'individu : le militaire ainsi satisfait dans sa vie privée n'éprouve pas le besoin de quitter la Garde avant le nombre d'années requis ; il se professionnalise, se banalise, devient un travailleur comme un autre, tout en intériorisant le « système symbolique » de l'armée.

Comment qualifier ce processus qui consiste à se préserver de la « pression instituante » en l'encourageant ? Le modèle de Morris Janowitz correspondant au « *professionnalisme pragmatique* » est préférable au « modèle industriel » de Charles Moskos, dans la mesure où il atténue plus qu'il ne supprime les différences entre la société militaire et la société civile ; d'autant que la Garde est parvenue à concilier une « *intégration satisfaisante à la société environnante (...) et le degré de divergence requis pour remplir la fonction spécifique qui est celle de l'institution militaire* »⁴¹⁹.

La Garde républicaine est une « société » militaire fondée sur des liens de « solidarité organique », certes plus impersonnels mais plus solides puisqu'

⁴¹⁶ Emile Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2004, p. 99.

⁴¹⁷ *Ibidem*, p. 101.

⁴¹⁸ T. Caplow, P. Vennesson, *Sociologie militaire, op. cit.*, p. 38.

⁴¹⁹ Bernard Boëne, « La banalisation des armées : le cas français, » *Futuribles*, juin 1987, p. 40.

« il suffit que chaque individu se consacre à une fonction spéciale pour se trouver, par la force des choses, solidaire des autres »⁴²⁰. L'interdépendance fait office d'esprit de corps, éliminant le risque de dissolution du lien social. Si cette vision tend à substituer la logique organisationnelle⁴²¹ à la logique institutionnelle, elle ne correspond pas pour autant à la « désinstitutionnalisation » de l'institution mais à son ancrage dans la modernité⁴²².

⁴²⁰ Emile Durkheim, *op. cit.*, p. 177.

⁴²¹ Emile Durkheim explique en effet que la « solidarité organique » se bâtit autour d'une logique bureaucratique : « Les éléments sociaux (...) ne sont ni juxtaposés linéairement comme les anneaux d'un anneau, ni emboîtés les uns dans les autres, mais coordonnés et subordonnés les uns aux autres autour d'un même organe central qui exerce sur le reste de l'organisme une action modératrice ; (...) car, si les autres dépendent de lui, il en dépend à son tour », *ibidem*, p. 157. Cette définition renvoie aux deux aspects de la logique bureaucratique : la chaîne de commandement et l'inversion hiérarchique qui se produit nécessairement.

⁴²² A l'instar de François Dubet, nous préférons parler de modernité, plutôt que de post-modernité, dans la mesure où « il n'y a pas de rupture d'avec le programme institutionnel, pas de passage brutal d'un modèle à l'autre », *op. cit.*, p. 53.

Elodie LANDAT

ANNEXES

TABLEAU SYNOPTIQUE DES GARDES REPUBLICAINES

DENOMINATION	DATES
Guet royal	1254 → 1771
Garde de Paris	1771 → 1789
Garde nationale	1789-1795
Légion de police générale	1795-1796
Garde municipale de Paris	1802- 1813
Gendarmerie impériale compris les 100 jours	1813-1814, y
Garde royale de Paris 100 jours	1814-1815, sauf les
Gendarmerie royale de Paris	1816-1830
Garde municipale de Paris	1830-1848
Garde civique mai 1848	25 février 1848-15
Garde républicaine de Paris	1848-1849
Garde républicaine	1849-1852
Garde de Paris (missions d'ordre public)	1852-1870
Garde impériale (missions d'honneur)	1854-1870
Garde républicaine	1870-1933
Garde républicaine de Paris	1933-1940
Garde de Paris	1940-1944
Légion de la Garde personnelle du chef de l'Etat	1943-1944
Garde républicaine de Paris	1944-1978
Garde républicaine	depuis 1978

Elodie LANDAT

GRILLE D'ENTRETIENS

GRADE / UNITE	DATE	DUREE	FONCTION
Général militaire	06/04/05	1h20	Commandant
Colonel de régiment	18/04/05	2h	Commandant
Lieutenant-colonel	31/05/05	(téléphone)	DGGN
Lieutenant-colonel de la Garde	25/05/05	45 min	Etat-major
Chef d'escadron militaire	07/04/05	1h	Commandant
Chef d'escadron militaire	03/03/05	1h	Commandant
Capitaine d'unité	10/05/05	45 min	Commandant
Capitaine d'unité	12/04/05	1h30	Commandant
Capitaine d'unité	01/04/05	1h30	Commandant
Capitaine d'unité	21/03/05	3h	Commandant
Lieutenant de détachement	07/04/05	1h30	Commandant
Lieutenant de détachement	31/03/05	3h	Commandant
Lieutenant d'unité	31/03/05	1h15	Commandant
Lieutenant de détachement	30/03/05	1h15	Commandant
Major	22/03/05	2h	CSPN
Adjudant	30/03/05	1h15	CH
Adjudant	10/05/05	1h	Cavalerie
Garde républicain	07/04/05	30 min	PI
Garde républicain	07/04/05	30 min	PI
Garde républicain	07/04/05	45 min	PI
Garde républicain	25/03/05	45 min	CSPN
Garde républicain	10/05/05	1h30	Cavalerie

Elodie LANDAT

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET ARTICLES GÉNÉRAUX

Ouvrages

- BERGER, Peter, LUCKMANN, Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, coll. « Références », 2003, 288 p.
- BLANCHET, Alain, GOTMAN, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan Université, coll. « Sociologie 128 », 2003, 128 p.
- CROZIER, Michel, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Editions du Seuil, 1971, 382 p.
- CROZIER, Michel, FRIEDBERG, Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Points Politique », 2004, 500 p.
- DEBBASCH, Charles, *L'Elysée dévoilé*, Paris, A. Michel, 1982, 200 p.
- DEROCHE, Henri, *Les mythes administratifs*, Paris, PUF, 1966, 312 p.
- DUBAR, Claude, *La socialisation*, 3^{ème} édition, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2004, 255 p.
- DUBET, François, *Le déclin de l'institution*, Paris, Editions du Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 2002, 421 p.
- DUBOIS, Michel, PÉTTI, François, *Introduction à la psychosociologie des organisations*, Paris, Dunod, 1998, 288 p.
- DURKHEIM, Emile, *De la division du travail social*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2004, 416 p.
- ETZIONI, Amitai, *Les organisations modernes*, Paris, Duculot, coll. « Sociologie nouvelle », 1971, 221 p.
- FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 2004, 360 p.
- HIRSCHMANN, Albert O., *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1995, 212 p.
- LETTERON, Roseline (dir.), *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme*, Paris, Economica, 2000, 172 p.
- LIPOVETSKY, Gilles, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Essais », 2003, 327 p.
- LOUCHE, Claude, *Psychologie sociale des organisations*, Paris, Armand Colin, coll. « Cours », 2001, 190 p.
- MAILLET, Léandre, *Psychologie et organisations : l'individu dans son milieu de travail*, Paris, Vigot, 1988, 576 p.
- MARCH, James, SIMON, Herbert, *Les organisations*, Paris, Dunod, coll. « Systémique », 1991, 254 p.
- MERTON, Robert K., *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965, 514 p.
- STOETZEL, Jean, *La psychologie sociale*, Paris, Flammarion, 1999, 349 p.

Elodie LANDAT

VERRIER, Patrice, *Les services de la Présidence de la République*, Paris, PUF, 1971, 90 p.

Articles

CHAMBOREDON, Hélène, PAVIS, Fabienne, SURDEZ, Muriel, WILLEMENEZ, Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par les sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèse*, n° 16, juin 1994, pp. 114-132.

CHEVALLIER, Jacques, « L'analyse institutionnelle », in *L'Institution*, Paris, PUF, Curapp, 1981, pp. 3-62.

SECURITE

Ouvrages

BRUNETEAUX, Patrick, *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique*, Paris, Presses de sciences po, 1996, 345 p.

DELAMARE, Nicolas, *Traité de la police*, t. 1, Paris, M. Brunet, Livre 1, Titre XIII, 1719.

DIEU, François, *Les politiques publiques de sécurité*, Paris, L'Harmattan, 1999, 253 p.

FREGIER, Honoré, *Histoire de l'administration de la police de Paris, depuis Philippe Auguste jusqu'aux Etats-Généraux de 1789*, Paris, Guillaumin, vol. 1, 1850.

GATTO, Didier, THOENIG, Jean-Claude, *La sécurité publique à l'épreuve du terrain*, Paris, L'Harmattan, IHESI, 1993, 231 p.

La sécurité intérieure, Paris, Direction des Journaux Officiels, coll. « Aux sources de la loi », 2003, 713 p.

Articles

DE LA BURGADE, Denis, « La sécurité des hommes politiques français », *Droit et Défense*, avril-juin 2003, pp. 14-20.

« Entretien avec Dominique de Villepin », *L'Essor*, n°365, janvier 2005.

FILLEULE, Olivier, « Eléments d'une polémique sur le maintien de l'ordre », *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n°27, 1^{er} trimestre 1997, pp. 183-202.

GUYOT, Mathieu, VAUJANY, Alain, « Politiques de sécurité : l'analyse de Bruno Le Roux », *L'Essor*, n°364, décembre 2004, pp. 17-19.

LAUMONT, lieutenant-colonel, « GIR : un tandem qui roule », *L'Essor*, n°363, novembre 2004, pp. 14-17.

MASSONI, Philippe, « Défense des libertés et ordre public à Paris », in Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, *Le Préfet et l'ordre public*, Ed. Jean-Loup Dubrigny, 1998, pp. 54-59.

THOENIG, Jean-Claude, « La gestion systémique de la sécurité publique », *Revue Française de Sociologie*, 1994, pp. 357-392.

ARMÉE

Ouvrages

- BLANC, Michel, « Le prix de la fidélité. Essai de modélisation des stratégies de carrière des militaires », in Hubert Jean-Pierre Thomas (dir.), *Officiers, sous-officiers. La dialectique des légitimités*, Paris, Addim-Centre de Sociologie de la Défense Nationale, 1994.
- CAPLOW, Theodore, VENNESSON, Pascal, *Sociologie militaire*, Paris, Armand Colin, 2000, 280 p.
- COSTE, Frédéric, *Analyse du système des valeurs militaires et des caractères conservateurs des armées*, mémoire de DEA de science politique sous la direction de M. le Professeur Mathiot, université de Lille II, 2002, 123 p.
- EHRENBERG, Alain, *Le corps militaire: politique et pédagogie en démocratie*, Paris, Aubier Montaigne, coll. « Résonances », 1983, 213 p.
- GUENNEBAUD, Louis, *La vie à la caserne du point de vue social*, Saint-Brieuc, Imprimeries de R. Prud'homme, 1906, 138 p.
- HUNTINGTON, Samuel, *The Soldier and the State: the Theory and Politics of Civil-Military Relations*, The Belknap Press of Harvard University Press, 1985, 534 p.
- JANOWITZ, Morris, *The Professional Soldier. A Social and Political Portrait*, Glencoe, The Free Press, 1971, 464 p.
- MOSKOS, Charles (dir.), *The Military: More Than Just a Job?*, Washington, Pergamon-Brassey's, 1988, 305 p.
- MOSKOS, Charles (dir.), *The Postmodern Military. Armed Forces After the Cold War*, NY/Oxford, Oxford University Press, 2000, 286 p.
- SCHWEISGUTH, Etienne, SINEAU, Mariette, SUBILEAU, Françoise, *Techniciens en uniforme. Les sous-officiers de l'armée de l'air et de la marine*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979, 294 p.

Articles et contributions

- BARADEL, lieutenant-colonel, « Relations sociales », *Le Trèfle*, n°93, pp. 35-41.
- BOENE, Bernard, « La banalisation des armées : le cas français », *Futuribles*, juin 1987, p. 39-54.
- CAPDEVIELLE, Jacques, CHELLY, Luc, LEBRET, Marc, « La civilianisation des régiments de l'armée de Terre, une coexistence pacifique plus qu'une intégration aboutie », *Documents du C2SD*, décembre 2000, 71 p.
- CHEVRIER, Stéphane, NOGUES, Thierry, SAUVAGE, André, « Armées et sociétés intérieures : perception des acteurs institutionnels civils et militaires », *Documents du C2SD*, octobre 2001, 76 p.
- « Entretien avec Morris Janowitz », *Nation-Armée*, n°8, 1978, pp. 13-15.
- GOYER, Sophie, « Demandes de concours et réquisitions des armées », Direction des Affaires Juridiques, *Etudes juridiques*, n°29, novembre 2001, 111 p.

- JAKUBOWSKI, Sébastien, *Le soldat dans les armées françaises : un commandement par l'individu*, Journées d'études « Injonctions d'individuation et supports sociaux des individus », Centre d'études des mouvements sociaux, EHESS, avril 2004, 11 p.
- MOSKOS, Charles, « La banalisation de l'institution militaire. L'armée américaine : du modèle institutionnel au modèle industriel », in *La banalisation des armées, Futuribles*, juin 1987, pp. 27-38.
- NOGUES, Thierry, « Armées et missions de sécurité intérieure : la spécificité militaire en question », *Les Champs de Mars*, n°10, 2^e trimestre 2001, pp. 105-134.
- PAVEAU, Marie-Anne, « Paroles de militaires : les 'libres réflexions sur la défense' dans la revue *Armées d'aujourd'hui* », *Mots*, 51, juin 1997, pp. 58-74.
- SCHWEISGUTH, Etienne, « L'institution militaire et son système de valeurs », *Revue Française de Sociologie*, XIX, 1978, pp. 373-390.
- THOMAS, Hubert Jean-Pierre, « Fonction militaire et système d'hommes : système organisationnel et système opérationnel », in Bernard Boëne (dir.), *La spécificité militaire*, Paris, Armand Colin, 1990, pp. 241-257.
- VENNESSON, Pascal, « La nouvelle armée : la société militaire française en tendance, 1962-2000 », *Documents du C2SD*, décembre 2000, 222 p.

GENDARMERIE NATIONALE

Ouvrages

- CHAMPAGNE, Jean-Paul, *Gendarmerie : enquête sur la grande discrète*, Monaco, Editions du Rocher, 1998, 219 p.
- CLEMENT, Sylvie, *Vivre en caserne à l'aube du XXI^e siècle : l'exemple de la gendarmerie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Le travail du social », 2004, 193 p.
- DELESTRE, Antoine, GOULEY, Bernard, *Les gendarmes*, Paris, Fayard, 1979, 397 p.
- DIEU, François, *Gendarmerie et modernité : étude de la spécificité gendarmique aujourd'hui*, Paris, Montchrestien, 1993, 412 p.
- DIEU, François, *La Gendarmerie : secrets d'un corps*, Bruxelles, Ed. Complexe, coll. « Théorie politique », 2002, 334 p.
- DOLLEY, Hugues, Dossier sur le « GSPR », 51 p.
- HAENEL, Hubert, LIZUREY, Richard, *La Gendarmerie*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1999, p 127 p.
- LUC, Jean-Noël (dir.), *Histoire de la maréchaussée et de la Gendarmerie – Guide de recherche*, Service historique de la Gendarmerie nationale, 2004, 1105 p.

Articles et contributions

- BRUNETEAUX, Patrick, « Cigaville : quand le maintien de l'ordre devient un métier d'expert », in Philippe Braud (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes*, Paris, L'Harmattan, coll. « Cultures et conflits », 1993, pp. 227-250.

LA GARDE RÉPUBLICAINE

- CAPDEPONT, Yves, « Gendarmerie et sécurité », *Défense Nationale*, n°3, mars 2002, pp. 131-139.
- DIEU, François, « La Gendarmerie nationale et la DOT », *Défense Nationale*, n°6, juin 1993, pp. 73-84.
- DIEU, François, « Des règles de répartition des compétences entre police et gendarmerie : le maintien de l'ordre », *Défense Nationale*, mars 2001, pp. 137-139.
- DIEU, François, « Gendarmerie et dualisme policier : fondements et justification », *Défense Nationale*, août-septembre 2001, pp. 134-136.
- DIEU, François, « Retour sur la crise de la Gendarmerie », *Défense Nationale*, n°3, mars 2002, pp. 163-165.
- DIEU, François, « La question du rattachement ministériel de la Gendarmerie », *Défense Nationale*, octobre 2002, pp. 238-242.
- GAUME, Patrick, « Gendarmerie nationale : le rôle social du commandant d'unité », *Armées d'aujourd'hui*, mars 2001, pp. 57-58.
- GIRAUD, Claude (dir.), « De l'institution à l'organisation de la Gendarmerie : les effets induits sur le métier de gendarme », *Documents du C2SD*, 4^e trimestre 2004, 159 p.
- JULLIEN, Louis-Christian, « Du commandement en général et dans la Gendarmerie en particulier », *Défense Nationale*, n°11, novembre 1998, pp. 49-55.
- MOUHANNA, Christian, « Faire le gendarme : de la souplesse informelle à la rigueur bureaucratique », *Revue Française de Sociologie*, 42-1, 2001, pp. 31-55.
- WATIN-AUGOUARD, Marc, « Police-Gendarmerie », *Droit et Défense*, n° 96/4, 4^e trimestre 1996, pp. 59-62.

GARDE REPUBLICAINE

Ouvrages

- BERNIER, Jean-Pierre, *La Garde républicaine : grandeur et renommée*, Paris, Ed. Hervas, 1989, 150 p.
- CARDONI, Fabien, *La Garde républicaine : d'une République à l'autre. Un régiment de gendarmes à Paris, 1848-1871*, Thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Jean-Noël Luc, Paris IV, février 2005, 2 vol., 783 p.
- HILQUIN, Marie, *Raconte-moi la Garde républicaine*, Paris, Ed. Nouvelle Arche de Noé, 1998, 44 p.
- ROSIERE, Pierre, *La Garde républicaine*, Paris, Editions Xavier Richer, 1981, p 246 p.

Articles et contributions

- BOUTIN, Clovis, « La garde de Paris de 1802 à 1945 et le service d'ordre dans la capitale », ; in *De l'archer du guet au garde républicain : 1667-1994*, Carnet de la Sabretache, coll. « Nouvelle Série n°122 », 4^e trimestre 1994, pp. 111-113.

Elodie LANDAT

CARDONI, Fabien, « Miroir ! O beau miroir ! Le premier historique de la Garde républicaine sous le Second Empire », *Sociétés et représentations*, n°16, septembre 2003, pp. 281-293.

CHAGNIOT, Jean, « Le maintien de l'ordre public à Paris sous l'Ancien Régime », in *De l'archer du guet au garde républicain : 1667-1994*, Carnet de la Sabretache, coll. « Nouvelle série n°122 », 4^e trimestre 1994, pp. 103-106.

SERVIER, Marie-Berthe, « La symbolique militaire comme langage dans le monde politique et civil », in André Thiéblemont, *Cultures et logiques militaires*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1999, pp. 127-162.

SERVIER, Marie-Berthe, « L'historique de la Garde républicaine : une mémoire officielle conçue à la Belle Epoque », in Jean-Noël Luc (dir.), *Gendarmerie, Etat et société au XIX^e siècle : actes du colloque*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, pp. 117-128.

SERVIER, Marie-Berthe, « La Garde républicaine et les honneurs du Président depuis 1870 », in *Histoire socioculturelle des armées*, Cahier du CEHD, n°7, 1998, pp. 61-77.

Dossiers sur la Garde républicaine

- *Revue de la Gendarmerie*, n°159, 2^e et 3^e trimestre 1989

- *Gend'Info*, n°236, mai 2001, pp. 15-31.

- Bulletin de liaison de la Garde républicaine, *Sous le Plumet Rouge*, depuis 1978.

RAPPORTS PUBLICS

- Audition de Pierre Mutz, compte-rendu n° 3, Commission de la Défense nationale et des Forces armées, 10 juillet 2002.

- Rapport Carraz-Hyest portant sur « une meilleure répartition des effectifs de la police et de la gendarmerie pour une meilleure sécurité publique », avril 1998.

- Rapport sur la fonction publique d'Etat au président de la République, Cour des Comptes, avril 2001.

- Rapport Courtois n° 371, Sénat 2001-2002.

- Rapport d'information de Michel Dasseux sur « l'externalisation de certaines tâches relevant du ministère de la Défense », 12 février 2002.

SITES INTERNET

<http://le.cos.free.fr/eli.htm>

www.defense.gouv.fr/gendarmerie/

www.garderepublicaine.com

www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr

LISTE DES ABREVIATIONS

APJ : Agent de police judiciaire
BOE : Bureau des opérations et de l'emploi
CAT : Certificat d'aptitude technique
CGS : Compagnie des Grands Services
CH : Compagnie d'Honneur
CLNAS : Concession de logement par nécessité absolue de service
CPGM : Centre de perfectionnement de la Gendarmerie mobile
CRS : Compagnie Républicaine de Sécurité
CSPN : Compagnie de Sécurité des Palais Nationaux
CSPR : Compagnie de Sécurité de la Présidence de la République
DG / DGGN : Direction Générale de la Gendarmerie nationale
ELI : Equipe légère d'intervention
GD : Gendarmerie départementale
GIGN : Groupe d'Intervention de la Gendarmerie nationale
GIR : Groupe d'intervention régional
GSPR : Groupe de Sécurité de la Présidence de la République
IM 500 : Instruction ministérielle n°500 du 9 mai 1995
MO : Maintien de l'ordre
OPJ : Officier de police judiciaire
PAC : Poste à cheval
PI : Peloton d'intervention
PIC : Peloton d'intervention à cheval
PLI : Peloton léger d'intervention
SPHP : Service de Protection des Hautes Personnalités